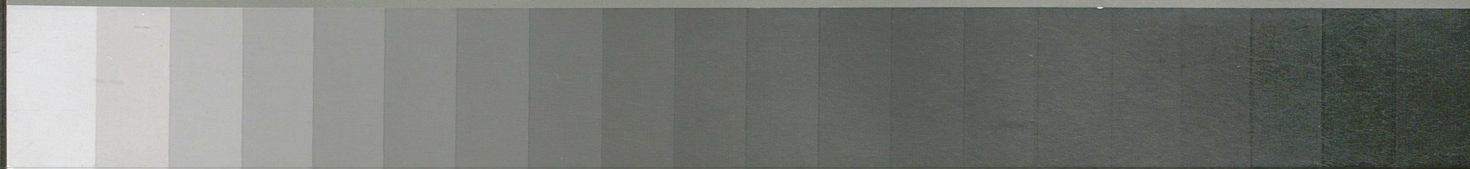




Grey Scale #13



A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19





Il sera tiré de cet ouvrage :

*108 exemplaires sur papier pur fil des papeteries Lafuma, à Voiron,
numérotés de 1 à 100, et 8 hors commerce, marqués H. C. ;*

et des exemplaires sur papier vélin du Marais,

constituant l'édition originale.

MÉMOIRES DU CHANCELIER
PRINCE DE BÜLOW

TOME TROISIÈME

1909-1919

A LA MÊME LIBRAIRIE :

MÉMOIRES DU CHANCELIER PRINCE DE BÜLOW

EN QUATRE VOLUMES

TOME PREMIER. — 1897-1902.

Le Secrétariat d'État des Affaires étrangères et les premières années de chancellerie. Un volume in-8° avec 16 gravures hors texte.

TOME DEUXIÈME. — 1902-1909.

Du renouvellement de la Triplice jusqu'à sa démission de chancelier. Un volume in-8° avec 16 gravures hors texte.

Sous presse :

TOME QUATRIÈME ET DERNIER. — 1849-1896.

Sa jeunesse et sa carrière de diplomate.

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1934.

563 BM

MÉMOIRES *Ryt*

DU CHANCELIER

PRINCE DE BÜLOW *ant*

TOME TROISIÈME *7 III*

1909-1919

*La Grande Guerre
et la Débaîcle*

TRADUCTION DE HENRI BLOCH ET PAUL ROQUES

Avec 16 gravures hors texte



PARIS

LIBRAIRIE PLON

LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT

IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6°

Tous droits réservés

MÉMOIRES

DU CHANCELIER

PRINCE DE BÜLOW

TOME TROISIÈME

1909-1919



ЗЕНОН
Коллекционер
Забарпечено

Le titre allemand de cet ouvrage est : *Bernhard Fürst von Bülow Denkwürdigkeiten.*

Copyright 1931 by Ullstein A. G., Berlin.

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.

MÉMOIRES DU CHANCELIER PRINCE DE BÜLOW

CHAPITRE PREMIER

Voyage de Berlin à Hambourg le 17 juillet 1909. — Vieux souvenirs et récentes impressions. — A Hambourg. — L'hôtel Atlantic. — Le petit Pfordte. — L'opposition de Bethmann fait échouer le projet de Ballin d'une entrevue entre Tirpitz et Fisher. — En bateau de Hambourg à Kuxhaven et de là à Norderney. — Le ministre plénipotentiaire Rosen. — Manifestations qui accompagnent ma démission. — Le Bundesrat et les princes confédérés. — L'Empire, tel que Bismark l'a organisé, donne-t-il une importance trop grande aux princes?

Quand, après mon départ de la capitale, je me trouvais assis en face de ma femme dans le wagon-salon allant de Berlin à Hambourg, et que des mains amies avaient transformé en un bosquet de roses, d'œillets et d'orchidées, — car avant la guerre de 1914, nulle part on ne faisait de débauche de fleurs comme à Berlin, — mon premier sentiment fut de rendre grâce à Dieu : durant ces dix années agitées et souvent orageuses il m'avait accordé d'éviter tout dommage à mon pays, d'augmenter sa prospérité, d'assurer et d'accroître sa puissance et de maintenir la paix honorable dont nous avions besoin avant tout. J'exprimai ma reconnaissance à ma femme pour son dévouement et sa sollicitude, qui m'avaient permis de faire mon devoir pendant douze années d'activité épuisante. Bien souvent j'avais fait ce trajet de Berlin à Hambourg, soit pour présenter mon rapport à l'Empereur à Kiel, soit pour faire de la navi-

gation à voile sur le *Météor*, le yacht rapide de Sa Majesté, ou sur la gracieuse *Iduna* de l'Impératrice. Maintenant, chancelier relevé de ses fonctions, je parcourais cette route bien connue en évoquant mes souvenirs de jeunesse ; je pensais à mon bon père qui, en voyage, profitait de la moindre occasion pour me faire connaître contrée et habitants et pour élargir mon horizon historique. Nous passâmes devant Spandau, la vieille résidence des premiers électeurs de la maison de Hohenzollern, où le 1^{er} novembre 1539 Joachim II communia *sub utraque* et ouvrit ainsi la Marche de Brandebourg à la nouvelle doctrine. Là se trouvait aussi le *Juliusturm*, la tour où était enfermé le trésor de guerre de la Prusse, qui a si longtemps occupé l'imagination de notre peuple. Dans la réforme fiscale qui m'avait fait tomber, il s'agissait déjà de sommes bien supérieures ; et le temps devait venir où on extorquerait à notre peuple épuisé et martyrisé un nombre de milliards bien supérieur à celui des millions dont on parlait jadis. Cremmen, Fehrbellin, surgirent dans le lointain : Cremmen, où gens de la Marche et de Poméranie furent aux prises, eux qui côte à côte livrèrent plus tard maint beau combat, Fehrbellin, la première grande victoire de l'histoire héroïque brandebourgeoise prussienne. L'esprit du plus grand des poètes prussiens, Henri de Kleist, plane au-dessus de cette région. Wilsnack me remémora un acte de violence d'un de mes ancêtres. Le vaillant chevalier Hennecke von Bülow, surnommé « Grosse Tête », qui avait conquis les villes de Plau, Domnitz et Neustadt, incendia de façon barbare Wilsnack en 1383, pendant une guerre qu'il faisait à l'évêque de Havelberg. Il n'épargna même pas l'église, où le Saint Sacrement était exposé ; l'hostie ne fut pas consumée ; elle saigna et le « Saint Sang » de Wilsnack devint un lieu de pèlerinage célèbre. « Par le Saint Sang de Wilsnack » fut au moyen âge une formule courante de serment. Les Bülow expièrent le forfait de leur fils indigne par une excommunication de trois ans. Comme, dans les siècles qui précéderent la Réforme, ma famille a donné à l'Église cinq excellents évêques, quatre à Schwerin et un à Lebus,

j'espère que le crime d'un de ses membres ne lui a pas été imputé de façon durable. D'ailleurs, le malfaiteur n'a pas survécu longtemps à son forfait. La chronique de notre famille relate que peu après la destruction de Wilsnack, la « Grosse Tête » fut emportée en enfer ; il avait à peine trente ans.

Nous passâmes près du domaine de Düssin, que possédèrent longtemps mes ancêtres directs. De près de quatre-vingt-dix biens nobles, qui depuis le quinzième siècle appartenaient à ma famille dans notre vieux Mecklembourg, il nous reste à peine vingt ; que sera-ce dans cent ans, surtout si le gouvernement fait de mauvaise politique ? Le train s'arrêta à Ludwigslust où, dans mon enfance, j'avais rendu visite à mes dignes oncles et tantes, et j'évoquai le temps de Frédéric-Guillaume III avec son parfum de lavande et ses tabatières en or. Dans cette ville d'art créée par le caprice d'un prince, j'avais admiré avec respect le salon doré du château, le parc et ses allées, la cascade avec sa chute d'eau double ; je me souvenais encore de l'église de la cour et de sa singulière inscription : *Magnus Dux Megapolitanus Magnus Peccator Magno Redemptori*, mais j'avais oublié le nom du grand-duc et grand pécheur. Le mausolée de Friedrichsruh ! Dans mes multiples voyages entre Berlin et Hambourg je ne l'ai jamais aperçu sans être rappelé à de graves pensées ; jamais je n'ai été plus ému en le voyant qu'en ce 17 juillet 1909, où j'allais prendre ma retraite.

Pendant l'agitation de ces dernières semaines, je n'avais pas trouvé le temps d'une explication calme avec ma femme ; je lui exposai maintenant les causes profondes de ma démission. Nul doute que la réforme fiscale, telle que je la proposais, eût été votée, si l'hostilité latente de l'Empereur n'avait encouragé le centre à me combattre et les conservateurs à m'abandonner. A l'encontre de ses grand-père et père, Guillaume II avait écouté la voix de sa vanité froissée, plutôt que la raison d'État et les conseils de la sagesse politique. Ma femme avait connu l'Empereur dans la maison de ses parents ; il lui avait toujours témoigné beau-

coup de bienveillance, et elle lui était très attachée ; elle m'encouragea dans ma résolution de ne rien faire qui pût porter atteinte à la couronne ; cette décision fut facilitée par le fait que la tactique égoïste, mesquine et maladroite des conservateurs était pour une grande part responsable de l'échec de l'impôt sur les successions, de la dissolution prématurée du bloc et par conséquent de ma démission. Ma femme et moi nous fûmes d'accord pour penser que mainte chose ne serait pas arrivée, si dans ce dernier hiver, si critique, j'avais eu mes vieux amis auprès de moi, ceux qui me comprenaient, me soutenaient avec courage et dévouement, et que la mort avait emportés. Si Richthofen avait été secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le manuscrit du *Daily Telegraph* n'aurait pas été examiné avec l'insouciance et la négligence qu'y mirent Schoen, Müller et Klehmet. Arenberg, avec son activité et son expérience, aurait obtenu du centre une attitude plus raisonnable et aurait certainement empêché les intrigues d'un Erzberger ; le comte de Limburg-Stirum, comme chef des conservateurs, ne se serait sans doute pas fourvoyé comme Heydebrand, ce petit homme borné, et Westarp, son famulus, si insignifiant. Le vieux de Karderff, l'ancien intime de la maison de Bismarck, leader du parti d'Empire, homme ardent et à larges vues, m'eût été d'un plus grand secours que son successeur Hatzfeldt-Trachenberg, esprit confus et inquiet. Je vis surgir les tours de Hambourg, la ville tournée vers la mer et les lointains pays. A la gare, Ballin et d'Eckardt nous attendaient ; une grande foule nous souhaita la bienvenue. Accompagnés de nos deux amis, nous nous rendîmes comme d'habitude à l'hôtel Atlantic ; le petit Pfordte nous reçut devant la porte. C'était une des curiosités de Hambourg, comme la souris de l'église Sainte-Marie était une curiosité de Lübeck. Tout ouvrier allant à Lübeck devait avoir vu la souris. Et quiconque se rendait à Hambourg à cette époque heureuse, devait faire la connaissance de Pfordte, car dans cette ville d'Allemagne, où l'on mangeait le mieux, il personnifiait l'art auquel Brillat-Savarin a consacré sa *Physiologie du goût* et Rumohr son

« Esprit de l'art culinaire ». De Pfordte on pouvait dire comme du nain Perkeo dans le lied de Scheffel, qu'il était petit de taille, mais grand par l'esprit. C'était un pauvre garçon quand il vint de Wittenberg à Hambourg et à la fin de sa vie il était une autorité dans son métier. Il nous servit un repas court, mais de choix, conforme à sa devise « qu'ailleurs on mangeait, que chez lui on dinait ». De crainte de passer pour hâbleur, j'ajouterai que je n'ai nulle prétention de passer pour un gourmet ; ordinairement je mange tout ce qu'on me sert, sans y faire attention. En cela Pfordte ne pouvait que me blâmer, mais il m'affirma que mon insuffisance gastronomique ne portait aucun préjudice à son admiration politique pour moi. Mes amis hambourgeois et moi, échangeâmes nos impressions, nos pensées et hélas aussi nos inquiétudes jusque bien après minuit.

Ballin regrettait surtout que j'eusse été empêché de réaliser la convention avec l'Angleterre au sujet du rythme des constructions navales. Les ressources multiples, la souplesse de son esprit lui suggérèrent une autre idée : amener une rencontre des chefs des deux marines allemande et anglaise, n'importe où en Suisse, à Mürren ou à Engelberg, et tâcher d'arriver à une entente amicale. Ballin partait, à mon sens avec raison, de cette idée que Tirpitz ayant un goût prononcé et parfois malheureux pour la politique, récolterait volontiers un succès politique, et serait par conséquent bien plus accommodant, si, au lieu de se borner à critiquer ce qu'on faisait, la responsabilité de la négociation incombait à lui seul. Ballin supposait que les lauriers diplomatiques feraient aussi un certain plaisir à l'amiral anglais, et, durant l'été de 1909, il s'est effectivement employé à gagner à cette idée les deux souverains. Édouard VII approuva la proposition et promit d'agir en ce sens sur lord Fisher. Quand le 3 août 1909 Guillaume II revint de sa croisière dans le Nord, Ballin alla à sa rencontre à Swinemünde. L'Empereur, sur qui Ballin avait de l'influence, et auquel toute idée nouvelle plaisait, surtout quand elle lui paraissait originale, acquiesça, et fit aussitôt appeler Bethmann-Hollweg, qui était égale-

ment arrivé à Swinemünde. Mais quand Ballin développa son projet en présence du nouveau chancelier, celui-ci fit un visage long d'une aune. D'un air boudeur il déclara : « Je proteste très respectueusement contre cette proposition. Comme but principal de mes efforts et comme tâche personnelle, je me suis assigné l'établissement de relations confiantes et vraiment amicales avec l'Angleterre. Pendant la croisière de Votre Majesté, j'ai étudié à fond cette question et les pièces qui s'y rapportent. C'est mon département spécial et je ne puis y admettre d'ingérence. » Bethmann, me raconta plus tard Ballin, avait l'air de tellement mauvaise humeur, que Guillaume II, qui n'aimait pas voir de visages renfrognés autour de lui, laissa tomber la question et dit à Ballin, après le départ de Bethmann : « Vous avez vu son air vexé ; je ne puis pourtant pas commencer l'ère Bethmann-Hollweg par un éclat, quand l'ère Bülow vient de se terminer de cette manière. »

Le lendemain matin nous descendîmes l'Elbe sur la splendide *Victoria-Louise*, un des plus grands vapeurs de la Hapag ; le brave Ballin nous accompagna jusqu'à Kuxhaven. Nous passâmes à Altona, devant la Donnersburg, où le couple impérial était installé pendant les manœuvres de 1904 et où lui arriva la nouvelle des fiançailles du Kronprinz ; à Oevelgönne, où les vieux capitaines, assis devant leurs pittoresques petites maisons, examinent avec leurs longues-vues les navires qui passent et évoquent mélancoliquement leurs souvenirs d'antan. Nous passâmes devant la ville de Flottbek, où je suis né. Elle se trouve sur la chaussée de Flottbek que Liliencron, avec raison je crois, a appelée la plus belle route d'Allemagne (le poète Liliencron, notre voisin et ami, était mort au moment de ma retraite). La chaussée était couverte de gens qui nous acclamaient. Le clocher pointu de Nienstedten apparut ; son pasteur septuagénaire m'avait jadis baptisé ; il repose à l'entrée du cimetière, où je dormirai aussi un jour et tous deux nous nous retrouverons face à face au jour de la résurrection. Nous apercevons les maisons qui s'étagent le long de la rive de Blankenese, qu'on a comparée

à Sorrente et que j'aime autant ; puis, Schulau, Wedel, Glückstadt ; l'Elbe devient de plus en plus large et plus imposante. Maintenant c'est à droite Brunsbüttel, d'où il y a dix ans je partis pour l'Angleterre avec l'Empereur et l'Impératrice ; c'est à gauche Kuxhaven, et enfin la mer, la mer éternelle, la Thalassa, que les hoplites de Xénophon saluèrent de leurs cris d'allégresse du haut des monts de Paphlagonie, à leur retour de l'Euphrate ; la mer qui depuis des siècles roule des masses d'eau non moins aveugles que ces siècles eux-mêmes, comme dit Gerhardt Hauptmann, le seul poète allemand de notre temps.

A Kuxhaven, on nous transborda ; un petit vapeur nous mena à Norderney. Comme lecture de voyage j'avais emporté un petit livre dont le conseiller de légation Rosen m'avait fait hommage peu de temps auparavant ; c'étaient les « Maximes d'Omar, le fabricant de tentes ». Le brave Omar Kajjam, qui prétend avoir cousu non les tentes des pâtres nomades, mais celles de la philosophie, a vécu vers le commencement du douzième siècle, à Nichapour, au nord-est de la Perse. Rosen, le traducteur des quatrains du poète philosophe persan, était un de mes meilleurs collaborateurs aux Affaires étrangères ; il était né à Constantinople, où son père était consul au temps de Bismarck. Depuis son enfance, il connaissait l'Orient à fond. A l'École des langues orientales de Berlin, il avait enseigné le persan et l'hindoustani, puis il avait été consul à Beyrouth, Bagdad et Téhéran. Il avait vécu quelques années auprès de lord de Dufferin, qui fut ambassadeur à Saint-Petersbourg, à Constantinople, à Rome et à Paris, puis vice-roi des Indes. Rosen l'avait accompagné dans l'Inde, et au contact de cet homme d'État éminent, il avait élargi et affiné son sens politique et appris l'art de manier les hommes. Il m'avait rendu de bons services pendant que j'étais chancelier : en 1905, comme chef d'une mission en Abyssinie, où il conclut un traité de commerce avantageux pour nous, puis à Paris avant la conférence d'Algésiras comme négociateur avec Rouvier, enfin comme ministre à Tanger. Rosen avait traduit les « Maximes » du faiseur de tentes durant ses

longues chevauchées sur les pistes de caravanes de Perse. J'ajouterai qu'après moi, il rendit de grands services comme ministre à Bucarest, à Lisbonne et à La Haye. A Bucarest, il jouissait de la faveur particulière du roi Charles auquel plaisaient son intelligence, sa vaste culture et sa parfaite éducation. A Lisbonne, cette succursale anglaise, où il se trouvait en enfant perdu, il obtint, après le début de la guerre de 1914, tout ce qu'on pouvait obtenir en temporisant. Ministre à La Haye, il vit la fuite de Guillaume II, et dans une des situations les plus difficiles où pût se trouver un représentant de l'Empereur, il fit preuve de caractère et de tact. Il était apte à être ministre des Affaires étrangères autant par sa connaissance parfaite de l'anglais et du français que par sa distinction et son expérience d'homme du monde. Il le devint en mai 1921 dans le cabinet Wirth, mais il ne put s'accorder longtemps avec son chancelier.

Voici les premiers quatrains d'Omar-i-Kajjam, que je lus pendant ma traversée :

Et vivrais-tu trois cents ans et davantage, tu finiras toujours par quitter ce caravansérail ;

Que tu aies été un roi superbe, ou pauvre comme un mendiant, en ce dernier jour, ce sera bien la même chose.

Admets que ta vie ait été entièrement selon tes souhaits. — Et après ?

Admets que tu aies lu le livre de la vie jusqu'au bout. — Et après ?

C'était la même éternelle vérité à laquelle Bismarck, ministre auprès de la diète de Francfort, donnait une autre forme dans une lettre à sa femme, où il la rassurait au sujet d'un incident pénible : « A 11 heures, dit l'acteur, la pièce sera finie. »

Nous arrivâmes à Norderney dans l'après-midi du 21 juillet, par un soleil éclatant. Toute l'île était sur pied, gens du pays et baigneurs nous saluèrent au débarcadère. Le bourgmestre prononça une allocution bien sentie. En quittant mes fonctions, je m'étais promis de ne plus faire de discours ; depuis douze ans je n'en avais que trop fait :

Admets que tu aies vécu cent ans dans la joie, admets que ç'aient été deux cents ans. — Et après ?

Comme trop discourir ne fait aucun bien, la nature ne nous a octroyé qu'une bouche.

Et elle suffit pour que l'homme bavarde encore trop.

Mais les paroles sans apprêt du bon bourgmestre et l'accueil cordial des braves pêcheurs et marins nous émurent, ma femme et moi, si bien que je violai mon serment. Après avoir remercié le bourgmestre et ses administrés pour leur accueil, je leur dis en substance que je reportais cette manifestation sur l'idée nationale dont j'avais été en toute conscience le fidèle serviteur. Cette idée était personnifiée par la dynastie des Hohenzollern qui a montré la voie à la nation allemande, du grand électeur au grand roi, auquel Norderney obéissait déjà, et du grand roi à notre bon vieil empereur. Notre souverain actuel était, lui aussi, au service de cette idée nationale avec son cœur généreux et ses intentions excellentes. « Tant qu'Empereur et nation seront unis, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance. » Si à Norderney, comme ailleurs, ma démission me valait tant de témoignages de sympathie, c'est que je n'avais jamais connu d'autre idéal que le bien de la patrie, de l'État, de la dynastie indissolublement liés l'un à l'autre ; car ce qui était utile et nécessaire pour la nation, l'était également pour la couronne. Ces paroles, comme précédemment mon entretien avec d'Eckardt, devaient empêcher qu'on attribuât mon départ à l'Empereur, ce qui, vu les événements de novembre et maint incident antérieur, aurait certainement nui au souverain et à la monarchie.

A Norderney je trouvai une foule de lettres et d'adresses ; y répondre fut l'occupation de mes matinées pendant quelques semaines. Je me promenais ensuite avec d'autant plus de plaisir, l'après-midi, à cheval, le long de la plage, en contemplant les vagues et en songeant, en présence de l'éternel flux et reflux, aux vicissitudes de la vie humaine et de la vie des peuples. Si je mentionne ici ces adresses, ce n'est ni par vanité, ni pour affirmer que j'avais raison ; un homme normal est au-dessus de cela, quand il approche

de l'âge du psalmiste et qu'il a maintes fois éprouvé la vérité du *Vanitas! Vanitatum Vanitas!* Je tiens simplement à montrer que beaucoup de patriotes, beaucoup de gens cultivés de tous les milieux jugeaient mieux mon activité politique, voyaient plus loin que les chefs à courte vue des conservateurs, plus clairement que les meneurs haineux du centre, et n'adoptaient pas sans les discuter, comme cela arrive fréquemment en Allemagne, les idées mesquines et étroites de leur parti.

L'adresse du *Bundesrat* fut un réconfort pour moi; il apprenait avec « un vif regret » que je quittais mes fonctions de chancelier et par conséquent de président du *Bundesrat*. « Pendant douze ans le *Bundesrat* s'est félicité d'être dirigé par vous. Toute cette période est marquée par les succès que Votre Excellence a obtenus en tant que conseiller de Sa Majesté l'Empereur, dans la politique extérieure, dans le développement économique, les relations commerciales et la législation intérieure de l'Allemagne et aussi par l'attention que vous avez portée aux intérêts de tous les États confédérés. Si maintenant se dénoue le lien créé par le travail en commun, que Votre Excellence soit assurée que le *Bundesrat* gardera un souvenir reconnaissant de cette période brillante de vos luttes et de notre activité et recevez ses adieux les plus respectueux. »

Tous les princes confédérés, sans aucune exception, m'exprimèrent leurs plus vifs regrets de ma démission et leur reconnaissance émue pour la tâche accomplie. Je ne cacherais pas qu'en présence de l'humeur capricieuse, du manque d'égards et de l'attitude à la fin presque inconvenante de Guillaume II vis-à-vis de moi, la confiance que me témoignèrent tous les États et tous les princes confédérés me fit plaisir. En créant l'Empire, Bismarck, après mûre réflexion et de propos délibéré, fonda notre unité, et par suite notre sécurité et notre avenir, sur les princes allemands. Fut-ce une erreur et alla-t-il trop loin dans son mépris des partis et des parlements allemands? Son attitude s'explique par les traditions dans lesquelles il avait été élevé, par le sentiment qui à quatre-vingts ans lui faisait demander

que sur sa pierre tombale on l'appelât « un fidèle serviteur de son maître ». L'expérience de la vie lui inspirait la plus grande méfiance envers tous les partis allemands, qui de l'extrême droite à l'extrême gauche l'avaient irrité par leur étroitesse d'esprit, par leur aveuglement doctrinaire et *last not least* par leur mesquinerie de petits bourgeois. Il reprochait à tous de manquer du bon sens et du respect des traditions, qui, depuis des siècles, caractérisent les partis anglais. Il leur reprochait aussi l'absence de ce patriotisme passionné que manifeste tout parti français ou italien, dès qu'il prend le pouvoir. Plus d'une fois il avait rappelé vainement aux conservateurs et aux libéraux, aux démocrates et aux aristocrates, que l'idée nationale devait planer au-dessus de l'Allemagne. Nos héros en chambre, comme il les appelait, ne lui en imposaient pas. C'était compréhensible, après le fiasco du parlementarisme allemand en 1848-1849, après ses maladresses à l'égard de Bismarck, à l'époque du conflit et plus tard. Quand Bismarck commit la grande faute politique du Kulturkampf, les démocrates allemands, Virchow en tête, l'acclamèrent, pour l'abandonner bientôt après. Par contre, les mêmes démocrates « convaincus » combattirent les mesures les meilleures, les actes de génie de sa politique, son attitude lors de l'insurrection polonaise de 1863, sa froideur en présence de l'enthousiasme pour Alexandre de Battenberg, « le chambard Battenberg », comme il disait avec dédain, sa manière de traiter la question de Schlesvig-Holstein aussi bien que sa conversion au protectionnisme. Mais Bismarck était le seul à pouvoir gouverner ainsi en ne tenant compte ni des partis, ni des parlements. Quand vingt ans plus tard, à une autre époque, Guillaume II, dépourvu de la force de volonté de Bismarck, provoqua indifféremment tous les partis par ses propos irréfléchis et ses gestes orgueilleux, quand il brusqua les représentants de la nation, partout où il le pouvait, ce fut un manque de tact et une faute politique.

CHAPITRE II

Expressions de regret au sujet de ma retraite, approbation de ma politique, témoignages de sympathie pour ma personne.

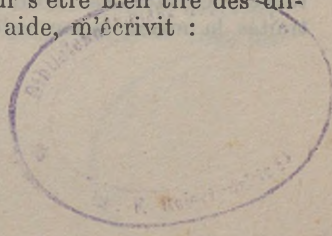
Dès que ma démission eut été décidée, j'avais prié tous nos représentants dans les postes importants à l'étranger d'exprimer aux souverains auprès desquels ils étaient accrédités mes remerciements pour la confiance qu'ils m'avaient témoignée pendant que je dirigeais les Affaires étrangères. Isvolski, ministre des Affaires étrangères de Russie, me répondit par une longue lettre autographe.

Le chargé d'affaires d'Allemagne, le comte de Mirbach, m'a fait part de votre désir qu'au moment où vous quittez le poste élevé que vous avez occupé avec tant d'éclat, je fasse parvenir à mon Auguste Maître les sentiments d'attachement et de reconnaissance que vous portez à Sa Majesté. Je n'ai pas manqué de m'acquitter auprès de Sa Majesté de ce message, et je suis heureux de vous transmettre les sincères remerciements de l'Empereur qui m'a ordonné en même temps de vous exprimer combien Il a toujours apprécié votre brillante et féconde activité et vos efforts en faveur des bonnes relations entre la Russie et l'Allemagne. Le comte de Mirbach m'a également transmis ce dont vous avez bien voulu le charger personnellement à mon adresse. J'en ai été extrêmement touché, et je tiens à vous dire, à mon tour, que je garderai toujours un souvenir ineffaçable de mes relations personnelles avec vous, relations qui datent de si loin et qui j'espère vont se continuer pendant de longues années encore. J'ai la certitude que ces relations ont apporté leur part de grande utilité à la bonne entente entre nos deux pays. C'est de tout cœur que je partage votre contentement de ce qui a été fait en dernier lieu pour raffermir cette bonne entente et pour

donner aux rapports entre la Russie et l'Allemagne un caractère d'entière confiance si conforme aux meilleures traditions de leur histoire. Vous savez combien je suis désireux de travailler dans ce sens et combien je suis persuadé qu'il n'existe, et ne peut exister, aucune cause directe de malentendus entre nos gouvernements. Dieu veuille que les causes indirectes qui ont produit tant d'alarmes l'hiver dernier ne se reproduisent plus. Laissez-moi, mon cher Prince, vous assurer que mes sentiments de profonde admiration et de vraie amitié vous accompagneront dans la nouvelle phase de votre belle existence, dans laquelle je vous souhaite de tout cœur de trouver repos et santé. Veuillez, je vous prie, me mettre aux pieds de la princesse de Bülow et agréer pour vous-même l'hommage de mon dévouement le plus sincère.

Le passage important de cette lettre était : « Dieu veuille que les causes indirectes qui ont produit tant d'alarmes l'hiver dernier ne se reproduisent plus. » Cette phrase me fortifia dans mon opinion que le maintien de relations amicales entre la Russie et l'Allemagne et par conséquent de la paix mondiale était très possible. Mais il ne fallait ni troubler l'action des Russes aux Dardanelles, ni permettre à l'Autriche de barrer la route à la Russie dans les Balkans d'une façon quelconque, car la tradition russe plusieurs fois centenaire obligerait le tsar à s'y opposer, sous peine de mettre en danger l'existence même du tsarisme. Lors de ma dernière entrevue avec Bethmann-Hollweg avant mon départ de Berlin, j'ai copié de ma plus belle écriture sur une carte de visite cette phrase d'Isvolski et je la lui remis comme une suprême invitation à la prudence. Plusieurs fois j'ai mis Guillaume II et Bethmann-Hollweg en garde contre une répétition maladroite de la politique que j'avais pratiquée pour résoudre la crise bosniaque. Je leur ai remémoré à tous deux le vieux principe de droit romain : *Non bis in idem*, et la sage parole de Tércence : *Duo cum faciunt idem, non est idem*; je doute d'ailleurs que je leur aie fait plaisir.

Æhrenthal, nommé comte pour s'être bien tiré des difficultés de Bosnie, grâce à mon aide, m'écrivit :



Très cher prince, Szœgyényi m'apprend que votre décision de vous retirer est irrévocable et que son acceptation par l'Empereur serait très prochaine. J'attendais ce moment avec angoisse, et maintenant qu'il est imminent, j'éprouve des regrets sincères et mélancoliques. Il me faut renoncer à apprécier les motifs qui vous ont déterminé ; ils doivent avoir été impérieux, pour que l'Empereur consente à se séparer de vous après des services si longs, couronnés de succès dans tous les domaines. Vous avez le droit de considérer avec fierté les années que vous avez consacrées à votre Empereur et à l'Allemagne, et vous quittez vos hautes fonctions avec le sentiment d'avoir aidé en tous sens au développement de votre patrie et d'avoir consolidé l'État allemand. Nous, Austro-Hongrois, nous éprouvons le plus vif regret de votre retraite, car vous étiez un défenseur convaincu et éprouvé de l'alliance entre les deux empires. C'est en ce sens que j'ai à m'acquitter d'une mission de mon auguste maître. Sa Majesté, l'empereur François-Joseph, a pris connaissance de la lettre où Szœgyényi relate sa dernière conversation avec vous et m'a ordonné de vous dire qu'il gardera un souvenir cordial et reconnaissant de vous et de votre dévouement à notre alliance.

M. Tittoni, ministre des Affaires étrangères d'Italie, m'adressa une assez longue lettre, dont ci-dessous la traduction :

Cher prince et ami,

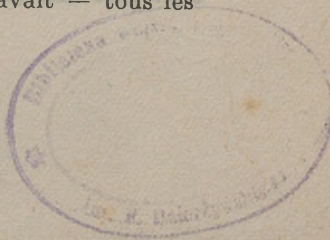
J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a adressée. En vous remerciant pour votre pensée si aimable, je me permets de vous répondre en italien, langue que Votre Excellence comprend et aime. Vous avez eu la bonté d'exprimer encore une fois les sentiments de bienveillance cordiale dont ont été empreints nos rapports personnels et la sympathie que vous avez toujours manifestée pour ma patrie depuis que vous la connaissez. Comme ambassadeur à Rome, comme ministre des Affaires étrangères, comme chancelier, vous avez toujours considéré que les intérêts de l'Italie étaient d'accord avec ceux de l'Allemagne. C'est pourquoi l'alliance entre nos deux États a pu être maintenue tant que vous avez été en fonction, et malgré des circonstances délicates, car Votre Excellence a mis au maintien des traités la même ferme volonté et la même loyauté qu'elle

avait le droit d'exiger de nous et à laquelle d'ailleurs nous nous sommes empressés de répondre. Après avoir quitté volontairement votre poste si lourd de responsabilité, en gardant l'estime de votre souverain, entouré du respect et de l'admiration unanimes, vous demeurez la plus haute personnalité politique de l'Allemagne, et mon égoïsme politique me détermine à vous considérer comme un collaborateur précieux auquel je m'adresserai en toute confiance, ainsi que tous ceux qui occuperont plus tard mes fonctions, avec la certitude de trouver chez vous la pleine compréhension de nos sentiments. La lettre de Votre Excellence me permet d'espérer qu'en venant chercher le repos à Rome, vous y prolongerez votre séjour. Vous y reprendrez vos habitudes, vous y renouerez des relations chères à votre haute intelligence, et vous saurez comprendre notre mentalité et nos émotions. Vous n'êtes pas seulement un admirateur de notre passé, mais vous êtes convaincu de l'importance de l'Italie d'aujourd'hui et de demain pour l'Allemagne. Vivant au milieu de nous, vous serez témoin de nos efforts pour nous assurer une paix digne de la modération de nos désirs et de la justice de nos efforts, manifeste à la fois dans les actes du gouvernement et dans l'attitude du peuple tout entier. Je suis certain que l'intérêt et la considération que Votre Excellence nous a toujours accordés, ne feront qu'augmenter. Je ferai diligence pour transmettre à Leurs Majestés le Roi et la Reine et à Sa Majesté la Reine mère l'expression des sentiments dont vous désirez lui faire part. Je communiquerai vos paroles aimables à M. Giolitti et à nos nombreux amis. Comme ministre, comme Italien et comme ami, je vous adresse mes souvenirs reconnaissants, et je prie Votre Excellence d'agréer l'assurance de ma haute considération et de mon amitié inaltérable. ,

Deux jours plus tard, Tittoni me télégraphia :

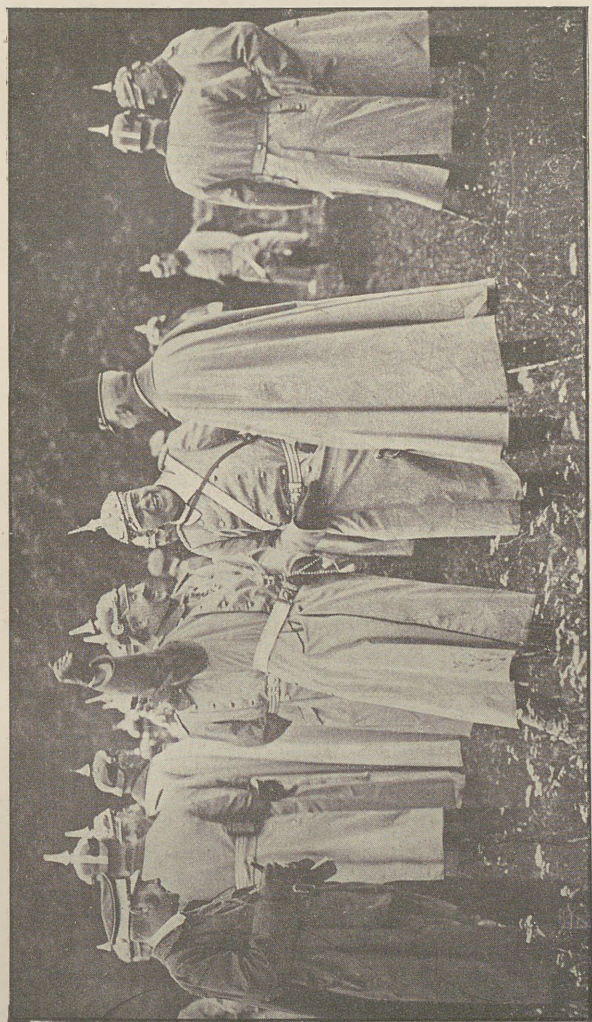
Leurs Majestés le Roi et la Reine me télégraphient : « Nous sommes très sensibles aux expressions contenues dans la lettre du prince de Bülow. Nous vous prions de lui exprimer nos vifs remerciements. » Sa Majesté la Reine mère me télégraphie : « Je vous prie d'envoyer mes salutations les plus amicales et affectueuses au prince de Bülow, pour lequel j'ai toujours eu une estime profonde. »

Mon amie de longue date et amie de ma femme, Malvida de Meyenburg, morte le 26 avril 1903, avait — tous les



lecteurs de ses « Mémoires d'une idéaliste » le savent — une fille adoptive, Olga Herzen, la fille du publiciste et agitateur russe Alexandre Herzen. Ce Herzen était le fils du prince russe Jacovlef et d'une jeune fille souabe, Louissette Haag de Stuttgart. Pour avoir lu Hegel, Herzen fut envoyé en Sibérie par Nicolas I^{er}. Alexandre II le gracia, mais l'interna à Novgorod. De là, il réussit à passer à Londres où il fonda la revue Kolokol (la Cloche) qui, au nom des principes de la Révolution française, sonna la première le tocsin contre le tsarisme, qui jusqu'à ce moment n'avait eu à craindre que les révolutions de palais et les conspirations de la noblesse. Malvida avait marié sa fille adoptive avec un savant français connu, l'historien Gabriel Monod, directeur de la *Revue historique* et de l'École normale à Paris ; c'était un patriote et en même temps, par raison et par humanité, un ami sincère de la paix. Il écrivit à ma femme :

Nous avons suivi les événements de la dernière semaine avec une vive sympathie, sympathie qui n'était pas seulement dictée par notre amitié pour M. de Bülow et pour vous, mais aussi par la conviction que la politique de M. de Bülow était aussi utile aux intérêts généraux de la civilisation qu'aux intérêts spéciaux de l'Allemagne. Beaucoup de mes compatriotes en jugent autrement que moi et croient que la politique du chancelier était étroitement nationale et inspirée par des sentiments hostiles à la France et à l'Angleterre. J'ai toujours soutenu vis-à-vis des amis qui pensaient ainsi que, si M. de Bülow, comme c'était son devoir, mettait les intérêts permanents de l'Allemagne au premier rang de ses préoccupations, il regardait le maintien de la paix comme le premier de ses intérêts et considérait les bons rapports de la France avec l'Allemagne comme nécessaires au maintien de la paix. Bien loin qu'il ait jamais cherché à troubler ces rapports, je suis persuadé que son action personnelle a toujours tendu à éviter les imprudences qui pouvaient la compromettre. Mais toute politique à part, car chaque pays et chaque ministre a le droit d'entendre ses devoirs à sa manière, nous avons constamment pensé à vous pendant cette crise, souffrant pour vous de ce qu'elle a pu avoir de pénible, et nous nous sommes aussi réjouis que M. de Bülow puisse après ces années de dur et utile labeur jouir d'un repos bien mérité.



AUX GRANDES MANŒUVRES

A gauche, le comte de Lonsdale, au centre le KAISER, avec le prince MAX DE FÜNSTENBERG et l'attaché militaire autrichien.

Si les appréciations favorables de la presse allemande me firent plaisir, je fus encore bien plus satisfait des jugements typiques de certains journaux étrangers et surtout des grands quotidiens anglais. L'organe du Foreign Office, le *Morning Post*, s'exprima ainsi : « Constatation désagréable pour les adversaires du prince de Bülow, mais exacte : depuis longtemps l'Allemagne n'a pas été aussi forte, aussi puissante que maintenant. » Le *Daily Telegraph* déclara que le prince de Bülow démissionnait après avoir contribué plus que tout autre à faire traverser heureusement à l'Allemagne une période de graves difficultés. On lisait dans l'article de tête de ce journal : « En ce moment la puissance de l'Allemagne en Europe est de nouveau aussi prépondérante qu'à l'apogée du gouvernement de Bismarck. Il est avant tout indiscutable que la situation actuelle de l'Allemagne est plus brillante, plus prospère qu'au moment où le prince de Bülow arriva au pouvoir. » Ce qui avait le plus frappé les Anglais, ajoutait ce journal, c'était que le prince de Bülow, homme d'État sans expérience parlementaire, avait été dès l'abord le meilleur orateur du continent — Clemenceau excepté — : dialecticien consommé, il avait de plus montré beaucoup de bon sens dans les affaires. Dans sa conclusion l'article exprimait la crainte qu'après la démission du prince de Bülow l'initiative personnelle de l'empereur d'Allemagne n'exercât sur les affaires une influence prépondérante. Les relations de l'Empereur et de son chancelier avaient été de plus en plus difficiles, ce qui était regrettable dans l'intérêt de la paix, car la prudence politique et l'activité tutélaire du prince de Bülow seraient sans doute mises un jour en pleine lumière.

Le portrait que traça de moi le *Figaro* m'amusa beaucoup : « Improvisateur excellent ; acrobate accompli, joueur de flûte ou danseur de corde et qu'aucun scrupule ne gêne, volonté tendue par l'instinct de conservation, plutôt indolent par nature et n'aimant point les préoccupations inopportunes, mais d'une merveilleuse agilité à se retourner quand viennent les difficultés. »

L'article que le *Temps*, le plus influent des journaux

français et par principe un des plus antiallemands, consacra à ma politique étrangère me reconnut de hautes qualités et conclut en ces termes : « Ceux-mêmes, et la France est du nombre, qui n'ont pas eu toujours à se louer de lui, ne ferment pas les yeux à son mérite et se souviennent dans l'instant que se clôt sa vie ministérielle que [s'il a parfois mal jugé les situations et les peuples, s'il a obéi longtemps aux suggestions d'une coutume tracassière], il a du moins eu assez de souplesse pour éviter les crises extrêmes qui eussent, pour des raisons médiocres, mis aux prises la France et l'Allemagne (1). »

Je n'ai jamais dissimulé que je considérais la question des Marches de l'Est comme la plus importante pour la politique intérieure allemande, comme une question vitale pour notre peuple. Nulle part ma démission ne fut accueillie par des manifestations de regrets aussi nombreuses et aussi cordiales que dans l'est de l'Empire, mais dans plus d'une de ces lettres on lisait entre les lignes l'appréhension quant à l'avenir. La Ligue des Marches de l'Est me télégraphia : « Dans l'histoire de la lutte séculaire pour les Marches de l'Est, le prince de Bülow aura la première place parmi les champions dévoués du germanisme. » La manifestation de la ville de Bromberg, dont depuis de longues années j'étais citoyen d'honneur, fut particulièrement touchante ; combien souvent dans la misère du temps présent j'ai songé à ce salut des bourgeois de Bromberg : *Nessun maggior dolore che ricordarsi del tempo felice nella miseria*. La ville florissante, en grande majorité allemande, de Bromberg s'appelle maintenant Bydgoz ; les écoles allemandes sont supprimées, les magasins allemands sont fermés. Des centaines d'Allemands, fonctionnaires, professeurs, commerçants et artisans ont été expulsés, la bourgeoisie allemande a dû quitter sa ville natale jadis florissante, qu'en 1772 le grand Roi avait arrachée à la misère et à la servitude polonaises.

(1) *Figaro* et *Temps* du 15 juillet 1909. Les mots entre crochets ont été supprimés par l'auteur dans le texte allemand. (N. du Tr.)

Si la Ligue des agriculteurs, qui s'occupait trop exclusivement d'agitation politique, avait fait une opposition inepte à l'impôt sur les successions, le Conseil supérieur de l'agriculture m'appuya jusqu'au bout et son excellent président, le comte de Schwerin-Löwitz, député au Reichstag et au Landtag, m'assura de la « gratitude entière et inaltérable » de tous les agriculteurs allemands. Que ma politique économique, tout en protégeant l'agriculture, n'avait porté dommage ni à l'industrie, ni au commerce, ni à la marine, j'en trouve la preuve dans le télégramme suivant, que je reçus de Ballin, directeur général de la « Hamburg-Amerika » : « Le passage au pouvoir de Votre Excellence a concordé avec le plus grand développement, et l'épanouissement le plus complet de l'industrie et du commerce que l'Allemagne ait jamais vus. Les représentants du commerce et de l'industrie vous doivent une reconnaissance inaltérable pour la sollicitude que vous avez apportée aux intérêts économiques de l'Allemagne. Pour en perpétuer le souvenir, je proposerai à ma compagnie de donner à son prochain grand vapeur le nom de *Fürst von Bülow*. L'Alma Mater Berolinensis envoya son adieu cordial « à son fidèle ami, au disciple éclairé de la science », et tous ses souhaits pour une longue vieillesse, embellie par la gratitude du peuple allemand. L'Académie royale de Posen me pria d'accepter d'être membre d'honneur de cette société savante qui vénérât en moi un de ses fondateurs et protecteurs. La municipalité de Berlin décida de donner le nom de « Fürst Bülow » à la place de Babelsberg.

CHAPITRE III

La situation politique après ma démission. — Derniers entretiens avec Bethmann-Hollweg. — Dernière séance du conseil des ministres. — Quelques détails sur l'arrivée au pouvoir de Bethmann.

J'ai déjà fait entendre que je ne quittais pas le palais de la chancellerie sans inquiétudes pour l'avenir. Pourquoi, quand je descendis de la coupée du *Hohenzollern* après que ma démission eut été acceptée, et quelques jours plus tard à mon départ de Berlin, un sentiment d'angoisse tout à fait étranger à mon caractère s'empara-t-il de moi ?

Je n'ai jamais été enclin à l'hypocondrie. *Nil desperandum* était une vieille devise de ma famille, gravée sur le cachet de mon grand-oncle et parrain, Charles de Bülow, solide Mecklembourgeois de vieille souche. Comme chambellan du grand-duc de Mecklembourg-Schwerin et sous-directeur de sa chancellerie, il avait été un des défenseurs les plus convaincus du système archaïque d'assemblée des états. Malgré ses idées arriérées, c'était un homme toujours plein d'entrain, et qui, quand il subissait quelque revers, avait coutume de s'écrier : « Maintenant allons-y, aussi follement que possible. » Pourquoi étais-je ému, presque bouleversé, quand la veille de mon départ de Berlin un inconnu m'envoya la poésie mélancolique écrite par Wil-denbruch après la chute de Bismarck :

Quand je pense à l'Allemagne, je souffre jusqu'au fond de l'âme, car je vois tous les ennemis qui l'entourent ; la nuit, j'en perds le sommeil ; sans cesse mon oreille entend les murmures et les inquiétants chuchotements de ceux qui conspirent

et préparent l'attentat destiné à détruire notre patrie. Alors mes pensées se tournent vers l'avenir lointain et l'interrogent. Se peut-il que l'Allemagne disparaisse un jour? Et quand je songe ainsi, j'ai le cœur gros, je souffre. Comme le monde, si beau, serait pauvre et vide!

Ce n'est pas le peuple allemand qui m'inspirait des inquiétudes; quand on lui propose un but noble et élevé, quand on sait le conduire, il recèle des forces formidables; il l'avait montré aux élections de 1907. Je n'avais pas la moindre crainte pour notre armée, la meilleure, la plus vaillante, la plus audacieuse et la plus endurante du monde, depuis le merveilleux vieux Hæser et le brave Bock de Polach jusqu'au dernier fantassin. Mon esprit était préoccupé par l'Empereur et par mon successeur. Guillaume II n'était pas plus apte à la direction et au contrôle de notre politique qu'à la direction d'une guerre quelconque. La haute opinion qu'il avait de lui-même en ces matières ne prouvait que son manque de jugement. Quand il avait relevé le comte de Waldersee de ses fonctions de chef de l'état-major général et l'avait envoyé en disgrâce à Altona, il lui avait dit dans un accès de vanité que lui, Guillaume II, n'avait pas besoin d'un chef de l'état-major général, qu'il dirigerait lui-même la guerre et déciderait de tout, comme jadis le grand Roi, qu'en temps de paix un *amanuensis* lui suffisait. En réalité, il avait le plus grand besoin d'un mentor dès le temps de paix, à plus forte raison en cas de guerre; il lui fallait un conseiller, un guide, un tuteur toujours sur la brèche, et sachant le prendre. Bethmann-Hollweg était-il l'homme nécessaire? Précisément parce que quelques semaines auparavant sur le *Hohenzollern* j'avais déconseillé sa nomination à l'Empereur, il me parut doublement de mon devoir de l'initier dans la mesure du possible aux affaires et surtout à notre politique étrangère. Lœbell ne m'avait pas caché que j'avais froissé Bethmann et qu'il se méfiait de moi. Valentini avait raconté à mon successeur que je n'étais pas enchanté qu'il eût été choisi. J'avais envoyé

mon portrait avec une dédicace aimable à tous les ministres et secrétaires d'État, pourquoi pas à lui? Lœbell tenait une de mes petites photographies à la main et me pria d'y écrire : « Bienvenue à mon successeur », de façon à éviter dès l'abord froissements et malentendus nuisibles à l'État entre mon successeur morose et susceptible et moi. Je fis selon le désir de mon dévoué collaborateur. Je suis heureux d'avoir agi ainsi et, quant à mes rapports avec mon successeur, j'ai la conscience entièrement tranquille. Lœbell était un vieil ami personnel de Bethmann-Hollweg et de Valentini; il a plus tard regretté amèrement la trop bonne opinion qu'il avait d'eux. L'excellente Mme de Lœbell me dit, en 1915 ou 1916, que d'avoir défendu contre moi ou prôné Bethmann-Hollweg et Valentini, avait valu plus d'une nuit d'insomnie à son mari. Plus tard, Lœbell et Bethmann se brouillèrent complètement. Lors de la crise de juillet 1917, Lœbell, qui était ministre prussien de l'Intérieur, recommanda à l'Empereur de changer de chancelier, Bethmann ayant été insuffisant à l'intérieur, comme à l'extérieur, et étant de toute façon complètement usé. A son avis il fallait procéder à ce changement avant d'annoncer la réforme électorale prussienne, car on ne devait pas mettre de vin nouveau dans de vieilles outres. Aussi bien Bethmann manifesta-t-il dans ses ennuyeux *Souvenirs* son irritation et son animosité contre Lœbell.

Cette susceptibilité de Bethmann apparut dès les conversations que j'eus avec lui avant mon départ de Berlin, le 17 juillet 1909. Je me reporte en ce moment aux notes que je pris immédiatement après ces entretiens. Dans notre première conversation, j'exposai à Bethmann que notre situation dans le monde paraissait brillante et était effectivement plus favorable qu'à aucun moment depuis la retraite de Bismarck, mais que la prudence continuait à s'imposer au plus haut degré : d'une part, à cause de notre situation géographique périlleuse; d'autre part, parce que notre diplomatie se mouvait sur un terrain plein de trous, de chausse-trapes et même de mines. J'étais fermement convaincu que la guerre pouvait être évitée; n'avait-elle

pas été évitée, sans forfaire le moins du monde à notre honneur, pendant mes douze années de présence au gouvernement, et avant moi, pendant près de trente ans, malgré des crises et des incidents parfois très graves ? On devait et pouvait maintenir la paix. Nous n'avions aucun avantage à faire la guerre, mais l'intérêt le plus grand à sauvegarder la paix, car le temps travaillait pour nous. Cependant nous devions opérer avec prudence, intelligence et adresse. Ce qui importait, c'était *de ne pas prêter le flanc*. Bethmann répondit que mes plus beaux succès, je les avais pourtant récoltés grâce à mon audace à Tanger et en Bosnie. A Tanger, j'avais obtenu une hypothèque sur le Maroc et avant tout renversé Delcassé, le plus dangereux et le plus perfide de nos adversaires, et, à la fin de ma carrière politique, mon intervention courageuse avait « brillamment » mis fin à la crise bosniaque. Je répondis à Bethmann-Hollweg comme précédemment à Sa Majesté : *Ne bis in idem!* Bethmann, qui commençait à se sentir piqué, remarqua que sur le terrain où j'avais manœuvré avec tant de bonheur, il pourrait, lui aussi, aboutir à un succès, mais je repartis : « *Non cuivis homini contingit adire Corinthum.* » La citation était malheureuse. Le digne directeur du Gymnasium Carolineum de Neu-Strelitz avait bien raison de mettre l'élève de seconde, Bernard de Bülow, en garde contre l'abus des citations et de lui conseiller de les choisir et de les examiner avec le plus grand soin. J'aurais mieux fait de garder pour moi ce vers des *Epîtres* d'Horace. En sa qualité d'ancien élève, de grand lauréat du docte collège de Schulpforta, Bethmann ne saisit que trop bien le sens de ma citation. Visiblement irrité, il m'expliqua longuement qu'il savait bien que la préparation diplomatique lui manquait, mais qu'avec du temps et de la patience il espérait rattraper le temps perdu. « Je saurai bien m'y mettre, à la politique extérieure, » répéta-t-il deux fois, non sans emphase.

Je crus devoir empêcher la discussion avec mon successeur de dégénérer en dispute, et la maintins sur le terrain d'un dialogue académique. Je relevai l'expression « s'y

mettre » et démontrai qu'on ne se mettait pas du jour au lendemain à la politique extérieure. Le fonctionnaire envoyé de Trarbach à Aurich pouvait avoir l'espoir de s'initier aux particularités de l'extraction de la tourbe aussi bien qu'il s'était familiarisé avec les besoins d'un arrondissement de viticulteurs ; mais la politique extérieure n'était pas une science et encore moins une branche de la morale ; c'était un art ; et là, ni la morale, ni la bonne volonté ne suffisaient ; il y fallait le savoir-faire, un composé de flair, de tact et d'intuition ; j'ajoutai que je serais toujours disposé à aider mon ancien collaborateur de mes conseils consciencieux et loyaux ; que mon patriotisme étant hors de doute, et la gloire, la prospérité et la sécurité de mon pays étant le plus ardent de mes désirs, je ne pouvais éprouver que des sentiments de cordiale sympathie envers le nouveau chancelier. Bethmann-Hollweg me fit un salut raide et digne. Je découvrais un abîme de susceptibilité et d'infatuation.

En réalité, jamais et en aucun cas Bethmann-Hollweg ne m'a demandé conseil depuis ma démission ; il ne m'a demandé mon avis ni directement, ni indirectement, soit avant la tragédie terrible qui débuta en l'été de 1914, par l'ultimatum à la Serbie, soit pendant la crise si dangereuse provoquée par cet ultimatum. Pendant la Grande Guerre, il n'a jamais voulu savoir comment je jugeais la situation, ni ce que je pensais des possibilités de paix. Dans sa méfiance il s'est tout au plus enquis des gens que je fréquentais et de l'endroit où je résidais. Quand il prit la décision funeste de rétablir la Pologne, il ne m'a pas demandé mon opinion, et ne m'a même pas permis de le mettre en garde contre ce projet insensé, en lui rappelant Frédéric le Grand et Bismarck. Dans ce dernier, ou plutôt cet avant-dernier entretien que j'eus avec Bethmann après ma démission, sa susceptibilité et sa mauvaise humeur ne m'empêchèrent pas de lui recommander encore une fois (recommandation déjà faite à l'Empereur) d'être prudent avec la Russie ; c'était la clé de la situation mondiale. Tant que nous serions en paix avec la Russie, ni la France, ni surtout l'Angle-

terre ne nous attaquerait. Nos relations avec la Russie dépendaient d'une politique claire et ferme dans les Marches de l'Est, de notre façon d'envisager la question des Dardanelles et de l'habileté avec laquelle nous saurions concilier les intérêts de la Russie et de l'Autriche dans la péninsule balkanique. « N'oubliez pas que la question des Dardanelles est une question brûlante. Mettez-vous à l'école du prince de Bismarck, qui nous a montré comment il fallait s'y prendre pour ne pas abandonner l'Autriche, ne pas la laisser écraser et ne pas être entraîné par elle dans une guerre avec la Russie, qui ne rapporterait probablement rien de bon. » Treize ans avant que ce pauvre Walther Rathenau eût poussé à la conférence de Gênes son cri de : « *Pace! Pace!* » je me séparai de mon successeur en lui disant : « *Pax!* »

Ce premier entretien fut suivi d'une deuxième et longue conversation, où nous nous occupâmes avant tout des relations anglo-allemandes ; par égard pour la susceptibilité de Bethmann, je pris le ton le plus aimable et j'évitai tout ce qui pouvait lui donner l'impression de recevoir une leçon : « Mon cher Bethmann, lui dis-je, vous n'avez pas passé la plus grande partie de votre vie à l'étranger comme moi ; vous ne vous êtes pas familiarisé *de visu* avec la situation en France, en Russie, en Angleterre, en Autriche, en Italie, en Hongrie, en Roumanie, en Grèce. Par contre, vous connaissez mieux notre administration que moi. Vous êtes un juriste excellent, ce que malgré un bon début, je ne suis pas devenu, malheureusement. Mais vous ne connaissez pas, personnellement, presque tous, même tous les souverains et tous les ministres d'Europe ; car vous n'avez pas été élevé dans une maison de diplomates, et vous n'avez pas roulé à travers le monde comme moi. Vous n'êtes pas en relations amicales avec des hommes d'État de tous les pays. Je ne veux pas m'imposer à vous, je n'aspire à aucune action politique. *J'en ai par-dessus la tête.* Je suis heureux d'être enfin tranquille. Volontiers j'inscrirais au-dessus du portail de la Villa Malta les vers qu'un célèbre homme d'État anglais, lord Brou-

gham (que d'ailleurs je ne voudrais pas prendre pour modèle). fit mettre au-dessus de la porte de sa villa de Cannes :

*Inveni portum, spes et fortuna valete!
Sat me ludistis, ludite nunc alios!*

Mais, je vous le répète, toujours et pour tout renseignement je serai à votre disposition. » Le ton cordial de mes paroles sembla faire de l'impression sur Bethmann et son visage se dérida.

L'entretien prit un tour amical. Je conseillai à Bethmann de faire aboutir le plus tôt possible la convention que j'avais amorcée avec l'Angleterre au sujet du rythme des constructions navales ; il serait bien plus à l'aise avec Sa Majesté que moi. Pour l'Empereur il avait encore le charme de la nouveauté, tandis que j'étais très usé ; il ne devait pas s'abandonner à l'illusion que les relations anglo-allemandes deviendraient du jour au lendemain tout à fait intimes et confiantes. Mais nous pouvions obtenir qu'au lieu d'empirer, elles restassent correctes et normales. Vouloir davantage serait oublier la politique anglaise traditionnelle. Depuis des siècles l'Angleterre considérait avec méfiance, et parfois avec animosité, l'ascension politique ou économique de n'importe quelle puissance. L'Espagne, la Hollande, la France, la Russie en avaient fait successivement l'expérience. Notre développement économique inouï, notre situation politique prépondérante, les progrès vertigineux de notre commerce et de notre marine étaient actuellement la préoccupation et le souci dominants de l'Angleterre ; cependant il n'en résultait nullement qu'une guerre avec elle fût probable ou même inévitable. Mais il fallait veiller à ce que nos relations avec la Grande-Bretagne ne devinssent pas plus mauvaises, ce qui était possible avec du tact et de la prudence. Édouard VII, bien que fort gênant en politique, n'était pas belliqueux ; il ne nous assaillirait pas, et il n'était pas éternel. La dernière fois que je l'avais vu, j'avais été frappé de l'expression malade de son visage, de son cou gras et de la lourdeur de sa

démarche. Son héritier présomptif, le prince de Galles, était un homme calme, flegmatique, avec lequel on s'entendrait bien plus facilement qu'avec son père. Notre marine était maintenant assez forte pour que la Grande-Bretagne jugeât dangereux de s'attaquer à nous, sans y être forcée. Mais en aucun cas, nous ne devons oublier que la situation mondiale était telle que tout conflit européen pourrait entraîner une guerre générale avec des conséquences que nul ne pourrait prévoir. J'ajoutai : « Tout grand conflit sera pour nous une lutte pour la vie avec un enjeu énorme. Nous n'avons absolument rien à gagner à une guerre. Il faudrait être fou pour envisager une annexion violente du Danemark, de la Suisse, de la Hollande, de la Belgique. Une extension de notre Empire vers l'Est ne serait pas moins dangereuse. Nous avons déjà bien assez, bien trop de Polonais à l'intérieur de nos frontières. Ne forçons pas nos constructions navales, surtout pas celles des cuirassés ! Tenez-vous en à ce que j'ai écrit si nettement à Tirpitz dans notre dernière correspondance au sujet d'une politique navale visant trop exclusivement à la construction de nouveaux cuirassés et dreadnoughts. Ces avertissements et ces mémorandums, vous les trouverez dans vos archives. Bismarck déjà, Tirpitz me l'a raconté lui-même, trouvait inquiétant de construire exclusivement des mastodontes. Augmentons plutôt nos torpilleurs et nos sous-marins. Veillons, sans lésinerie maladroite, à ce que notre armement sur terre ne présente pas la moindre lacune, afin que nous soyons supérieurs ou du moins incontestablement égaux aux Français. La France est et demeure le balancier qui oblige l'horloge européenne à marcher toujours, mais, malgré leur splendide patriotisme, les Français se fatigueront à la longue du service militaire de trois ans. Le jour où ils renonceront à cet armement contre nature, où ils comprendront que, militairement, ils ne peuvent nous surpasser, une longue période de paix deviendra possible. Ne vous laissez pas troubler par l'histoire stupide de notre marche en zigzag. Quand Ulysse eut évité Charybde et Scylla, les grognons qui étaient avec lui

lui reprochèrent probablement aussi sa navigation en zigzag. Une autre politique ne serait possible que si nous admettions une guerre préventive, ce qui serait un crime ; car je ne cesserai de le répéter, le temps travaille pour nous. » Nous nous séparâmes en bons termes ; mon successeur paraissait même ému.

Le lendemain j'assistai pour la dernière fois au conseil des ministres de Prusse. En quelques mots je rappelai que douze ans s'étaient écoulés depuis que, présenté par mon regretté prédécesseur, le prince de Hohenlohe, j'avais participé pour la première fois aux délibérations du Conseil. Après un apprentissage de trois ans, hélas trop bref, j'avais eu l'honneur de le présider pendant neuf ans, et je ne voulais pas faire montre d'un orgueil, ni d'une présomption qui m'étaient étrangers ; mais en homme ayant beaucoup vu, connaissant bien des villes et les mœurs de bien des nations, je tenais à exprimer la conviction que dans le monde entier on trouverait peu d'administrations réunissant autant de conscience, de sentiment du devoir, de dévouement et de compétence que le ministère royal de Prusse. De grands princes, Frédéric-Guillaume I^{er} et Frédéric II, de grands ministres, comme Stein, Hardenberg, Bismarck, les organisateurs du Zollverein, Motz et Maassen, le créateur intellectuel de l'Université de Berlin, Guillaume de Humboldt, l'organisateur des écoles prussiennes et le père de ce maître d'école prussien, qui avait vaincu à Sadowa, Altenstein et enfin, *last not least*, les hommes que nous avons encore connus nous-mêmes, von der Heydt et Miquel, Maybach et Budde, Botho Eulenburg et Robert Zedlitz, ont marqué de leur forte empreinte l'administration et le fonctionnarisme prussiens. Je continuai à peu près en ces termes : « Évidemment la meilleure administration ne sert de rien, s'il ne s'y joint à l'extérieur une politique forte et avisée, prudente et courageuse, si à l'intérieur on n'applique pas le principe de Thiers, le grand homme d'État français : *« Gouverner, c'est prévoir. »* La direction de la politique constitue la tâche du président du Conseil de Prusse et du

chancelier d'Empire, auquel de tout cœur et en toute sincérité je souhaite bonne chance. »

Selon ma coutume j'avais parlé d'abondance et sur le ton de la conversation. Mon successeur me répondit par un long discours soigneusement préparé et très beau, dans lequel, en termes presque hyperboliques, il exprima les regrets du ministère au sujet de mon départ, ainsi que son admiration et sa reconnaissance pour les résultats que j'avais obtenus. Le lendemain, il m'envoya le texte ci-dessous ; certains développements y sont abrégés, d'autres supprimés ; mais en somme c'est bien ainsi qu'il parla :

Au nom du ministère prussien, je remercie respectueusement Votre Excellence des aimables paroles d'adieu qu'elle vient de nous adresser. Nous sommes tous sous l'impression profonde des derniers événements politiques, dont nous suivons avec inquiétude le développement. Nous déplorons particulièrement que ce soient ces événements qui aient décidé Votre Excellence à offrir sa démission à Sa Majesté l'Empereur et Roi et par conséquent à abandonner la présidence du ministère royal, et nous regrettons sincèrement que Votre Excellence éprouve au moment de partir un sentiment d'amertume trop justifiée. Mais Votre Excellence partage ainsi le sort de la plupart, peut-être de tous les grands hommes d'État. Et, de même que dans toutes les affaires d'État, dans tous les événements politiques le regard aigu de Votre Excellence a su reconnaître les grandes lignes directrices, de même les succès qu'elle a obtenus dureront et ne pourront lui être contestés par personne. Ce léger nuage, le soleil le dissipera rapidement. Le ministère de Prusse est fier d'avoir, sous votre direction, collaboré aux grandes tâches que vous avez menées à bonne fin. Pour la Prusse, je rappellerai seulement la loi des voies navigables, les lois scolaires, la politique des Marches de l'Est, les lois minières, les institutions de prévoyance en faveur des fonctionnaires ; cela suffira à caractériser les progrès, obtenus parfois après des luttes pénibles, et qui demeureront attachés au nom de Votre Excellence. A cela s'ajoute, pour l'Empire, le renforcement de notre armée et de notre marine, la politique coloniale, la création de nouvelles bases pour nos relations commerciales, la législation sociale, et surtout les succès éclatants que vous avez obtenus en politique extérieure. La carrière de Votre Excel-

lence est toute jalonnée par des actes, et peu d'hommes d'État en ont eu une aussi féconde. Une de vos victoires, non la moindre, et seule la main habile de Votre Excellence pouvait la remporter, c'est d'avoir réalisé la collaboration effective de nombreux éléments de notre peuple, qui jusqu'à présent ne vivaient que d'opposition, et d'avoir ainsi élargi la base de notre vie politique. L'ébranlement actuel est momentané. Les vagues agitées ont soulevé la boue et la vase et les ont amenées à la surface, mais le fleuve suivra paisiblement son cours. C'est précisément ce qui caractérise l'œuvre de Votre Excellence : ses actes, ses succès ne sont pas éphémères, mais auront des conséquences durables et lointaines ; le monde et l'histoire le reconnaîtront, comme nous le faisons dès aujourd'hui. Nous remercions Votre Excellence pour l'œuvre accomplie au service de l'Empereur et de l'Empire, du Roi et de la patrie ; nous vous remercions également pour l'amabilité inaltérable avec laquelle Votre Excellence a accepté et facilité notre collaboration. A nos adieux les plus cordiaux nous joignons l'espoir que Votre Excellence se souviendra avec plaisir du temps où elle travaillait en commun avec le conseil des ministres de Prusse.

Le lendemain mon successeur m'écrivit :

Très honoré Prince, Votre Excellence désirait avoir le texte des paroles par lesquelles j'ai essayé d'exprimer au Conseil des ministres de Prusse la douleur que nous causait votre départ, et notre gratitude pour l'œuvre que vous avez accomplie ; en reconstituant mon allocution, je constate encore une fois l'imperfection de mon essai. Je prie donc Votre Excellence d'user d'indulgence à mon égard ; mes paroles venaient du cœur, et sont en grande partie inspirées par l'émotion du moment. Je n'ai pas essayé de polir ensuite la forme. Le premier flot des lettres et dépêches est passé et je puis me remettre au travail ; c'est l'unique moyen pour moi de recouvrer mon équilibre moral. Je serais heureux si dans quelque temps vous vouliez me permettre de rectifier par correspondance certaines impressions et certains jugements. Aujourd'hui je ne veux qu'exprimer encore une fois à Votre Excellence toute ma reconnaissance pour ce qu'elle a été pour moi dans ces dernières années.

Je baise respectueusement la main de la princesse, avec l'assurance de mon plus sincère respect et de mon plus profond dévouement.

BETHMANN-HOLLWEG.

Ce respect et ce dévouement si profonds étaient-ils sincères? Je ne crois pas qu'il y ait eu de l'hypocrisie, ni de la perfidie derrière ces assurances. Mais l'avenir montra que Bethmann-Hollweg était un caractère faible, et les caractères faibles ne sont jamais ni entièrement sincères, ni vraiment reconnaissants.

Quand Bethmann devint chancelier, les mauvais présages ne manquèrent pas. Lorsque sa nomination fut certaine, je priai ma femme de se rendre chez Mme de Bethmann et de lui dire qu'elle mettrait avec plaisir son expérience à sa disposition pour l'aménagement du palais du chancelier. Mme de Bethmann était une femme excellente; elle s'était décidée assez difficilement à épouser Bethmann, qui n'était pas du même milieu qu'elle, car elle était de la vieille famille des Pfuel de la Vieille Marche, dont Fontane a raconté maint joli souvenir dans ses intéressantes *Promenades dans la Marche*. Après leur mariage elle fut une épouse aimante et dévouée et ils furent très heureux. Quand ma femme arriva chez Mme de Bethmann, celle-ci lui dit en pleurant : « Quel malheur pour mon pauvre mari ! J'aime mon mari, et c'est pour cela que j'aurais désiré que ce calice lui fût épargné. Malgré son sentiment du devoir, malgré sa conscience et toutes ses belles qualités, il n'est pas à la hauteur de cette fonction ; il est si hésitant, si irrésolu, si timoré et parfois il se fourvoie. Entre nous, nous en plaisantons. Nous disons quelquefois : « Aujourd'hui papa a changé d'opinion pour la troisième fois ! » ou : « Voilà trois jours que papa ne peut pas se décider ! » Ma femme eut grand'peine à calmer et à réconforter Mme de Bethmann qui d'ailleurs, pendant les années qu'il lui fut donné de passer sur cette terre, eut une influence heureuse sur son mari.

CHAPITRE IV

Attitude de Guillaume II à mon égard après ma démission. — Campagnes de presse ; Schiemann. — Entretien de Guillaume II avec le comte Vitzthum-Lichtenwalde au sujet de ma démission. — Soupçons de la *Maerkische Volkszeitung*.

Il était inévitable que certains vilains côtés du caractère de Guillaume II apparussent aussitôt après ma démission. Depuis douze ans j'avais fait des observations nombreuses et pénibles, qui m'inquiétaient d'avance pour le moment où la politique nous séparerait. Je n'avais donc jamais eu d'illusions et malgré ses protestations parfois débordantes d'amitié et de dévouement à mon égard je n'attendais pas de Guillaume II plus de gratitude et de ménagements que vis-à-vis de tel autre de mes prédécesseurs et surtout du plus grand. Mais il y avait une certaine limite que j'étais décidé à ne pas laisser dépasser.

Guillaume II, je ne saurais assez le faire remarquer, était l'amabilité même dans ses relations avec les gens qui lui étaient sympathiques et tant qu'ils lui étaient sympathiques : « *Comme l'Empereur est bon garçon,* » me dit une fois, pendant la semaine de Kiel un Français aimable et intelligent, qui avait passé toute la journée, de huit heures du matin à neuf heures du soir, sur le *Meteor* avec l'Empereur, le prince Henri, quelques amiraux et moi. En effet, Guillaume II savait être bon garçon, très bon garçon, mais il pouvait devenir tout à fait désagréable, quand la neurasthénie, la mauvaise humeur le prenaient, ou quand il était en proie à l'orgueil, cette plaie des souverains à tempérament autocratique et que ne retiennent pas de solides barrières. En 1909, tant que je restai dans son entourage,



LE COMTE BERCHTOLD
Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie.

l'Empereur se contint un peu ; il observa une certaine prudence, et sauvegarda l'intérêt de l'État et sa propre dignité. Après les journées de novembre, il s'est certainement laissé entraîner à mon sujet à maint raconter déplaçant et contraire à la vérité auprès d'Oppersdorff, de Schiemann, Eckardstein, Röder et autres messieurs de même acabit. Auparavant déjà auprès de ses confidents il avait dû récriminer sur moi, mentor souvent incommode. Mais ce n'est qu'après notre séparation définitive qu'il perdit toute retenue. La rancune que les événements de novembre ne cessaient de réveiller en lui, et qui au fond avait pour cause son dépit de s'être montré à moi si petit, éclata enfin. Ayant invité le professeur Schiemann à prendre part à sa croisière dans le Nord, il lui confia sa version fausse de cette crise et lui demanda de la faire connaître dans la *Gazette de la Croix*, à laquelle Schiemann collaborait. Vers le même moment Röder, le maître des cérémonies, insista auprès d'Erzberger pour qu'il entonnât le même couplet dans la *Maerkische Volkszeitung*. Quand six ans plus tard je me rencontraï avec Erzberger à Rome, celui-ci m'avoua spontanément et avec ses regrets les plus vifs, que Röder lui avait dit qu'il avancerait ses affaires et celles de son parti auprès de l'Empereur, en aidant à répandre la « vérité » au sujet des événements de novembre. Ainsi le même Erzberger, qu'au moment de la dissolution du Reichstag de 1906 l'Empereur, en de nombreuses notes marginales, avait traité de « archimenter », de « crapaud » et aussi de « jésuite », était invoqué comme témoin à décharge, en faveur de Sa Majesté.

Mes efforts pour faire oublier les légèretés et les fautes de Guillaume II, qui avaient causé l'orage de novembre, allaient risquer d'être rendus vains par les calomnies de la *Gazette de la Croix* et de la *Maerkische Zeitung*, quand je reçus la lettre suivante de mon vieil et fidèle ami, le comte Vitzthum, grand maréchal de la cour de Saxe et président de la Chambre des seigneurs de ce pays. Cette lettre met bien en lumière l'état d'âme de l'Empereur après ma démission :

Il faut aujourd'hui que je te relate confidentiellement une conversation que j'ai eue, le 20 de ce mois, avec l'Empereur dans la vieille chapelle historique de l'Albrechtsburg de Meissen. Beck, le ministre saxon, un de tes fidèles admirateurs, se trouvait à quelques pas de nous ; il a dû en entendre quelques bribes, et après cet entretien il me tapa sur l'épaule en disant aimablement : « La fidélité des Nibelungen. » J'espère que tu approuveras mon attitude, même si mon amitié pour toi m'a entraîné plus loin que ce n'était absolument nécessaire. A la réception de l'Empereur je m'étais volontairement tenu à l'écart et il ne m'aperçut qu'au moment où l'on se mit à table, parce que j'étais presque en face de lui ; avec sa vivacité ordinaire, il me salua aussitôt de quelques plaisanteries ; au dessert il but à ma santé, et, dès qu'on se leva, bien que j'eusse tâché de passer inaperçu, il traversa la moitié de la salle, vint à moi et me serra la main en disant : « Nous ne nous sommes plus revus depuis le départ de Bernard. » Tandis qu'il allumait sa cigarette à mon cigare, je répondis : « Non, Majesté, mais j'ai passé quinze jours auprès de Bernard à Norderney. — Ah ! et comment l'avez-vous trouvé ? — Tout à fait bien, Majesté, nous nous sommes promenés ensemble tous les jours à cheval, et j'étais stupéfait de le voir se tenir aussi droit en selle. — Ah ! et comment l'avez-vous trouvé autrement ? — Votre Majesté sait que je suis un ami dévoué de Bernard ; mais je n'oserais pas donner franchement mon impression à Votre Majesté, si Elle ne me l'avait demandée Elle-même ; j'ai trouvé Bernard intellectuellement très dispos, mais très froissé, car il sait comment Votre Majesté parle de lui. — Il m'a été très dur de me séparer de Bernard, mais dans les journées de novembre il m'a trahi. Nos relations étaient telles, qu'il ne devait pas admettre devant le Reichstag que j'avais agi de façon anticonstitutionnelle ; il devait déclarer qu'il savait tout et avait tout approuvé. — Je ne puis en juger, mais que Votre Majesté me pardonne, si je déclare qu'Elle n'a jamais été plus populaire que maintenant, ce qui ne serait pas, si Bernard avait mal manœuvré, s'il avait agi autrement qu'il n'a fait. Je puis affirmer qu'il a fait ce qui, à ce moment, lui semblait dans l'intérêt de Votre Majesté et de la dynastie, qui n'ont jamais eu de serviteur plus loyal que lui. La popularité actuelle de Votre Majesté prouve que Bernard était dans la bonne voie. — Parfaitement, la foule m'acclame partout ; toute l'Allemagne est maintenant de mon côté ; c'est que le peuple veut me montrer qu'il sait

combien on a été injuste envers moi. — Je demande pardon à Votre Majesté, mais c'est l'attitude de Bernard qui a précisément contribué à ce changement ; le succès parle pour lui ; et si Votre Majesté va jusqu'à lui reprocher de s'être laissé influencer par Harden, c'est vraiment offensant pour lui. Bernard, je le sais de façon certaine, n'a jamais parlé à Harden, il ne l'a jamais vu, n'a jamais eu aucun rapport avec lui, et Harden l'a combattu du premier jour au dernier et il continue même après sa chute. — C'est possible ; mais alors il y a eu une influence indirecte exercée par Holstein, qui avait entièrement embobiné Bernard durant ces six derniers mois et qui a gouverné l'Allemagne. — Votre Majesté se rappelle peut-être que j'ai toujours détesté Holstein, et que j'ai jadis déploré son action sur les Affaires étrangères — mais l'influence que vous lui supposez sur Bernard, il ne l'a jamais eue. Bernard m'a souvent répété qu'après la chute de Holstein il avait continué à le voir pour deux raisons : d'abord, parce que Holstein savait trop de choses, qu'il aurait pu publier, pour le plus grand dommage de l'État, si on l'avait irrité ; ensuite, et Votre Majesté le comprendra certainement, parce qu'il n'aurait pas été *gentleman-like* de tourner le dos à un homme qui est tombé, quand depuis trente ou quarante ans on est en relation avec lui. — Bernard n'était plus le même ; sa mémoire avait baissé depuis son accident au Reichstag ; il avait oublié qu'à Norderney j'avais discuté avec lui toute la teneur de l'interview, qu'il avait corrigé lui-même le plan de campagne envoyé à ma grand'mère. — Mais, Majesté, je ne me suis pas aperçu de cet affaiblissement de la mémoire de Bernard ; il était plus vif et plus en forme que jamais. — Oui, dans la conversation ; mais dans les affaires il ne savait quelquefois plus ce que nous avions discuté la veille. — Je ne me permets pas d'avoir une opinion à ce sujet, mais s'il en était ainsi, et si c'était une conséquence déplorable de sa syncope au Reichstag, ce ne pouvait être qu'une raison pour Votre Majesté d'être d'autant plus indulgente à l'égard de Bernard. — C'est ce que j'ai fait, sans quoi nous nous serions séparés depuis longtemps ; voilà pourquoi cela a duré si longtemps. Mais quand j'ai demandé aux conservateurs d'où venait leur opposition audacieuse à la couronne, ils m'ont répondu qu'ils n'avaient pas pu soutenir le chancelier qui m'avait ainsi abandonné. » A ce moment, le Roi nous interrompit, car il était temps d'aller voir les illuminations. L'Empereur continua sa justification (je ne trouve pas d'autre mot), mais le Roi s'approcha une se-

conde fois. Alors l'Empereur s'interrompit d'assez mauvais gré et le suivit. Pour être équitable, il me faut ajouter qu'il n'était pas intraitable, qu'il me laissait parler tranquillement et ne se fâchait pas de ma contradiction. Les personnes présentes, entre autres le ministre Metz, observaient ce long entretien avec la plus grande curiosité ; j'avais un visage si grave et j'avais parlé avec tant d'autorité que l'on se rendait bien compte que nous ne plaisantions pas. Je n'ai malheureusement pas ton admirable mémoire, que l'on mettait en doute, et il faut que tu te contentes de ce que j'ai retenu, en gros, de cet entretien. L'Empereur, qui avait été toute la journée d'excellente humeur, fut particulièrement grave sur le bateau, d'où nous admirions les illuminations ; il était drapé dans son manteau et ne me parla plus. Valentini, auquel j'en touchai quelques mots, me dit : « Nous ne pouvons que vous en être reconnaissants ; nous nous donnons tous beaucoup de mal pour détromper l'Empereur. Quant à l'absence de mémoire du prince de Bülow, c'est une vieille histoire qui ne tient pas debout ; personne n'a autant de mémoire que lui. Nous faisons naturellement tout ce que nous pouvons pour que ces jugements erronés ne se répandent pas. Mais vous verrez, quand le prince viendra à Berlin pour la confirmation de la jeune princesse et reverra l'Empereur, tout s'arrangera. » Telles furent mes conversations en ce jour mémorable. Il n'était pas très facile de tenir tête à l'Empereur, car il s'efforce de vous culbuter avec ses arguments. Mais j'ai tenu bon et si le Roi ne nous avait séparés, la conversation aurait probablement duré longtemps ; j'avais encore bien des choses au bout de la langue. De toute façon, ma conscience est tranquille, je suis content de n'avoir pas cédé *and to have had my way*. J'espère avoir obtenu que Sa Majesté soit un peu plus raisonnable dans ses conversations et te rende un peu plus justice que durant ces dernières semaines.

A cette lettre de mon ami Vitzthum, j'ajouterai que tant que j'ai été en fonctions, je n'ai jamais vu Harden. Je ne l'ai rencontré que plus tard chez d'Eckardt à Hambourg, durant l'automne 1911, si mes souvenirs sont exacts. Il est exact que Harden m'a violemment attaqué jusqu'au moment où nous avons fait connaissance et avons pu nous expliquer sur bien des points. Qu'il ait eu une influence sur moi, pendant les journées de novembre,

ou moi sur lui, est une supposition absurde. On sait que Harden était difficile à influencer, et comment aurais-je été inspiré par un publiciste, qui, sans même parler de son hostilité si nette à mon égard, n'était pas du tout du même bord que moi? Évidemment, Harden était en relations amicales avec Holstein, avec Rathenau et le baron de Berger, directeur à ce moment du *Deutsches Schauspielhaus*, qui étaient mes amis. Mais pendant et après les journées de novembre, je n'ai usé de ces relations indirectes avec Harden que pour tâcher d'obtenir de lui un jugement plus pondéré sur Guillaume II, de même qu'auparavant, pour qu'il cessât sa campagne contre Eulenburg. Il est tout à fait caractéristique qu'immédiatement après cette entrevue, l'Empereur conféra l'ordre de l'Aigle noir, sa plus haute distinction, au comte Vitzthum, à la stupéfaction générale, car il n'y avait aucune raison de lui accorder cet extraordinaire témoignage de faveur, et ce n'était nullement son tour.

Les articles de la *Gazette de la Croix* et de la *Maerkische Volkszeitung* reproduisaient à peu près les propos de l'Empereur dans notre entretien du 11 mars 1909, que j'avais si énergiquement réfutés à ce moment. Actuellement, je ne sais pas encore si Guillaume II, quand il affirmait des contre-vérités de cette espèce, les inventait sciemment ou était victime d'une autosuggestion; peut-être, par vanité ou manie d'avoir raison, énonçait-il une affirmation, dont à l'origine il savait la fausseté, et la répétait-il si souvent que finalement il y croyait lui-même. Après avoir lu les « révélations » mensongères de la *Maerkische Volkszeitung* et de la *Gazette de la Croix* j'appelai, à Norderney, le secrétaire d'État de Schœn au téléphone et lui demandai de démentir officiellement cette réédition grossière de potins réfutés déjà plusieurs fois. J'ajoutai qu'il était de mon devoir de lui affirmer qu'il n'était ni dans l'intérêt de la vérité, ni dans celui du pays et encore moins dans celui de l'Empereur, de faire remonter ma démission aux événements de novembre ou à des différends avec la couronne. D'une voix, dont même au télé-

phone on remarquait l'embarras, Schoen me conjura de ne pas répondre moi-même à ces accusations par la voie de la presse, parce qu'une polémique de ce genre pourrait être gravement dommageable à la couronne. Il était, me dit-il, convaincu que le chancelier, auquel il téléphonerait immédiatement, arrangerait l'affaire.

CHAPITRE V

A Berlin. — Entretien avec Bethmann en octobre 1909. — Déjeuner chez Leurs Majestés au Nouveau Palais. — Soirée pour l'anniversaire de l'Impératrice, le 22 octobre 1909. — Ma dernière rencontre avec Guillaume II avant la Grande Guerre. — Voyage à Berne; je revois mon frère Alfred. — Arrivée à Rome; la Villa Malta; son histoire. — Ma première promenade au Capitole. — La vie à Rome. — Barrère. — Le pamphlet *les Maîtres de l'Allemagne*. — De Loebell, le chef des services de la chancellerie.

Le 21 octobre, nous arrivâmes de Norderney à Berlin. Bethmann accourut aussitôt à l'hôtel Adlon, où nous étions descendus, pour me remercier de n'avoir pas commencé de campagne de presse, car il savait combien de journalistes allemands et étrangers de tous les partis s'étaient mis à ma disposition. Il m'était encore plus reconnaissant de n'avoir pas intenté à Schiemann et Erzberger de procès politique, dont les conséquences auraient été incalculables pour l'Empereur. « Votre Excellence, me déclara-t-il, non sans emphase, a de nouveau bien mérité de la couronne et du pays. »

Le lendemain, ma femme et moi, nous fûmes invités à déjeuner par Leurs Majestés au Nouveau Palais. L'Empereur m'accueillit comme s'il m'avait vu la veille et s'il ne s'était rien passé entre nous; mais à table, il ne parla que de l'aquarium du professeur Dohrn à Naples, qu'il recommanda à ma sollicitude. Après le déjeuner, il alla se promener dans le parc avec deux diplomates, également invités, M. de Mumm, ambassadeur au Japon, et M. Rosen, ministre au Maroc, sans plus s'occuper de moi. L'Impératrice parut très gênée de ce procédé singulier et me de-

manda, avec une amabilité touchante, de regarder avec elle quelques albums de merveilleuses photographies. Tandis que nous les examinions, elle me dit : « L'Empereur avait ce matin de violents maux de tête, il faut qu'il prenne l'air. » Je partis avec Rosen et Mumm, qui me racontèrent que Guillaume II leur avait exposé avec plus d'imagination que de raison, qu'une guerre éclaterait très prochainement entre l'Amérique et le Japon, qu'il attendait cette guerre depuis plus de vingt ans et était plus que jamais convaincu que ce conflit lui mettrait les destinées du monde entre les mains. Mumm et Rosen avaient essayé en vain de réfuter ces idées.

Le soir, nous retournâmes à Potsdam. La soirée en l'honneur de l'anniversaire de l'Impératrice fut très brillante et dura longtemps ; mais l'Empereur ne put se décider à m'adresser la parole ; par contre, il eut une conversation de près d'une heure et demie avec ma femme. Si en juillet, lors de notre dîner d'adieu, il l'avait honorée d'une longue conversation politique, cette fois il ne fit aucune allusion à de pareils sujets ; mais il voulut avoir des détails sur la Villa Malta et savoir si ma femme l'installerait aussi bien que le palais du chancelier. Il avait une haute idée du sentiment artistique et du goût de ma femme ; peu après ma démission il dit à Ballin, qui me le répéta : « Bülow, je ne le regrette pas ; mais le départ de sa femme est une vraie perte. Dans notre Berlin si prosaïque, elle représentait le *Cinquecento*. » Pendant cette soirée du Nouveau Palais, il fit d'ailleurs à ma femme cette observation assez acrimonieuse : « Vous êtes sans doute très contente d'être débarrassée de moi ; Bernard et vous allez vous organiser à Rome une vie bien plus agréable que celle que je mène ici. » La soirée se passa sans que l'Empereur m'eût dit un mot ; l'Impératrice s'efforça d'autant plus de réparer ostensiblement la négligence de son auguste époux en entrant plusieurs fois et très cordialement en conversation avec nous.

Je n'ai revu l'Empereur que cinq ans plus tard, en août 1914, peu de jours après que les mauvais conseils de

Bethmann et Jagow, mais aussi sa propre légèreté et son orgueil l'eussent fait trébucher dans la guerre, qui entraîna l'effondrement de notre superbe, puissant et heureux empire. Ni l'ingratitude, ni les manques d'égards de Guillaume II (je tiens à ce qu'on n'en doute pas) n'ont ébranlé le moins du monde ma fidélité à la dynastie, ni mon patriotisme allemand et prussien. Je songeais à notre vieux souverain, Guillaume I^{er}, et aux paroles qu'il m'avait adressées à Francfort, en octobre 1879, à la mort de mon père ; je songeais à notre cher empereur Frédéric. Si j'avais eu besoin d'un autre réconfort, la grande-duchesse Louise de Bade, la fille de Guillaume I^{er}, me l'octroya, quand elle me manda au Palais Néerlandais. Avec la dignité, la noblesse de sentiment et la bonté qui lui étaient propres, elle me dit : « Comme fille et sœur d'empereurs, j'éprouve le besoin de vous remercier pour les services éminents que pendant douze ans vous avez rendus à la maison royale, à la Prusse et à l'Allemagne. Je ne les oublierai jamais. » Elle avait beaucoup trop de tact pour faire la moindre allusion au différend entre son royal neveu et moi. A la fin de l'audience seulement et au moment où je lui baisai la main, elle dit en appuyant légèrement sur le pronom : « Je ne suis pas une ingrate. »

Quelques jours après la soirée au Nouveau Palais je me rendis à Berne, où depuis dix ans mon frère Alfred représentait l'Allemagne auprès de la Confédération helvétique. Cette visite contribua à me donner du calme. Mon frère était une âme profondément religieuse. Il considérait ma démission comme un événement heureux pour moi, et dont je devais rendre grâce à Dieu. A quoi servirait à l'homme la conquête du monde entier, si c'était au détriment de son âme ? Or c'est quand il occupe une haute situation que l'homme est en péril moral. La franchise absolue, la droiture et l'humeur douce de mon frère lui valaient la considération et l'affection des braves Helvètes, qui apprécient précisément ces qualités et ce tempérament. Quand un différend éclata entre l'Allemagne et la Suisse dans la question du Saint-Gothard, un membre

de l'Assemblée fédérale recommanda au Conseil national l'acceptation des desiderata allemands, parce qu'ils étaient défendus par le ministre de Bülow, et que l'Assemblée fédérale était convaincue que c'était un homme juste et ami de la Suisse. Après la chute de Bismarck, il y eut en Allemagne des gens pour invoquer de façon sacrilège l'autorité du grand chancelier en prétendant, d'ailleurs sous l'influence de Guillaume II, que les représentants de l'Allemagne à l'étranger n'avaient pas à se faire aimer, que ce n'était même pas désirable. On alla jusqu'à reprocher sa popularité à notre habile représentant aux États-Unis, le baron Speck de Sternburg. Au lieu de chercher à se faire aimer, un ministre allemand à l'étranger devait viser à inspirer la crainte en fronçant les sourcils d'un air menaçant et en montrant à l'occasion un poing ganté de fer ; de toute façon il devait en imposer. Or Bismarck a affirmé à plusieurs reprises qu'un des devoirs essentiels de nos représentants à l'étranger devait être d'inspirer une confiance et des sympathies telles, qu'en cas de litige entre sa patrie et le pays où il était accrédité, il pût servir de « matelas » amortissant les coups. L'ambassadeur devait être assez aimé pour pouvoir, si son gouvernement faisait des bêtises, vivre sur ce capital de sympathie jusqu'à ce que la situation s'améliorât. Guillaume de Humboldt disait que le tact était la règle suprême de la diplomatie, et Talleyrand, qui n'était pas sentimental, disait : « *C'est la bienveillance qui fait les grandes affaires.* »

Mon frère recevait beaucoup de Suisses. L'un d'eux, un Zurichois, raconta que dans sa ville natale il voyait parfois Bebel, dont la fille avait épousé un médecin de Zurich. En sa présence Bebel déclara après ma chute que, s'il n'était pas athée, il croirait à une bienveillance particulière du bon Dieu pour les socialistes allemands. En 1890, le prince de Bismarck se préparait à leur asséner un coup formidable ; ils y auraient à son avis résisté, mais c'eût été une terrible épreuve. A ce moment, Guillaume II avait mis son grand chancelier à la porte, s'était privé lui-même d'un grand ministre et avait semé la discorde

parmi les non-socialistes. Seize ans plus tard, le prince de Bülow avait essayé de venir à bout des socialistes, non avec le sans-gêne et la violence de Bismarck, mais peut-être de manière plus dangereuse. Il avait enfoncé un coin entre le parti ouvrier et la bourgeoisie libérale ; il avait donné pour les élections un mot d'ordre patriotique qui avait enlevé beaucoup de voix aux socialistes et il leur avait infligé la défaite la plus cuisante qu'ils eussent jamais subie en Allemagne. Après sa victoire électorale, il avait l'intention, par des réformes opportunes, par des concessions spontanées à l'esprit moderne, d'obliger le socialisme à carguer les voiles. Grâce à la tactique habile de Bülow, l'opinion allemande s'était détournée du socialisme, tandis qu'à l'intérieur du parti les révisionnistes gagnaient de plus en plus de terrain. « Et voilà que Guillaume II flanque aussi Bülow à la porte. Vraiment le bon Dieu veut du bien aux socialistes intégraux convaincus. »

Par le Gothard, que jadis j'avais franchi à pied, le train nous amena en Italie, à Rome, où je me retrouvais après douze ans d'absence. Jamais je n'ai éprouvé plus profondément l'influence salubre, calmante et reconfortante de la Ville Éternelle, qu'après avoir quitté probablement pour toujours la chancellerie, après avoir renoncé à la puissance, et à la possibilité d'agir de façon bonne et utile, mais aussi après avoir été délivré des déceptions, des désagréments et des soucis de cette fonction. La rancune de l'Empereur, blessé dans son orgueil, la haine mesquine des partis que j'avais combattus dans l'intérêt de l'État, la jalousie de Bethmann, collé de toutes ses forces à son poste, et si inquiet de mes faits et gestes que pendant la guerre il me faisait surveiller par ses agents secrets, lorsque j'étais à l'hôtel Adlon, tout cela m'a desservi, et l'on a prétendu que j'étais dévoré du désir de rentrer au palais de la chancellerie. A ce sujet je réponds :

1^o Si on m'avait adressé un appel, j'aurais à tout moment été prêt à reprendre la direction des affaires ;

2^o Je suis convaincu, autant que j'en puis juger, que si j'avais été rappelé avant la fin de juillet 1914, j'aurais

empêché la guerre d'éclater. De toute façon, si on m'avait demandé mon avis, avant la remise de l'ultimatum à la Serbie, j'aurais déconseillé cette sottise avec autant d'énergie que j'aurais secoué un aiguilleur dormant à son poste au moment où deux trains vont se croiser. En juillet 1914, quelles qu'eussent été les circonstances, je me serais opposé de toute façon à une action militaire de l'Autriche contre la Serbie, sans autorisation préalable de l'Allemagne et sans que l'Allemagne eût procédé à un examen approfondi de la réponse serbe ;

3^o N'étant ni au courant des dessous de la situation, ni invité jamais à donner conseil, je ne pouvais être d'aucun secours. Ma longue expérience des affaires m'avait appris que si l'on ne connaît pas exactement toute la situation politique, on peut faire de la politique de brasserie, mais on ne peut pas donner d'avis motivé. Qu'après ma démission j'aie essayé de revenir au pouvoir par des intrigues est une calomnie inepte.

A Rome, nous nous installâmes à la Villa Malta, que j'avais achetée cinq ans auparavant grâce à l'héritage laissé par Guillaume de Godeffroy, cousin de ma mère. Mon aïeul, Martin Jean Jenisch, avait trois filles : l'aînée épousa mon grand-père, Guillaume Rücker ; la seconde, le ministre des villes hanséatiques à Berlin, Charles Godeffroy, dont les ancêtres étaient venus de Genève à Hambourg ; la cadette, le comte Guillaume Redern, grand chambellan de Prusse, dont j'ai déjà parlé également. Cette dernière était distinguée d'allure et d'esprit. A Berlin, quelque temps après son mariage, un prince lui demanda sottement : « Que vend donc votre père ? » Elle répondit du tac au tac : « De l'intelligence et du tact. » Charles Godeffroy n'eut qu'un fils, Guillaume, que le gouvernement prussien anoblit plus tard. C'était ce qu'on appelle un original, mais le fond était excellent chez lui et il a fait plus de bien que beaucoup de gens du monde. Il était extrêmement regardant pour les choses sans importance et capable d'entrer dans six ou sept magasins de chaussures avant de se décider pour la paire de souliers la moins chère. Pendant sa der-

nière maladie, il insistait pour qu'on réclamât la somme versée par lui en consignation pour les bouteilles d'eau minérale qu'il avait bues. Et en même temps, il était prêt à tout moment à donner des centaines de mille francs à des fins vraiment belles et généreuses. Il a construit la belle église neuve de Blankenese, et donné l'orgue de l'église Saint-Michel de Hambourg, un des plus beaux buffets d'orgues d'Allemagne. Quand il fut à l'article de la mort, il fit venir son fondé de pouvoir et lui demanda de lui apporter tous ses titres de créance. Comme Godefroy était très riche, il avait été en butte à toute espèce de sollicitations ; il fit brûler sous ses yeux tous ces reçus, et prit le Nouveau Testament en disant : « Désormais je ne penserai plus qu'à Dieu. » Peu après il mourut. Il laissa vingt millions, somme considérable pour l'époque, à différentes œuvres de bienfaisance. Dès mon enfance, il m'avait manifesté une grande bienveillance, car j'étais le fils aîné de la plus âgée de ses sœurs, et cette bienveillance se changea en haute estime, qui s'exprima dans son testament. C'était un bon chrétien et un bon patriote.

L'acquisition de la Villa Malta exauçait un désir de ma femme ; personnellement je n'avais vu cette maison qu'une fois dans ma vie ; un soir j'avais dîné chez le comte Bobrinski qui en était le propriétaire ; mais j'avais pleine confiance dans le goût et le jugement de ma femme. La monographie de la Villa Malta écrite par Gregorovius en 1888 commence ainsi :

« Cette Villa aurait bien mérité de rester propriété allemande, car elle évoque maint souvenir patriotique. Pendant quarante ans, elle a été le Sans-Souci du prince allemand le plus ami des arts. Louis de Bavière y a souvent tenu sa cour, non avec des diplomates chamarrés de décorations, mais avec des artistes pleins de talent et d'amour de la vie. » Puis il continue : « La Villa Malta a une très noble origine ; elle est bâtie sur l'emplacement des jardins de Lucullus. Sous l'empereur Claude, elle appartenait au consul Valerius Atticus, que Messaline fit mourir pour s'approprier sa villa. Tacite rapporte qu'au moment où

l'on construisit le bûcher sous les yeux du condamné, ce dernier demanda qu'on l'élevât ailleurs, afin que la fumée n'endommageât pas les arbres de sa chère maison. Actuellement encore il y a des arbres splendides dans le jardin de la Villa : des citronniers, des orangers, trois palmiers, des pins, des cyprès, de vieux et grands lauriers. Il m'est, hélas, impossible de céler que ce jardin fut aussi le théâtre des débauches de Messaline, et qu'en ce même endroit les Furies vengeresses l'atteignirent. Quand Claude donna l'ordre de la tuer, ses centurions la trouvèrent, gisant sur le sol, le poignard à la main, trop lâche pour se frapper elle-même ; un centurion lui donna la mort. Cette fin ne servit d'avertissement ni à la terrible Agrippine, ni à Néron, qui se livrèrent à leurs déportements dans cette même villa. Théodoric, roi des Ostrogoths, la pillà et en transporta les trésors artistiques à Ravenne. Bélisaire y avait son quartier général, quand il défendit Rome contre les Germains. L'histoire de la Rome Antique, conclut Gregorovius, finit ainsi dans ces jardins de Lucullus. »

Il fallut la Renaissance pour dissiper les ténèbres profondes de la barbarie qui enveloppèrent la villa déserte après la guerre des Goths. Depuis, beaucoup de grands personnages y ont séjourné : les cardinaux de Torrès, Imperiali, Marini et Acquaviva, le représentant de l'Ordre de Malte, le bailli de Breteuil, qui a donné à la Villa son nom actuel, la reine Casimira de Pologne, veuve de Jean Sobieski, l'archiduc Maximilien d'Autriche, frère de Joseph II, le prince Georges de Strelitz, frère de la reine Louise, et beaucoup d'autres. Avec ses roses célèbres qui grimpent jusqu'au haut des terrasses et qui ont valu à la Villa le surnom : « *Villa delle Rose*, » avec ses violettes, ses œillets et ses lis d'eau, le jardin nous donnait des joies toujours nouvelles. Je comprenais Mme d'Helvétius disant à Bonaparte, qui lui rendait visite à Auteuil à son retour d'Égypte : « Vous ne savez pas quel bonheur on peut trouver dans trois arpents de terre. » En 1789, Goethe planta dans le jardin de la Villa le splendide palmier qui s'y trouve encore aujourd'hui. Herder, qui accompagna

la duchesse Amélie de Weimar à Rome et y fut présenté à Pie VI sous la désignation de *Vescovo di Weimar*, regarda d'un air chagrin le *laghetto* de ce jardin, et Mlle de Göeschausen, cette dame d'honneur qui a sauvé l'*Urfaust*, écrivit à son sujet : « Celui qui ne se plaît pas à Rome, ne se trouvera bien nulle part. » Goethe ne pensait pas comme Herder. Quand le roi Louis de Bavière lui annonça, le 28 mars 1829, qu'il avait acheté la Villa Malta, le grand poète enthousiasmé dit à son fidèle Eckermann, que de cette Villa on pouvait voir Rome tout entière, qu'on ferait un long voyage pour jouir de cette vue. Il se fit apporter une vue de Rome par son domestique : « Regardez cette situation, dit-il à Eckermann. Rome s'étend devant vous. La colline est si haute que vous embrassez la ville entière au levant et au couchant. Voici Saint-Pierre, là-bas c'est le Vatican. Le roi a vraiment choisi un bel endroit. »

Le grand nom de Guillaume de Humboldt est également attaché à la Villa ; il vint y habiter en 1801, avec femme et enfants, et parmi ceux-ci la petite Gabrielle, qui devait épouser mon grand-oncle Henri de Bülow, ministre de Prusse à Londres et ministre des Affaires étrangères, mort en 1846. Le 9 décembre 1802, Caroline de Humboldt écrivait à son amie, Charlotte de Schiller : « De la Villa Malta nous avons une vue admirable : la moitié de Rome, Saint-Pierre, les monts du Latium, les grandes masses montagneuses isolées, qui limitent l'horizon romain. » Quand Humboldt dut quitter Rome, qu'au milieu des brouillards du Nord il regretta souvent, la Villa Malta fut le séjour des « *Lukasbruder* », Overbeck, Vogel et Pforr. En 1827, le roi Louis de Bavière l'acheta et en 1829 il écrivait à Goethe :

Quelle joie de voir dans son propre jardin en fleurs, en pleine terre, et se dressant vers le ciel, les orangers au sombre feuillage. Après mon premier séjour, j'ai pendant douze ans désiré Rome comme on désire une maîtresse ; maintenant je suis content d'être revenu ; content comme quand on revoit une amie ; le charme s'est évanoui ; je me sens chez moi ; je jouis calmement de mon plaisir ; je me sens délivré pour

quelque temps des chaînes du pouvoir; je vis en simple particulier, et suis heureux. En réitérant l'assurance de mes bons sentiments envers le plus grand poète de l'Allemagne, je reste, monsieur le ministre d'État, sincèrement à vous.

LOUIS.

La modeste maisonnette où le roi de Bavière passa tant d'hivers sert maintenant de logis'au jardinier. Après 1870, le comte Bobrinski avait fait construire avec beaucoup de goût et de sens artistique un palais neuf pas trop vaste, où nous nous installâmes, que ma femme orna de nos tableaux, de nos Gobelins, de nos tapis et de nos meubles et où je mis la plus grande partie de la bibliothèque commencée avec amour par mon père, que j'ai continuée avec soin et augmentée de livres rares. Le grand salon est orné d'un panneau splendide de Véronèse, acheté à Venise par le comte Bobrinski vers 1865, et qui représente Phébus, le dieu radieux du chant et de la musique, rivalisant avec Marsyas, le joueur de flûte. Pour le grand hall, j'ai acheté un panneau de Marcello Fagolino, peintre du *Cinquecento*, représentant le triomphe de Bacchus, accompagné d'une splendide lionne apprivoisée, entourée de tortues et de petits Amours. Le plus bel ornement du hall est une cheminée en marbre d'origine allemande, achetée par Bobrinski, et provenant du palais Altemos sur le Tibre. Ce palais a été construit au seizième siècle par Marcus Siticus, de la famille des Hohenems du Vorarlberg. En vaillant condottiere, il avait combattu contre les Florentins et les Turcs, mais échangea le pourpoint contre la soutane, après avoir échappé par miracle à la mort dans un accident de voiture près de San-Pietro in Vincoli, et transforma son nom allemand de Hohenems en Altemos. Avant son accident, il avait eu d'une belle Génoise un fils qui fut le fondateur de la maison d'Altemos. Marcus Siticus devint nonce à la cour de Vienne, fut légat au concile de Trente, et adversaire énergique des hérétiques. Il est enseveli à Rome dans la Chapelle du Sacrement à Santa-Maria



SALANDRA
Président du Conseil d'Italie.

Trastevere. Dans son *Histoire des Papes* (1), Louis Pastor parle du cardinal Marcus Siticus, de la Villa Malta et de sa cheminée.

Ma première promenade à Rome fut pour aller jouir de la vue qu'on a du Capitole sur le Forum et le mont Palatin. Le Forum! *And in your field below a thousand years of silenced factions sleep.* A ce spectacle et en me rappelant les vers de Byron, j'eus le pressentiment que la roue du temps passerait sur le bloc noir et bleu, comme sur les coassements des socialistes plats et destructeurs de culture. Je songeais à Chateaubriand écrivant de Rome :

Cette Rome, au milieu de laquelle je suis, devrait m'apprendre à mépriser la politique. Ici la liberté et la tyrannie ont également péri; je vois les ruines confondues de la république et de l'empire de Tibère, qu'est-ce aujourd'hui que tout cela dans la même poussière? Le capucin qui balaie en passant cette poussière avec sa robe, ne semble-t-il pas rendre plus sensible encore la vanité de tant de vanités?

J'allai à la Villa Mattei, but fréquent de mes promenades avec mon ami Wilbrandt. Il y citait volontiers les vers d'Eichendorff :

Ils chantaient les statues de marbre,
Les jardins abandonnés, avec leurs tonnelles ombreuses.
Les palais éclairés par la lune,
Où les jeunes filles guettent à la fenêtre,
Quand s'éveille le son des luths,
Quand les fontaines languissantes murmurent
Dans la splendeur d'une nuit d'été.

Eichendorff, qui a eu si profondément le sens de la beauté italienne, n'a jamais passé les Alpes, de même que Schiller n'a jamais vu le lac des Quatre Cantons qu'il a célébré. A cheval je montai au Gianicolo, à Saint-Onofrio, et je m'arrêtai devant ce couvent auprès du vieux chêne,

(1) *Histoire des Papes depuis la fin du moyen âge*, par Louis PASTOR. Douze volumes parus (Librairie Plon).

à l'ombre duquel le Tasse contemplait mélancoliquement la ville, qui contient tant de merveilles et en même temps nous donne conscience de l'inconstance des choses d'ici-bas :

*Cadono le città, cadono i regni
E l'uomo, d'esser mortal, perchè si sdegni?*

J'allai à cheval le long du Tibre, qui en a plus vu que tout autre fleuve, et qui continue à couler aussi paisiblement qu'au temps d'Enée :

Leni fluit agmine Thybris.

Presque chaque matin je faisais une promenade à cheval de deux heures, et fréquemment avec l'ambassadeur de France, Camille Barrère, avec qui j'étais lié depuis trente ans, depuis mon séjour à Paris. La Grande Guerre m'a séparé pour toujours de Barrère comme de deux autres amis parisiens, les frères Paul et Jules Cambon. Ma route préférée était celle que Goethe prit si souvent, vers le Ponte Molle et de là à l'Acqua acetosa, et je songeais au plus grand de nos poètes écrivant : « Il y a vraiment de quoi vous rendre fou, quand vous contemplez la limpidité, la variété, la transparence vaporeuse, la coloration divine du paysage, surtout des lointains. » Le ciel bleu, le soleil, les lézards filant çà et là au soleil, les sombres cyprès se détachant dans le ciel, cela n'a pas changé depuis Goethe. Sans Bædeker, sans idée préconçue ou imposée, je visitais les musées, les galeries de peinture, les églises, et j'étais de l'avis de mon prédécesseur sur la colline du Pincio, le maréchal byzantin Bélisaire, qui écrivait à Totila : « De toutes les villes où luit le soleil, Rome est la plus grande et la plus curieuse. » Enfin, j'étais un homme libre, et comme Socrate je pensais que le loisir est le plus précieux des biens. L'Allemand, il est vrai, ne comprend pas cela tout de suite, car dans le Nord, nous dit Goethe, on considère comme fainéant quiconque ne peine pas toute la journée. J'aimais

aussi aller vers l'Isola Farnese, vers ces campagnes où s'élevait jadis Veïes :

Vieux Veïes, jadis aussi tu fus la demeure de princes,
Là où sur le Forum se dressait le siège doré,
Entre ces murs retentit maintenant la flûte du pâtre errant,
Et là où se trouvaient tes tombeaux, on laboure la terre,

disait déjà Properce avant l'ère chrétienne au spectacle de ce paysage mélancolique. Pendant mes longues années de vie active et d'efforts ininterrompus j'ai souvent pensé à un mot mélancolique de Dohn, le fondateur du « Kladde-radatsch ». Un de ses amis lui demandant comment il allait, il répondit : « C'est la fin, mais tout ce que je regrette, ce sont les beaux livres que je n'ai pas encore lus. »

A Rome, je relus enfin tranquillement et d'un bout à l'autre l'Histoire romaine de Mommsen et les huit volumes de l'Histoire de Rome au Moyen Age de Gregorovius ; trente ans après les avoir lus pour la première fois, je repris l'enquête en douze volumes de Taine sur les *Origines de la France contemporaine*, avec une intelligence affinée par mon expérience du pouvoir, et plus capable de saisir la façon dont les événements s'enchaînent et les qualités et les défauts de l'*homo sapiens*. Je compris combien, quarante-trois ans plus tôt, mon vénéré maître du Pædagogium de Halle avait eu raison de m'inculquer cette pensée de Goethe : qu'à Rome on lit l'histoire autrement qu'en tout autre lieu du monde, non pas, comme ailleurs, en restant hors des faits, mais comme si on était au cœur même de ce qu'on lit, car tout est groupé autour de nous et nous sommes en quelque sorte au centre. Je relus Byron et Goethe, Virgile et Horace, Tite-Live et Salluste, dont les jardins étaient jadis près de l'endroit où se trouve maintenant la Villa Malta, et qui est en quelque sorte le patron de ma maison. Dès ma jeunesse je l'ai aimé, et j'avais fait graver dans ma montre cette citation du deuxième chapitre de la Guerre de Jugurtha : *Animus incorruptus, æternus, rector humani generis, agit, atque habet cuncta, neque ipse habetur.*

Les attaques personnelles auxquelles se livrait l'ancien conseiller Martin, clairon des « Féaux de l'Empereur », dirigés par Eckardstein, ainsi que divers journaux conservateurs, ne troublèrent pas mon repos. Ces entorses à la vérité et ces insultes n'atteignaient pas le mépris que j'avais pour elles.

Dans l'intérêt de l'agriculture, je regrettais les attaques de l'agrarienne *Deutsche Tageszeitung*, qui continuèrent même après ma démission ; mais je n'éprouvais pas le besoin de riposter. Wahnschaffe intervint spontanément auprès du rédacteur en chef de ce journal, Oertel, l'homme au gilet blanc sur un ventre énorme, et m'écrivit que ce dernier, quant à lui, regrettait vivement, ne fût-ce que parce qu'ils témoignaient d'une ingratitude mal-séante, les écarts de langage que se permettaient dans leur irritation aveugle quelques membres du parti, comme Hahn.

Un de mes partisans à la fois dévoués et intelligents était M. de Huhn, ancien officier de dragons et depuis longtemps correspondant de la *Kölnische Zeitung* à Berlin. A la fin de 1910, il me fit remarquer que les absurdes accusations formulées par le conseiller révoqué Martin dans son livre, avaient trouvé le chemin du pieux *Reichsbote*, sous une forme particulièrement haineuse ; il ajoutait : « Je suppose que Votre Excellence est trop au-dessus de ces attaques, pour condescendre à une rectification quelconque. Mais ceux qui depuis de longues années ont vu Votre Excellence à l'œuvre et qui dans une certaine mesure savent comment les choses se sont passées, ne sont pas tenus aux mêmes ménagements. Pour ma part j'ai cru de mon devoir de m'opposer à cette grossière falsification de l'histoire par le *Reichsbote*. » Cet organe du protestantisme rigide, lecture préférée de l'Impératrice et de ses dames d'honneur, m'avait assez fréquemment attaqué pendant que j'étais au pouvoir. Il me trouvait trop favorable aux catholiques, ou plutôt ma politique et mon attitude sincèrement et strictement impartiales lui déplaisaient. Comme beaucoup de fana-

tiques, son directeur, le vieux pasteur Engel, était une âme droite ; dès que, sans que je m'en fusse mêlé, on lui eut appris que ses accusations contre moi étaient entièrement dénuées de fondement, il les retira, de façon très correcte, en exprimant ses vifs regrets et en signant sa déclaration ; j'en fus heureux pour ce brave homme. L'attaque en elle-même m'avait laissé complètement indifférent. Je pensais comme Stendhal, mon auteur français préféré avec Montaigne : « *La vue qu'on a des hauteurs de Rome est faite pour changer en douce mélancolie la tristesse la plus colérique.* »

M. de Huhn m'écrivit à ce moment au sujet de la politique intérieure :

La situation ne s'est pas améliorée en Allemagne depuis la démission de Votre Excellence ; on se laisse mener par les événements de façon fort peu réjouissante sans savoir où ils nous entraînent, ni à quoi ils aboutiront. La prophétie d'une prochaine bataille de Philippes me paraît, hélas, de plus en plus devoir se réaliser.

M. de Huhn m'apprit également que, sur l'ordre de Sa Majesté, on avait fait d'actives recherches aux Affaires étrangères, afin de retrouver les lettres et dépêches dans lesquelles Guillaume II affirmait m'avoir relaté en détail ses conversations excentriques de Highcliffe. « Naturellement on n'a rien trouvé. Où il n'y a rien, l'Empereur perd ses droits. »

Peu avant ma démission, mon vieux et dévoué collaborateur Loebell avait été nommé, à ma demande, *Oberpraesident* de Brandebourg, poste pour lequel tout désignait ce fils de la Marche ; mais durant l'hiver 1908-1909, il s'était tellement dépensé en ma faveur, qu'il ne put prendre ses fonctions, et dut faire un assez long séjour dans un sanatorium. Plusieurs fois il s'était rendu auprès de Bethmann, pour lui représenter que son devoir était de s'opposer à la campagne de calomnie organisée contre moi, d'agir en ce sens non seulement auprès de l'Empereur, mais publiquement et qu'en intervenant en faveur

de son prédécesseur, il ne ferait que consolider sa situation. Mais Bethmann avait un caractère faible, et par suite, comme il arrive fréquemment, pas entièrement loyal, et il ne parvint pas à le convaincre. Je me consolais de ces misères en me rappelant que Goethe disait de Platen, « qu'un homme d'aussi grand talent était impardonnable de ne pouvoir oublier à Rome les mesquineries lamentables des critiques allemands. » Sans me comparer à un grand poète comme Platen, je jugeais cependant que j'avais mieux à faire à Rome que de m'irriter des bassesses inévitables en politique, et dans la mesure du possible je m'efforçais de réaliser l'idéal goethéen : jouir paisiblement d'une vie simple. Avec le concours de F. Noack, l'excellent correspondant de la *Kölnische Zeitung* à Rome, je fis des recherches sur l'histoire de la Villa Malta. Nous découvrîmes qu'un de ses occupants avait été le Bernois Victor de Bonstetten, bailli à Saanen et à Nyon, juge à Lugano, qui a bien mérité de sa ville natale comme membre du Grand Conseil de Berne. Disciple de Voltaire et de J.-J. Rousseau, écrivain spirituel et styliste distingué, possédant également la langue française et l'allemande, il prêcha sa philosophie éclectique dans les deux langues. Sainte-Beuve lui a consacré une étude intéressante où il décrit le « magnifique panorama » qu'avait Bonstetten de la Villa Malta : « *De ce poste élevé, il porta son investigation sur toutes les régions de la cité, sur tous les cantons de l'Agro Romano, cette ceinture lugubre et splendide qui l'entoure.* » C'est ici que le Bernois a sans doute écrit son œuvre principale : *le Voyage dans le Latium*; c'est ici qu'il fit la connaissance d'un grand artiste, le Danois Thorwaldsen. A cette époque, ce dernier habitait sur la Voie Sixtine une maison où se trouve une plaque commémorative, et qui est juste en face des jardins en terrasse de la Villa Malta. Quand Louis de Bavière était sur cette terrasse, ses regards plongeaient dans l'atelier du sculpteur. Un beau jour il y entra, une décoration à la main et l'épingla sur la poitrine de l'artiste avec ces mots : « Je décore le soldat sur son champ de bataille. »

Quand à mon arrivée je demandais à Libianchi, mon vieux maître d'hôtel à Rome, qui habitait au premier étage de cette maison, en face de la terrasse, il me répondit d'un ton assez solennel : « *Qui sta il avvocato chi fa i santi nel Vaticano.* » Il s'agissait du fonctionnaire du Vatican chargé de plaider contre l'*Advocatus Diaboli* dans les procès en canonisation. Comme je continuai mon enquête pour le deuxième étage, il ajouta : « *Là sta un pazzo tedesco.* » Cet Allemand toqué était mon vieux camarade du Pædagogium de Halle, Bernard Honig. Sa douceur, sa modestie, sa démarche un peu hésitante lui avaient valu le surnom de « chausson ». Je lui fis demander si je pouvais venir le voir. Il me fit répondre qu'il n'avait jamais éprouvé que de bons sentiments à mon égard, mais qu'il me priait de renoncer à cette visite. J'appris alors que, depuis de longues années, il demeurait dans la Via Sistina pendant l'été, qui est si chaud dans l'*Alma città di Roma*, et passait l'hiver en Allemagne. Pendant l'hiver Rome lui déplaisait à cause des étrangers. En été il se considérait comme le maître des *Amoena Pincii spatia*, comme il est dit sur l'obélisque du Pincio ; il soignait les fleurs de la terrasse devant sa maison, se délectait au chant des oiseaux, qu'il élevait dans des cages dorées, et, aux heures plus fraîches de la nuit, il faisait parfois une promenade dans la campagne romaine. Il aimait tant cette vie que toute visite le dérangeait. Je serais tenté de croire que Honig a été un des rares hommes entièrement satisfaits de leur sort que j'aie rencontrés.

Si la Villa Malta a servi d'asile à de grands esprits comme Humboldt et Bonstetten, un aventurier y a aussi vécu : Cagliostro, le chercheur de trésors, le prestidigitateur, le médecin, le rose-croix et franc-maçon, l'alchimiste et le mystique. A Rome il fut condamné à mort ; à Paris il fut emprisonné à la Bastille et mêlé à l'histoire du Collier ; Catherine II le fit expulser de Russie. A Varsovie, il affirma aux Polonais qu'il avait découvert un élixir rendant la jeunesse aux hommes. Il se disait grand cophte de la franc-maçonnerie égyptienne, qu'il prétendait avoir ré-

tablie ; c'était un des plus grands charlatans de ce dix-huitième siècle, qui en compta tant, il eut cependant l'honneur d'exciter la curiosité de Goethe. Cagliostro organisa à la Villa Malta une intéressante séance, que le Français Maro Haven décrit en ces termes dans l'intéressant *Essai* qu'il a consacré à ce chevalier d'industrie : « En mai 1789, Cagliostro organisa à plusieurs reprises des séances à la Villa Malta, résidence d'été des ambassadeurs de l'Ordre de Malte. En présence de l'ambassadeur de l'Ordre, Le Tonnelier de Breteuil, du cardinal de Bernis, ambassadeur de France, de la princesse Santa Croce, de la princesse Rezzonico, et d'autres membres de la société romaine, Cagliostro fit prédire l'avenir par un enfant regardant une carafe pleine d'eau. L'enfant déclara qu'il voyait dans l'eau une rue pleine de gens criant : « A bas le Roi » et « A Versailles ». Sur ce, Cagliostro s'écria : « Cet enfant dit « la vérité ; sous peu on surprendra Louis XVI dans son « château, la monarchie tombera, on rasera la Bastille, « et la liberté succédera à la tyrannie. — Oh ! s'exclama « le cardinal Bernis, quelle triste prophétie pour mon « Roi ! — Je le regrette, repartit Cagliostro gravement, « mais cette prophétie se réalisera. — Je n'en sais rien, « nous verrons bien, » répliqua le cardinal, visiblement nerveux. En réalité Cagliostro s'appelait Giuseppe Balsamo et était de Palerme. Il mourut en prison, à Urbino, en 1795, après avoir eu la satisfaction d'assister à la Révolution qu'il avait prédite.

CHAPITRE VI

Changements à la légation de Bruxelles. — Intrigues de Flotow contre Wallwitz. — Ma correspondance avec Bethmann qui inaugure une politique nouvelle à l'égard de la Belgique. — Bismarck et la Belgique en 1870. — Voyage de Bethmann à Rome en mars 1910. — Mme de Flotow. — La situation politique. — Les élections au Reichstag de 1912. — Mort d'Édouard VII. — M. de Kiderlen à Rome. — Lettres d'Allemagne : Bassermann, Lichnowsky.

Au commencement de janvier 1910, j'appris à Rome qu'un changement était imminent à la légation de Bruxelles, nouvelle qui me contraria personnellement et qui surtout m'inspira des appréhensions politiques sérieuses. Ma belle-fille m'écrivit que son mari, le comte Wallwitz, ministre d'Allemagne en Belgique depuis neuf ans, et qui y jouissait de la confiance générale, avait reçu une lettre personnelle du chancelier l'invitant à demander immédiatement sa mise à la retraite, car un nouveau titulaire devait être nommé à Bruxelles, et aucun autre poste n'était vacant. On lui donnait comme motif de cette mesure que le gouvernement impérial avait l'intention de modifier sa politique coloniale. On demandait en même temps à Wallwitz de s'arranger pour que son départ parût volontaire et causé par des raisons de santé. Wallwitz, qui avait trente ans de services irréprochables, se conduisit également en cette occurrence en patriote et en gentleman. Il quitta Bruxelles, sans un mot de récriminations ; il évita même de se rendre chez lui en Saxe, pour ne pas y réveiller les animosités particularistes contre l'administration centrale de Berlin. Il ne revint à Dresde qu'après une retraite assez longue à Wiesbaden.

Après ce départ, je reçus de mon successeur la lettre que je reproduis ici :

Très honoré Prince,

En considération des relations existant entre Votre Excellence et le ministre, comte Wallwitz, je crois devoir vous expliquer les motifs de la retraite imminente du comte, explications confidentielles, tout à fait personnelles et que je vous prie de garder absolument secrètes. Votre Excellence sait peut-être que, pour des raisons de politique internationale, nous avons décidé de modifier notre attitude au Congo, dans le sens d'une action plus énergique contre la Belgique. Dès l'été et l'automne de cette année, le ministère des Colonies se plaignait que Bruxelles collaborât avec nous de façon insuffisante au Congo : or, le changement récent de notre politique générale a trouvé à Bruxelles un accueil qui nous a amenés à cette conclusion, que notre ministre en cette ville n'approuve pas suffisamment notre politique nouvelle à l'égard de la Belgique. Dans ces conditions on a demandé ici un nouveau titulaire pour le poste de Bruxelles. Cette proposition a été présentée à Sa Majesté avec l'observation qu'éventuellement on pourrait réserver un autre poste au comte Wallwitz. Personnellement j'avais pensé pour lui à Madrid. Mais, et ceci sous le sceau du secret, cette proposition se heurta au refus catégorique de Sa Majesté, qui demanda la mise à la retraite du comte, et fit sur lui une remarque désobligeante. Nous n'avions donc plus le choix ; mais je décidai aussitôt que ce départ se ferait de la façon la plus honorable, en tenant compte des mérites de notre ministre, et à l'heure qu'il choisirait. Tout ceci est resté entièrement secret, et j'aurais même hésité à en informer Votre Excellence, si je n'avais appris que par Bruxelles vous aviez été renseigné directement. Le poste étant donc vacant, vous m'approuverez certainement d'avoir proposé à Sa Majesté votre collaborateur depuis plusieurs années, Flotow ; n'aviez-vous pas insisté vous-même, pour qu'il fût nommé à une fonction convenant mieux à son état de santé ? En priant Votre Excellence de croire en mon plus profond respect, et en présentant mes hommages à la princesse de Bülow, je reste

Votre très dévoué

DE BETHMANN-HOLLWEG.

Voici ma réponse :

Tous mes remerciements pour les sentiments aimables exprimés dans votre lettre d'hier. La décision prise à l'égard de Wallwitz l'a péniblement affecté, lui et les siens. Ses fonctions et la vie qu'il menait l'avaient attaché à Bruxelles ; de plus il craint l'agitation et le chagrin que cela peut causer à sa mère, âgée de quatre-vingt-dix ans. Comme vous le pensez, cela a frappé ma femme, qui reçoit des lettres désolées de sa fille. Avant de recevoir votre lettre, j'avais écrit à la comtesse Wallwitz, et je l'avais priée ainsi que son mari de ne pas se chagriner. Ce conseil était d'ailleurs superflu, car tous deux sont des gens calmes et distingués, ennemis de toute démonstration. Je sais fort bien, il est inutile de l'ajouter, que les questions de personnel sont entièrement subordonnées aux raisons de service.

Tout le monde comprendra que je considérerai la mise à la retraite de Wallwitz comme un acte inamical à mon égard et même comme un procédé de mauvais goût, car je savais naturellement qu'on l'avait sacrifié pour donner un poste agréable à Flotow, dont les visées ambitieuses m'avaient sans cesse importuné durant ces dernières années ; mais ce manque d'égards ne m'affecta pas autrement. Ce qui m'inquiétait dans cette lettre rédigée par le conseiller de Flotow et même écrite de sa main, c'était l'annonce d'une « attitude plus énergique » à l'égard de la Belgique, pour diverses raisons de politique générale internationale. » Cette expression ne suscita d'abord en moi qu'une inquiétude vague. Plus tard seulement, j'eus la certitude que le remplacement de notre représentant à Bruxelles, six mois après ma démission, et la modification simultanée de notre politique à l'égard de la Belgique furent une des causes de la catastrophe de 1914.

Peu après ces événements, mon ami de longue date, le marquis San Giuliano, ministre des Affaires étrangères d'Italie, m'inquiéta en me disant que M. de Flotow, notre nouveau ministre à Bruxelles, paraissait y faire « *une politique quelque peu mystérieuse.* » Il cherchait à se rapprocher des ministres français et anglais et semblait espérer qu'il

serait possible de faire de la Belgique et de ses colonies une nouvelle Pologne, c'est-à-dire un objet de partage entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Mon inquiétude se mua en une triste certitude, quand, au début de la Grande Guerre, je lus dans le *Livre Gris* belge le rapport du 2 avril 1914 du baron Beyens, ministre de Belgique à Berlin, antérieur de quatre mois à la déclaration de la guerre : Il rendait compte que M. Solf, le secrétaire d'État aux Colonies, avait spontanément proposé au chargé d'affaires et à l'attaché naval français une convention franco-allemande au sujet des lignes de chemin de fer projetées par les deux pays en Afrique ; il exposait que Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, rentrant de congé, demanda à M. de Jagow, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, quel était le but de ces ouvertures du ministre des Colonies. Jagow répondit qu'à son avis, cette entente franco-allemande, à laquelle serait associée l'Angleterre, serait hautement utile. Cambon répliqua que, dans ce cas, il fallait inviter les Belges à participer aux délibérations des trois grandes puissances, car ils construisaient aussi de nouvelles voies ferrées au Congo ; il serait même indiqué de réunir à Bruxelles la conférence chargée de régler toute cette question. Je reproduis ici la suite du rapport du ministre de Belgique.

« Oh ! non, répondit M. de Jagow, car c'est aux dépens de la Belgique que notre accord devrait se conclure. — Comment cela ? — Ne trouvez-vous pas que le roi Léopold a placé sur les épaules de la Belgique un poids trop lourd ? La Belgique n'est pas assez riche pour mettre en valeur ce vaste domaine. C'est une entreprise au-dessus de ses moyens financiers et de ses forces d'expansion. Elle sera obligée à y renoncer. L'ambassadeur trouva ce jugement tout à fait exagéré. M. de Jagow ne se tint pas pour battu. Il développa l'opinion que seules les grandes puissances sont en situation de coloniser. Le ministre des Affaires étrangères de l'Empire allemand dévoila même le fond de ses pensées en soutenant que, dans la transformation qui s'opérait en Europe au profit des nationalités les plus fortes, par suite du développement des forces économiques et des moyens de communication, les petits États ne

pourraient plus mener l'existence indépendante dont ils avaient joui jusqu'à présent. Ils étaient destinés à disparaître ou à graviter dans l'orbite des grandes puissances. L'ambassadeur répondit que ces vues n'étaient pas du tout celles de la France ni, autant qu'il pouvait le savoir, celles de l'Angleterre ; qu'il persistait à penser que certains accords étaient nécessaires pour la mise en valeur de l'Afrique, mais que dans les conditions présentées par M. de Jagow, toute entente était impossible. Sur cette réponse, M. de Jagow se hâta de dire qu'il n'avait exprimé que des idées toutes personnelles, qu'il n'avait parlé qu'à titre privé et non en secrétaire d'État s'adressant à l'ambassadeur de France. M. Cambon n'en attache pas moins une signification très sérieuse aux vues que M. de Jagow n'a pas craint de dévoiler dans cet entretien. Il a pensé qu'il était de notre intérêt de connaître les dispositions dont le dirigeant officiel de la politique allemande est animé à l'égard des petits États et de leurs colonies. J'ai remercié l'ambassadeur de sa communication absolument confidentielle. Vous en apprécierez certainement toute la gravité. »

Pendant l'été de 1870, quand la guerre éclata entre l'Allemagne et la France, le prince de Bismarck, qui savait l'importance des impondérables, les mit immédiatement dans notre jeu, en dévoilant les projets du gouvernement français, dirigés contre la neutralité et l'indépendance de la Belgique, garanties par le droit des gens. Quarante ans plus tard, le contraire se produisit. La sottise maladroite de nos gouvernants permit à nos ennemis d'exciter l'opinion publique du monde entier contre notre peuple si loyal et si pacifique. Je le répète, ce fut sottise de leur part et non méchanceté. Ceux qui dirigeaient la politique allemande en 1914 n'étaient ni d'affreux spadassins, ni des incendiaires perfides, c'étaient des mazettes.

Pour le 3 mai 1910, mon premier anniversaire depuis ma retraite, mon successeur m'adressa la lettre suivante :

Le 3 mai éveille en moi bien des souvenirs personnels et de service. J'adresse à Votre Excellence, avec l'expression de toute ma gratitude et mon respect, mes vœux les meilleurs et

les plus cordiaux pour l'année où vous entrez. En cette grande ville de Rome, Votre Excellence va se sentir aujourd'hui de nouveau pleine de vie et d'activité, unissant en elle la haute gravité et la douce sérénité de l'âme, ainsi que dans la Villa Malta le laurier fleurit à côté de la rose. Le souvenir des heures que j'eus la chance de passer avec vous à Pâques, est trop profond pour avoir pu être effacé par les clabaudages politiques de ces dernières semaines.

La métaphore poétique du laurier fleurissant à côté de la rose ne suffisait pas à faire disparaître entièrement l'impression pénible produite sur moi par la faiblesse, pour ne pas dire plus, de mon successeur dans l'affaire de la légation de Bruxelles. J'affirme d'ailleurs que pendant le séjour de M. de Bethmann à Rome, fin mai 1910, je l'ai reçu le plus aimablement possible. J'ai donné un grand dîner à la Villa Malta où je l'ai présenté à des Italiens de marque, et j'ai vanté les bonnes intentions et les qualités de mon successeur au ministre des Affaires étrangères, marquis San Giuliano. Malheureusement sans grand succès. L'intelligent et clairvoyant San Giuliano le trouva *naïf* et *ennuyeux*. Quand deux ans plus tard, il fit sa première visite à Saint-Pétersbourg, le pauvre Bethmann y fut gratifié des mêmes qualificatifs : *naïf* et *ennuyeux*.

Flotow avait accompagné Bethmann à Rome et celui-ci nous l'amena. Flotow essaya de réparer sa vilenie en redoublant d'obséquiosité. Après avoir cherché en vain à s'expliquer avec moi à Rome, il m'écrivit de Bruxelles pour mon anniversaire :

Très honoré prince,

Je tiens à adresser à Votre Excellence mes vœux les plus respectueux pour son anniversaire. Puissions-nous, pour le bien de la patrie, recourir encore longtemps à la grande expérience de Votre Excellence et trouver aide et conseil auprès d'Elle. Votre Excellence est souvent présente à ma pensée. Mes années de Berlin m'ont laissé une impression profonde et j'ai pleinement conscience de ce que j'ai gagné pour mon éducation politique à vivre si près de Votre Excellence. Cela a

modifié toute ma conception des choses, et si j'ai pu rendre quelques services à mon nouveau chef au moment de son entrée en fonctions, je sais que je le dois à cette bonne école. De plus, mon affection pour Votre Excellence était grande, plus grande peut-être que vous ne le supposiez. Un nuage est passé à la fin, nous le savons tous deux, et j'en ai beaucoup souffert, mais cela est passé, et il ne me reste qu'un souvenir reconnaissant. Que ma carrière m'ait conduit précisément à Bruxelles, est dû à un enchaînement de circonstances dont la fatalité pèse encore sur moi. Une décision inattendue du souverain nous a lié les mains ; mes désirs me poussaient vers une tout autre direction, vous le savez, et déjà on avait préparé les voies auprès de Sa Majesté ; mais qui pourrait rompre la chaîne qui des origines lointaines du monde va jusqu'à notre destinée ? Nous devons apprendre à plier notre volonté. Je voudrais simplement exprimer encore ma joie d'avoir trouvé Votre Excellence en si parfaite santé physique et morale, et, en adressant mes plus respectueux hommages à Mme la Princesse, je reste votre très respectueux

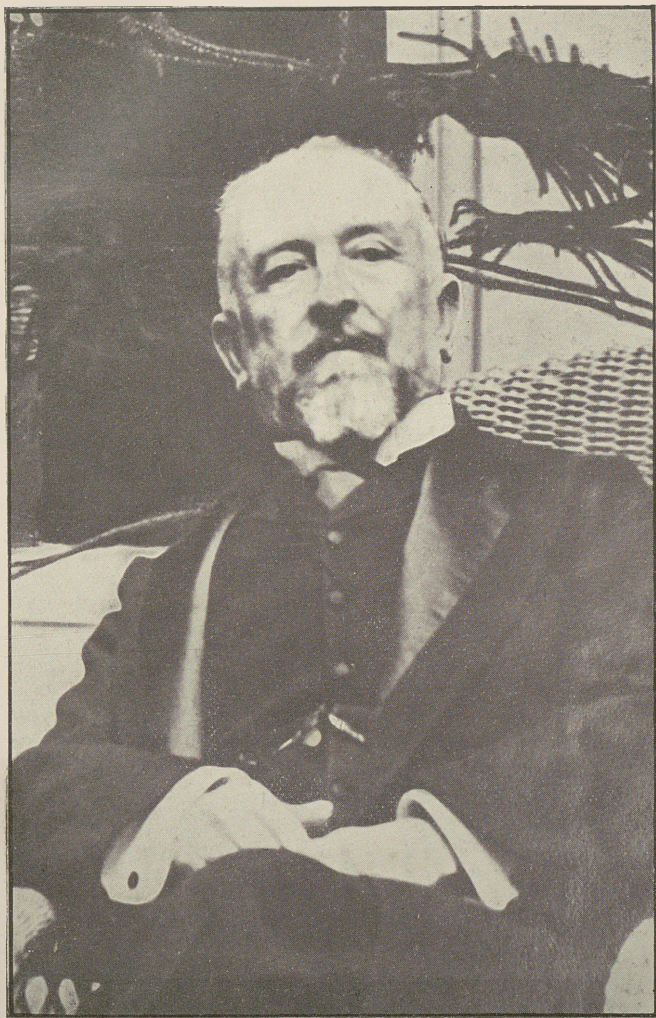
FLOTOW.

Le nuage qui avait obscurci nos relations était naturellement l'intrigue ourdie par lui et dont le comte Wallwitz avait été la victime. L'affirmation qu'il avait été nommé à Bruxelles, presque contre son gré, était une *impia et impudens fraus*.

Quelques semaines après sa nomination à Bruxelles, Flotow nous annonça ses fiançailles avec la veuve d'un général russe, le comte Keller. En racontant le voyage de Leurs Majestés en Palestine, j'ai mentionné la comtesse Mathilde Keller, dame d'honneur de la cour de Prusse, et j'ai parlé de la branche russe de cette famille et du général comte Keller, mort en héros pendant la guerre russo-japonaise. Pendant une bataille il s'était rendu à une batterie dont les officiers s'étaient mis à l'abri de telle façon qu'ils étaient invisibles pour leurs hommes. Le général le leur ayant reproché, leur excuse fut qu'ils n'avaient pas voulu s'exposer à une mort certaine. Le comte Keller répliqua : « Je vais vous montrer comment

meurt un général russe, » et il resta à cheval à côté de la batterie, jusqu'à ce qu'un obus ennemi l'eût abattu. L'union de sa veuve et de Flotow, qui était aussi différent que possible de son premier mari, ne fut pas heureuse. Habitée à un homme qui avait du caractère, elle traita Flotow sans aménité, même quand il fut ambassadeur à Rome. Pendant la guerre de 1914, elle divorça et fit publier dans les journaux de Rome, qu'après sa séparation, elle était retournée en Russie, dans sa patrie et avait repris son nom de Keller. On peut dire pour son excuse, qu'elle avait longtemps hésité et ne s'était décidée qu'à contre-cœur à ce mariage; mais Flotow revenait sans cesse à la charge, sans se laisser décourager par ses refus. Sa belle-sœur, la comtesse Kleinmichel, lui ayant demandé comment elle avait pu se marier avec cet homme, elle répondit avec son sans-gêne russe : « *Je l'ai épousé pour me débarrasser de lui. Je m'ennuyais tant avec ses longues lettres dans lesquelles il demandait et redemandait ma main. Je me servirai de lui comme d'un intend.* » « Quand la pourpre tombe, le doge doit la suivre, » s'écrie Verrina, dans le drame de Schiller, en précipitant avec une raillerie affreuse Fiesque dans la mer. Lorsque Mme de Flotow quitta son second mari, il perdit non seulement l'argent de sa femme, mais aussi la belle villa qu'elle possédait près de Cannes.

J'ai déjà parlé de mes inquiétudes, lorsque je transmis les affaires politiques de l'Empire à mon successeur. Non que j'eusse craint une révolution. Les élections de 1907 avaient montré quelle force de résistance contre l'égoïsme des partis et l'insanité du doctrinarisme marxiste sommeillait dans l'âme allemande. Si nous faisons une politique raisonnable, sans trop de maladresses, nous n'avions pas à craindre que la paix européenne fût troublée. Si, comme en Russie, en Angleterre et surtout en France, il y avait chez nous des adversaires de la paix, des personnalités et des groupes ne visant qu'à la troubler, les courants pacifiques l'emportaient cependant à peu près partout. J'étais persuadé que, si nous montrions notre bonne volonté à



MARQUIS DE SAN GIULIANO
Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

l'Angleterre au sujet du rythme des constructions navales, celle-ci n'aurait aucun intérêt à provoquer une catastrophe mondiale. Certes, il ne fallait pas nous opposer aux visées russes sur les Dardanelles, ni éveiller la méfiance de ce pays par des gestes imprudents. Avant tout, il fallait empêcher dans la presqu'île balkanique tout acte de l'Autriche risquant de contrarier la tradition séculaire de la Russie. Il ne fallait jamais perdre de vue que si nous avions la guerre avec la Russie et avec la France, l'Angleterre laisserait difficilement échapper une occasion aussi favorable de réduire à l'impuissance la plus forte des puissances continentales, en même temps que son concurrent économique le plus dangereux. Dans ces conditions nous pouvions envisager l'avenir avec sécurité. Je le répète, je n'ignorais ni les dangers qui nous environnaient, ni les ennemis qui nous guettaient, mais j'avais la conviction profonde, qu'avec le calme, la fermeté et l'habileté indispensables, nous éviterions ces dangers et déjouerions les projets de nos ennemis.

Mon inquiétude était causée par l'insuffisance de Bethmann, l'irréflexion de l'Empereur et la trop bonne opinion qu'il avait de lui-même. A l'intérieur le bloc était disloqué, depuis que les conservateurs avaient voté contre moi et avaient fait échouer l'impôt sur les successions. Les conséquences de cette erreur fatale, conséquences que j'avais prédites, apparaissaient pour ainsi dire de façon automatique. Toutes les élections complémentaires auxquelles on avait procédé depuis ma démission, montraient une augmentation rapide et continue du nombre des voix socialistes. Dans toutes les parties de l'Empire, de la Prusse Orientale au Palatinat, le flot socialiste, endigué depuis six ans, remontait. Le résultat des élections de 1912 au Reichstag, auxquelles Heydebrand et son famulus Westarp étaient allés avec des illusions à peine concevables, auxquelles Bethmann assista les bras croisés, apathique et impuissant, eut une action déprimante sur les patriotes clairvoyants et réconforta tous nos adversaires de l'étranger. Un journal amusant berlinois, l'*Ulk*, publia,

après les élections du 12 novembre, un bon dessin en première page : Bethmann, au garde-à-vous, fait son rapport à l'Empereur en tenant à la main un papier avec l'en-tête : 110 socialistes ! L'Empereur portant sa pelisse est assis sur un banc ; il a l'air très déprimé et avec sa canne il écrit dans la neige fraîche : Bülow. Guillaume II a-t-il jamais compris la portée de ces élections ? Sa façon superficielle d'envisager les grands problèmes politiques m'en fait douter. Au reste, la formidable augmentation des voix et des mandats socialistes était une menace très sérieuse pour l'avenir de la nation allemande. Des quatre-vingt-seize circonscriptions conquises en 1912 par les socialistes, soixante-six avaient été reprises en 1907 par les partis bourgeois, vingt-neuf par les conservateurs et trente-sept par les libéraux. Les partis de droite, qui avaient obtenu cent treize sièges en 1907 n'en avaient conservé que soixante-neuf, leur effectif le plus faible depuis 1874 ; les libéraux étaient réduits au plus petit nombre de députés qu'ils aient jamais eus. En 1907, j'avais obtenu pour la première fois que conservateurs et libéraux de toute espèce marchassent ensemble. Aux élections de Bethmann de 1912, on vit pour la première fois en Allemagne la coalition de tous les éléments de gauche. En 1907, la droite était le groupe le plus fort avec cent treize mandats contre cent six aux libéraux, cent cinq au centre et quarante-trois seulement aux socialistes. En 1912, cent dix mandats firent des socialistes le groupe le plus fort du Reichstag, devant quatre-vingt-dix députés du centre, quatre-vingt-cinq libéraux et seulement soixante-neuf conservateurs. Les élections de 1907 avaient été la plus grave défaite qu'eût jamais subie le socialisme ; les élections de 1912 étaient sa plus grande victoire depuis que l'Empire et le Reichstag existaient. L'importance énorme de cette défaite du gouvernement de Bethmann et du parti dirigé par Heydebrand et Westarp n'apparut que pendant la Grande Guerre. Mais le fait que les socialistes étaient le parti le plus fort du Reichstag explique cette conduite lamentable des affaires à l'intérieur, qui contraste de façon

si humiliante avec l'indomptable énergie de Clemenceau, de Lloyd George et des ministres italiens dirigeant leurs peuples en guerre. De là aussi cette erreur fatale de notre politique de guerre dirigée dès l'abord, par Bethmann et Jagow contre la Russie tsariste, dans le vain espoir de maintenir les bonnes dispositions des socialistes et de conserver leur appui. De même la sotte offre de paix de décembre 1916, la résolution de paix plus que naïve de juillet 1917, et même le rétablissement insensé de la Pologne dérivent en dernière analyse de la peur que le parti le plus important et le plus fort du Reichstag inspirait au gouvernement de Bethmann-Hollweg.

La mort d'Édouard VII, le 6 mai 1910, facilita singulièrement notre politique extérieure. Je ne crois pas qu'il aurait voulu nous faire la guerre, comme Skobelev et Boulanger au temps de Bismarck, comme Delcassé et les chauvins de la marine anglaise de mon temps, comme plus tard Poincaré et le grand-duc Nicolas. Mais par animosité contre son neveu, par crainte de notre concurrence économique et du rythme accéléré de nos constructions navales, Édouard VII nous suscitait des difficultés et des obstacles partout où il le pouvait. Pendant trente ans mes relations personnelles avaient été excellentes avec ce souverain si intelligent et si aimable quand il le voulait. Voici la réponse au télégramme que j'adressai après sa mort à la reine Alexandra : « *I am so deeply touched by your kind telegram of sympathy at this time of my terrible bereavement.* »

L'épisode d'Agadir en 1911 fut aussi déplorable que le résultat des élections de 1912. Comme un feu d'artifice raté, il avait d'abord stupéfait le monde, l'avait fait rire ensuite et n'avait réussi qu'à nous rendre ridicules. Après le bond de la *Panthère* vers Agadir, on sonna d'abord la fanfare pour battre lamentablement la chamade après le discours de Lloyd George. Quelques mois plus tard, le marquis San Giuliano, ministre italien des Affaires étrangères, me dit : « A l'heure où le gouvernement allemand a reculé devant la menace brutale de Lloyd George, *l'esprit nouveau* est né en France, *l'ancien esprit guerrier* et belli-

queux des Gaulois qui dormait depuis 1871 et qui en 1888 avait été refoulé par Bismarck, en 1905 par vous. » Kiderlen-Waechter était responsable du bond de la *Panthère*; en 1910, il avait remplacé Schoen comme secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Lorsqu'il revint de Bucarest à Berlin, un collègue le félicita pendant l'arrêt du train à Munich, et Kiderlen répondit, devant un assez grand nombre de personnes : « Vous ne devriez pas me féliciter, car ma vie sur les bords de la Dimbowitza était bien plus agréable que celle qui m'attend à Berlin. Mais il faut vous réjouir de ne plus avoir pour chef un imbécile comme Schoen. » Jusqu'à sa mort, Kiderlen a affirmé que si l'affaire commencée par l'envoi de la *Panthère* à Agadir avait été un fiasco et si les négociations entamées ensuite avec la France au sujet du Maroc et du Congo avaient abouti à un insuccès, la raison en était que, durant cette campagne diplomatique, Guillaume II avait oscillé entre des menaces et des prétentions exagérées d'une part, le découragement et des concessions excessives d'autre part, et que Bethmann, dès qu'il avait senti une odeur de poudre, avait perdu toute maîtrise de lui-même.

J'ai vu Kiderlen pour la dernière fois à Rome en janvier 1912 ; il y passait quelques jours pour se présenter au roi et au ministre des Affaires étrangères, qu'il ne connaissait pas encore. Il fit bonne impression à tous deux. Il passait toutes ses soirées chez nous à la Villa Malta ; je lui trouvais mauvaise mine, il avait l'air fatigué et était bouffi ; il buvait d'ailleurs beaucoup trop. Quand je lui conseillai un régime plus sévère, il me répondit que, n'ayant plus que peu de temps à vivre, il voulait ne se priver de rien, et selon le joli mot de Schiller, son compatriote, savourer la vie jusqu'au fond de la coupe. Le 30 décembre 1912, Kiderlen mourut d'apoplexie à Stuttgart, sa ville natale, après avoir diné chez le comte Moy, ministre de Bavière, et avoir bu six petits verres de cognac, malgré les avertissements de son hôte et même du domestique qui le servait.

Je n'oublierai jamais ses dernières paroles, quand il me

fit ses adieux à la Villa Malta ; je lui souhaitai bonne chance et j'ajoutai : « Buvez moins de cognac, ne fumez pas de cigares trop forts et ne vous découragez pas. Vous vous en tirerez certainement. » Il me répondit : « Je remercie cordialement Votre Excellence ; mais je ne sais que trop bien que, depuis votre retraite, nous n'avons fait à l'intérieur et à l'extérieur que de médiocre politique. Comment faire de bonne politique entre un fou et un mollasson. » Malgré tout, la mort prématurée de Kiderlen fut un malheur pour notre pays. Il n'aurait jamais fait la politique lamentable que son successeur Jagow inaugura avec son chancelier.

Beaucoup de lettres qui m'arrivaient d'Allemagne manifestaient un mécontentement croissant contre le gouvernement de Bethmann, et par suite un pessimisme qui m'affligeait. Dès le premier hiver après ma démission, le 10 février 1910, Théodore Wolff, le rédacteur en chef du *Berliner Tageblatt*, qui m'avait souvent combattu, publiait en tête de son journal une lettre ouverte « Au prince de Bülow à Rome », dont voici un passage :

Bien que Votre Excellence vive maintenant à Rome en rentier et en épicurien, vous jetez cependant parfois un regard sur la patrie et devant les ruines du Forum, vous vous demandez ce qu'a fait votre successeur. — Hélas ! dites-vous, les gens m'ont traité de bon vivant, d'homme du monde frivole, et maintenant ils ont un chancelier toujours fourré dans son bureau, et qui ignore le monde. Ils trouvaient que j'étais superficiel et maintenant ils ont un homme qui pourrait bien les couler à fond. On se moquait de moi, parce que je n'apportais que des fleurs, — peut-être ce saule pleureur national fera-t-il regretter mes fleurs !

La suite de l'article disait que j'avais été un ennemi dangereux de la démocratie, difficile à vaincre et bien plus à craindre que « l'honnête » Bethmann qui faisait apparaître le spectre squelettique de la réaction. Des actes et des discours de Bethmann se dégageait je ne sais quoi de morne et de lugubre, une telle odeur de renfermé que

le prince de Bülow se réfugierait sans doute auprès des statues antiques exhumées, afin de voir quelque chose d'humain. La conclusion de l'article nous paraît aujourd'hui prophétique :

M. de Bethmann-Hollweg nous quittera, quand le vase qu'on lui a remis entre les mains se sera brisé sur le sol ; ou, pour parler comme les Romains, il sera précipité de la roche tarpéienne, mais sans le laurier du Capitole qui orne le front de Votre Excellence.

Le 9 novembre 1911, au Reichstag, Bethmann avait essayé de défendre la façon hésitante et contradictoire dont il avait traité la question du Maroc, l'envoi de la *Panthère* à Agadir, sa reculade devant les menaces brutales de l'Angleterre, et enfin la convention ratée du Congo. Après ce débat, qui avait abouti à un échec complet, Bassermann résuma ainsi ses impressions dans une lettre qu'il m'écrivit du Reichstag même : « Résultat de toute cette discussion : une défaite du gouvernement comme jamais on n'en avait vu ; jamais il n'y a eu un effondrement semblable de notre politique intérieure et extérieure. » Nouvelle plainte de Bassermann au printemps 1912 : « La prophétie de Votre Excellence s'est réalisée. Le jour de Philippes est arrivé. Maladresse et guigne complètes à la Wilhelmstrasse ; rien ne réussit ! » Vers la Noël 1912 : « Politique sans succès et sans joie. On ne peut pas gouverner de façon plus maladroite ; c'est le désastre de Philippes, qui devait arriver. A l'est le danger polonais augmente, car la politique des demi-mesures est la pire. A l'ouest les souris françaises dansent sur toutes les tables. » Bientôt après en février 1913 : « La suite logique d'Agadir a été Tripoli et la guerre des Balkans. A l'intérieur la raideur et la maladresse dans les négociations ont atteint leur comble. Tout porte la même marque : obscurité et faiblesse. » En mars 1914, quelques mois avant la Grande Guerre : « Un manque de méthode inouï caractérise le gouvernement ; « se maintenir » est le but suprême de la politique de Bethmann. »

Bassermann ne s'était jamais fait d'illusions sur le compte de Bethmann. Dès le 23 juin 1909, la veille du vote de l'impôt sur les successions, il avait écrit à sa femme dans une lettre publiée après sa mort : « Qu'arrivera-t-il ? Bethmann joue un triste rôle, cet homme mou et languissant va peut-être devenir chancelier. » Six mois plus tard, nouvelle lettre à sa femme, écrite de nouveau du Reichstag : « Mon impression sur Bethmann ne s'améliore pas. C'est un homme qui ne domine jamais un problème, qui est pusillanime, sans allant, sans entrain, sans la moindre trace de génialité, et que les difficultés accablent et écrasent ; quelle pauvreté de pensées ! Quel contraste avec Bülow ! Dans quelles mains débiles est tombé notre pays si plein de vitalité ! »

Les dispositions des conservateurs n'étaient pas meilleures. Le comte Mirbach-Sorquitten, un conservateur décidé, m'écrivait au printemps 1912 : « La situation actuelle n'est pas gaie, surtout à cause de l'homme d'État qui nous gouverne, qui est toujours assis entre deux ou plusieurs selles. Malgré tous mes efforts pour le juger impartialement, il m'a toujours été antipathique. L'entrain et l'esprit de décision lui font défaut. »

Fin 1912, on m'apprit de Düsseldorf que Kirdorf, un des plus grands industriels rhénans, un homme tout d'une pièce, mais d'un caractère et d'une intelligence peu ordinaires, avait déclaré que, si cela continuait comme depuis trois ans, l'Allemagne marcherait à une catastrophe intérieure et extérieure. Le 30 décembre 1912, on m'écrivit du bureau de la presse de Bethmann, après une description on ne peut plus mélancolique de la situation et de l'état des esprits à Berlin : « En de telles circonstances, moi et beaucoup d'autres avec moi, nous regrettons que Votre Excellence ne joue plus de rôle sur la scène du monde, et ne soit plus que spectateur. » Je fus plus ému encore par l'opposition de Harnack lui-même à la politique de Bethmann ; car ce théologien de la cour, avec son intelligence souple et son opportunisme, n'avait rien

de l'*atrox animus Catonis* et rien ne lui était plus étranger que l'opposition contre les maîtres de l'heure ; quels qu'ils pussent être, il tournait vers eux son visage comme l'hélianthe se tourne vers le soleil. De Harnack m'écrivit après la signature du traité Congo-Maroc, que ce traité, si défavorable pour nous, lui inspirait les plus vives inquiétudes, qu'il avait été évidemment conclu dans l'idée que désormais les Français seraient nos amis, mais que c'était là une grave erreur, même si une détente temporaire devait se produire, car les causes de conflit n'en étaient pas diminuées, mais augmentées.

CHAPITRE VII

Visite de Harnack à Rome. — Excursion à Brandebourg pendant l'été 1913. — Réunion de famille à Doberan. — Discours prononcé à l'inauguration du monument du général comte de Bülow-Dennewitz. — Visite rendue à Fittger à Brême.

Nous fûmes heureux de voir Rathenau être notre hôte à Rome pendant quinze jours. Ce fut un plaisir de se promener au milieu des chefs-d'œuvre de l'art et de la nature avec cet éveilleur d'idées, spirituel et profond. Je n'oublierai jamais le soir du 21 avril 1910, fête de la Ville Éternelle, où du haut de la tour de la Villa Malta Rathenau et moi contemplions Rome resplendissante de lumières tout en passant en revue les idées de l'histoire du monde marquées ici dans la pierre.

La même année, Harnack passa plusieurs semaines chez nous ; c'était un savant d'une vaste culture, un esprit affiné, j'oserais presque dire attique, mais il manquait de caractère. Heine dit qu'Atta Troll, l'ours des Pyrénées, manquait de talent, mais avait du caractère ; de Harnack, le contraire était exact. Personne n'a flatté davantage Guillaume II, sauf Schiemann ; mais ce dernier s'y prenait lourdement, tandis que Harnack y mettait de la grâce. Harnack n'eut jamais le courage de protester, quand Guillaume II se répandait contre moi en accusations, dont pourtant nul mieux que lui ne connaissait l'injustice et la fausseté. Et une époque vint où la parole éloquente de Harnack opposa la profondeur et la conscience de Bethmann, à la légèreté, à la frivolité du chancelier de Bülow.

Peu après que Harnack nous eut quittés, le Kronprinz et sa femme arrivèrent à Rome ; le Kronprinz me fit dire,

qu'à son grand regret, il ne pourrait venir me voir, son père lui ayant absolument interdit de mettre les pieds à la Villa Malta. J'ai supporté avec calme cette impolitesse. Napoléon ayant un jour perdu son sang-froid vis-à-vis de Talleyrand, celui-ci observa sèchement : « *Quel malheur qu'un si grand homme soit si mal élevé!* » Je n'avais pas la consolation d'avoir été offensé par un grand homme. Mais c'était le même souverain qui avait mis illico à la retraite un de nos meilleurs officiers, le général de Leczynski, parce que, étant commandant de corps d'armée à Altona, il avait fait une visite d'arrivée et de convenances au prince de Bismarck à Friedrichsruh. Quelques années plus tard, Leczynski se retira dans une petite propriété qu'il avait achetée aux environs de Liebenberg, et le châtelain du pays, Philippe d'Eulenburg, qui jouissait encore de la faveur impériale, réussit, dans une demi-heure d'entretien avec Sa Majesté, à décrocher pour son voisin l'ordre de l'Aigle Noir. Je rencontrai le Kronprinz le soir de son arrivée à Rome, à un dîner donné en son honneur par la reine douairière Marguerite. Quand il m'aperçut, son embarras fut visible, mais il me salua avec la politesse et le calme qui lui avaient valu la sympathie sincère des cours d'Angleterre et de Russie, de l'empereur François-Joseph et du prince régent Luitpold de Bavière. Son embarras augmenta encore, quand, en ma présence, la reine lui demanda à table : « As-tu déjà été à la Villa Malta? Non? Alors vas-y le plus tôt possible; elle est très belle, et tu voudras certainement y saluer l'ancien chancelier. » Le lendemain, la princesse Cécile nous rendit visite. Avec la grâce qui lui est particulière, elle nous dit : « On a interdit à mon mari de venir chez vous, je viens quand même. » *Fra bella e buona, non so qual fosse piu*, dit un vieux sonnet italien, qui pourrait avoir été composé en l'honneur de la princesse Cécile.

Quand je pense à l'année 1913, le destin semble avoir voulu me montrer une dernière fois la force et la splendeur de l'Allemagne avant son écroulement. Au commencement de juin, nous passâmes quelques bonnes journées

chez notre ami Lœbell à Brandebourg. De là nous visitâmes les ruines du monastère cistercien de Lehnin, auquel se rattachent tant de légendes, et jadis appelé « Porte du Ciel sur le lac ». Nous nous souvînmes de l'obscur *Vaticinium Lehninense* et nous admirâmes d'autant plus les lacs splendides de la Havel éclairés par le soleil de juin. La vieille et sage inscription du portail de l'hôtel de ville de Brandebourg nous fit plaisir également :

Si quelqu'un peut nous affirmer
Qu'il a contenté tout le monde,
Nous prions le cher homme
De nous enseigner sa façon de faire.

Cette devise me consola des critiques que successivement tous les partis m'avaient adressées. Jagow et Hammann, invités par Lœbell en mon honneur, ne cessèrent pas de se moquer de Bethmann-Hollweg, le Fabius Cunctator de l'Empire ; ils espéraient me plaire ; supposition gratuite. De toute façon, au lieu de persifler Bethmann par derrière, ils auraient mieux fait d'empêcher ses fautes ; mais ils participèrent, hélas ! à ses sottises, Jagow en qualité de secrétaire d'État à l'Intérieur, Hammann comme chef du bureau de la presse.

A Doberan, le 19 juin 1913, je présidai l'assemblée de famille des Bülow. Après le grand dîner, qui suivit une belle promenade en mer, et qui eut lieu dans la grande salle du casino, j'exprimai la joie profonde d'être de nouveau dans mon pays : « Chaque année, quand je franchis les Alpes et que je revois l'Allemagne, mon cœur se dilate ; et, quand j'ai passé le Mein et la forêt de Thuringe, que l'Allemagne du Nord s'étend à mes yeux avec ses longues routes blanches tirées au cordeau, ses grandes plaines, ses vastes champs, ses lacs silencieux, ses splendides forêts de hêtres et au loin à l'horizon les vagues bleues de la Baltique, que nous venons de sillonner dans notre belle excursion à Arendsee, alors je me sens tout heureux. » Aux cousins réunis autour de moi, je racontai que dans ma jeunesse, comme lieutenant aux hussards du roi, j'avais

dressé un tableau de tous les Bülow qui s'étaient distingués au service de l'État, et j'invitai mes jeunes parents à en faire autant, pour bien connaître l'histoire de notre famille et pour être poussés à les imiter. « Mon père m'a raconté un jour, continuai-je, qu'ayant demandé au prince de Bismarck s'il voulait m'admettre aux Affaires étrangères, — il y a longtemps, il y a quarante ans, — il avait cru de son devoir de faire remarquer au prince qu'il y avait déjà trois Bülow dans ce service : Mon père lui-même, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le conseiller intime Ernest de Bülow et enfin Otto de Bülow, compagnon de voyage de notre vieil Empereur, durant de longues années, puis ambassadeur à Rome. Mon père demanda si quatre Bülow, ce ne serait pas trop, et le prince répondit aimablement : « De cette espèce il n'y en aura jamais « assez. » Quelques jours plus tard, j'étais attaché au ministère et je fus présenté au grand homme, — je le vois encore devant moi, ce géant, avec ses sourcils broussailleux et son regard profond, insondable, — et il me demanda de sa voix basse et douce, si impressionnante par le contraste avec sa taille : « Avez-vous jamais vu un Bülow « bête ? » J'ai toujours été franc. Notre devise est : « Tous « les Bülow loyaux » et la vérité veut qu'il y en ait parmi nous dont la vivacité d'esprit est moindre. Je répondis donc au prince : « Parfaitement, j'ai connu des Bülow « bêtes, mais pas beaucoup. » Il éclata de rire, et raconta qu'un commandant Bülow était un familier de sa maison paternelle ; c'était un grand joueur d'hombre, tout gonflé de l'orgueil de son nom, qui avait sans cesse à la bouche l'opinion du malheureux Dietrich de Bülow sur son frère, le vainqueur de Dennewitz : « Frédéric-Guillaume est le « plus bête de mes frères, et malgré cela il est le meilleur « officier de notre armée. » Il est inutile qu'un jeune Bülow ait autant d'amour-propre que Dietrich, mais c'est pour nous un devoir de famille de fournir toujours des hommes capables à l'armée et aux services civils. Quand mon aïeul Bernard Joachim de Bülow, maréchal de la cour de Mecklembourg-Schwerin, se présenta à Varsovie à Napoléon I^{er},

à la tête d'une députation des États de Mecklembourg, pour demander le rétablissement de leur souverain légitime, chassé par les Français, la dignité de son attitude en imposa tellement à l'Empereur, qu'il dit à ses maréchaux : « J'ai pu faire de vous des maréchaux de France, je ne saurai faire de vous des gentilshommes mecklembourgeois. » Dans la vieille chronique de notre famille, rédigée par Paul de Bülow, le père de notre cousin, le colonel général, on lit : « Il a été un courtisan parfait, tout en ayant la franchise et l'énergie d'un vrai gentilhomme. » Que ces exemples soient toujours présents à l'esprit de notre famille, afin qu'elle continue à accomplir son devoir. »

Je terminai mon discours en rappelant que notre famille était fière d'être celle qui avait donné le plus d'officiers à l'armée. Quand un an plus tard la Grande Guerre éclata, cent descendants directs du chevalier Godofridus de Bulowe, qui en 1239 fonda notre lignée, combattirent sous notre glorieux drapeau noir et blanc. Trente-deux d'entre eux payèrent de leur vie leur fidélité au roi et à la patrie ; il y eut encore plus de blessés, certains grièvement. Dans la notice qu'à la fin de la guerre je consacrai aux morts, je dis : « Comme les nombreux Bülow tués dans les guerres précédentes, ces héros ont donné joyeusement leur vie à la patrie dans l'espoir de la victoire finale et d'un avenir sans nuages. Ils ont eu la chance d'avoir pu se sacrifier pour le peuple allemand sans avoir vu l'effondrement de l'Empire. Le souvenir de nos vaillants cousins vivra dans le cœur de tous les Bülow, et évoquera pour les générations futures l'esprit qui fit jadis la grandeur de la Prusse et de l'Allemagne. »

De Doberan nous nous rendîmes à Rehna ; dans le monastère de cette petite ville mes ancêtres avaient, avant la Réforme, établi des bénéfices et institué des messes de *Requiem*. Nous montâmes sur la colline voisine, où subsistent à peine quelques vestiges de l'antique château des Bülow ; mais la vue y est splendide sur la campagne fertile de Lübeck et sur la baie de Neustadt. Au fort de l'été

nous passâmes quelque temps dans le beau domaine de Friedrichstein en Prusse orientale, chez mon vieil ami et camarade de régiment, le comte Doenhoff. De là, nous allâmes voir, en son château de Preyl, la comtesse de Lehndorff, veuve de l'aide de camp général de notre vieil Empereur, une Kanitz, famille célébrée par Schenkendorf, et qui a donné à la Prusse bien des hommes et des femmes de valeur. Je vis également Königsberg, jadis résidence des grands maîtres de l'ordre teutonique, puis des ducs de Prusse, ville où l'on couronnait les rois de Prusse, et où commença, après la débâcle de 1806, le relèvement de ma patrie. A l'époque où Frédéric-Guillaume III se promenait dans les rues de Königsberg, dans le modeste manteau et avec la simplicité que nous montre sa statue au Tiergarten de Berlin, en face de celle de la reine Louise, Stein, Hardenberg, Niebuhr et Guillaume de Humboldt préparaient en silence la régénération, le soulèvement et la libération de notre peuple. Je me rappelai que la fille du noble Guillaume de Humboldt, ma grand'tante Gabrielle de Bülow, assista au couronnement de Guillaume I^{er}, comme première dame d'honneur de l'impératrice Augusta. Une Bülow s'était déjà trouvée au couronnement du premier roi de Prusse, aux côtés de la reine Sophie-Charlotte, l'amie de Leibnitz : c'était Christine-Antoinette de Krosigk Hohen-Erxleben, épouse de Guillaume Dietrich de Bülow, baron d'Empire, grand maître des cérémonies de la reine philosophe et premier chancelier de l'ordre de l'Aigle Noir. Il va de soi que moi, qui suis fier d'être docteur *honoris causa* de l'Université de Königsberg, la docte Albertina, je me rendis à l'endroit où repose le sage de Königsberg. J'y lus avec émotion l'inscription empruntée à la Critique de la raison pratique : « Le ciel étoilé au-dessus de moi, la loi morale en moi. » Volontiers j'aurais visité la maison de la Prinzessinstrasse, qui pendant vingt et un ans abrita Kant, dont l'esprit détruisit des idées, des conceptions séculaires, sans qu'il eût jamais franchi les murs de sa ville natale ; mais sa modeste demeure avait l'année précédente fait place à une construction nouvelle. Un de mes

admirateurs me fit cadeau d'un joli croquis à la plume, actuellement dans ma villa de Flottbeck, où au-dessous d'un excellent portrait du philosophe, on a dessiné sa maisonnette.

Le 6 septembre 1913, j'assistai avec ma femme à l'inauguration du monument érigé à Dennewitz au général Frédéric-Guillaume Bülow, à l'occasion du centième anniversaire de la victoire qu'il remporta en cet endroit. Une délégation du 55^e régiment d'infanterie Comte Bülow de Dennewitz, assistait à cette cérémonie, à laquelle les hommes de la Marche s'étaient rendus de tous les coins du Brandebourg, et parmi eux beaucoup de vétérans de nos guerres victorieuses. Le monument représente un officier montrant l'ennemi à un homme de la Landwehr de 1813 qui va charger baïonnette au canon. Sur le socle de granit se trouve le médaillon du vainqueur de Dennewitz avec ces vers d'Arndt :

Allons, attaque courageusement, ne pâlis pas !

Dieu est partout.

La liberté et le ciel

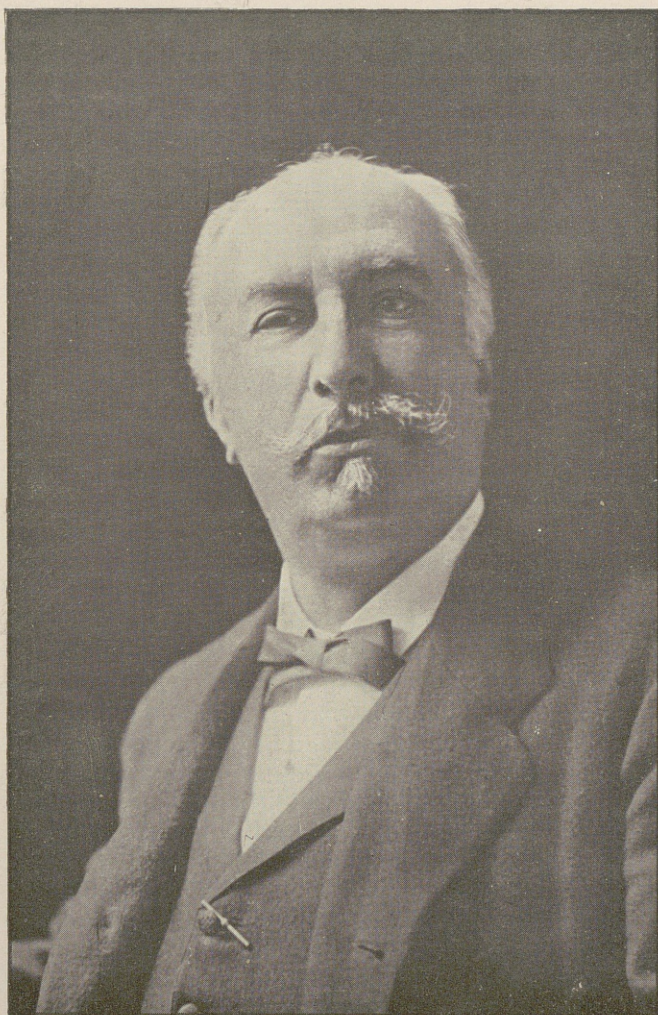
Ne sont pas pour les lâches.

De l'autre côté de ce socle un bas-relief représente les Prussiens chargeant avec crosses et baïonnettes, et au-dessous le cri de ralliement de la Landwehr durant la bataille :

En avant, c'est pour la patrie !

On m'avait demandé de faire le discours d'inauguration. Après avoir décrit à grands traits cette journée, une des rares grandes batailles où, contrairement à l'opinion bien connue de Napoléon, le ciel fut avec les bataillons les moins nombreux, je demandai pourquoi la Prusse avait été victorieuse il y a un siècle, et ma réponse fut : « Parce que le peuple prussien a placé la victoire, la libération de la patrie au-dessus de la richesse, au-dessus de tous les biens passagers de ce monde. La génération de 1813 reconnut que le progrès matériel n'est pas tout, qu'il y a des

valeurs plus hautes. Malheur aux peuples dont la richesse augmente, tandis que les mœurs sont en décadence ! Le soulèvement de 1813 eut pour origine l'amour ardent de la patrie ; la sainte colère contre les oppresseurs, la confiance entière et virile dans Notre-Seigneur, dans « le Dieu » qui fit pousser le fer et ne voulut pas d'esclave ». La génération de 1813 triompha parce qu'elle savait que ce n'est pas la supériorité technique seule, mais le moral qui assure la victoire. Voilà ce qui produisit le patriotisme héroïque, le courage tragique qui distingue les hommes de 1813, et dont Bismarck a hérité, lui qui naquit l'année de Waterloo, qui fut confirmé par Schleiermacher à l'église de la Trinité à Berlin et qui, avec notre vieil Empereur, mena à bonne fin l'œuvre incomplète de ses prédécesseurs. En 1813 la victoire s'attacha à nos drapeaux, et nous réussîmes à briser nos chaînes, parce qu'une même pensée unissait toutes les classes de la société en une communauté plaçant le bien public au-dessus de l'intérêt individuel. Cette union mit fin à l'antique malédiction qui pesait sur la vie allemande et subordonnait l'intérêt général à l'intérêt particulier, le tout à la patrie. Le mot cruel du plus grand de nos poètes au sujet des Allemands qui pris isolément sont estimables, mais pris ensemble sont une misère, ne se trouve pas exact cette fois. Les hommes de 1813 comprirent que l'intérêt général d'un pays n'est pas fait de la somme des intérêts particuliers, mais les domine. La grande idée de Stein et de Scharnhorst fut qu'il importait d'associer aux intérêts et aux besoins de l'État le plus grand nombre possible de citoyens, afin qu'à la valeur de l'individu pour l'État correspondit l'importance de cet État pour l'individu et que le lien de la vie nationale unit tous les Allemands. A ce sentiment de solidarité se joint la nécessité de la subordination de l'individu à l'ensemble. Seul le sentiment de solidarité d'une part, la discipline et l'ordre d'autre part produisent cet esprit public et cette conscience nationale qui, malgré les coups du destin et les retours de l'histoire, garantissent la durée d'un État et d'un peuple. » J'établis qu'à Denne-



GIOVANNI GIOLITTI

witz, c'était la Prusse qui avait triomphé, que c'était une bataille uniquement prussienne. « Ceux qui versèrent leur sang ici étaient des hommes de cette Marche de l'Est qui a marqué de sa forte empreinte notre État, notre fonctionarisme et notre armée, comme je l'ai dit dans mon premier discours au Reichstag. Avoir secoué le joug de l'étranger est avant tout l'œuvre de la Prusse. Nous le rappelons, non par forfanterie, ni par orgueil, mais parce que c'est de l'histoire. Ce petit pays ruiné et écrasé par Napoléon, ce pays d'à peine cinq millions d'habitants mit en ligne trois cent mille hommes. Il mit en ligne surtout l'esprit de Scharnhorst et de Stein, de Blücher et de York, de Kleist et de Kœrner, d'Arndt et de Jahn, l'esprit de ces hommes dont les portraits ornent notre musée de Dennewitz, l'esprit qui montra la voie à l'Allemagne. Et l'Allemagne ne sera dans la bonne voie qu'aussi longtemps qu'elle sera animée de cet esprit. » Ma conclusion fut : « Le lendemain de la bataille, le vainqueur de Dennewitz écrivit à sa femme : Si nous savons tirer parti de nos victoires, nous serons bientôt les maîtres de l'Allemagne. A ce moment cet espoir fut déçu. Un demi siècle se passa jusqu'à ce que vint l'homme de la destinée, l'homme d'État prodigieux qui, soutenu par la confiance de son souverain, canalisa la force de la Prusse dans le sens de l'unité allemande, et avec le coup d'œil de génie sut choisir l'heure où le glaive fraîchement aiguisé de la Prusse, le glaive du sage et énergique roi Guillaume, devait être jeté dans le plateau de la balance qui pèse les empires. Et ce fut le jour où s'accomplirent les espoirs et les désirs, le jour de la récompense pour les peines et les sacrifices de 1813. Quand en 1870 un appel aux armes retentit à nouveau, Treitschke, le prophète de l'idée nationale, eut dans son chant de l'*Aigle Noir* le droit de dire à l'aigle royal :

Les temps sont révolus,
Le rêve des poètes se réalise,
Tu vas étendre tes ailes
Sur les cantons les plus lointains de l'Allemagne.

Saisis la sainte couronne des Hohenstaufen ;
Brandis la flamberge des Ottons,
Toi qui es la gloire et la sauvegarde de notre empire.
L'Allemagne est libre de la montagne à la mer.

Quand, par ces paroles, je montrai la voie triomphale qui, de Dennewitz par Sadowa, mène à Sedan et à Versailles, je ne me doutais pas que, dix ans plus tard, le président de la République allemande, Ebert, célébrerait comme un des points culminants de notre histoire la convocation de l'Assemblée nationale de Francfort, de ce parlement qui du premier jour au dernier fut un fiasco par l'étroitesse de ses vues, par son ignorance du monde, par son bavardage et sa gaucherie, par ses discours et par ses actes ; que d'un bond il passerait de 1848 à la révolution de novembre 1918, présentée comme deuxième point culminant de notre histoire, sans trouver un mot pour le personnage le plus vénérable de nos annales, le vieil empereur Guillaume, ni pour le plus grand de nos hommes d'État, le prince de Bismarck. Je crois qu'aucun autre peuple ne tolérerait un tel travestissement de l'histoire. Le nôtre ne peut guérir et ne guérira que s'il pense à son passé, s'il se le remémore avec fierté, avec respect. Une nation sans histoire, sans tradition, ni religion du souvenir est sans racines ; c'est une feuille qu'emporte le vent. Un peuple est grand par son histoire, par sa fidélité à son histoire et la largeur d'esprit avec laquelle il interprète ses traditions. « *Je me sens patriote pour admirer à la fois Jeanne d'Arc et Voltaire,* » disait Gambetta. Napoléon affirmait : « *Je me sens solidaire de tous ceux qui ont gouverné la France avant moi, de Clovis jusqu'à Danton.* » Dans le dernier appel qu'il ait adressé aux électeurs, le vieux démocrate Giolitti, alors octogénaire, montrait la continuité dans le développement de l'Italie depuis les Romains jusqu'à nos jours, et tout Anglais connaît l'unité de l'histoire d'Angleterre, d'Alfred le Grand à Cromwell, à la reine Victoria et à Édouard VII.

De Dennewitz nous nous rendîmes à Brême, où habitait un de mes vieux amis, Fitger, rédacteur en chef de la

Weserzeitung. Nous étions en désaccord sur presque toutes les questions économiques et politiques, mais une estime et une sympathie réciproques nous unissaient depuis longtemps.

Bien des années se sont écoulées depuis que dans mon dernier discours au Reichstag j'exprimais le souhait que nous ayons un jour plus de tact politique et que nous arrivions à ne plus considérer nos adversaires comme des fous ou des canailles. Après plus de dix ans, après la guerre et la révolution, je me demande si nous avons fait de grands progrès en ce sens ; mais j'éprouve une certaine satisfaction à me dire qu'il y a bien longtemps que je me suis débarrassé de ce préjugé. Durant l'hiver 1919-1920 je me promenai parfois sans déplaisir avec un communiste, auquel je dois des aperçus tout à fait intéressants sur la véritable mentalité marxiste. Au fond les socialistes majoritaires ne sont que des marxistes opportunistes, édulcorés. Mehring a eu raison de dédier son livre sur Karl Marx, livre de valeur et brillamment écrit, à Clara Zetkin, héritière indiscutable de l'esprit marxiste. Durant ces promenades mon ami communiste me dit un jour, en guise de compliment aimable, qu'il était heureux d'avoir fait la connaissance d'un des derniers représentants de la culture et de la mentalité précommuniste, peut-être du dernier véritable « grand seigneur politique ». Erzberger, Bauer, même l'« élégant » Scheidemann et le « beau » Wirth ne lui faisaient pas cet effet. Entre Fitger et moi il n'y eut pas plus qu'à l'ordinaire de discussion sérieuse ; il respecta mon Bismarck et mon Treitschke, et moi son Caprivi, dont il gardait un souvenir ému et touchant, et son Barth chagrin et d'esprit à l'envers. Nous admirâmes ensemble les curiosités de la ville de Brême, dont la riche bourgeoisie, énergique et sérieuse, a créé beaucoup de solides et belles choses.

Fitger prononça pour la première fois devant moi le nom du leader ouvrier Ebert, qu'il me donna comme un brave homme, « relativement » raisonnable, surtout par comparaison avec le député de Brême au Reichstag, —

Henke, si je ne me trompe. Cinq ans plus tard, dans une fête donnée en l'honneur du Reichstag à Uhlenhorst près de Hambourg, je fis la connaissance du député Ebert, qui me parut être un homme ayant du savoir-vivre naturel et du bon sens. Encore cinq ans plus tard, je rencontrai à nouveau Ebert chez le chancelier Cuno, dans son domaine d'Aumühle, et après diner nous eûmes un assez long entretien sur la détresse de notre patrie. Plus encore qu'auparavant, j'eus l'impression de me trouver en présence d'un homme de valeur, vraiment loyal. Il ne m'a converti ni au socialisme, ni à la république; il ne s'y attendait pas d'ailleurs et ce n'était pas son but. Je ne cesserai pas de considérer comme une sottise et comme un crime la préparation de la révolution en pleine guerre et la révolution elle-même, et je croirai toujours que notre peuple est moins fait que tout autre pour un gouvernement républicain. Mais après avoir vu au pouvoir, pendant la guerre, quatre chanceliers qui ont totalement échoué, à commencer par Bethmann, après la fuite de Guillaume II à l'étranger, après l'effondrement de l'Empire créé par le génie de Bismarck et la sagesse de Guillaume I^{er}, je considère comme un bonheur dans notre malheur, que le flot de la révolution ait porté cet homme à la présidence. Il a de toute façon prouvé que dans notre Allemagne, si dépourvue, hélas! de sens politique, la classe ouvrière est susceptible de fournir des hommes de grande valeur, des caractères tout à fait dignes d'estime et des chefs de parti éminents.

Mais je reviens au Brême de 1913. Fitger, homme raisonnable et froid, déplorait la réception bruyante que Guillaume II venait de faire à son beau-frère Constantin, le roi de Grèce; pendant mon séjour à Brême, mon ami ne m'avait pas caché les inquiétudes que lui causait cette nouvelle improvisation impériale. Après mon départ il m'écrivit : « La réception du roi de Grèce à Berlin a produit en France et Athènes l'impression pénible à laquelle il fallait s'attendre; elle produira l'effet contraire à celui

qu'on escomptait. En Allemagne, seule la *Gazette de Cologne* essaie timidement de la justifier. La plupart des journaux jugent cet intermède très sévèrement. Une nouvelle période d'intervention personnelle paraît commencer ». Sous la direction de Bethmann ou plutôt faute de direction de la part de Bethmann, l'inconséquence et l'incohérence de Guillaume II avaient pris de telles proportions qu'on ne prenait plus l'Empereur au sérieux. Le bâton de maréchal prussien tenu par Moltke et Roon, que le prince héritier Frédéric-Guillaume et le prince Frédéric-Charles avaient reçu pour Woerth et Metz, Guillaume II le donnait à ce roi Constantin qu'il avait raillé et insulté publiquement après sa défaite de 1897 en Thessalie. Durant cet hiver 1913-1914, une personne de l'entourage de l'Empereur me décrit ainsi l'attitude de mon successeur dans ce tohu-bohu : « On donne encore trois ou quatre mois à ce pauvre Bethmann ; il paraît très déprimé ; des ennuis de famille (son fils, qui avait commis de graves sottises, a été mis d'abord dans un sanatorium, puis casé par Ballin dans l'Amérique du Sud) et le sentiment d'être devenu peu à peu un personnage ridicule, lui ont enlevé tout son nerf. Sa Majesté le traite de *haut en bas*, mais le tolère, parce qu'il lui cède en tout. »

CHAPITRE VIII

Montreux, octobre 1913. — Pie X m'accorde une audience. — Situation extérieure inquiétante. — Mémoire destiné à l'Empereur. — Attitude de Guillaume II à l'égard des ministres tombés. — Il ne me demande plus aucun conseil, ni avant l'ultimatum à la Serbie, ni durant les journées critiques de juillet 1914. — Ma lettre au comte Auguste d'Eulenburg un an avant la catastrophe de 1914.

Durant l'automne 1913, comme les années précédentes, je fis un assez long séjour à Montreux avant de rentrer à Rome. Depuis le temps où j'avais été étudiant à Lausanne, le lac Léman m'avait toujours attiré. Je ne vais pas aussi loin que Nietzsche, qui prétendait n'être heureux que dans les hôtels suisses ; mais je comprends les sentiments de Byron et de Shelley, de Rousseau et de Voltaire, de Gibbon et Dickens, de Lamartine et Flaubert, du Danois Jacobsen et du Russe Tourguenief, quand ils contemplaient ce lac. En revoyant l'île Salagnon, autour de laquelle volent les mouettes, ces oiseaux sacrés du lac, les verdoyants alpages des montagnes de Savoie, la Dent du Midi dans son immobilité glacée, tout le panorama de ces montagnes et de ces eaux qui nous donnent un avant-goût de l'éternité, j'éprouvai un sentiment de parfaite harmonie morale. Je rappelai à ma femme ces mots de Rousseau : « Je n'ai besoin que d'un pré au bord du lac Léman, d'un ami fidèle, d'une femme aimable, d'une vache et d'une barque ; quand j'aurai tout cela, mon bonheur sera complet. » Je constatai que Dieu m'avait accordé une épouse très aimable et des amis dévoués, que nous aurions les moyens de nous acheter une barque, une vache et même un pré, et je lui

proposai de passer l'hiver ici. Mais elle ne voulut rien entendre ; Rome l'attirait.

De tout temps j'ai aimé faire des retours sur moi-même, de préférence au cours de longues promenades à pied dans un beau pays. J'errais tout autour de Montreux, tantôt à travers les sapinières presque scandinaves, tantôt à travers des bois de châtaigniers et de noyers évoquant le Midi, tantôt à travers des forêts me rappelant la patrie bien-aimée. Je me promenais à travers les rues étroites, et qui m'étaient familières, de petites villes où, comme jadis, les épis de maïs pendent en rangs serrés sous les toits ; je montais à pied à la Dent de Jaman, au rocher de Naye et au Chamossaire, que j'avais escaladés il y a quarante-six ans comme étudiant, et quinze ans plus tard comme jeune conseiller d'ambassade. J'entendais de nouveau les sonneries des cloches de Saint-Saphorin. Au milieu de ce splendide paysage, bien fait pour faire oublier les passions personnelles, pour donner la sensation de ce qui est grand et de ce qui dure et pour apaiser l'inquiétude de l'âme, j'eus plus encore que lors de mon départ de Berlin le sentiment de la gratitude que je devais à la Providence pour la bonté admirable avec laquelle elle m'avait guidé à travers les vicissitudes, les luttes et les tribulations de ma vie. Je compris le bonheur que Dieu m'avait accordé en ma femme, qui me comprenait et me complétait si bien : comme moi, elle plaçait la paix de l'âme et le bonheur intime au-dessus de tous les biens de ce monde ; elle m'avait créé un intérieur harmonieux et beau, un asile où nous pouvions vivre séparés du monde, sans le haïr, mais protégés par un mur infranchissable, où les discordances, les déceptions et l'amertume inévitables de la politique ne troublaient pas mon équilibre moral.

J'évoquai aussi le jour de nos noces d'argent célébrées à Rome, trois ans auparavant, le 9 janvier 1911. A cette occasion, le pape Pie X nous avait accordé une audience ; en traversant les appartements pontificaux, je songeai à Léon XIII, que j'avais vu en ces mêmes lieux peu avant sa mort, et qui produisait une impression si profonde sur

quiconque s'approchait de lui. Je n'ai guère vu d'homme chez qui l'esprit se fût autant dégagé de la matière, et l'eût pour ainsi dire résorbée. Il n'y avait plus rien de terrestre en lui. Son vêtement blanc n'était pas plus blanc que ses joues, ses grands yeux, où éclatait le génie, brillaient merveilleusement. En présence de Pie X, même les non-catholiques se sentaient devant un homme profondément bon, vraiment pieux et très humble, malgré sa très réelle dignité. Quand en 1897, avant mon départ pour Berlin, ma femme et moi obtînmes une audience de Léon XIII, le vénérable pontife lui permit de s'agenouiller devant lui pour lui baiser le pied ; puis il la consola avec la plus grande bonté de la peine qu'elle éprouvait à se séparer de sa mère et à quitter Rome. Son mari, lui dit-il, était appelé à un poste important, où il pourrait agir pour le bien du monde et de sa patrie ; son devoir était de lui rendre sa tâche aisée, d'accepter avec joie cette existence nouvelle et de faciliter sa vie. Léon XIII manifesta toujours sa bienveillance à ma femme ; et lui envoya, peu avant sa mort, sa bénédiction apostolique par l'intermédiaire du cardinal Kopp. Pie X ne permit pas à ma femme l'hommage traditionnel du baisement de pied ; il la releva aimablement et eut avec nous deux une assez longue conversation. Je tiens à protester ici contre l'opinion très répandue qui représente Pie X comme un peu simple, pour ne pas dire un peu trop naïf dans les choses de ce monde, et surtout en politique. Dans la conversation assez longue dont il m'honora, il traita toute une série de questions politiques avec bon sens et non sans finesse diplomatique. Quand, à la fin de l'audience, il bénit ma femme et lui dit avec bienveillance qu'il demandait au Seigneur de me prendre sous sa garde et de me protéger, ma reconnaissance envers le noble vieillard égala celle de ma femme.

Durant mes longues promenades quotidiennes sur les rives du lac Léman, le « *clear placid Leman* », comme l'appelle Byron, sans cesse me hantait le souci des choses d'Allemagne, de la patrie à laquelle je m'étais donné corps

et âme depuis le jour où, quarante-trois ans auparavant, le jeune hussard que j'étais parti pour la guerre. Dans ces réflexions solitaires, je m'efforçais de ne pas donner dans le défaut de tant de diplomates et de politiciens qui, dès qu'ils ont quitté la scène et sont redevenus simples spectateurs, critiquent tout et ne sont contents de rien. Je me suis souvenu bien souvent du mot de Schweinitz, l'habile ambassadeur de l'époque bismarckienne, qu'il n'y a au fond que deux espèces d'hommes, les gens *in office* et ceux *out of office*. Les uns louent tout, sont contents de tout et trouvent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes; les autres blâment tout et prétendent que rien de ce qu'on fait ne mérite de subsister. Mais même en examinant la situation générale de façon objective et impersonnelle, je ne pouvais me dissimuler, qu'il y avait des motifs graves d'inquiétude.

Notre renonciation complète au Maroc, scellée par la convention du Maroc, représentait une perte économique sensible pour l'Allemagne, dont le commerce avec ce pays était à peine inférieur à celui de la France; pour celle-ci, c'était une augmentation considérable de sa puissance militaire par l'appoint de bons effectifs, qui commençaient à lui faire défaut. Après le bruit fait dans le monde entier par le bond de la *Panthère* à Agadir, le lambeau de Congo que nous avions obtenu en suant sang et eau n'était qu'une bien modeste compensation. Et nous nous étions exposés au reproche, justifié dans une certaine mesure, d'avoir cherché à profiter de la détresse d'un pays placé sous notre protection pour nous enrichir. Dès février 1913, j'avais écrit à ce sujet à Bassermann : « Les raisons qui, en 1911, nous ont poussés à abandonner le Maroc pour les marais du Congo ne se sont pas confirmées; l'amélioration espérée de nos relations avec la France ne s'est pas produite; après des concessions, des avances et des amabilités de toute espèce, l'opinion de ce pays nous est plus hostile que jamais depuis 1871. Cette animosité se manifeste dans des efforts militaires formidables jugés presque impossibles jusqu'à présent, et par l'envoi de Delcassé à

Saint-Pétersbourg, considéré comme un symptôme important à l'étranger, sinon dans notre presse officieuse, qui cherche à rassurer les esprits. Dans ces dernières années les Français ont singulièrement pris confiance en eux et cela projette une ombre sur l'Alsace-Lorraine. »

Encore plus inquiétantes étaient les modifications qui s'étaient produites dans la péninsule balkanique à la suite des dernières guerres et qui pouvaient avoir des conséquences dangereuses, si notre politique y était imprudente. Quand la nouvelle arriva à Rome, à la Consulta, que l'Allemagne renonçait complètement et définitivement au Maroc, le marquis de San Giuliano, ministre des Affaires étrangères d'Italie, tira sa montre, nota le jour et l'heure — il me l'a raconté lui-même — et dit en présence de ses secrétaires qu'il fallait maintenant que l'Italie allât en Tripolitaine, malgré le peu d'envie qu'on en avait à Rome à ce moment. L'expédition italienne en Tripolitaine donna le branle aux guerres balkaniques; le 28 février 1913 j'en exposai comme suit l'origine et les conséquences à Bassermann : « Sur la route qui d'Agadir nous a menés par Tripoli aux guerres balkaniques, nous avons, en deux étés de crises successives, subi des pertes matérielles; notre situation générale est devenue plus précaire et notre prestige a souffert. Il a été très malheureux que Vienne n'ait pas empêché la guerre d'Orient, ce qui eût été sans doute possible, vu le caractère peu belliqueux de la plupart des souverains des Balkans; tout au moins l'Autriche aurait-elle dû, avant l'ouverture des hostilités, régler clairement ses rapports avec les peuples balkaniques. » J'ajoutai que la tournure déplorable qu'ont prise les événements était la conséquence d'une évaluation inexacte des forces en présence dans les Balkans. « De même qu'en 1866 Napoléon III fonda sa tactique sur la supériorité présumée des Autrichiens sur les Prussiens et ne fut arraché à ses illusions que par Sadowa, de même, avant la guerre des Balkans, l'Autriche fondait son attitude sur l'hypothèse erronée de la victoire facile des Turcs. Cette bévue, commune à Berlin et à Vienne, em-

pêcha d'intervenir énergiquement avant l'ouverture des hostilités. On laissa croire aux Turcs qu'en aucune façon on ne toucherait au *statu quo*; on les encouragea même à se battre, jusqu'à ce que leur défaite eût prouvé toute la fausseté de ce calcul et simultanément, hélas, que la politique de la Triple-Entente avait été aussi supérieure à celle des puissances centrales, que les armes des peuples balkaniques à la stratégie et à l'organisation turque. »

Le sentiment obscur que j'éprouvais alors, je l'énonce nettement aujourd'hui. Avec plus de prévoyance et d'adresse, il eût été possible d'empêcher la guerre des Balkans. Une douche d'eau froide à Sofia eût arrêté le roi Ferdinand, peu belliqueux et très prudent; un langage ferme à Constantinople eût obtenu des Turcs les concessions devenues nécessaires. Mais on ne fit rien du tout, ni à Belgrade, ni à Athènes, ni surtout à Sofia et on encouragea plutôt l'humeur guerrière des Turcs.

Kiderlen et le maréchal von der Goltz commettaient les mêmes erreurs de calcul quant à la force militaire des Osmanlis, preuve que d'excellents spécialistes peuvent être empêchés par la forêt de voir les arbres. Kiderlen brûlait d'impatience de voir, pour employer son expression, les braves Turcs tanner pour de bon le cuir aux voleurs de moutons du Bas-Danube. Après des manœuvres qui eurent lieu à Kirk-Kilissé, sur le terrain même où un an plus tard l'armée turque fut écrasée par les Bulgares, le stratège éminent qu'était von der Goltz déclara que si cela avait été une véritable bataille, les Osmanlis eussent remporté une des plus belles victoires de leur histoire. La déception fut d'autant plus grande à Vienne, à Budapest et à Berlin, quand en mars 1913 les Bulgares enlevèrent Andrinople, y prirent vingt-neuf pachas et menacèrent Constantinople. Cette déception se changea à Vienne et à Budapest en une nervosité et en une angoisse croissantes, quand les vainqueurs de la première guerre balkanique en vinrent aux prises pour le partage du butin et quand, avec l'aide des Roumains, les Grecs et les Serbes eurent battu les Bulgares. Je n'avais

eu que trop raison, dans ma lettre à Bassermann du 28 février 1913, en estimant qu'en Orient l'Autriche se trouvait dans une situation modifiée *funditus* et *funditus in pejus*. Le langage des journaux autrichiens, ainsi que des lettres de Vienne et de Budapest me prouvèrent qu'on le comprenait et que l'agitation augmentait dans la monarchie dualiste, des deux côtés de la Leitha.

J'appréhendais que l'Autriche n'aggravât cette situation alarmante par une politique de chicanes à l'égard de la Serbie. « Toutes les fautes possibles envers la Serbie, l'orgueil autrichien les commet », m'écrivait M. de Rath, si entendu dans les questions balkaniques, et il ajoutait : « Joignez-y la Roumanie bernée. La diplomatie de la Triplice a fait banqueroute. Dans le problème balkanique et dans l'appréciation des politiques autrichienne et russe, vous étiez jadis un maître, vous êtes maintenant un prophète. » Dès le 30 décembre 1912, j'avais écrit de Rome à Bassermann : « La très grave question qui, le siècle dernier, s'est posée à l'Autriche en Italie et en Allemagne, se pose maintenant à l'est. L'Autriche saura-t-elle traiter les Slaves du Sud plus adroitement que jadis les Italiens et les Allemands ? Viendra-t-elle mieux à bout de la Serbie que jadis du Piémont et de la Prusse ? Certes, Pachitsch n'est ni un Cavour, ni un Bismarck, pas plus que la Serbie n'est le Piémont ou la Prusse, mais qui se doutait, il y a soixante ans, que l'Autriche perdrait la partie ? Son *Divide et impera* lui permettra-t-il d'empêcher Serbes et Roumains, Bulgares et Grecs de s'unir ? Ce n'est pas bien sûr, car on n'a pu s'opposer à la formation de la ligue balkanique ; elle s'est conclue, alors que des antinomies profondément enracinées et séculaires semblaient la rendre impossible. Il est regrettable qu'on n'ait pas réussi à maintenir le *statu quo ante*, bien meilleur pour nous de toute manière et bien plus favorable à nos alliés. Regrettons aussi notre peine et nos vains efforts en faveur de la Turquie. » Je craignais que pour rétablir sa situation dans les Balkans, devenue mauvaise par ses fautes, la monarchie des Habsbourg n'eût recours au grenadier poméranien. J'avais peur

avant tout que, si la tentation s'en présentait, le romantisme chevaleresque de l'Empereur, sa générosité mal entendue, la maladresse et la sottise de mon successeur, l'engouement du hobereau Jagow pour l'Autriche féodale ne nous entraînaient à une guerre avec la Russie et par suite dans une guerre mondiale. « La maladresse pourrait transformer nos relations avec l'Autriche en des chaînes pesantes », avait dit l'historien Schäfer dès 1912 dans la préface de son *Histoire Générale des Temps modernes*. Nul plus que moi, qui avais dirigé la politique de mon pays pendant dix ans, n'a éprouvé le supplice de ne pouvoir prendre position dans des situations dont une longue expérience me montrait le danger, de ne pouvoir aider les gouvernants de mes conseils désintéressés. Les hommes d'État italiens, français et anglais ne subissent pas cette torture, car, étant parlementaires, ils peuvent librement exposer leurs opinions et sont sans cesse en contact avec les puissants du jour. Mais la vieille organisation de notre vie publique ravalait les hommes d'État allemands au rôle de simples individus pensionnés et les condamnait à se taire, ou — je pense à ma douloureuse expérience des années de 1914 à 1918 — à souffrir. Guillaume II prenait en mauvaise part toute manifestation d'opinion d'un ancien ministre. Cela dérivait de sa conception extravagante du rôle que doit jouer un souverain, même de nos jours ; Bismarck, tombé et faisant de l'opposition, était à ses yeux un rebelle. Il a souvent déclaré que le seul trait sympathique de Caprivi avait été de ne plus avoir ouvert la bouche après sa démission. Je ne me rappelle pas que dans une conversation l'Empereur ait jamais demandé l'avis d'un ancien ministre, peut-être de temps en temps à Hollmann, mais uniquement pour être désagréable à Tirpitz, son successeur ; d'ailleurs le « petit Hollmann » était plutôt un amuseur qu'un personnage sérieux.

Durant les cinq ans qui séparèrent ma chute du commencement de la Grande Guerre, et sans la moindre intervention de ma part, des patriotes inquiets souhaitèrent que Guillaume II ne se privât pas à tout jamais de la possibi-

lité de me demander conseil et s'efforcèrent d'obtenir que Sa Majesté changeât de ton avec moi ou s'abstint au moins d'inconvenances puérides. M. de Loebell, l'excellent chef des services de la Chancellerie, devenu ministre de l'Intérieur, supplia l'Empereur de me demander mon avis avant, pendant la guerre et surtout pendant les journées critiques de 1914 ; mais il se heurta toujours à la résistance obstinée de Sa Majesté. Ballin, lui aussi, fit son possible pour que l'Empereur me rappelât ou gardât au moins le contact avec moi dans les questions de politique extérieure. Ballin était persuadé qu'avant le 22 juillet et même avant le 30 juillet 1914, j'aurais pu empêcher la guerre. Il était convaincu également qu'en 1916 j'aurais trouvé le moyen de traiter avec la Russie, et en 1917 d'aboutir à une transaction raisonnable avec l'Angleterre. Mais l'Empereur n'écoula pas Ballin, quelle que fût sa sympathie pour lui. *Il n'y a de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.*

Le comte Auguste Eulenburg, conseiller aussi avisé que dévoué de Sa Majesté, tenta prudemment, avec tact et sans se lasser, de réconcilier Guillaume II avec moi. Une fois, en 1917, après la chute de Bethmann et après un entretien avec Ballin, l'Empereur dit à Eulenburg : « Allez dire à ma femme qu'elle va ravoïr son Bülow. » Mais quelques heures plus tard, les intrigues du comte Wedel, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, jointes à celles de Gottfried Hohenlohe, ambassadeur d'Autriche à Berlin — deux têtes sous le même bonnet — décidèrent l'Empereur à renoncer à moi, et Valentini sut faire accepter le sous-secrétaire d'État Michaelis comme successeur de Bethmann.

Cinq ans plus tôt le clairvoyant Schmoller, auquel, dès ce moment, l'évolution de notre politique extérieure inspirait des craintes trop fondées, avait essayé de rétablir des relations normales entre l'Empereur et moi. En 1912, il m'écrivit que son désir ardent était toujours d'arriver à éclairer l'Empereur, pas seulement dans mon intérêt et pas seulement pour le bien général, mais dans l'intérêt même de l'Empereur. Quand et comment on pourrait le faire, il l'ignorait, car il n'avait presque plus de relations avec le

monde officiel. Mais comme Harnack avait au moins une fois par semaine le bonheur de se chauffer aux rayons du soleil impérial, il lui remit un court mémorandum, à communiquer à Guillaume II. Quelques mois plus tard, il m'avoua qu'il s'était trompé sur le compte de son collègue Harnack, qu'évidemment celui-ci tenait comme Falstaff la prudence pour l'élément essentiel du courage, et ne voulait pas risquer de déplaire à son souverain. Il m'envoyait en même temps la carte qu'après une longue attente, il avait reçue en réponse à sa lettre :

Professeur Dr Adolphe Harnack,
Conseiller intime,
Directeur Général de la Bibliothèque Royale

vous retourne avec tous ses remerciements le mémoire que vous lui avez envoyé. Cet exposé ne m'a rien appris de nouveau, mais sa clarté et la conviction profonde qui s'y exprime, lui donnent une force réelle. On pourrait le remettre à Sa Majesté, mais des suppressions et des additions seraient indispensables. Pourtant il ne faut pas y penser pour le moment ; je me rends d'ailleurs de plus en plus compte que l'intermédiaire nécessaire devrait être, non M. Valentini, trop lié par sa charge, mais le chancelier lui-même. Je ne perdrai pas de vue cette démarche.

Avec l'assurance de mes sentiments respectueux.

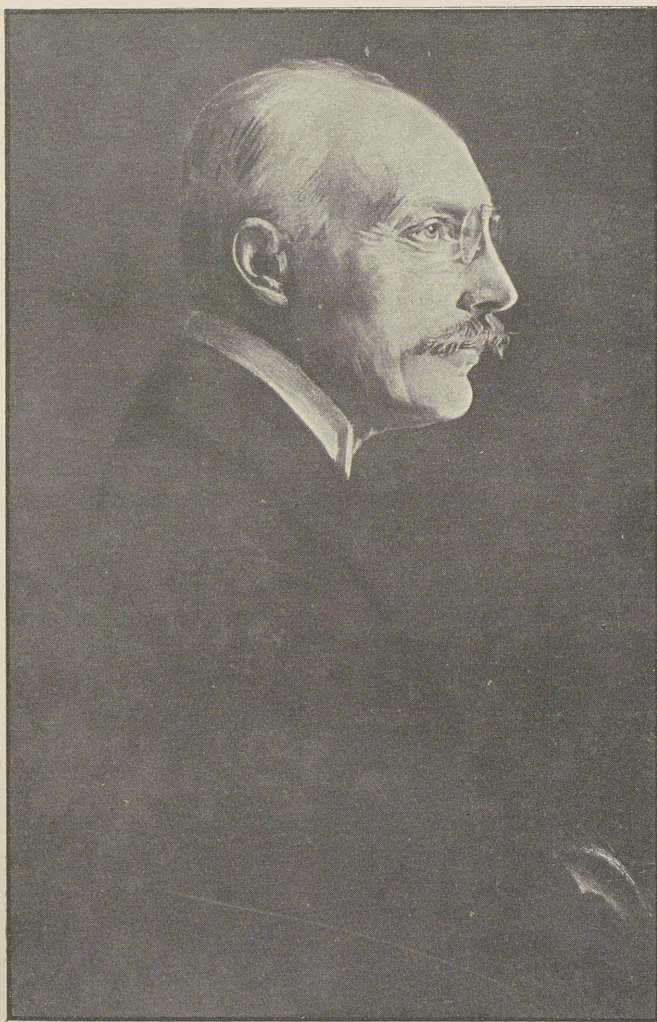
A. H.

Le frocard de Sa Majesté, comme l'appelait l'aide de camp général de Scholl, n'agit pas comme le Samaritain secourant l'homme qui descendait de Jérusalem à Jéricho et tomba entre les mains de brigands qui le dépouillèrent et le frappèrent. Au lieu de verser de l'huile et du vin sur ses plaies, il prit exemple sur le lévite « qui étant venu en cet endroit, passa outre ». (Saint Luc, X, 32.)

Si Guillaume II demeurerait sourd aux conseils et aux avis les plus désintéressés, l'équité m'oblige à reconnaître que l'opinion publique allemande était à ce moment peu disposée à écouter les exhortations d'un ministre tombé.

Mais mes soucis ne cessaient de me hanter. Une de mes vieilles amies, une Allemande mariée à un Français, m'écrivait de Paris que le monde avait bien changé depuis l'époque où j'étais chancelier, qu'en France surtout « le socialiste » Millerand s'employait de toutes ses forces à réveiller l'esprit militaire. « Il ne fait d'ailleurs que sommeiller dans ce pays, qui a toujours manifesté sa passion pour le pantalon rouge. »

Quand, par la vallée du Rhône et le Simplon, je fus rentré à Rome, je précisai mes réflexions inquiètes en rédigeant un memorandum. Mais comment le faire parvenir à l'Empereur et au chancelier ? Je savais que Guillaume II lisait difficilement même des comptes rendus très courts ; en 1890, la lettre de démission de Bismarck, ce document historique si important, c'est à peine s'il l'avait parcourue, à plus forte raison ne l'avait-il jamais méditée. Son animosité contre moi ayant été soigneusement entretenue par ses flagorneurs, n'éveillerais-je pas sa méfiance en lui remettant un exposé ? Mais, hélas ! Bethmann-Hollweg, lui non plus, n'examinerait pas mes avertissements avec un esprit libre de tout préjugé. Le chancelier prétentieux, convaincu de sa supériorité, de plus susceptible et geignard, s'était laissé persuader par les deux compères, Jagow et Flotow, qu'il se rendrait ridicule s'il permettait à son prédécesseur de lui souffler sa ligne de conduite. Comme par mon éducation et ma carrière, sans que je pusse en tirer vanité, j'avais plus de relations influentes en Europe, et étais meilleur diplomate que lui, il paraîtrait être « la créature » de Bülow, allant chercher conseil auprès de lui ; et d'ailleurs ces conseils seraient-ils sincères ? Voilà ce que Flotow et Jagow, prêtant à d'autres leur propre mentalité, chuchotaient à l'oreille du chancelier. Qui est-ce qui souhaite le succès de son successeur ? Et même si le prince de Bülow donnait vraiment de bons conseils, il s'attribuerait à lui-même les succès éventuels et imputerait les échecs à la mauvaise exécution de conseils excellents. Des confidences de Lœbell et de Schwarzkoppen ne me permettaient pas de douter que Bethmann-Hollweg, qui, grâce à moi,



DE TSCHIRSCHKY
Ambassadeur d'Allemagne à Vienne.

avait été nommé ministre de l'Intérieur de Prusse, secrétaire d'état de l'Intérieur du Reich, suppléant du chancelier et vice-président du Conseil des ministres de Prusse, et par là me devait d'avoir pu devenir chancelier, manifestait à mon égard une susceptibilité mesquine et une méfiance ombrageuse. Après des protestations trop emphatiques de respect et de reconnaissance, il ne m'avait pas demandé conseil dans une seule question concrète. Je ne pouvais donc agir que de façon indirecte sur l'Empereur et le chancelier.

Après mûre réflexion, j'écrivis une assez courte lettre au comte Auguste Eulenburg, ministre de la maison de l'Empereur, qui joignait à une intelligence subtile le sang-froid, la noblesse d'âme et un patriotisme toujours en éveil. Je l'assurai d'abord que l'envoi de ma lettre demeurerait secret et que je n'en garderais ni brouillon, ni copie ; j'affirmai que je ne voulais, ni ne désirais rien, que j'étais saturé. Puis je développai les idées suivantes : notre reculade devant le froncement de sourcils de Lloyd George et la convention ratée du Congo avaient réveillé l'orgueil des Français et leurs idées latentes de revanche. Dans le cas de différends graves entre la Russie et nous, la France n'avancerait plus à petits pas comme durant l'hiver 1908-1909. Le changement de personnes dans certaines fonctions importantes le prouvait. En 1912, arrivée de Poincaré à la présidence du Conseil et aux Affaires étrangères ; en 1913, élection du « bon Lorrain » à la présidence de la République, et, à peine trois mois plus tard, envoi de Delcassé comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Cultiver soigneusement nos relations avec la Russie était donc plus nécessaire que jamais. La France était le pays d'Europe où, dans certains milieux influents (pas dans le peuple) on pouvait parler sérieusement d'esprit belliqueux et de menaces de guerre. L'essentiel, c'était l'attitude de la Russie. La situation dans les Balkans s'était modifiée à notre détriment par les guerres que nous n'avions pas empêchées. Tandis que la Turquie et la Bulgarie avaient été battues, la puissance et l'influence de la Serbie et de la Roumanie s'étaient accrues.

C'était désagréable pour nous et inquiétant pour l'Autriche-Hongrie. Il importait avant tout que celle-ci dominât ses nerfs. Il s'agissait de surmonter la crise présente, qui ne durerait pas éternellement. Pas de gestes imprudents et encore moins de provocations ! Je concius par ce mot de Goethe, que je cite si volontiers et que maintes fois j'avais répété à l'Empereur : celui qui aujourd'hui, aujourd'hui seulement, ne se laisse pas prendre, a cent fois échappé au danger. Ce mot provoquait les haussements d'épaules des politiciens de brasserie et des stratèges en chambre et paraissait superficiel aux métaphysiciens profonds, mais dans la pratique de la politique, on en vérifie souvent la justesse.

La réponse d'Eulenburg à ma lettre fut extrêmement aimable dans la forme, mais pas rassurante quant au fond. Eulenburg me disait que l'Empereur n'était actuellement pas d'humeur à écouter les avertissements les mieux intentionnés ; que les souvenirs exaltants du jubilé de 1913, les preuves émouvantes de fidélité et de gratitude données à sa maison et à lui-même pour le vingt-cinquième anniversaire de son couronnement, et surtout le mariage de sa fille unique avec l'héritier de la dynastie des Guelfes, enfin réconciliés, avaient naturellement fortement accru l'orgueil de Sa Majesté ; que l'instant où sa fille se dirigea vers l'autel, accompagnée par le roi d'Angleterre et le tsar de Russie, lui avait semblé l'apogée de sa vie et de sa carrière, le signe visible que Dieu était avec lui et avec nous. Auparavant déjà, le colonel-général de Plessen, aide de camp général de service, m'avait écrit pour me relater l'allégresse qui, à la suite de ses fiançailles, emplissait tous les cœurs au château de Berlin : « Leurs Majestés sont transportées de joie, et les augustes fiancés sont rayonnants ; la main de Dieu nous a guidés merveilleusement. »

La joie régnait dans le palais de Priam
Avant la chute de la noble cité.

CHAPITRE IX

Politique de Bethmann-Hollweg de 1909 à 1914. — Sa réserve à mon égard dans toutes les questions politiques. — On m'élimine complètement de 1909 à 1914. — Lichnowsky est nommé ambassadeur à Londres. — L'opinion d'hommes d'État étrangers. — Pierre Carp à Rome. — Krupenski et les instructions de Sazonof; Kokovsof et Krivoschein à Rome. — Sir Renell Rodd, ambassadeur d'Angleterre. — Mon livre : *Politique allemande*.

J'ai souvent répété que mon successeur n'a jamais jugé nécessaire de me communiquer des informations, ni de me demander mon avis. Durant les cinq années qui séparèrent ma démission du commencement de la Grande Guerre, *longum spatium ævi*; années pleines d'événements, où bien des changements eurent lieu, où des problèmes parfois dangereux se posèrent, Bethmann s'en est tenu vis-à-vis de moi à des platitudes et à des lieux communs, sans jamais aborder devant moi un sujet sérieux. Les quelques mots de politique que me dit cet homme soupçonneux étaient prononcés d'un ton doctrinal, avec un air de suffisance et de contentement de lui-même. Il était difficile de s'empêcher de sourire, quand ce brave Théobald enveloppait les réalités de ce monde dans de longues périodes où perçait toujours un certain amour-propre. Même quand il était en conversation avec une seule personne, il semblait faire un cours de morale à un auditoire désireux de s'instruire. C'étaient de vrais monologues, où d'ailleurs il n'y eut jamais rien de ce qui fut le leitmotiv de ses doléances après l'effondrement de sa politique, je veux dire rien qui prétendit prouver qu'il avait hérité d'une situation impossible en fait de politique extérieure. La thèse soutenue plus

tard par ses partisans, que ma politique avait entraîné l'encerclement de l'Allemagne, jamais il n'a osé l'énoncer devant moi. Au contraire, en ma présence, il a toujours été plein d'un optimisme béat et d'une fameuse confiance en lui-même.

Dans les quelques lettres que m'adressa Bethmann, il m'assurait de son dévouement respectueux, de sa reconnaissance éternelle, et s'en tenait à des considérations académiques. Ainsi, en 1912, il m'exprima son regret de n'avoir pas trouvé le mot d'ordre nécessaire pour les élections au Reichstag : « On pourrait imaginer une majorité composée des libéraux, du centre et d'une partie des conservateurs indépendants, mais cela nous entraînerait trop à gauche, et le problème demeure insoluble et dangereux. » Il continuait sa lettre en disant qu'il visait d'abord à diminuer autant que possible la tâche de la future assemblée, et surtout à la calmer ; qu'un chancelier tirant sur le rouge était aussi impossible qu'un chancelier bleu-noir ; que Bismarck lui aussi déclarait que sa tâche était de manœuvrer entre les partis et qu'il comptait procéder comme Bismarck. Certes il lui était désagréable, disait-il, de ne pouvoir jouer le rôle actif d'un chef pendant les élections. Mais que faire ? Une formule de programme économique ne portait pas, un tel programme n'étant pas assez discuté. Dix ans après toutes les criailleries de droite et de gauche tout le monde était satisfait du tarif douanier et des traités commerciaux de Bülow. Le mot d'ordre antisocialiste était, hélas, « sans efficacité pour le moment ». De là la difficulté toujours croissante non seulement pour les partis, mais même pour le gouvernement, de savoir quelle attitude prendre à l'égard des socialistes. Heureusement il y avait une telle effervescence dans ce parti que les éléments radicaux et revisionnistes n'observaient même plus les règles de la politesse élémentaire vis-à-vis les uns des autres. Puis mon successeur me décrivait la situation extérieure, à grands traits, mais avec un ton de confiance joyeuse, notamment en ce qui concernait nos relations avec l'Angleterre : « Aux Affaires étrangères, rien de secret ne s'est

passé. Avec les Anglais, progrès lents, mais continus ! La maladie de Sasonof retarde l'achèvement des conversations de Potsdam, mais sans les mettre en péril. » On arriverait même à une entente avec la France, « si le gouvernement y était assez fort ». Tout compte fait, ce chancelier au tempérament lourd n'était pas moins confiant que l'Empereur, avec sa nature optimiste.

Pendant l'été de 1913, j'avais rencontré mon homonyme, Jean-Adolphe de Bülow, ministre à Hambourg. Depuis un an, il représentait les Affaires étrangères auprès de l'Empereur, quand le chancelier s'absentait de Berlin. C'était un homme de bon sens et un diplomate de valeur, très dévoué à Bethmann, qui était d'ailleurs très bienveillant envers son personnel. Il me confia que le chancelier s'était plaint à plusieurs reprises de ne trouver aucune satisfaction dans l'exercice de ses fonctions ; de nature sensible, le chancelier était très affecté par les attaques du parlement et de la presse ; une caricature méchante suffisait à lui faire passer une nuit blanche ; il n'avait pas « la peau de rhinocéros » du prince de Bülow ; l'Empereur le traitait souvent avec un sans-gêne qu'un chancelier ne devrait pas supporter : « Si je reste cependant, lui avait dit Bethmann, c'est que je suis devenu vraiment indispensable pour la paix du monde, surtout à cause de nos relations avec l'Angleterre. Votre cousin, le prince de Bülow, pour qui j'éprouve tant de respect, était très intelligent, très adroit, mais on n'avait pas confiance en lui ; moi, j'ai la confiance de l'Europe et surtout de l'Angleterre. Je puis affirmer sans aucune fatuité que je suis devenu le pilier de la paix européenne. Aussi est-ce mon devoir de rester, quelque pénible qu'à cela me paraisse parfois. » Au moment où le chancelier Théobald de Bethmann-Hollweg parlait ainsi au ministre Jean-Adolphe de Bülow, nous étions à moins d'un an de la Grande Guerre. Symptôme effrayant de l'insuffisance du cinquième chancelier, mais preuve de l'absence chez lui de toute intention de troubler la paix et de tout dessein perfide. L'homme de l'ultimatum à la Serbie et de l'invasion de la Belgique n'était pas le loup déguisé en brebis que

représentent nos adversaires ; c'était la brebis, qui, dans l'été de 1914, s'enveloppa de la peau du loup.

Les « progrès continus des relations avec l'Angleterre » n'avaient pas abouti à une entente au sujet du rythme des constructions navales ; je n'avais pu obtenir cette entente de Guillaume II, lorsque je tombai en disgrâce, mais mon successeur aurait parfaitement pu y arriver. M. de Bethmann-Hollweg avait eu malheureusement la faiblesse de sacrifier Metternich, notre ambassadeur à Londres, aux conceptions trop étroites de Tirpitz et à un caprice subit de Sa Majesté. Pour lui succéder on songea successivement à M. d'Eisendecker, ministre à Karlsruhe, au baron de Wangenheim, ministre à Athènes, et à Stumm, l'ancien ambassadeur à Madrid. En fin de compte on envoya Marschall de Constantinople à Londres. Malgré la dépêche à Krüger, qu'il avait jadis approuvée et défendue avec énergie au Reichstag, on l'accueillit à Londres avec cette amabilité faite de curiosité bienveillante et d'un certain snobisme, que les Anglais réservent aux célébrités, qu'il s'agisse d'un ténor italien, d'une actrice parisienne, d'un nabab de l'Inde ou d'un homme d'État européen en renom. L'ambitieux Marschall espérait bien que Londres serait la dernière étape avant d'occuper à la Wilhelmstrasse le palais de la chancellerie, but de sa vie entière ; mais, lors d'un court séjour dans son pays, en Bade, il mourut presque aussi subitement que Herbert Bismarck et Kiderlen, victime comme eux de l'excès de travail et du culte de Bacchus. L'Empereur eut alors l'idée d'envoyer à Londres le prince Lichnowsky, qui depuis huit ans avait quitté le service diplomatique. La spirituelle Mme de Muchanow se plaisait à répéter : *Il faut demander au bon Dieu de ne pas exaucer nos prières.* Les Grecs exprimaient cette idée de façon plus belle encore : « Les dieux nous punissent en réalisant nos souhaits. » Lichnowsky, qui avait travaillé sous mes ordres à Bucarest comme secrétaire de légation, et avait été de 1899 à 1904 mon chef de bureau du personnel aux Affaires étrangères, habitait durant l'automne de 1912 le même hôtel que moi à Hambourg,

l'hôtel Atlantic, devenu sous l'égide de Ballin et avec l'aide de Pfordte, le grand gastronome, un des meilleurs hôtels du monde. J'étais en train de me coucher, quand Lichnowsky se précipita rayonnant dans ma chambre, en s'écriant : « C'est fait ! » Il brandissait une lettre autographe de l'Empereur. La teneur de cette lettre était à peu près que l'Empereur avait choisi Lichnowsky comme représentant à Londres ; que celui-ci ne devait jamais oublier qu'il devait cette situation à son souverain, et non à ces messieurs des Affaires étrangères. La tâche que lui imposait Sa Majesté était de donner de bons diners, de se montrer dans les châteaux et aux courses, bref, de passer pour *a jolly good fellow* et de se faire aimer de cette manière. Il devait être le paravent derrière lequel l'Empereur achèverait la construction de sa flotte. Si cette construction réussissait, la paix du monde, idéal de l'Empereur durant toute sa vie, serait réalisée. Remarquons entre parenthèses qu'il est difficile de trouver une manifestation plus spontanée de Guillaume II, car il avait l'habitude de s'exprimer à cœur ouvert dans ses lettres à des amis personnels. Quand le lendemain Lichnowsky se présenta à Berlin chez le chancelier et le secrétaire d'État, l'accueil fut dénué d'amabilité. Bethmann-Hollweg était épouvanté qu'on nommât au poste difficile de Londres un diplomate qui n'avait même pas dirigé une légation. Kiderlen déclara qu'intellectuellement cet ambassadeur était un enfant. Cette expression était injuste, mais le choix était dangereux. Lichnowsky était un gentilhomme plein de cœur et de pensées généreuses, ce que dans l'ancien Berlin on appelait une belle âme. Il avait même parfois de bonnes idées ; mais il était avant tout dilettante, et pour cette raison il méconnaissait les difficultés et les dangers de sa profession. Il ne comprenait pas suffisamment qu'en politique les idées sont faciles à accorder, mais non les choses et les gens. Holstein, qui aimait Lichnowsky et le protégeait, disait de lui : « Ce brave Lichnowsky s'imagine que parler d'une chose équivaut à la faire. » En tout Lichnowsky était plutôt un politicailleur qu'un esprit politique ; de plus, il manquait

parfois de tact, et, ce qu'il y avait de plus dangereux, c'est qu'il était neurasthénique. Or, il nous fallait à Londres un représentant de sang-froid et aux nerfs solides. Les cinq prédécesseurs du nouvel ambassadeur, Bernstorff, Münster, Hatzfeldt, Metternich et Marschall avaient tous leurs défauts, mais ils avaient le calme, qui manquait à Lichnowsky. Le ministre de Bavière à Berlin, le comte de Lerchenfeld, ami intime du nouvel ambassadeur, me dit après cette nomination : « Lichnowsky n'est pas un capitaine pour une mauvaise traversée ; mais par un ciel serein et une mer calme, il fera très bien l'affaire et, Dieu merci, le chancelier ne cesse de m'assurer que le baromètre est au beau. »

C'était là le pronostic général, et il paraissait assez justifié. Si dans toutes les capitales d'Europe, et surtout à Vienne et à Berlin, la politique avait été dirigée avec plus de prudence et plus d'intelligence pendant l'été 1914, l'Europe n'aurait sans doute pas trébuché dans une des plus épouvantables catastrophes de l'histoire, dans une catastrophe universelle. Je crois avoir déjà rappelé ce qu'écrivait en novembre 1913 le professeur Delbrück, publiciste lié avec Bethmann, et son panégyriste : Dans une crainte injustifiée de l'Allemagne, la France, disait Delbrück, s'était imposé le fardeau écrasant du service militaire de trois ans. Cela ne l'avait pas empêchée pendant la dernière crise orientale d'avoir conscience de la communauté d'intérêt qui l'unissait à nous, surtout en Grèce, alors que la Russie lui demandait de jouer un rôle qui lui répugnait entièrement. D'où une amélioration heureuse des rapports franco-allemands. Les relations amicales qui s'étaient établies depuis un certain temps entre l'Angleterre et nous ne seraient pas compromises par la continuation de nos constructions navales ; là aussi il y avait amélioration certaine, atténuation des antinomies à l'intérieur et à l'extérieur. Le 16 janvier 1914, au congrès des sociétés patriotiques à Munich, l'historien Erich Marks conclut son discours en ces termes : « Si nous jetons un coup d'œil sur le monde, nous constaterons que les nuages sont moins

épais. Les moments si difficiles de nos débuts sont passés, nous pouvons en être assurés. Les crises anciennes pèsent moins sur nous ; l'Allemagne a les coudées plus franches. Nous avons obtenu que l'on admette notre existence dans le monde, que l'on reconnaisse notre puissance navale, aussi bien que jadis notre puissance continentale. »

Le 27 janvier 1914, dernier anniversaire de l'Empereur avant la guerre, l'ambassadeur Flotow, le favori du chancelier, adressa en ma présence à la colonie allemande à Rome, réunie autour de lui, une allocution soigneusement préparée et apprise par cœur, où il dit textuellement : « Le patriote peut envisager la situation internationale avec calme et pleine confiance. Grâce à la sagesse du chancelier Bethmann et à l'habileté du secrétaire d'État Jagow, notre situation dans le monde est très favorable. L'amour et le besoin de paix de toutes les puissances est également vif et sincère ; elles regardent vers nous et vers les dirigeants actuels de notre diplomatie avec une sympathie confiante et cordiale. »

Il n'y a pas d'écueils cachés ;
Qu'ils s'embarquent gaiement, ceux que nous aimons,
Il ne leur arrivera pas de sombrer.

L'opinion des politiciens étrangers, même de ceux qui nous étaient favorables, ne s'accordait pas entièrement avec ces manifestations chroniques de satisfaction de l'Allemagne officielle et semi-officielle. Mon vieil ami de Bucarest, Pierre Carp, vint me voir à Rome en avril 1914. Je l'emmenai dans mon auto à la villa d'Adrien, par une splendide journée de printemps. Pendant que nous arpentions le Poikilé, où, il y a dix-huit siècles, le vaniteux empereur Adrien aimait à se promener avec ses philosophes, Carp s'arrêta et me dit avec sa brusquerie coutumière : « Vous avez devant vous le dernier ami sûr de la Triplice qu'il y ait encore à Bucarest. » Il m'expliqua ensuite sa boutade d'un air grave et inquiet : Moi, qui avais été si longtemps ministre d'Allemagne à Bucarest, je devais

savoir mieux que personne qu'en se joignant à la Triple Alliance la Roumanie avait espéré que l'Allemagne en resterait le chef ; car entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie, ou plutôt entre la Roumanie et la Transleithanie il y avait de graves dissentiments. Depuis ma démission on avait, en Roumanie comme en Italie, l'impression que la direction de la Triple Alliance avait passé de Berlin entre les mains de Vienne. En cas de guerre, il était peu probable que la Roumanie suivrait une Triple Alliance menée par l'Autriche-Hongrie. « Quoi qu'il arrive, je resterai fidèle à l'Allemagne, fidèle au serment que j'ai prêté jadis comme membre de la corporation des Borusses de Bonn : « Borussia, je t'appartiens » drai de ma jeunesse à ma vieillesse ! je prête serment « à ton drapeau, au drapeau noir et blanc ! » Mais le jour où la situation sera critique, et où la direction de la Triple Alliance se trouvera à Vienne, ce qui dès maintenant semble être le cas, ce jour-là je serai seul. » Quelques globe-trotters anglais et américains qui passaient, regardaient avec étonnement cet homme à la moustache blanche et au visage énergique, qui parlait fort et gesticulait. Quand trois ans plus tard la Roumanie eut fait volte-face, M. de Waldthausen, ministre d'Allemagne à Bucarest, homme intelligent et loyal, me raconta que pendant l'hiver 1913-1914 le roi Charles lui avait dit avec sa politesse coutumière, mais d'un ton grave et net, que le siège de la Triple Alliance n'était plus comme jadis à Berlin, mais à Vienne, et qu'en cas de complication, cela rendrait très difficile une alliance avec les puissances centrales. Comme c'était son devoir, M. de Waldthausen informa Berlin de cette déclaration du roi et reçut cette réponse acerbe, que plus que jamais la direction de la Triple Alliance était entre les mains de l'Allemagne, et entre des mains éprouvées et excellentes, qu'on espérait que telle avait été sa réponse immédiate au roi, et qu'au cas contraire, le ministre devrait réparer son omission le plus tôt possible.

Une communication de mon vieil ami Krupenski, ambassadeur de Russie à Rome, m'émut encore plus que les inquiétudes de Carp. Vingt ans auparavant, il avait été

premier secrétaire de l'ambassade de Russie à Rome, au moment où j'y étais ambassadeur. Il était célèbre dans la diplomatie européenne à cause de son nez gigantesque, de sa voix sonore et de ses mouvements brusques. C'était au demeurant le meilleur homme du monde, Russe et même Vieux-Russe jusqu'à la moelle des os ; comme la plupart des gens de son parti, il était antiautrichien, mais pas antiallemand et sans sympathie particulière pour l' « Ouest pourri ». Cet austrophobe avait épousé une Autrichienne, fille de général, aimable et bonne. Il l'avait tourmentée jusqu'à ce qu'elle se fût convertie à la religion orthodoxe ; ce qui ne se fit pas sans difficulté. On sait que les néophytes qui entrent dans la communauté orthodoxe sont obligés de se faire rebaptiser, et que, dans le baptême orthodoxe, le prosélyte est plongé trois fois tout nu dans le bénitier. Lorsque après la naissance de la grande-duchesse Marie, on procéda à cette cérémonie, Nicolas I^{er}, son père, demanda à son favori, le prince Bariatinski, quelle impression elle lui avait faite. Le prince répondit : « *J'ai été ravi, surtout parce que j'ai eu l'honneur de voir Son Altesse Impériale, Madame la Grande-Duchesse Marie Nikolajewna, comme malheureusement je ne la reverrai plus.* » Le pape qui officia, permit à la bonne Mme Krupenski d'être revêtue d'un vêtement de laine la couvrant des pieds à la tête, mais elle fut obligée de se plonger dans l'eau. Quand, à la fin de la cérémonie, elle manifesta auprès des dames de l'ambassade russe sa joie d'appartenir désormais à la religion orthodoxe, celles-ci la regardèrent étonnées. Le hasard voulait qu'elles fussent toutes baltes et protestantes et elles avaient assisté à toute la scène sans la moindre émotion. Krupenski vint me voir en avril 1914 et me lut confidentiellement une lettre de son chef Sasonof, disant en substance qu'on avait appris à Saint-Pétersbourg que l'Autriche-Hongrie méditait un coup contre la Serbie ; qu'elle avait eu la même intention au printemps 1913 ; mais que, sur l'intervention de l'Italie, elle y avait renoncé. On espérait que ce projet était définitivement enterré : dans la situation actuelle de l'Eu-

rope, des agissements de l'Autriche contre la Serbie auraient des conséquences très inquiétantes pour la paix du monde. La Russie s'opposerait à une brusque attaque de la Serbie par l'Autriche. La situation actuelle était toute différente de celle de la crise bosniaque de 1908-1909. A ce moment la Russie était liée par une série de conventions anciennes avec la monarchie des Habsbourg au sujet de la transformation éventuelle de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine en annexion, et aussi par les propositions et les offres d'Isvolski à Æhrenthal. Actuellement rien ne l'empêchait d'étendre sa main protectrice sur les Serbes de même race et de même religion qu'elle. De plus, depuis cinq ans, la situation s'était modifiée au désavantage des puissances centrales. Enfin pendant la crise de Bosnie, c'était M. de Bülow qui dirigeait la politique allemande ; or, il avait une situation plus importante dans le monde et surtout à Saint-Pétersbourg que son successeur, et plus de routine et de doigté que M. de Bethmann. On autorisait M. Krupenski, s'il se présentait une occasion favorable, à montrer combien une action irréfléchie de l'Autriche contre la Serbie serait périlleuse pour la paix générale. A cette occasion Krupenski me raconta avec beaucoup de détails qu'effectivement dès le printemps 1913, l'Autriche-Hongrie avait voulu s'en prendre à la Serbie, mais avait été arrêtée par l'Italie, qui cette fois avait été heureusement appuyée par l'Allemagne. Il me demanda de prévenir Berlin, car il supposait qu'on m'y écoutait et qu'on y suivait mes conseils. Je fus obligé de détromper Krupenski et de lui avouer qu'à Berlin on ne se souciait pas de mes avis et qu'on n'y attribuait aucune valeur à mon appréciation de la situation politique. Mais j'insistai vivement pour que Krupenski s'abouchât avec M. de Flotow et agit par son intermédiaire sur Berlin. Quelques jours plus tard je revis Krupenski : « *J'ai lu, me dit-il, la lettre de mon chef à M. de Flotow ; il a fait la moue quand je suis arrivé à la fin de la lettre de Sasonof. Il m'a dit qu'il lui était impossible de transmettre à Berlin une communication où l'on*

louait d'une manière fort exagérée le prince de Bülow au détriment de son successeur, tandis qu'en réalité M. de Bethmann était supérieur à M. de Bülow. Avec M. de Bethmann et M. de Jagow au gouvernail la politique allemande était dans les meilleures mains possibles, et l'Europe, la Russie y comprise, en toute sécurité. »

Il était facile de comprendre que Flotow ne voulait pas indisposer son chef et meilleur ami ; car celui-ci avait fini par obtenir de l'Empereur, qui s'y était d'abord opposé, la nomination de Flotow comme ambassadeur à Rome, lorsque après la mort de Kiderlen, Jagow fut devenu secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Les deux choix étaient également malheureux ; on le constata bientôt. Avec un chancelier énergique, le petit Jagow eût été un auxiliaire supportable. Comme doublure de l'hésitant et craintif Bethmann, il accrut les faiblesses et les défauts de son chef. Flotow avait déjà fait du mal comme ministre à Bruxelles ; il était encore moins fait pour l'Italie, où les petits intrigants sont démasqués plus vite qu'ailleurs.

A la même époque je reçus la visite de deux vieux amis russes, l'ancien président du Conseil et ministre des Finances Kokovsov et le ministre de l'Agriculture Kri-voschein. En entrant, le premier me dit avec un sourire malicieux, qu'il se présentait à moi en victime innocente de la politique de Berlin. Après un assez long séjour à Paris, où il s'était efforcé de conclure un nouvel emprunt russe, il avait tenu à se montrer à Berlin pour démontrer *ad oculos* que, si la Russie était l'alliée de la France et lui empruntait de l'argent en cette qualité, elle ne songeait cependant nullement à se brouiller avec l'Allemagne. A Berlin, les dirigeants lui avaient prodigué les assurances les plus amicales, et il les avait transmises à son souverain. A son retour à Saint-Pétersbourg, quelques jours plus tard, il avait été reçu de façon fort peu aimable par le tsar qui, d'un ton amer et irrité, lui dit : « *On vous a joué à Berlin.* » En effet, tandis qu'il récoltait à Berlin toutes ces belles protestations d'amitié, le gouvernement allemand envoyait à Constantinople un de ses meilleurs offi-

ciers, le général Liman de Sanders, non comme instructeur, mais comme commandant du corps d'armée stationnant aux Dardanelles; c'était comme s'il avait marché sur le cor au pied le plus sensible d'un ami. Nicolas II l'avait relevé de ses fonctions, disgrâce à laquelle avaient contribué, il est vrai aussi, les intrigues de son prédécesseur et ex-protecteur, le comte Witte, devenu son ennemi acharné. Kokovsov parlait de Witte avec ce manque de mesure si souvent propre aux Russes : « *Ce bâtard d'un vaguemestre allemand et d'une Circassienne a fait le malheur de la Russie. A la fois grossier et faux, il a préparé la révolution, sans avoir la force de la dominer.* » Jugement injuste et en tout cas excessif. Encore que Witte ne fût pas fait pour être chancelier d'un État constitutionnel, il a reconnu à temps que l'autocratie pure n'était plus possible en Russie, surtout avec un tsar aussi faible que Nicolas II. De plus, Witte n'était pas un mauvais homme. Il avait de mauvaises manières; il avait un penchant à la brutalité; il était souvent rustre; il n'était pas vraiment méchant. Son amour pour sa Mathilde avait quelque chose de naïf et de vraiment touchant, ainsi que la fierté avec laquelle il racontait que la fille qu'elle lui avait donnée avant leur mariage, avait trouvé pour mari *un boyard, un véritable boyard, un noble de grande souche*, Cyrille Naryschkine, à vrai dire passablement ruiné.

Kokovsov ne croyait pas que l'incident Liman de Sanders eût été provoqué par notre perfidie ou notre malveillance; mais il régnait évidemment à Berlin un « *désarroi* » regrettable. A Berlin, l'ambassadeur de Russie avait appris aux Affaires étrangères que l'envoi de Liman de Sanders avait eu lieu, sans qu'on en eût référé au préalable à ce ministère, sur l'ordre personnel de l'Empereur et par l'intermédiaire du Cabinet militaire. Quand l'ambassade d'Allemagne à Saint-Petersbourg eut relaté l'émotion produite en Russie par cette mission, Bethmann-Hollweg et ses collaborateurs plaidèrent les circonstances atténuantes. On ne leur avait pas demandé leur avis; ils feraient leur possible pour que ces incidents désagréables

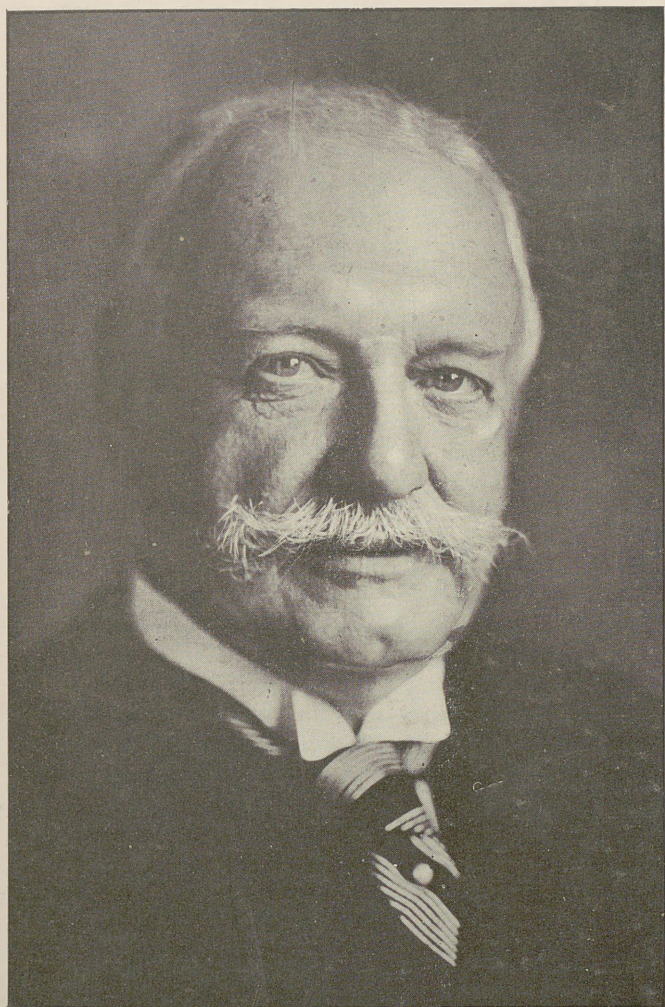
ne se renouvelassent plus, et le général Liman observerait la plus grande prudence. « *Le résultat final est que plusieurs pots ont été cassés, et qu'on a à Saint-Petersbourg l'impression qu'un grand désordre règne dans les sphères dirigeantes de Berlin.* » Quand après l'effondrement du tsarisme on eut accès aux archives russes, on eut la preuve de la faute diplomatique commise en attribuant à un général allemand un commandement actif aux Dardanelles. Dès que le président Poincaré apprit l'émotion produite en Russie par cet envoi de Liman de Sanders, il déclara à Isvolski, ambassadeur de Russie à Paris, que dans cette affaire la France était fermement décidée à rester aux côtés de son alliée. Si l'incident s'aggravait, la France ne se déroberait pas aux obligations qui lui étaient imposées par son alliance. Simultanément M. Delcassé, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, assurait à M. Sasonof, que la Russie pourrait compter « jusqu'au bout » sur l'appui de la France dans l'affaire des Dardanelles ; que la République française irait aussi loin que le tsar et le gouvernement russe le désireraient. Quand l'incident Liman eut été réglé *tant bien que mal*, le tsar dit à Delcassé que la Russie avait besoin, au moins au sud, d'une mer libre, que les récents efforts de l'Allemagne pour éliminer complètement l'influence russe en Turquie et pour lui fermer les Dardanelles pourraient mettre aux prises Allemagne et Russie. Lui, le tsar, désirait la paix, mais il ne pouvait se laisser brusquer.

Pendant de longues années, et encore lors du traité de contre-assurance, la question des Dardanelles avait servi à Bismarck à maintenir le contact avec la Russie. Pendant douze ans, j'ai sans cesse affirmé à Mouravief comme à Lambsdorff, à Isvolski, à Osten-Sacken, au grand-duc et à la grande-duchesse Vladimir, au ministre de la Maison Frédericksz, au comte Witte et surtout à Nicolas II, que je resterais fidèle à la tradition bismarckienne, et que jamais je ne m'opposerais à la Russie dans les Détroits. Dans les dernières conversations que j'eus avec Bethmann, après sa nomination, je lui avais fait remarquer avec

insistance que la question des Dardanelles était « un fer chauffé au rouge », et tant que j'avais été au pouvoir, j'avais, souvent et en termes pressants, parlé dans le même sens à Guillaume II.

J'ajouterai que, même après cet incident pénible, Sasonof, ministre des Affaires étrangères, ne voulait pas d'une rupture avec l'Allemagne. Charles Rivet, le correspondant du *Temps* à Saint-Pétersbourg, raconte dans son livre, *le Dernier Romanof*, qu'aussitôt que le premier émoi causé par l'envoi de Liman de Sanders eut été calmé, Sasonof interdit à la presse russe de parler de cette affaire avec une animosité exagérée. Comme les correspondances de Rivet en prenaient un ton d'autant plus agressif, Sasonof lui dit : « *Quoi que vous fassiez, vous ne nous brouillerez pas avec l'Allemagne.* » Dans son livre Rivet ajoute : « *L'Allemagne s'est chargée elle-même de prendre sur elle ce que redoutait tant cet excellent M. Sasonof. Tant mieux, disons-nous, Français.* »

Krivoschein me dit aussi qu'entre Berlin et Saint-Pétersbourg il y avait eu toute espèce de dissentiments. Quand je lui demandai s'il croyait la paix menacée, il me répondit : « *A Dieu ne plaise! Il y a de mauvais éléments chez nous, comme un peu partout. Mais nous ne ferons certainement pas la folie d'attaquer ni l'Autriche, ni surtout l'Allemagne. Une guerre entre les trois empires serait, j'en suis convaincu, la fin des trois grandes dynasties.* » Je communiquai cette déclaration rassurante à une vieille amie russe qui passait, elle aussi, la semaine de Pâques à Rome, et elle repartit : « *Je pense comme Krivoschein, et comme lui je forme des vœux ardents pour le maintien de la paix. Plus que cela, je crois au maintien de la paix. Mais ce que je crains, c'est la révolution en Russie. Avec un gouvernement aussi faible et aussi inepte que celui que nous avons sous Nicolas II en Russie, la révolution finira par triompher.* » Si une politique aussi bornée que maladroite ne nous avait pas fait trébucher dans la guerre, il est probable qu'en un temps assez rapproché, la révolution aurait éclaté en Russie, où tout était mûr pour elle depuis la mort d'Alexandre III.



LE PRINCE BERNARD DE BÜLOW

Le danger d'une guerre entre les deux pays aurait ainsi été écarté ! Les révolutionnaires russes ne voulaient pas de complications extérieures ; ils voulaient réaliser leur idéal marxiste en Russie, et n'être dérangés par rien pendant qu'ils extermineraient leurs ennemis intérieurs.

Ma femme et moi nous entretenions des relations particulièrement amicales avec sir Renell Rodd, ambassadeur d'Angleterre, et sa jolie et charmante femme. Pendant les quatre-vingt-dix-neuf jours de règne de l'empereur Frédéric, sir Rennel avait été secrétaire de l'ambassade d'Angleterre à Berlin, avait été en rapports continus avec la malheureuse impératrice et avait écrit à sa demande, en anglais et pour le public anglais, un livre sur l'empereur Frédéric, dont il vanta avec raison l'esprit chevaleresque et la noblesse de cœur. Cela lui valut d'être persécuté par les Affaires étrangères, surtout par Holstein, et d'être en butte à l'animosité de Guillaume II. Il fut rappelé, mais resta néanmoins longtemps germanophile. Il avait confié son fils aîné d'abord à un lycée de Hambourg, puis à celui de Weimar, pour apprendre à connaître l'Allemagne et son puissant essor économique, pour se pénétrer des traditions de ce Weimar, qui, selon le mot de Goethe, eut le sort de Bethléem, d'être petit et pourtant grand. Quand, après avoir terminé ses classes, le jeune Francis Rodd alla à Oxford, il y participa à la création d'un club qui devait établir des relations entre les étudiants anglais et les étudiants allemands bénéficiant à Oxford de la fondation Cecil Rhodes. J'avais été élu président d'honneur de ce club. L'ambassadeur Rodd m'apprit que l'Anglo-German Club avait l'intention de donner une assez grande fête au courant de l'été, qu'un certain nombre d'hommes politiques anglais y assisteraient, et il me demanda si je ne voudrais pas à cette occasion adresser une lettre à ce club, où j'approuverais et encouragerais ses efforts. J'acceptais volontiers et je remis à sir Renell Rodd une belle lettre dans laquelle j'invitais ces jeunes gens à apprendre à se connaître et à s'entendre en restant bons Allemands et bons Anglais, à se persuader que deux

grandes nations comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne avaient toutes sortes de raisons de vivre en paix et bonne amitié et de coopérer ainsi au maintien de la paix universelle et au progrès de l'humanité. Au moment où cette lettre devait être lue, Allemands et Anglais se trouvaient déjà face à face sur le champ de bataille.

Au début de 1913 un assez grand nombre de personnalités des classes dirigeantes, et parmi elles de mes amis personnels, s'étaient groupées pour publier un tableau de l'Allemagne et de sa situation dans le monde à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du couronnement de Guillaume II et du centenaire glorieux du soulèvement de 1813 et de la bataille de Leipzig.

On m'avait demandé de me charger de l'introduction de ce livre et d'y parler de la politique allemande : « Vous nous ferez un cours de politique allemande, » m'avait dit un des collaborateurs de cet ouvrage, mon collègue à la Chambre des Seigneurs.

Je savais naturellement quelles devaient être les limites de mon étude. J'aurais manqué de tact en profitant de cette occasion pour critiquer mon successeur, qui ne prêtait que trop le flanc. J'aurais manqué de patriotisme si, ancien chancelier, j'avais souligné devant l'étranger malveillant nos faiblesses et nos erreurs. Je n'avais pas le droit d'imiter Cham, l'irrespectueux fils de Noé. Ma préface ne devait pas ébranler la confiance de la nation et encore moins éveiller la méfiance de l'étranger. Je viens de montrer qu'en Allemagne, sous l'ancien régime, un ministre tombé était pour ainsi dire exclu de toute participation à la politique, tout au moins à la politique active. Le prince de Bismarck en avait fait l'expérience, et l'excellent Posadowski subit la même exclusion même après la révolution et sous le régime républicain. Les grondements de colère du Titan de Friedrichsruh et tous les éclairs que lança encore son génie ne changèrent pas le cours des événements. La collaboration active du député Posadowski n'empêcha et n'améliora rien. Mon opposition contre mes successeurs eût été considérée par Guillaume II

comme dirigée contre lui-même. Je n'avais aucune crainte du *vultus instantis tyranni*, d'abord parce que j'avais trop le sentiment de ma dignité, et ensuite parce qu'au fond Guillaume n'avait rien d'un tyran ; cependant, malgré les affirmations de certains bavards, je me rendais compte que la grande majorité des Allemands n'eût pas compris une telle opposition ou l'eût attribuée à de bas motifs personnels. Je concède d'ailleurs volontiers que cet effacement des anciens ministres était une des faiblesses de notre ancienne organisation et ce fut une des raisons pour lesquelles, vers la fin de ma carrière, j'avais cru qu'une conversion à gauche et une parlementarisation progressive étaient nécessaires.

Dans la préface de l'ouvrage paru chez Reimar-Hobbing sous le titre : *l'Allemagne sous Guillaume II*, je me bornais à indiquer quelques points importants de notre politique intérieure et extérieure, que notre peuple, dépourvu de sens politique, n'avait pas encore suffisamment compris. Je rappelais que la France était irréconciliable. Le but ultime de tous ses efforts demeurerait encore très longtemps la recherche des conditions qui lui permettraient de régler ses comptes avec l'Allemagne. Je rappelai la meilleure définition qui ait été donnée du caractère français, celle de Tocqueville, le grand penseur qui, il y a un demi-siècle déjà, avait dit de son peuple, le plus belliqueux, le plus militaire et le plus chauvin du monde, *qu'il était apte à tout, mais n'excellait que dans la guerre*. Je ne me suis pas plus fait d'illusions sur le ressort de ce peuple, son patriotisme ardent et prêt à tous les sacrifices, que sur son orgueil national illimité, son esprit dominateur et sa dureté. Pour l'Angleterre j'indiquai qu'il était aussi impolitique de la courtiser que de la brusquer. Je montrai que nous étions sortis de la période dangereuse inaugurée par la création de notre flotte et que l'Angleterre maintenant ne nous attaquerait pas. Pour l'Italie je rappelai le mot de Bismarck, qu'il lui suffisait qu'un caporal italien avec un drapeau et un tambour fit face à l'ouest au lieu de se tourner vers le front est. J'ajoutai : « Tout le reste dépendra

de la forme que prendra un conflit éventuel en Europe, de l'énergie avec laquelle nous mettrons notre armée au service de nos intérêts et de la façon dont nous prendrons position militairement et diplomatiquement. La pleine valeur d'une alliance n'apparaît vraiment qu'au moment du danger. » L'été tragique de 1914 n'a que trop justifié cette phrase.

Pendant la Grande Guerre, au printemps 1916, j'ai réédité sous forme de livre mes considérations sur la politique allemande. Mon successeur n'ayant pas maintenu la paix, j'ai naturellement développé plus d'une idée que j'avais dû supprimer trois ans plus tôt. En pleine guerre, d'ailleurs, un patriote n'avait pas le droit de dire quoi que ce fût, que nos ennemis auraient interprété comme un symptôme de faiblesse, et qui aurait été un facteur de découragement à l'intérieur. Quant aux buts de guerre, il me paraissait de mon devoir de suivre exactement la même ligne que notre gouvernement. Mon livre, *la Politique allemande*, fut traduit en français, en anglais, en italien, en espagnol et en russe ; en 1918, on vendit cent cinquante mille exemplaires de l'édition populaire allemande.

CHAPITRE X

Berlin en juin 1914. — La nouvelle de l'assassinat du prince héritier d'Autriche. — Entretien avec Bethmann et Guillaume II. — Les illusions de Bethmann.

Au commencement de juin 1914, je quittai Rome pour me rendre par Berlin, avec ma femme, à Norderney, son « île chérie » et l'un de ses séjours préférés. Dès mon arrivée à Berlin je rencontrai plusieurs de mes vieux amis ; je constatai avec étonnement que les fonctionnaires des Affaires étrangères et toutes les personnes qui touchaient à cette administration jugeaient la situation mondiale avec un optimisme qui me paraissait excessif. Le dimanche, 28 juin, vers le soir, nous rendîmes visite à Mme de Lebbin, que j'avais vue pour la dernière fois six ans auparavant dans la chambre où agonisait Holstein. Nous voulions prendre de ses nouvelles, car nous avions appris qu'elle avait eu une attaque, qu'elle était paralysée et gardait le lit. Elle habitait une chambre plus que modeste dans la Uhlandstrasse, loin de l'hôtel Adlon, où nous étions descendus. Physiquement elle était dans un triste état, mais avait conservé toute sa vivacité intellectuelle. C'était une femme énergique, une vraie Berlinoise, qui ne se laissait pas abattre. Tandis que nous étions assis auprès de son lit, le banquier Paul de Schwabach, avec la famille duquel elle était liée depuis longtemps, lui téléphona que l'archiduc François-Ferdinand et sa femme avaient été assassinés à Serajevo. Mme de Lebbin me demanda ce que je pensais de cet événement et de ses conséquences politiques possibles ; ma réponse fut qu'au point de vue moral je réprouvais naturellement cet abominable forfait ; quant aux con-

séquences politiques, selon la manière dont l'incident serait traité, il en résulterait un *débarras* ou un *embarras*.

La plupart des gens que je rencontrai dans les jours qui suivirent étaient enclins à considérer la tragédie de Serajevo comme un *débarras*. Le comte Szcegyényi, ambassadeur d'Autriche, serviteur profondément loyal des Habsbourg, fils d'un chevalier de la Toison d'Or, lui-même chevalier de cet ordre, me dit, lorsque je lui fis mes condoléances, que comme chrétien et gentilhomme hongrois il déplorait la destinée de l'archiduc et de sa noble épouse ; mais que politiquement l'élimination de l'héritier de la couronne lui semblait « une grâce de la Providence ». Le caractère passionné de l'archiduc, sa haine contre les Magyars, sa prédilection aveugle pour les Tchèques et les Slaves du sud, son cléricalisme outré auraient pu entraîner des secousses graves et peut-être la guerre civile. A l'extérieur, son fanatisme, son emportement et son entêtement en auraient fait un allié incommode. *Requiescat in pace*, conclut avec onction l'ambassadeur impérial et royal. De Kiel j'appris que Guillaume II avait reçu la nouvelle tandis que sur le *Meteor* il naviguait dans la baie. Il avait d'abord été terrifié, car peu de temps auparavant il avait séjourné à Konopischt chez l'archiduc ; il y avait admiré la roseraie célèbre et, selon son habitude, il avait forgé et discuté bien des plans d'avenir avec le futur empereur d'Autriche. Cependant Guillaume II se consola si vite qu'il fut assez difficile à son entourage de le faire renoncer aux régates, d'autant plus qu'il avait de grandes chances de remporter le prix institué par lui.

Toutes les nouvelles de Vienne s'accordaient à relater que l'animosité profonde de François-Joseph contre son neveu et héritier s'était manifestée de façon presque cruelle. Avec la dureté qui parfois apparaît chez les vieillards très éprouvés par le sort, l'empereur n'avait rien négligé de ce qui pouvait porter atteinte au souvenir de l'archiduc et surtout de son épouse morganatique que François-Joseph détestait. Tandis qu'à la cérémonie funèbre un char splendide, à roues dorées et surmonté de la

couronne archiducal, transportait la bière du prince héritier, le cercueil très simple de son épouse, portant une minuscule couronne, suivait sur un corbillard bas et modeste. Comme l'archiduc savait que son oncle interdirait que la duchesse de Hohenberg reposât dans la crypte des Habsbourg, en l'église des Capucins à Vienne, il avait fait construire immédiatement après son mariage une chapelle sur les bords du Danube, à quelques heures de Vienne, pour y être enseveli auprès de sa femme bien-aimée. Sur l'ordre de l'empereur, les obsèques eurent lieu la nuit, par une pluie battante, et ce fut un spectacle rappelant les scènes les plus saisissantes des drames royaux de Shakespeare.

Bien que l'abominable assassinat eût été l'œuvre d'une grande société secrète serbe, beaucoup de détails prouvaient que le gouvernement serbe ne l'avait pas désiré et n'en était pas l'instigateur. Deux guerres avaient épuisé les Serbes ; même aux plus échauffés d'entre eux une lutte avec la monarchie austro-hongroise, bien plus forte qu'eux, devait paraître bien téméraire, surtout étant donné qu'ils avaient à dos les Bulgares pleins de rancune et les Roumains, qui n'étaient guère sûrs. Enfin, l'animosité déclarée de François-Ferdinand contre les Hongrois lui valait plutôt les sympathies des Slaves du sud. Telle est la façon dont M. de Griesinger, ministre d'Allemagne à Belgrade, présenta les choses, ainsi que les correspondants des grands journaux qui se trouvaient dans cette ville ; et si mes renseignements sont exacts, Wiesner, le conseiller autrichien chargé par son gouvernement de l'enquête sur toutes les circonstances de l'attentat, exprima la même opinion.

Avant mon départ pour Norderney, je rencontrai dans la Wilhelmstrasse mon successeur, auquel j'avais voulu rendre visite au palais de la chancellerie et que je n'avais pas trouvé chez lui. Cinq ans s'étaient écoulés depuis que je lui avais remis la direction des affaires. Son visage était moins soucieux que je ne m'y attendais. Il me rappela que deux ans auparavant il m'avait écrit que sa tâche essentielle à l'intérieur lui semblait être de « calmer », et que

maintenant cette tâche s'imposait encore davantage en politique extérieure; la nervosité dans le monde entier était indiscutable, mais non fondée; le crime de Serajévo était certes abominable, mais ses conséquences politiques seraient bonnes, car les dirigeants russes et surtout le tsar seraient dégoûtés des Serbes. Je repartis que ce n'était pas bien sûr, que les Russes avaient en politique une conception de la morale différente de la nôtre.

Nous passâmes devant le ministère de la Maison, dans les beaux appartements duquel j'avais connu Mimi Schleinitz et son mari Alexandre Schleinitz, que Bismarck détestait tellement, et plus tard mon éminent protecteur et ami, le prince de Stolberg, et où réside maintenant le président de la République : en marchant je racontai à mon successeur un propos d'Alexandre I^{er}, l'autocrate russe le plus enclin à l'idéalisme et à la sentimentalité. Le dernier ambassadeur qui eût représenté Napoléon auprès d'Alexandre I^{er}, avant la campagne de Russie, était Savary, duc de Rovigo. En des circonstances assez délicates, il avait su garder la confiance du tsar, grâce à son tact, son amabilité, et la distinction de ses manières. Quand la guerre menaça et que Savary fut rappelé, le tsar lui serra la main et l'embrassa. Lorsqu'en 1814 Alexandre I^{er} fit son entrée à Paris, avec ses alliés, l'Empereur d'Autriche François I^{er} et le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, il fit appeler Savary, le reçut de la manière la plus aimable et lui demanda quel poste il occupait. Avec un soupir le duc de Rovigo repartit qu'il était sans emploi, qu'il était en défaveur auprès de Louis XVIII. « Je vais régler cela au plus vite, laissez-moi faire, » répliqua le souverain de toutes les Russies. Il manda un ami intime de Louis XVIII et le pria de dire à son souverain que le tsar tenait beaucoup à ce que le duc de Rovigo obtînt bientôt un emploi conforme à son talent et à son grand caractère. Le Français haussa les épaules : « *Impossible, Sire! Le duc de Rovigo, alors général Savary, a présidé la cour martiale qui a condamné à mort le duc d'Enghien, cousin de Sa Majesté très chrétienne.* » Le tsar très étonné

regarda le Français : « *Comment! il n'y a que cela! Et moi qui dîne tous les jours avec Bennigsen et Ouchacow, qui ont étranglé mon père!* » Ce brave Bethmann, qui en lui-même avait sans doute déjà construit sa thèse du conflit localisé entre l'Autriche et la Serbie, eut une mine effrayée quand je lui contai cette petite anecdote, qu'un grand-duc russe m'avait un jour confiée en souriant après un souper : « Dieu merci! reprit-il, une façon si cynique de considérer les choses appartient au passé! Je suis certain que le tsar et ses conseillers déploreront et désapprouveront le crime de Serajévo, et surtout qu'un fossé moral profond séparera désormais la Russie de la Serbie. Nous resterons naturellement simples observateurs. Ce qu'actuellement il faut au monde, c'est du calme. »

Quelques jours plus tard nous étions à Norderney, où m'attendait un nouveau cheval, le magnifique Torero, et je repris mes chevauchées habituelles vers le phare et autour de l'île. Je fus bouleversé quand je lus dans des journaux l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, dont naturellement, dès le premier instant, je compris toute la portée. Les journaux inspirés par les Affaires étrangères affirmaient que l'Autriche avait adressé cet ultimatum *proprio motu*, que nous n'avions pas eu connaissance de sa teneur, que l'Autriche était d'ailleurs dans son droit et que tout le conflit, même une guerre éventuelle avec la Serbie, « serait localisé ». Cet espoir me paraissait singulièrement hardi; je pensais cependant que nous nous étions réservé d'examiner la réponse serbe et que nous n'avions pas donné à l'Autriche carte blanche pour une opération militaire contre la Serbie. Quand, le 25 juillet, une dépêche annonça que Giesl, le ministre autrichien, avait rompu les relations aussitôt après avoir reçu la note serbe et avait quitté Belgrade avec tout son personnel, je compris que nous étions en présence de la menace de guerre la plus grave que nous eussions eue depuis quarante-trois ans, qu'une guerre générale, une guerre mondiale nous menaçait; je constatai en même temps avec épouvante que nous étions inféodés de façon déjà fatale à la politique du comte Berchtold,

dont la légèreté et l'incapacité dépassaient la mesure, même en Autriche.

Le lendemain, en me promenant à cheval, je rencontrai le comte Botho Wedel, conseiller rapporteur à la section politique des Affaires étrangères, en vacances à Norderney, et je fus surpris que, dans une situation générale aussi grave, il n'eût pas rejoint son poste. Il me regarda étonné, mais le même soir, il vint très aimablement me voir, et m'avoua que ma question l'avait tourmenté, qu'il avait aussitôt demandé par téléphone à un collègue et ami s'il devait rentrer. Celui-ci lui avait répondu que son retour n'était pas nécessaire, qu'il ne s'agissait que d'une fausse alerte et que tout s'arrangerait le mieux du monde. Cependant les nuages menaçants s'amorcelaient de plus en plus. Deux jours plus tard, je rencontrai Erhard Wedel, membre de la Chambre des Seigneurs et frère de Botho, et lui demandai carrément si je rêvais ou si c'était réellement son frère qui déambulait sur la plage ; il me répondit : « Moi aussi, je commence à être inquiet, et j'ai conseillé à Botho de rentrer au plus vite. » Le lendemain, celui-ci retourna enfin à Berlin. Il me fit une visite d'adieu et m'accorda que ses collègues de Berlin et lui ne s'étaient pas rendu compte de toute la gravité de la situation ; que d'ailleurs nous pouvions être rassurés : d'après les nouvelles reçues de Berlin, l'Angleterre resterait certainement neutre, et l'Italie et la Roumanie marcheraient avec nous. Trois ans après avoir donné ces preuves de perspicacité, ce diplomate clairvoyant fut nommé ambassadeur à Vienne, où il se laissa duper de façon tout aussi naïve par l'empereur Charles, l'impératrice Zita, la duchesse de Parme et l'archiduchesse Maria Josepha.

Lorsque la sœur de l'Empereur, la princesse Victoria de Schaumburg-Lippe, comme nous à Norderney, nous apprit qu'à sa question sa belle-sœur, l'impératrice, avait répondu par dépêche « que la situation était très sérieuse », ma femme et moi quittâmes notre chère île, que nous ne devions pas revoir. Dès mon arrivée à l'hôtel Atlantic à Hambourg, je reçus la visite de mon ami Ballin. Il était bouleversé par la

guerre et plus encore par « l'énorme maladresse » avec laquelle nous y avons « trébuché », et qui, me dit-il, était de mauvais augure pour la marche des événements, si le cocher Bethmann restait sur le siège. Le 3 août nous déclarâmes la guerre à la France ; le 4 août M. d'Eckardt, rédacteur en chef du *Hamburger Korrespondent*, m'appela au téléphone pour m'annoncer que l'Angleterre nous avait déclaré la guerre. « Cela va être la détresse des Nibelungen, » lui répondis-je. Le lendemain, des journalistes de Hambourg m'affirmèrent que jusqu'au 1^{er} août le bureau de presse des Affaires étrangères leur avait téléphoné de ménager l'Angleterre et la France, qu'il y avait de grandes chances pour que ces deux puissances occidentales restassent neutres. Le 3 août encore on leur avait demandé surtout de ne rien publier contre l'Angleterre, qui très probablement observerait une neutralité bienveillante. Ces directives étaient-elles sciemment mensongères ou issues d'une méconnaissance complète de la situation, je n'ai pu le savoir.

Le 8 août j'appris que mon frère Charles-Ulrich, commandant une division de cavalerie, était tombé devant Liège, tué par la balle d'un franc-tireur. C'était un officier de grande valeur, d'une intelligence lumineuse, maniant la plume aussi bien que l'épée, très bel homme et cavalier d'une rare audace. Dans sa lettre de condoléances, Bethmann-Hollweg m'écrivit : « J'ai connu peu d'hommes, en qui l'esprit et le caractère se fussent unis en un tout aussi harmonieux : καλὸς καὶ ἀγαθός. Comme jeune officier des uhlans de la garde il avait attiré l'attention de son chef, le comte Schlieffen, futur chef de l'État-Major général, qui me dit qu'avec son allant et ses dons il était un des espoirs de l'armée. Il avait été attaché militaire à Vienne et plus tard brillant colonel du 2^e régiment des uhlans de la Garde. Il mourait maintenant prématurément, n'ayant pas cinquante-deux ans, et, sans doute par suite de la surexcitation qui régnait au front, le bruit courut qu'il s'était suicidé. Par le fait d'un désarroi moral à peine concevable, on laissa venir ce bruit jusqu'à moi et j'en fus

naturellement extrêmement affecté. En ces heures d'angoisse, je fus soutenu et consolé par un vieil ami, le pasteur de l'église de la Trinité, Lahusen, homme vraiment pieux, bon et d'une réelle délicatesse de sentiments. Plus tard on constata que cette rumeur était dénuée de tout fondement. Le lieutenant de Seidlitz, officier d'ordonnance de mon frère, me dit que, quelques minutes avant sa mort, son général était tranquillement assis sur un banc, qu'il avait plaisanté avec lui au sujet d'une tartine de beurre et de miel, que lui avait donnée une paysanne et qu'il mangeait de bon appétit. Ensuite il avait blâmé l'exécution d'un certain nombre de prêtres belges en soutane, avait interdit toute exécution sommaire de prêtres et ordonné que ceux qui seraient soupçonnés d'exciter la population fussent envoyés à Aix-la-Chapelle pour y être soumis à un interrogatoire, et, s'il y avait lieu, mis en jugement. Quelques instants plus tard, le général pénétra dans un petit bois voisin ; on entendit un coup de feu et on le trouva mort sur le sol, tenant à la main un revolver, auquel il manquait une cartouche. Deux heures plus tard, le lieutenant de Seidlitz fut blessé grièvement au pied par un franc-tireur caché derrière un arbre, et qui fut pris. Quand le corps de mon frère arriva à Berlin, je fis ouvrir la bière et examiner la blessure par le directeur de la Charité, le professeur Pütter. Il me déclara qu'elle ne pouvait avoir été causée que par un coup de fusil, qu'elle était beaucoup trop grande pour une balle de revolver ; que l'entrée de la balle se trouvant derrière l'oreille gauche, il était impossible que le général, tenant le revolver de la main droite, eût pu se blesser mortellement derrière l'oreille gauche, et qu'il avait sans doute tiré instinctivement au moment où il avait entendu un coup de feu. De toute façon, cet examen minutieux réduisit à néant la version du suicide ; j'ajouterai que mon frère était d'humeur gaie, *mens sana in corpore sano*, et qu'il avait devant lui un bel avenir.

De Hambourg, ma femme et moi, nous nous rendîmes à Berlin. A mon arrivée, j'écrivis une courte lettre à

l'Empereur, dans laquelle je l'assurai qu'à cette heure décisive j'étais de tout cœur avec lui ; qu'aucun cœur prussien et allemand ne saurait adresser à Dieu des vœux plus ardents que les miens pour l'armée, pour la patrie et pour lui-même : « Que le Seigneur soit avec nos drapeaux et donne à Votre Majesté la victoire et la gloire. C'est là mon souhait le plus sincère. » Ma femme, pour laquelle Guillaume II avait toujours gardé la même amabilité et la même bonté, lui écrivit :

Majesté,

En cette heure grave et solennelle, j'éprouve le besoin de vous dire que mon cœur bat de toutes ses forces pour vous et pour ma chère patrie allemande. Mon âme tout entière se donne à notre auguste souverain, auquel me lie non seulement l'enthousiasme patriotique, mais tant de chers souvenirs des heures graves et joyeuses d'autrefois. J'ai connu Votre Majesté dans sa jeunesse, et depuis pas un jour ne s'est passé où je n'aie pensé à elle avec un dévouement sincère, avec le désir que le bonheur, la prospérité et la gloire l'accompagnent dans les épreuves et les dangers qui sont le lot des souverains. Je suis certaine que nul n'éprouvera de joie plus grande que moi, si Votre Majesté triomphe de ses ennemis, glorieusement comme ses ancêtres. En assurant Votre Majesté, notre chère Impératrice et les chers princes de notre affection et de nos vœux les plus chaleureux,

Votre très dévouée,

Marie BÜLOW.

Le lendemain l'Empereur me donna audience au château et me reçut dans la grande cour du Palais. Je fus profondément ému en voyant son visage pâle, défait, presque décomposé. Il paraissait à la fois agité et abattu ; son regard était inquiet. Il me parut vieilli de dix ans, et il y avait juste cinq ans que je l'avais vu pour la dernière fois au Nouveau Palais. Selon son habitude il me mit aimablement le bras autour du cou, me déclara d'abord que les « terribles » événements de la dernière quinzaine l'avaient éprouvé même physiquement et qu'à son arrivée à Berlin il avait dû garder le lit pendant vingt-quatre

heures : « *A little nerves restcure,* » ajouta-t-il avec un triste sourire. Il m'exprima ses cordiales condoléances au sujet de la mort de mon frère Charles-Ulrich, excellent officier, dont il garderait toujours le souvenir. Puis il me raconta qu'il avait suggéré au chancelier et au secrétaire d'État aux Affaires étrangères de me prier d'accepter la direction de l'ambassade d'Allemagne à Rome. « C'est une proposition risquée de demander à un ancien chancelier de reprendre un poste qu'il occupait il y a vingt ans. C'est comme si on demandait à un feldmaréchal de reprendre le commandement d'une division. Mais je pense que vous le ferez pour me rendre service. » Je déclarai aussitôt que j'étais prêt à faire tout ce qu'on me demanderait. Avec un certain embarras, l'Empereur continua : « Le chancelier tient à ce que M. de Flotow, avec qui il est lié, ne soit pas rappelé, mais reste ambassadeur à Rome, même si vous y allez ; cependant il ne voit aucun inconvénient à ce que vous alliez également à Rome et vous y rendiez utile à Flotow. » Je répliquai que, bien entendu, j'écarterais toute considération d'amour-propre, qui dans notre situation serait pitoyable, mais que, si la direction de l'ambassade ne m'était pas confiée, je ne serais d'aucune utilité, qu'un condominium de ce genre entraînerait forcément des malentendus et des intrigues ; personne ne comprendrait que je revinsse au mois d'août à Rome, sans fonction officielle, sans mission nettement définie, alors que depuis que j'étais rendu à la vie privée, je n'y avais jamais passé l'été. Dans ces conditions ma présence à Rome, loin d'être utile, ne pourrait être que nuisible : « C'est ce que j'ai pensé immédiatement, reprit l'Empereur, et je l'ai dit immédiatement à Bethmann et à Jagow. Entre nous, aucun des deux n'a envie de vous envoyer à Rome, et il nous faudra donc y renoncer. » Mais l'Empereur ne dit pas un mot de la question essentielle, de la façon dont il fallait procéder pour éviter la défection de l'Italie et de la Roumanie. Il avait été évidemment soigneusement endoctriné par Bethmann, qui craignait que je ne dérangerasse la trame, à son sens finement ourdie, de sa politique. On

annonça le chef de l'État-Major général, le général de Moltke, et l'Empereur me congédia avec une aimable poignée de main. Il me quitta, se retourna encore une fois, et me fit un signe d'adieu du même air triste qu'à mon arrivée. De loin j'aperçus la haute stature et le visage également soucieux du chef de l'État-Major général. Les Grecs auraient dit de l'Empereur et de Moltke qu'ils semblaient avoir vu la tête horrible de la Méduse représenté par Hephaistos sur le bouclier que Zeus, le père des dieux et des hommes, agitait quand il voulait provoquer la tempête et l'épouvante.

Le lendemain je me rendis chez mon successeur. La princesse Marie Radziwill venait de nous rendre visite. Fille du maréchal de Castellane, elle était venue très jeune à Berlin, mais était toujours restée Française. Son mari, le prince Antoine Radziwill, petit-fils d'une princesse de Prusse et petit-neveu de l'héroïque prince Louis-Ferdinand, avait été aide de camp général de Guillaume I^{er}. C'est lui qui à Ems, à la veille de la guerre, fut chargé de notifier à l'ambassadeur de France, Benedetti, que le roi n'avait plus rien à lui dire. Dès son entrée au salon, la princesse Radziwill éclata en sanglots. Elle nous dit qu'elle avait déjà vu une guerre franco-allemande quarante-quatre ans auparavant et avait été déchirée par de douloureux conflits moraux. Cette fois ce serait bien pire. Ses deux filles avaient épousé deux frères, mais l'un, le comte Roman Potocki était Polonais autrichien, et l'autre, Joseph Potocki, Polonais russe. Un de ses fils servait dans l'armée russe à cause des propriétés des Radziwill en Russie et elle avait des parents qui combattaient dans les rangs français. Elle était effrayée des nouvelles venues de France. La haine, la fureur contre l'Allemagne y étaient bien plus violentes qu'en 1870 et tous disaient : « *Cette fois nous les tenons, et ce sera la grande revanche.* »

Une heure après cette visite, Bethmann-Hollweg me reçut dans le salon de la chancellerie, qui donne sur le jardin ; salle de billard au temps de Bismarck, il avait

été transformé ensuite en un bureau où les chanceliers avaient coutume de travailler au fort de l'été. Bethmann était debout au milieu de la pièce ; je n'oublierai jamais son regard, l'expression de ses yeux. Le Lévitique nous montre Aaron appuyant ses deux mains sur la tête du bouc émissaire et confessant sur lui toutes les iniquités des enfants d'Israël, toutes leurs rébellions et tous leurs péchés, pour l'envoyer ensuite au désert. « Le bouc emportera sur lui toutes leurs iniquités dans une terre déserte et l'homme lâchera le bouc dans le désert. » Dans un tableau célèbre d'un peintre anglais, si je ne me trompe, on voit ce bouc infortuné avec, dans le regard, une expression de tristesse, de détresse indicible que je retrouvai dans les yeux de Bethmann. Nous restâmes tous deux silencieux. Puis je demandai : « Eh bien, dites-moi seulement comment c'est arrivé. » Il leva ses grands bras vers le ciel et répondit d'une voix sourde : « Ah ! Si on le savait ! » Dans les discussions sur les culpabilités, j'ai souvent regretté qu'on n'eût pas pris un instantané du chancelier au moment où il me parlait ainsi ; cette photographie eût été la meilleure preuve que ce malheureux homme n'avait pas voulu la guerre.

Après avoir à peu près repris contenance, il me dit d'un ton saccadé : « Ce sera un orage violent, mais très court ; je compte sur une guerre de trois, au plus de quatre mois, et j'ai organisé toute ma politique en ce sens. J'espère ensuite que, malgré la guerre et justement par elle, nous arriverons à des rapports vraiment amicaux, confiants et loyaux avec l'Angleterre, et par l'Angleterre, avec la France. Un groupement germano-anglo-français serait la meilleure garantie contre les dangers qui menacent la civilisation européenne de la part du barbare colosse russe. Sous votre direction, mon cher prince, j'ai eu l'honneur de travailler à la constitution du bloc unissant en politique intérieure libéraux et conservateurs. Maintenant se présentent des tâches plus hautes : A l'extérieur, un bloc de civilisation formé par l'Angleterre, l'Allemagne et la France serait autrement important, bienfaisant et profi-



LE KAISER A KIEL, A L'OCCASION DES MANŒUVRES DE LA FLOTTE

GUILLAUME II en uniforme de maréchal autrichien et l'archiduc François-Ferdinand en amiral allemand.
En arrière, le prince Henri de Prusse, l'amiral autrichien comte Montecuccoli et le Grand-Amiral de Tietz.

table. » Stupéfait et même épouvanté par une telle inintelligence de la situation, je décrivis à Bethmann l'état dans lequel je venais de voir la princesse Radziwill. Bethmann, qui pendant ce temps avait retrouvé son équilibre, fit en souriant : « Très honoré prince, nous espérons que la princesse qui, en dépit de son âge, est restée si émotionnable et si ardente, se calmera bientôt et avec elle ses anciens compatriotes, les Français. Mais si notre politique est habile, c'est surtout avec l'Angleterre qu'une réconciliation rapide me paraît probable. Notre Empereur est encore furieux contre elle, mais j'espère que nous le calmerons peu à peu. »

Quand actuellement je songe à ces déclarations du chancelier de 1914, je me demande si elles exprimaient sa mentalité vraie, ou s'il voulait seulement ne pas reconnaître les graves fautes diplomatiques qu'il avait commises. Mais il est hors de doute qu'en août 1914 il pensait ce qu'il disait. Un passage des médiocres *Mémoires* (1) que le baron de Schoen publia en 1921, sous le titre *Choses vues*, confirme mon opinion. Schoen, ambassadeur à Paris de 1910 au commencement de la Grande Guerre, dit qu'à son retour à Berlin en août 1914, il se rendit chez Bethmann. Le chancelier, qui avait reçu la veille la déclaration de guerre de l'Angleterre, demanda à l'ambassadeur débarquant de Paris, s'il croyait que l'Allemagne parviendrait à s'allier avec la France. Et l'ambassadeur, qui, vingt-quatre heures auparavant, avait quitté la France palpitante de fièvre guerrière, de joie de faire la guerre et de haine contre nous, répondit qu'une alliance avec ce pays lui paraissait possible à deux conditions : 1^o Que nous ne portions pas la guerre en territoire français ; 2^o que nous trahissions la France avec beaucoup de ménagements, en tenant compte de son point d'honneur, et peut-être en lui accordant une rectification de frontière en Lorraine. L'aveuglement du chancelier et de l'ambassadeur me rap-

(1) *Mémoires*, par le baron de SCHOEN. Traduction de Louis Arnold. Préface de Jacques Bainville (Librairie Plon).

pelle les illusions de Gramont en 1870. Quand en 1870, avant son départ de Paris, le baron de Werther, notre ambassadeur à Paris, prit congé du duc de Gramont, ministre des Affaires étrangères, celui-ci lui tendit la main, avec ces mots aimables et consolants : « *Nous nous reverrons bientôt, mon cher baron. Nos souverains se livreront quelques galantes batailles, puis ils s'embrasseront et nous redeviendrons les meilleurs amis du monde.* »

Dans cet été de 1914 notre ambassadeur à Londres, le prince Lichnowsky, se berça, lui aussi, d'illusions puériles, même après la déclaration de guerre. Les troupes anglaises faisaient déjà campagne contre nous, quand je reçus de lui une lettre, où il m'exprimait sa peine d'assister à l'écroulement de tout ce qu'il avait obtenu durant son trop court séjour à Londres. Il espérait cependant n'avoir pas travaillé en vain et croyait qu'il lui serait bientôt possible de renouer les fils brisés. Les dispositions de l'Angleterre n'étaient pas trop hostiles, lui étaient même personnellement favorables, car il s'y était créé une belle situation et y était aimé partout.

Notre diplomatie lamentable durant les journées critiques de 1914, et la mentalité de l'homme d'État qui était au pouvoir apparaissent peut-être le plus nettement dans un livre peu connu du pasteur Kötschke : *Notre chancelier, sa vie et son œuvre*. Il est évidemment écrit avec des documents remis à l'auteur par la famille Bethmann. Les indications précises relatives à sa jeunesse, à sa vie de collégien et d'étudiant, à sa famille et même à sa situation de fortune en sont une preuve. Or, voici ce que nous y lisons à propos de ces journées décisives pour l'Empire et la nation : « Le chancelier était extrêmement agité ; il avait toujours pensé qu'en cas de guerre, l'Angleterre resterait neutre ; depuis des années ses efforts avaient tendu vers ce but, et tous les résultats péniblement atteints par son habileté s'effondraient comme un château de cartes, comme il le dit lui-même à M. Goschen. Quelle heure terrible fut celle de la visite de l'ambassadeur d'Angleterre à notre chancelier. Cela n'aurait pas dû arriver ! Cette nuit fut

sinistre. Mais quelle autre politique aurait-on pu faire? dit le chancelier; je ne vois pas de quelle autre façon j'aurais pu diriger notre attelage. » Ce livre du bon pasteur Kötschke, écrit en 1916, se termine en prophétisant, que, à l'instar des pèlerinages nombreux d'admirateurs, qui jadis se rendaient à Friedrichsruh, auprès de Bismarck, notre cinquième chancelier, qui gouvernait en pleine guerre avec tant de bonheur, serait célébré par le peuple allemand. Alors on s'écrierait à Hohenfinow : « Ouvrez grandes les portes ! Ils viennent serrer la main de celui qui fut tellement combattu. »

Quo promissa cadunt et somnia pythagoræ!

CHAPITRE XI

La politique allemande immédiatement avant la Grande Guerre. — L'attitude de Guillaume II à l'égard des possibilités de guerre. — Bethmann, diplomate. — Son entretien avec Goschen, ambassadeur d'Angleterre. — Le secrétaire d'état de Jagow. — Rapport de Beyens, ministre de Belgique. — Stumm, Zimmermann, Diego de Bergen. — La situation diplomatique.

En posant encore une fois la question : « Comment tout cela est-il arrivé ? » que j'adressai à Bethmann dans l'inoubliable entretien dont je viens de parler et dont je rédigeai aussitôt un résumé, je voudrais citer un propos tenu par mon vieil ami Alberto Pansa dans le jardin de la Villa Malta, quelques jours avant la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche et avant mon départ de Rome. Pansa avait été formé à l'école de Visconti-Venosta. Il avait été à la tête de plusieurs légations, dont Belgrade, Bucarest et Pékin, et avait été ambassadeur à Constantinople, Londres et Berlin. Il joignait la conscience au sang-froid ; il n'avait rien d'un pédant ; c'était un esprit positif et cultivé, calme et prudent sans être timoré, et un observateur toujours attentif. Selon le conseil de Thiers, *il ne prenait rien au tragique, tout au sérieux*. En mai 1915 il me dit : « *M. Bethmann et ses collaborateurs ont été beaucoup moins méchants, criminels, sanguinaires, belliqueux, que les ennemis de l'Allemagne ne le disent. Mais vos gouvernants ont été au mois de juillet dernier cent mille fois plus bêtes qu'aucune fantaisie ne peut se le figurer. Sans vouloir la guerre, ils ont par maladresse jeté sur eux-mêmes et sur votre malheureux pays tout l'odieux de cette épouvantable catastrophe.* »

Ces paroles d'un vieux diplomate expérimenté mettent le doigt sur la plaie. Comme Allemand, mais aussi comme Européen connaissant toute espèce d'hommes et de mœurs, j'affirme en toute conscience que le peuple allemand était et est le plus pacifique de tous les peuples. Durant les quarante-trois ans qui séparent le traité de Francfort de la Grande Guerre, toutes les autres nations, les Anglais et les Français, les Russes et les Américains, les Espagnols, les Japonais et les peuples balkaniques ont fait des guerres petites ou grandes ; notre peuple, au contraire, ignorant la soif de conquêtes et les projets aventureux, ne songeait qu'à parfaire par un labeur actif et paisible sa patrie enfin unifiée. Guillaume II n'avait rien de belliqueux, il avait peur de la guerre. Ses notes marginales provocantes ne prouvent rien. Par ses hâbleries insensées il voulait en imposer aux fonctionnaires des Affaires étrangères, de même que par ses harangues menaçantes ou outrecuidantes il voulait produire à l'étranger l'impression d'être un nouveau Frédéric le Grand ou un Napoléon. Nul plus que moi n'a eu l'occasion de discuter la question de la guerre en tête à tête avec lui, parfois en des moments où elle était de toute actualité, comme pendant les crises marocaine et bosniaque. Je peux donc demander qu'on me croie, quand j'affirme que Guillaume II n'a jamais voulu la guerre, ne fût-ce que parce qu'il sentait que ses nerfs ne supporteraient pas une situation vraiment critique. Dès que le danger d'une grande conflagration fut pour ainsi dire tangible, malgré le bâton de maréchal qu'il aimait tant avoir en main, malgré les grands cordons et les décorations dont il raffolait, malgré les pseudo-victoires qu'il remportait sur le terrain de manœuvre et au *Kriegsspiel* grâce à la connivence des arbitres, il comprit qu'il était tout à fait incapable de commander sur le champ de bataille. Il connaissait fort bien la faiblesse de ses nerfs ; il savait qu'il n'était pas un chef d'armée, pas plus que malgré sa passion pour la marine il n'eût été capable de diriger une escadre, ni même un croiseur. Et Bethmann, et Jagow, eux non plus, ne voulaient pas la guerre.

Albert Sorel, l'auteur de cet excellent livre, *l'Europe et la Révolution française*, écrivait à sa mère à l'époque où il faisait des recherches pour son *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande* : « J'ai cherché consciencieusement, j'ai cherché avec passion la cause de nos malheurs de 1870, et je suis arrivé à cette conclusion : Ce qui manquait alors surtout chez nous, ce fut l'habileté. » Ceci s'applique à notre politique en l'été 1914 ; elle prouve combien est vraie cette affirmation de Montaigne *que tous les maux de ce monde viennent de l'ânerie*. Les fautes commises par ceux qui dirigeaient la politique allemande furent graves et nombreuses. La pire fut que la préparation de l'ultimatum et l'action diplomatique pendant la crise causée par cet ultimatum n'eurent pas lieu au grand jour. En cet instant fatal de notre histoire, notre destinée était entre les mains d'un nombre restreint de personnes. Ce fut avant tout Bethmann qui dirigea la politique inaugurée par l'ultimatum. J'ai raconté que lorsqu'il prit ma succession, il me déclara, peut-être avec vanité, peut-être avec sincérité, en tout cas de façon naïve, que jusqu'à présent il était resté étranger à la politique extérieure, mais qu'avec du travail et de la bonne volonté il espérait se mettre au courant. Il oubliait cette vérité si souvent exprimée par Bismarck, que la diplomatie n'est pas un métier qu'on apprend avec l'âge, que c'est moins une science qu'un art. En juillet 1914, Bethmann se croyait un maître dans l'art de la diplomatie : « Qui sait tout, nous apprend la sagesse des brahmanes, doit être proclamé heureux ; qui ne sait rien, on peut le tirer d'affaire ; mais qui sait à moitié, tyrannisera Brahma lui-même. » En réalité, Bethmann était d'esprit trop lourd pour faire brillante carrière ; ni ses antécédents, ni son caractère ne le qualifiaient pour être diplomate.

Tandis que par ses maladresses diplomatiques Bethmann exposait l'Empire au plus grave des dangers, il ne prenait aucune mesure pour le cas où la guerre éclaterait. Je ne cesserai pas de rappeler qu'il ne la voulait pas. Chez lui et ses collaborateurs, point de *dolus*, mais de la *stul-*

titia. Fin juin 1914, Delbrück, secrétaire d'État à l'Intérieur, très surmené, avait pris un congé. Dès le 9 juillet, l'inquiétude qui s'était emparée de lui après l'attentat de Serajévo le fit rentrer à Berlin, et le même soir il se rendit chez Bethmann, qui lui fit connaître comment il concevait la situation. C'était le jour où Jagow avait reçu Szögyényi, ambassadeur d'Autriche, qui venait lui exprimer la reconnaissance du cabinet de Vienne pour l'empressement avec lequel l'empereur d'Allemagne et son chancelier avaient accordé leur appui sans réserve à l'opération projetée contre la Serbie. Jagow accepta ces remerciements en recommandant aux Autrichiens d'agir le plus énergiquement possible. En mettant Delbrück au courant, Bethmann ajouta qu'il « ne connaissait pas » le contenu de l'ultimatum destiné à la Serbie mais que, comme Jagow, il était convaincu qu'au cas de conflit armé avec la Serbie, on réussirait « à localiser » l'incendie. Delbrück lui demanda s'il ne serait pas utile de prendre les mesures prévues depuis des années pour le cas de guerre, et de procéder avant tout à des achats de blé à Rotterdam. Bethmann répliqua qu'il n'était pas admissible que l'Allemagne accomplît le moindre acte qui pût être pris pour des préparatifs de guerre, que d'ailleurs Delbrück ferait bien de voir M. de Jagow. C'est ce que fit Delbrück dès le lendemain, et Jagow, lui aussi, déclara que toute mesure de précaution économique était « complètement superflue ». Les questions du secrétaire d'État à l'Intérieur gênaient évidemment le secrétaire d'État aux Affaires étrangères et le chancelier. Tous deux déclarèrent d'ailleurs à Delbrück que la situation politique ne nécessitait nullement sa présence à Berlin (il me l'a raconté lui-même peu de temps après). Il repartit donc et ne revint à Berlin que le 24 juillet. Dans l'intervalle personne ne s'était occupé des achats de blé à Rotterdam. Le secrétaire d'État au Trésor, Kühn, avait refusé les crédits demandés, en disant : « Mais il n'y aura pas de guerre. » Il fallut que Delbrück revint à la charge à plusieurs reprises pour obtenir les fonds nécessaires ; mais pendant ce temps, le blé avait été acheté

par nos ennemis. Delbrück, à l'encontre de Bethmann, était d'avis que la guerre serait assez longue. Aussi le gaspillage au front et à l'intérieur lui inspira-t-il de graves soucis, dès le début des hostilités. Il demanda la réquisition de tous les vivres et leur rationnement immédiat, mais se heurta à l'opposition de Bethmann. A Berlin, on avait autorisé l'ultimatum déraisonnable et tout au moins extrêmement risqué de l'Autriche, sans se préparer à la guerre. Au contraire, dès janvier 1914, l'administration municipale de Paris avait décidé, avec des subventions de toutes les autorités militaires, d'augmenter les réserves de farine de façon que la ville ne souffrit pas d'une interruption des communications due à la mobilisation. Le général Michel, gouverneur militaire de Paris, déclara lors de ces délibérations : « Le temps presse, c'est une année particulière ; nous ne savons pas ce qu'elle nous apportera ; nous ne savons pas si en mars ou en avril on ne mobilisera pas. »

Tandis que Bethmann et Jagow, qui n'étaient pas des risque-tout, mais au fond des hommes craintifs, menaient leur politique imprudente avec l'insouciance d'enfants qui cherchent des champignons dans les bois, les Français ne se faisaient aucune illusion sur la gravité de la situation générale en Europe. Il ressort des publications officielles d'après guerre que le 20 février 1914 Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, disait à Beyens, ministre de Belgique : « La majorité des Français et des Allemands désire vivre en paix, mais dans les deux pays il y a une minorité qui ne rêve que de batailles, de conquêtes et de revanche. C'est là le danger, auprès duquel il faut vivre comme à côté d'un tonneau de poudre, dont une imprudence peut causer l'explosion. » Le 10 mars, M. Guillaume, ministre de Belgique à Paris, relatait à son gouvernement que ce n'était un secret pour personne, que la chute du cabinet chauvin de Barthou avait été désagréable au président Poincaré ; que ce dernier considérait cette chute comme un échec de la politique personnelle, militariste et nationaliste qu'il poursuivait systématiquement depuis le jour

où il était devenu président du Conseil ; que d'accord avec Delcassé, Millerand et quelques autres, Poincaré ne cessait de prêcher le relèvement militaire et politique de la France et s'efforçait en même temps d'éveiller la méfiance du gouvernement russe envers l'Allemagne et de le gagner peu à peu à l'idée d'une guerre commune contre nous.

La tension de la situation internationale nous imposait bien entendu d'être aussi prudents que possible, et la politique de Berlin demandait à être dirigée de façon avisée et réfléchie. Aucun pays n'avait plus d'intérêt à la paix que le nôtre. Le baron Beyens, qui pas plus que la majorité de ses compatriotes ne souhaitait une guerre, à plus forte raison une guerre générale, mais qui la craignait certainement, envoya le 12 juin 1914 un assez long rapport à son gouvernement au sujet de la chute du ministère Barthou et du vote du service militaire de trois ans. Il présentait d'abord quelques observations sévères à l'adresse de MM. Poincaré et Barthou qui, « mal informés », avaient fait voter de façon précipitée la loi sur le service de trois ans et augmenté ainsi l'inquiétude universelle et les risques de conflagration déjà accumulés partout. Puis il continuait : « La majorité du peuple français ne veut certainement pas la guerre, et l'Allemagne n'a pas besoin de la voir éclater. D'ici peu d'années l'équilibre des forces entre les deux voisins ne sera plus possible. L'Allemagne n'a qu'à patienter, à augmenter en paix sa force économique et financière, à attendre le résultat de son excédent de naissances, pour dominer sans contredit et sans lutte dans l'Europe centrale. » Cette opinion parfaitement exacte était celle qui m'avait guidé tant que j'avais été au pouvoir. Nous avions intérêt à maintenir la paix. Dans une guerre, surtout dans une guerre générale, nous avions beaucoup plus à perdre qu'à gagner. La conclusion de ce rapport du baron Beyens était encore une fois un blâme pour Poincaré et Barthou, qui auraient mieux fait de se demander avec plus de sang-froid s'il n'existait pas un moyen meilleur de maintenir la paix entre la France et l'Allemagne que cette course aux armements et cette aug-

mentation des effectifs, fardeau que la France était moins capable de supporter que l'Allemagne. Notre pauvre patrie mal dirigée ressemblait au beau navire qui, après une traversée longue et agitée, donne sur un écueil et sombre au moment d'entrer au port.

L'insouciance avec laquelle Guillaume II, tenu en lisière par les dirigeants de Vienne, trébucha dans la guerre, égalait celle de son chancelier et de son secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Le soir du jour fatal où il accorda plein pouvoir à l'empereur d'Autriche pour ses projets aventureux contre la Serbie, notre souverain mit le ministre de la Guerre, de Falkenhayn, au courant de la démarche de l'Autriche et lui demanda si l'armée était prête à toute éventualité. Falkenhayn fit claquer ses talons, porta la main au casque et répondit par un énergique : « Parfaitement, Majesté. » Naturellement il demanda aussitôt s'il fallait procéder à des préparatifs quelconques. L'Empereur s'y opposa absolument et souhaita un bon été à son ministre. Le lendemain, au moment de partir pour Kiel et sa croisière dans le Nord, il reçut les représentants de l'État-Major de la guerre et de la marine et leur apprit que l'Autriche allait demander des comptes à la Serbie pour le meurtre de Serajévo ; mais qu'il n'y avait pas lieu de craindre un conflit grave ; qu'il était donc inutile de se livrer à des préparatifs militaires ou navals. Je viens de comparer Guillaume II, Bethmann et Jagow à des enfants en train de chercher innocemment des champignons dans les bois ; plus exacte encore serait la comparaison avec des gamins déraisonnables qui jouent avec un obus sans savoir qu'il est chargé, et que, si on le manie maladroitement, il éclatera.

Si Bethmann avait l'excuse de ne rien entendre à la diplomatie et à la politique extérieure, Jagow ne pouvait pas invoquer ces circonstances atténuantes. Il appartenait au service diplomatique depuis vingt ans ; et au lieu d'empêcher le chancelier de commettre des fautes énormes, il encourageait toutes ses sottises dans sa sympathie aveugle pour « l'aristocratique » Autriche. Cinq jours avant

la remise de l'ultimatum, le 18 juillet 1914, il avait écrit à notre ambassadeur à Londres, pour l'informer de l'action projetée contre la Serbie. L'Autriche, disait-il, tenait à avoir une explication définitive avec son petit voisin ; nous ne voulions, ni ne pouvions la retenir, mais il fallait tâcher de localiser le conflit entre elle et la Serbie. Plus l'Autriche aurait une attitude décidée et pourrait compter sur notre appui énergique, plus la Russie resterait tranquille. Il y aurait un peu de remue-ménage à Saint-Pétersbourg, mais, au fond, la Russie n'était pas prête à la guerre et la France et l'Angleterre ne la voulaient pas actuellement. Jagow répétait ensuite les raisons spécieuses en faveur d'une guerre prophylactique, connues depuis des dizaines d'années et répétées sans cesse malgré Bismarck. Dans quelques années la Russie serait plus prête que maintenant, d'ici là les peuples germaniques s'affaibliraient, et les Slaves deviendraient de plus en plus germanophobes. Malgré cela il déclarait : « Je ne veux pas de guerre préventive ; mais si la bataille nous est offerte, nous n'aurons pas le droit de reculer. J'espère et continue à croire que la guerre pourra être localisée. » Pour conclure, il invitait Lichnowsky à s'employer afin que l'opinion publique anglaise ne prit pas fait et cause pour les Serbes. Il faudrait faire son possible en ce sens, bien qu'il y eût loin des sympathies ou antipathies des peuples au déchaînement d'un incendie général. Si sir Edward Grey était logique et loyal, il aiderait le gouvernement impérial à localiser ce conflit. Le même jour, 18 juillet, le même Jagow parla dans les mêmes termes au chargé d'affaires de Bavière, Schoen, neveu de l'ambassadeur, qui lui communiquait au nom de son gouvernement, que M. de Boutlatzeff, ministre de Russie à Munich, avait fait dire textuellement, *à titre d'ami*, au comte Hertling, par un homme de confiance : « *La Russie ne permettra jamais que la petite Serbie soit mangée par l'Autriche.* » Le ministre de Bavière relata à Munich que le secrétaire d'État avait souri de cet avertissement. Mais quand le « remue-ménage » à Saint-Pétersbourg se changea en grondement de canon,

le petit Jagow cessa de sourire. Comme son chef, il perdit complètement la tête. Le 2 août, il dit au député Heckscher, qui me le raconta : « Vous ne pouvez vous imaginer combien le cœur me manque. »

A côté de Bethmann et Jagow, Zimmermann, Stumm et Bergen jouaient un rôle plutôt secondaire. Stumm avait le plus d'influence, parce qu'au conseil des ministres il était le seul à connaître Londres et Saint-Petersbourg *de visu*. Le prince de Carolath me raconta que pendant la guerre, durant une séance secrète de la commission du budget du Reichstag, un socialiste demanda aux représentants du gouvernement s'il était exact que le conseiller d'ambassade de Stumm eût déclaré fin juillet à l'Union-Club à Berlin : « D'ici demain matin j'aurai réduit les Russes à quia. » Les représentants du gouvernement gardèrent le silence. Stumm méconnut la gravité de la situation, non par sottise et maladresse comme Bethmann, mais par orgueil.

Pour le conseiller Zimmermann le cas était différent ; c'était un brave homme, qui eût rendu d'excellents services s'il était resté dans l'administration consulaire ou s'il eût été simple chef de bureau aux Affaires étrangères. Il eût été encore mieux à sa place comme procureur général ou comme *Oberpraesident* en Prusse Orientale, sa patrie ; il y eût été honoré et estimé. A son entrée à l'hôtel « du Tilleul » ou de l'« Aigle de Prusse », à l'heure de l'apéritif, on aurait crié de toute part : « Monsieur le Président ! Monsieur le Procureur général, je lève mon verre à votre santé ! » Mais il ne comprenait pas grand'chose à la politique européenne, il ne connaissait pas du tout les personnalités dirigeantes de Londres et de Saint-Petersbourg et, de plus, il se donnait volontiers des airs. Très consciencieux, ce que n'étaient ni Jagow ni même Bethmann, loyal et ennemi de toute intrigue, il a cependant et avec des allures d'intrépide contribué à l'aggravation de la crise.

De Bergen, chef du bureau des affaires de la Triplice, fils d'un Poméranien qui avait représenté l'Allemagne

auprès d'une république de l'Amérique Centrale et avait épousé là-bas une Guatémaliennne, n'exprima pas une opinion personnelle durant toute la crise. En 1914, occupant une situation importante, il n'a rien empêché ni voulu empêcher, de peur d'offenser qui que ce fût. Pendant la Grande Guerre, il a réussi effectivement à se faire bien voir, non seulement de ses chefs, mais encore, ce qui importait bien plus, du député Erzberger. Ce dernier, devenu de plus en plus puissant au cours de la guerre, allait presque chaque jour aux Affaires étrangères et demandait à lire les notes reçues et envoyées. Mais comme il était indiscret, souvent tout à fait dépourvu de retenue, et qu'il tenait le nonce à Munich au courant de tout ce qu'il apprenait, le faible Bethmann lui-même ne voulait pas lui révéler tous les *arcana imperii*; le conseiller de Bergen était donc chargé de le recevoir, de lui montrer le moins de documents possible, mais d'écouter patiemment ses bavardages politiques pendant une ou deux heures. Bergen se servit de cette relation pour se faire nommer ministre auprès du Vatican, grâce à son protecteur, brave homme au fond, malgré tous ses défauts.

Tel était le petit groupe des hommes qui entraînèrent notre pays et notre peuple dans la Grande Guerre. Le plus grand défaut de ces conducteurs aveugles de notre destinée fut de ne demander conseil à personne, de ne mettre personne au courant de leurs intentions et de leurs maladroits coups d'échecs. Si après Serajévo Bethmann et ses collaborateurs avaient fait appel à Mühlberg, ministre auprès du Vatican et ancien sous-secrétaire d'État; à Bernstorff, ambassadeur aux États-Unis; au comte de Brockdorff-Rantzau, à Rosen, à Mumm ou à Metternich, si entendu dans tout ce qui avait rapport à l'Angleterre et qui en jugeait la politique avec calme et sang-froid, il est hors de doute que tous ces messieurs auraient arrêté Bethmann et consorts et leur auraient prêché la raison. Depuis ma retraite, c'est-à-dire depuis cinq ans, j'étais complètement éliminé de la politique et j'ignorais tout des projets du chancelier; mais si on m'avait demandé mon avis,

j'aurais tout d'abord voulu savoir si Berlin désirait une guerre préventive. Si la réponse avait été affirmative, j'aurais rappelé la note que le 16 février 1887 le secrétaire d'état, comte de Bismarck, adressa sur l'ordre du chancelier au prince Henri VII de Reuss, notre ambassadeur à Vienne, et où il est dit : « Monsieur le chancelier a lu avec intérêt le rapport de Votre Excellence, n° 94 du 4 de ce mois, et trouve parfaitement correct que vous ayez déclaré à votre collègue de Russie que jamais nous ne nous déterminerions à une guerre, pour la raison que cette guerre paraîtrait devoir éclater de toute façon un jour ou l'autre. Car nul ne peut prévoir les desseins de la Providence au point d'être absolument certain des événements à venir. Toute espèce d'incidents incalculables peuvent se produire au cours des années et empêcher une guerre d'éclater. » De même dans un rapport à Guillaume I^{er}, souvent cité, le prince de Bismarck a repoussé catégoriquement et par principe toute guerre préventive : « Aujourd'hui, comme en 1867, dans la question du Luxembourg, je ne conseillerai jamais à Votre Majesté de faire immédiatement la guerre, simplement parce qu'il est probable que l'adversaire la déclarera plus tard, quand il sera mieux armé. On ne peut jamais prévoir avec une certitude suffisante les desseins de la Providence. » J'aurais rappelé l'énergie avec laquelle Bismarck réprimanda mon vieux camarade de régiment le commandant de Deines, attaché militaire à Vienne, qu'il soupçonnait de pousser les Autrichiens à assaillir la Russie. Quand Bismarck fut pris du même soupçon à l'égard du comte de Waldersee, chef de l'État-Major général, il écrivit au comte d'Albedyll, chef du cabinet militaire, que la tâche de la politique allemande était d'empêcher toute guerre, et si ce n'était pas possible, de la retarder ; que lui, prince de Bismarck, se refusait à collaborer à une autre politique. J'aurais répété avant tout que le même Bismarck avait déclaré fréquemment que de toutes les éventualités, la plus désavantageuse pour nous serait un conflit entre l'Autriche et la Russie. Supposons que Bethmann et ses collaborateurs

m'eussent répondu qu'ils ne songeaient même pas à une guerre prophylactique, qu'ils croyaient à la « localisation » d'une guerre austro-serbe, je leur aurais naturellement fait observer que c'était là une illusion dangereuse, qui ne pouvait provenir que de l'ignorance de la situation en Russie, en France, en Angleterre et dans le monde entier. Jamais la Russie ne permettrait à l'Autriche d'organiser une exécution contre la Serbie. Si on n'opérait pas avec la diplomatie la plus prudente, l'antagonisme créé ainsi entre l'Autriche d'une part, la Russie et la Serbie d'autre part, pourrait avoir comme conséquence une crise grave, qui conduirait à son tour à des armements, c'est-à-dire créerait une menace de guerre imminente. La France se mettrait immédiatement du côté des Russes. Depuis un quart de siècle il était hors de doute, qu'en cas de collision franco-allemande, les Russes hésiteraient peut-être quelque temps avant de marcher contre nous, mais que, en cas de conflit germano-russe, les fusils français partiraient d'eux-mêmes. Et, aurais-je ajouté, si nous étions en guerre avec la France et la Russie, il serait plus que probable que la Grande-Bretagne profiterait d'une occasion aussi favorable, pour étrangler sans risques trop grands son plus dangereux rival en fait de commerce, de navigation et d'industrie, surtout si ce rival était en même temps l'État continental le plus puissant, donc son adversaire, selon la vieille tradition anglaise. J'aurais demandé si nous étions sûrs des Roumains et des Italiens. Je répète que ce langage de ma part n'eût été une preuve ni de sens politique extraordinaire, ni d'expérience diplomatique particulière, et je suis convaincu que Metternich, Mühlberg, Brockdorff-Rantzau, Mumm, Rosen et n'importe quel diplomate allemand normal eussent fait les mêmes déclarations en juillet 1914.

CHAPITRE XII

Velléités de démission de Bethmann-Hollweg. — Héroïsme du peuple allemand. — Bethmann déclare la guerre à la Russie ; ses motifs. — Maladresse diplomatique à l'égard de l'Italie. — La Roumanie. — Ma conversation avec le prince de Wedel au sujet de la situation militaire. — Les coups de téléphone entre Lichnowsky et Grey. — La chute de Liège. — Le général Ludendorff. — Les premières nouvelles de la bataille de la Marne. — L'invasion de la Belgique. — Le discours de Bethmann du 4 août sur la Belgique. — Le chiffon de papier.

L'histoire nous apprend que souvent la Providence offre aux hommes d'État et aux peuples qui courent à leur perte une dernière chance d'échapper à la catastrophe. Vers 1885, le prince de Bismarck m'exposa un jour que, si Émile Ollivier et le duc de Gramont avaient intelligemment et habilement tiré parti de la renonciation de Léopold de Hohenzollern, ils auraient évité la guerre et remporté en même temps un important succès politique. Après avoir reçu la dépêche du prince Charles-Antoine de Hohenzollern, dans laquelle ce dernier déclarait renoncer au trône d'Espagne pour son fils, Ollivier, me dit Bismarck, aurait dû se rendre immédiatement au corps législatif et y déclarer à peu près ceci : « *Il y a peu de temps la candidature d'un prince prussien au trône de Charles-Quint avait surgi. La France a élevé sa voix, la France a été obéie. Les bons rapports entre la France et sa noble sœur, l'Espagne, n'ont jamais été troublés. Quant à ceux dont les ambitions et l'intrigue ont mis en danger la paix européenne, nous espérons, et l'Europe espère avec nous, qu'ils ne recommenceront pas.* » Après avoir esquissé ainsi l'allocution

qu'Émile Ollivier eût pu prononcer, s'il n'avait pas été Émile Ollivier, c'est-à-dire un maladroit, Bismarck continua : « Qu'aurais-je répliqué? J'aurais été en fâcheuse posture; ni à l'intérieur, ni à l'extérieur, ma situation n'était aussi solide qu'elle le devint plus tard. Mon vieux souverain n'aimait ni la guerre, ni les aventures, pas plus que le prince héritier; la reine Augusta et la princesse Frédéric m'étaient hostiles. Tous mes adversaires de l'intérieur, les démocrates de toute l'Allemagne, les progressistes du Nord, les ultramontains du Sud auraient fulminé contre le trouble-paix, et j'aurais été obligé de démissionner. »

Le 25 juillet 1914 il nous était encore possible d'éviter la guerre. Il nous suffisait de déclarer à Vienne qu'en aucun cas nous n'autorisions la rupture des relations entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, avant d'avoir examiné nous-mêmes avec attention la réponse de la Serbie; que si l'Autriche procédait sans notre autorisation à des opérations militaires contre la Serbie, ce serait *à ses propres risques et périls*, que nous ne viendrions pas à son secours, que nous l'abandonnerions à son destin. Après examen de la réponse serbe, il nous fallait déclarer que nous constations avec satisfaction que, grâce aux sages conseils des grandes puissances, le gouvernement serbe avait souscrit à presque toutes les propositions de l'Autriche. Nous aurions proposé en même temps de soumettre les points encore en litige au tribunal d'arbitrage de La Haye. Il y avait ainsi neuf chances contre une d'éviter la guerre et le malheureux Guillaume II l'a mieux vu que Bethmann et consorts.

Pour pouvoir achever en toute tranquillité son chef-d'œuvre diplomatique, Bethmann avait conseillé à son souverain de ne renoncer en aucune manière à sa croisière habituelle dans le Nord. Quand la crise devint de plus en plus aiguë, Bethmann pria instamment l'Empereur de ne pas rappeler la flotte allemande qui était dans les eaux norvégiennes, et de ne pas revenir lui-même en Allemagne. Quand dans le Nord lointain, à Odde sur l'Utnefiord,

Guillaume II reçut communication de la réponse serbe, il écrivit en marge qu'il ne comprenait pas ce que les Autrichiens voulaient de plus, qu'ils avaient obtenu un beau succès diplomatique. En même temps, et sur l'ordre de l'Empereur, de Plessen, l'aide de camp général, télégraphia à Moltke, chef de l'État-Major général, que tout motif de guerre entre l'Autriche et la Serbie avait disparu, la Serbie ayant souscrit à presque toutes les demandes de l'Autriche. Les anciens disaient que la Fortune avait une belle boucle sur le front, mais la nuque complètement rasée, et que quinconque ne saisissait pas vite sa boucle ne pouvait plus retenir cette déesse. Bethmann et Jagow ne surent pas attraper la boucle ; ils laissèrent toute liberté aux Autrichiens. Complètement indolents et apathiques, ils virent le ministre d'Autriche-Hongrie quitter Belgrade aussitôt après avoir reçu la réponse serbe et sans l'examiner, et rompre ainsi les relations avec la Serbie. Ils laissèrent l'Autriche ordonner le même soir la mobilisation partielle contre la Serbie. Pour faire plaisir à l'Autriche, pour ménager son prestige et ne pas blesser l'orgueil de Sa Majesté apostolique, ils repoussèrent obstinément toutes les propositions de conférence de l'Angleterre, ce qui leur valut, et à nous, de paraître hostiles à tout règlement pacifique. Un homme d'État habile aurait-il laissé échapper toutes les possibilités de prévenir la catastrophe imminente ? Je réponds : Non ! Le gouvernement de 1914 s'est laissé entraîner par le courant, sans donner le moindre coup de barre pour échapper au dernier moment à la cataracte prochaine... et le fier vaisseau de l'Empire allemand sombra !

Quand, le 27 juillet, l'Empereur revint enfin d'Odde à Berlin, son chancelier l'attendait à la gare, très humble et le visage défait. Guillaume II lui posa, mais bien plus sèchement, la même question que, d'un ton poli, j'adressai quelques jours plus tard à mon successeur : « Comment tout cela est-il arrivé ? » La mauvaise humeur et l'irritation de l'Empereur étaient explicables, car jusqu'au bout Bethmann lui avait affirmé que la paix n'était pas mena-

cée, qu'il n'avait pas cessé de rester en contact avec l'Angleterre et que l'entente avec elle était complète. Le comte Auguste Eulenburg, qui fut témoin de cette explication entre l'Empereur et le chancelier, m'a conté que Bethmann, complètement accablé, déclara à Guillaume II qu'il s'était trompé complètement, et qu'il lui offrait sa démission. Sa Majesté répondit : « Vous m'avez préparé ce plat-là, vous le mangerez. »

Autant, en cet été 1914, la direction de notre diplomatie fut pitoyable, autant l'attitude de notre peuple fut digne d'admiration. La tête haute, sans sourciller, sans hésiter, le pays tout entier fit face à un monde d'ennemis. La mobilisation ne dura que cinq jours ; elle se passa sans le moindre accroc ; puis ce furent les transports de troupes vers l'Est et l'Ouest sans un à-coup ; on n'eut pas une seule fois à demander des instructions à l'État-Major général à Berlin. Exactement comme prévu, deux semaines après l'ordre de mobilisation, les armées avaient atteint les positions assignées pour l'entrée en campagne. Tout avait parfaitement « collé », comme disent les militaires. D'ailleurs, dans cette épreuve, toute notre organisation, tous les rouages de notre administration avaient fonctionné merveilleusement.

Seule fut faible la direction stratégique, comme avait été faible l'action diplomatique. Comme Bethmann, Moltke fut inférieur à sa tâche. Et l'Empereur, lui aussi, qui n'avait pas su mettre les hommes nécessaires aux postes les plus importants. Il y a plus de deux mille ans, un philosophe grec enseignait déjà qu'une armée de cerfs commandée par un lion était supérieure à une armée de lions commandée par un cerf.

Jamais je n'oublierai l'aspect de la jeunesse héroïque de 1914, l'enthousiasme et l'orgueil avec lesquels elle marchait à l'ennemi et à sa destinée. De toute part les volontaires, chantant et pleins d'allégresse, affluaient vers les drapeaux. A ma dernière heure encore retentiront à mes oreilles les rythmes de ce *Ver sacrum*, de ce printemps sacré de la nation allemande, ces

chants du départ entonnés pour braver un monde d'ennemis.

Gloria Victoria !

Avec le cœur, avec la main pour la patrie !

Les oiseaux dans les bois chantaient si bien, si bien ;

Au pays, au pays nous nous reverrons !

Dans Thucydide, qui comme nul autre a le don de graver des images éternelles dans la mémoire des hommes, se trouve une merveilleuse description du départ de l'expédition envoyée par les Athéniens contre Syracuse. Hommes et femmes assis sur les degrés du Parthénon, sur les pentes de l'Hymette et du Pentélique, contemplent la flotte en partance avec fierté, avec mélancolie, avec l'espoir joyeux de la victoire. Ainsi toute l'Allemagne contemplait cette armée de 1914, dont notre ennemi le plus acharné, le maréchal Foch, a dit qu'elle était la meilleure armée que le monde ait jamais vue, cette armée qui pendant quatre ans devait mériter une gloire impérissable par son courage dans l'attaque et sa ténacité dans la résistance. Qui a vécu ces journées d'août 1914, n'a pu que s'incliner respectueusement devant la grandeur, le courage impétueux, la virilité, la pureté d'âme, l'idéalisme de notre peuple, et devant son armée, nation en armes, incarnation des vertus allemandes. Et pourtant tout observateur bien informé devait se demander avec inquiétude si même une armée comme la nôtre suffirait à annuler les fautes commises par l'homme d'État qui dirigeait le pays.

En 1870 et même en 1866, le prince de Bismarck avait trouvé le moyen de laisser à son adversaire la responsabilité de la déclaration de guerre. Or, comme c'est l'apparence qui gouverne le monde et que, les Grecs le disaient déjà, l'apparence importe plus que la réalité, Bismarck mit ainsi les impendérables dans son jeu. Bethmann-Hollweg fut assez maladroît pour nous laisser tout l'odieux de l'agression. On peut admettre dans une certaine mesure que, du moment où nous serions en guerre avec la

Russie, nous devons assaillir la France le plus tôt possible, mais il est inconcevable que nous ayons pris l'initiative de déclarer la guerre à la Russie. A cause de cette déclaration de guerre, le monde a pu dire que nous étions coupables d'avoir allumé l'incendie, appréciation injuste, mais difficilement réfutable. Moltke m'a assuré à plusieurs reprises que la déclaration de guerre à la Russie avait été prématurée, qu'il ne l'avait pas désirée et qu'il eût préféré que nous l'eussions retardée le plus possible. De même Tirpitz ne tenait pas du tout à « en découdre » ; il se trouvait d'ailleurs à Tarasp pendant la deuxième quinzaine de juillet. M. de Lœbell, le ministre prussien de l'Intérieur, y faisait une cure au même moment et m'a décrit la frayeur de Tirpitz, quand les dépêches affichées au Kursaal lui apprirent que l'ultimatum autrichien, considéré comme inoffensif par l'Empereur et les Affaires étrangères, déchaînait une crise si grave. Tirpitz et lui demandèrent immédiatement à Berlin, s'ils ne devaient pas rentrer. Bethmann les pria instamment de ne pas bouger, parce que leur retour pourrait « faire sensation ». Cependant, et malgré Bethmann, tous deux rentrèrent, car ils jugeaient que leur devoir ne leur permettait pas de rester à l'étranger, quand la situation était aussi menaçante.

Pourquoi déclarâmes-nous la guerre à la Russie, dès le 1^{er} août, et de façon aussi précipitée ? La raison de cette faute diplomatique, comme de bien d'autres, fut la situation intérieure ou, pour mieux dire, les craintes qu'elle inspirait au chancelier. Ballin m'a décrit de façon très vivante la scène qui se passa ce jour-là et sous ses yeux au palais de la chancellerie. Quand il entra dans le salon du rez-de-chaussée où furent prises ces décisions terribles, il aperçut le chancelier, le chancelier de guerre, comme on commençait déjà à l'appeler, qui arpentait la pièce à grands pas. Devant lui, à une table couverte d'in-folio, le conseiller Kriege était assis ; c'était un fonctionnaire laborieux et consciencieux, un juriste consommé, mais son intelligence politique n'était pas à la hauteur de sa

science du droit. De temps en temps Bethmann, très agité, lui demandait : « La déclaration de guerre à la Russie n'est-elle pas prête? Il faut que j'aie ma déclaration de guerre tout de suite. » Le visage décomposé, Kriege cherchait un modèle dans les manuels de science politique les meilleurs, du *De jure belli ac pacis* de Grotius jusqu'aux ouvrages de Blüntschi, Hefster et Martins. Ballin se permit de demander : « Pourquoi, Excellence, cette hâte de déclarer la guerre à la Russie? » Bethmann repartit : « Sans cela les socialistes ne marcheront pas. » Ballin et moi, nous trouvâmes la même explication psychologique de cette réponse. Le chancelier avait compris dans quelle situation effroyable il s'était mis et avait mis l'Empire. Il avait peur des responsabilités. Instinctivement il voulait avant tout désarmer les éléments d'extrême gauche, qu'il craignait le plus. Il pensait y parvenir en donnant une allure antitsariste à cette guerre, qu'il n'avait pas réussi à empêcher, et jusqu'à sa chute il s'est tenu à cette tactique.

Quand, le 3 août 1914, vint notre déclaration de guerre à la France, on la motiva par de grossières contre-vérités. Il ne fut pas difficile aux Français de prouver qu'aucun aviateur français n'avait lancé de bombes sur la voie ferrée entre Nuremberg et Ingolstadt. Pour hâter la rupture avec la France, que la déclaration de guerre à la Russie rendait nécessaire au point de vue militaire, on demanda à la France de nous donner en gage Belfort, Toul et Verdun, exigence que la propagande de l'Entente publia naturellement avec indignation comme preuve de notre volonté de conquête et de nos appétits insatiables. L'ambassadeur de Schoen ne put d'ailleurs exécuter les instructions qui lui furent données sur ce point par dépêche, mais le télégramme envoyé par Berlin tomba entre les mains des Français. Il est triste d'être obligé de constater qu'au moment où le cataclysme se déclancha, non seulement notre administration centrale, Bethmann-Hollweg et Jagow, de Stumm et de Bergen, mais également nos ambassades furent, et de façon lamentable, au-dessous de leur tâche.

Parmi nos fautes de juillet 1914 il nous faut aussi relever notre jeu de cache-cache vis-à-vis de l'Italie. Bethmann et Jagow craignaient que l'Italie ne gardât pas le secret de l'ultimatum à Saint-Petersbourg, que quelque chose de la grande action projetée contre la Serbie pût transpirer là-bas et y provoquer des protestations diplomatiques. Soit dit en passant, c'eût été un *godsend*, une chance inespérée, si la manœuvre insensée inaugurée par l'ultimatum à la Serbie eût été ainsi étouffée dans l'œuf. Durant la semaine qui précéda cet ultimatum, Bollati, l'ambassadeur d'Italie, ne cessa de demander au nom de son gouvernement si, comme le bruit en courait à Bucarest, à Constantinople et ailleurs, l'Autriche tramait quelque chose contre la Serbie, et, pour berner l'Italie, Jagow lui répondait chaque jour qu'il n'en était pas question, que ni à Berlin, ni à Vienne, on n'avait d'intentions pareilles. Il tombait sous le sens qu'en cas d'une conflagration générale, qui ne pouvait que trop aisément résulter de l'ultimatum, les puissances centrales, si elles désiraient avoir l'Italie avec elles, devaient s'assurer à temps sa coopération. C'était impossible sans concessions de la part de l'Autriche, concessions indispensables pour empêcher l'Italie de passer dans le camp adverse. Comme elles ne furent pas faites, l'Italie se trouva au moment décisif dans la situation suivante : des opérations commencées par l'Autriche, sans entente préalable avec l'Italie, violaient l'esprit et la lettre du traité de la Triple-Alliance. De plus, jusqu'au dernier moment, nous avons laissé l'Italie dans l'ignorance la plus complète. Enfin c'est nous qui déclarions la guerre à la Russie et à la France et fournissions à l'Italie le prétexte commode pour se dégager du *nexus fœderis*. Tous les traités conclus par Bismarck étaient défensifs. Il paraissait inconcevable à Bismarck qu'un chancelier d'un pays saturé comme l'Allemagne, et dont l'intérêt majeur était de maintenir la paix, pût être assez sot pour déclarer la guerre soit à la France, soit à la Russie.

Le 31 juillet, le Conseil des ministres d'Italie décida de

rester neutre. Giolitti, l'ami le plus influent et le plus sûr que nous eussions en Italie, déclara spontanément à Salandra, président du Conseil, et à son ami personnel San Giuliano, ministre des Affaires étrangères, qu'après avoir étudié la situation, et après les agissements extravagants de l'Autriche à l'égard de la Serbie, agissements tolérés, hélas, par l'Allemagne, la neutralité était la seule attitude possible pour l'Italie. On pouvait prévoir que les lettres et les dépêches de l'Empereur au roi Victor-Emmanuel, qu'il avait si souvent brusqué, ne changeraient rien. La déclaration de neutralité de l'Italie offrit à la France l'énorme avantage de pouvoir retirer toutes ses troupes de la frontière italienne pour les jeter contre nous. Cela modifia la situation et prépara la bataille de la Marne. Or, tous les critiques militaires sont d'accord pour affirmer que la bataille de la Marne a décidé du sort de la guerre. Telle est la terrible expiation des fautes politiques ; car il est hors de doute, qu'en fin de compte, ce n'est pas l'armée, mais la politique qui gagne les guerres. Ce ne sont pas les chefs de nos armées, mais avant tout Bethmann et Jagow qui sont responsables de notre défaite.

En Roumanie se passa à peu près la même chose. Le roi Charles, qui pendant tout son règne avait considéré comme le premier de ses devoirs de se ranger en cas de conflagration générale du côté de l'Allemagne et de l'Autriche, fut mis dans l'impossibilité de le faire. Tout arriva comme Carp me l'avait prédit au printemps précédent. Sans avoir été prévenu à temps, ni informé au moyen d'arguments raisonnables, le vieux, sage et digne roi Charles fut brusquement mis en demeure de se joindre à nous dans une guerre peut-être mondiale, rendue possible par la légèreté de la diplomatie autrichienne et la faiblesse de la nôtre. Le dilemme était pour lui le suivant : ou bien il lui faudrait, après un règne de près d'un demi-siècle, déposer sa couronne et tourner le dos à sa patrie d'adoption, ou bien il devrait, lui, Hohenzollern et officier prussien, trahir son pays natal. C'est de ce douloureux conflit moral qu'il mourut, deux mois plus tard, comme la

reine Élisabeth, sa femme, le dit au prince de Wedel envoyé de Berlin à ses obsèques.

Tandis que nos armées marchaient sur Paris, j'éprouvais encore une fois, à soixante-cinq ans, tous les sentiments qui m'avaient agité, lorsqu'un demi-siècle plus tôt, tout jeune homme, j'avais couru aux armes. J'enviais le bonheur de ceux qui sans craintes, ni soucis politiques, étaient dans le rang et j'aurais été heureux de pouvoir faire campagne. Tous les matins je me rencontrais avec mon vieil ami, le prince de Wedel, qui partageait mes sentiments. Il avait été pendant plus de cinquante ans dans l'armée ; à son expérience de soldat il joignait le coup d'œil du chef ; il était convaincu que nos troupes seraient dignes de leur vieille réputation, qu'elles feraient tout ce qui était humainement possible ; mais les armées de l'Entente avaient, disait-il, une grande supériorité numérique. Avant le départ du grand quartier général, Wedel avait eu une longue conversation avec Moltke. L'État-Major général estimait qu'aux trois millions d'hommes des puissances centrales s'opposaient près de cinq millions et demi de Français, de Russes, d'Anglais, de Belges et de Serbes. Wedel déplorait que l'Allemagne, en présence de l'aggravation indiscutable de la situation politique en ces dernières années, n'eût pas mieux tiré parti de ses ressources au point de vue militaire. La France, avec vingt-six millions d'habitants de moins, lui opposait, grâce au service militaire de trois ans, une armée presque égale. L'État-Major avait désiré une augmentation plus forte que celle que lui accorda la loi militaire de 1913. Mais Moltke, Wedel le déplorait, n'avait pas été assez énergique pour triompher sur ce point de diverses résistances. Les Finances lui avaient opposé des objections mesquines, inadmissibles dans une question vitale de cette espèce. Bethmann n'était pas un chancelier à vastes conceptions, sachant imposer ses décisions. Notre alliée avait encore été plus négligente. Avec le désordre régnant dans la monarchie des Habsbourg, avec la faiblesse croissante des gouvernements, les armements et l'augmentation de l'ar-

mée de cette Autriche pour laquelle nous tirions l'épée étaient restés bien au-dessous de ses possibilités. Dès août 1914, Wedel montrait que l'Entente, maîtresse des mers, s'approvisionnerait plus facilement que l'Allemagne, obligée par la densité de sa population à de fortes importations de denrées alimentaires. Pour augmenter et renforcer ses armées et son matériel de guerre, l'Entente disposait de plus de ressources que l'Europe centrale. Wedel, et je partageais son opinion, ne croyait pas comme Bethmann que « l'orage serait de courte durée » ; nous nous demandions tous deux si notre vie économique, organisée pour l'importation en grand, résisterait à une longue guerre. J'exprimai la crainte que la maladresse et la faiblesse de notre direction politique ne permissent à l'Italie, à la Roumanie et même aux États-Unis de se joindre à nos adversaires. Wedel regrettait aussi qu'il n'y eût plus entre la diplomatie et l'État-Major général le contact étroit que j'avais eu auparavant avec Schlieffen, puis avec Moltke. Les rapports entre Bethmann-Hollweg et Moltke, me dit-il, étaient plus que froids : tous deux étaient susceptibles et se tenaient trop à distance l'un de l'autre.

Durant ses entretiens avec le chef de l'État-Major général, Wedel avait constaté avec inquiétude que la santé de Moltke était loin d'être bonne. Moltke lui avait raconté qu'il avait eu une grave syncope à la suite d'un « malentendu » politique, qui de façon vraiment effrayante mettait en lumière le désarroi de notre gouvernement d'alors. Le 1^{er} août, un jour après la déclaration de « l'état de danger de guerre », quelques heures avant la mobilisation générale, on avait reçu un télégramme de notre ambassadeur à Londres. Le prince Lichnowsky y annonçait que l'Angleterre était prête à se porter garante de la neutralité de la France, si l'Allemagne s'abstenait d'attaquer cette puissance. Empereur et chancelier accueillirent cette communication non seulement avec un soupir de soulagement, mais presque avec une joie débordante, qui prouvait à la fois leur amour de la paix et leur

ignorance politique. Aussitôt Guillaume II fit appeler le chef de l'État-Major général, lui ordonna d'arrêter la marche des troupes contre la France et de diriger toutes nos forces contre la Russie. Lorsque Moltke montra le désordre inouï, les conséquences incalculables résultant de cette modification, et le trouble que cela porterait dans la mobilisation générale, l'Empereur le rabroua et ordonna à un de ses aides de camp de transmettre à la 16^e division, qui marchait sur Luxembourg, l'ordre de s'arrêter sur-le-champ. D'accord avec Bethmann, qui s'écria triomphalement qu'il ne s'était donc pas trompé sur le compte des Anglais, Guillaume II adressa aussitôt un télégramme à Georges V, pour accepter avec joie et reconnaissance la proposition de l'Angleterre. Si l'Angleterre, disait ce télégramme, s'engageait à garantir avec ses forces la neutralité de la France, l'Empereur s'engageait de son côté à ne pas franchir la frontière française avant le 3 août, à sept heures du soir. Dans la nuit du 1^{er} au 2 août, arriva la réponse de Georges V. Il déclarait ne pas comprendre du tout les propositions de l'Empereur. Il s'agissait certainement d'un grossier malentendu de l'ambassadeur d'Allemagne. En effet, le prince Lichnowsky n'avait pas compris une communication téléphonique du Foreign Office ; mais au lieu de se rendre au plus vite auprès de sir Edward Grey, ce qui est l'A B C du métier de diplomate, et de demander des assurances, notre ambassadeur, que la crise avait complètement démoralisé, annonça à Berlin la prétendue offre de neutralité de l'Angleterre. L'Empereur était déjà couché, quand la réponse du roi Georges arriva. Le brave Schulze, son chasseur, le réveilla de son premier sommeil pour lui remettre l'affligeante dépêche de son cousin. Guillaume II fit aussitôt mander Moltke, le reçut en caleçon, lui déclara qu'il n'y avait malheureusement pas eu d'offre de neutralité de la part de l'Angleterre et que la mobilisation devait suivre son cours. Moltke assura à Wedel que la secousse produite par cet invraisemblable quiproquo l'avait suffoqué ; il avait eu la sensation de se trouver au bord d'un

précipice et d'avoir eu une attaque d'apoplexie. C'était une exagération, mais cela prouvait que, physiquement et moralement, le pauvre Moltke était vraiment malade.

Le prince de Wedel trouvait que la marche sur Paris était trop rapide, que ce qu'on demandait aux troupes dépassait les forces humaines. Mais lui et moi, nous avions salué avec joie le brillant début de la guerre, la prise de Liège; la prise rapide de cette place forte qui barrait la route de Bruxelles à l'aile droite de notre armée était essentielle pour la réussite de notre plan de campagne à l'ouest. Il fallait que Liège tombât avant l'arrivée de renforts anglais ou français. Un siège régulier aurait pris trop de temps. On eut donc l'idée de prendre la ville par surprise avec des troupes envoyées en avant, avant que le déploiement stratégique fût terminé. Le 5 août au soir, quelques brigades qui se trouvaient devant la ligne des forts de Liège essayèrent de passer dans l'obscurité entre les ouvrages de défense et de pénétrer à l'intérieur de la forteresse. Le coup de main fut sur le point d'échouer. Les troupes de choc n'avancèrent pas, quelques détachements perdirent leur chef et furent faits prisonniers. A ce moment critique, le colonel Ludendorff, qui venait d'être détaché à l'état-major du général von Emmich, dirigeant l'attaque, prit le commandement d'une colonne dont le chef venait d'être tué. L'épée à la main, il entraîna une poignée d'hommes courageux, passa à travers la ligne des forts, encore entièrement occupée par les Belges, et, avec une seule brigade, il s'empara de la citadelle, dont la forte garnison recula devant cette poignée d'Allemands. Nos renforts n'arrivèrent qu'au bout de trente-six heures. Le haut commandement respira; l'aile droite de l'armée allemande avait échappé au danger d'être retenue au sud de la Meuse, arrêtée par les deux puissants barrages de cette rivière, Liège et Namur. Désormais on pouvait tourner Namur par le nord, et notre mouvement enveloppant ne présentait plus de difficulté. Ce premier succès suscita un vif enthousiasme dans toute l'Allemagne. Dans la fumée de la poudre de Liège notre

peuple aperçut pour la première fois le grand général qui se couvrit de gloire pendant quatre ans, et mit à nos drapeaux de nouvelles branches de lauriers : le général Lüdendorff. Malgré le clabaudage de démagogues aveugles, malgré les critiques enfantines de rats de bibliothèque, ignorant le monde et la guerre, malgré les regrettables erreurs politiques qu'il a commises plus tard lui-même, il est et restera une des grandes personnalités de notre histoire.

Les jours suivants, Wedel et moi fûmes heureux des victoires de Mülhouse, de Sarrebourg, de Neufchâteau, de Mons, de Charleroi, de Maubeuge, de Saint-Quentin. Nous apprîmes que nos uhlands apercevaient déjà les tours de Paris, la tour Eiffel. Mais bientôt après, Wedel eut une conversation avec un jeune officier qui, au moment où se produisit un frottement dans notre marche, avait vu Moltke pour une affaire de service, au début de septembre. Lorsqu'il s'était présenté, il avait été épouvanté par l'air du chef du Grand État-Major, effondré devant sa table, la tête dans ses mains. Quand Moltke leva les yeux, il montra à son visiteur un visage blême, mouillé de larmes ; le lendemain ou le surlendemain, quelqu'un de l'entourage de l'Impératrice dit à Wedel que Guillaume II avait envoyé à son épouse ce télégramme : « Priez pour nous. »

Je serais bien présomptueux si je me permettais d'avoir une opinion dans une question de stratégie, parce que j'ai jadis commandé mon peloton de hussards. Malgré mon entier dévouement à l'armée, dont j'ai porté l'uniforme pendant un demi-siècle, j'ai parfaitement conscience de mon incompetence. Mais je crois que même un profane a le droit de déclarer que de grandes conceptions politiques ou stratégiques ne peuvent pas être rédigées à l'avance pour être mises à exécution longtemps après. Des plans de campagne ne sont pas des harengs que l'on met en caque pour les conserver pendant plusieurs années. Nul ne l'a affirmé plus énergiquement que Bismarck. Napoléon a souvent modifié les dispositions qu'il avait prises, quand en pleine bataille il se trouvait en pré-

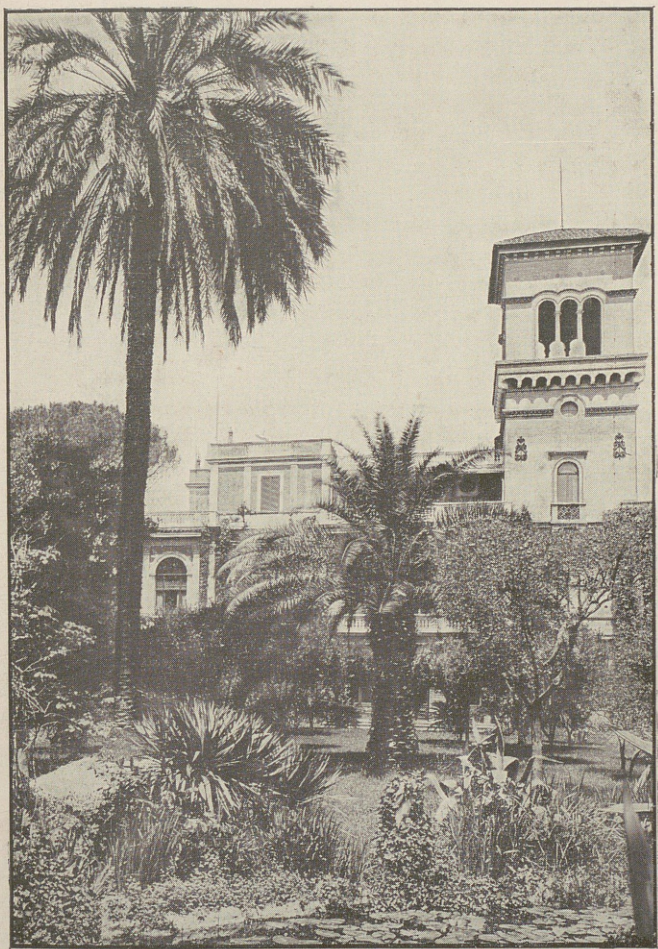
sence d'une situation nouvelle. La conduite de la guerre et de la politique serait bien plus facile si un homme d'État ou un général n'avait qu'à ouvrir un tiroir pour y trouver une recette applicable à chaque cas et garantissant le succès. Le plan conçu par le comte Schlieffen, quelques années avant la Grande Guerre, pouvait suggérer des idées, indiquer même en gros les principes à suivre pour cette guerre ; il ne devait pas être considéré et utilisé comme un ukase qu'on exécuterait machinalement et aveuglément. Encore une fois je répéterai la parole de l'apôtre, que l'esprit vivifie, mais que la lettre tue. Moltke fut sur des points essentiels infidèle à l'esprit du plan de Schlieffen, la critique militaire l'a prouvé depuis et le profane s'en rend compte.

Il apparut combien étaient justifiées les hésitations et les craintes que le malheureux Moltke m'avait exprimées, tandis qu'en septembre 1905 nous tournions à cheval autour du château d'eau de l'Hippodrome. On vit combien dangereuse était la tendance de Guillaume II à suivre ses sympathies ou ses antipathies personnelles pour faire des nominations dont dépendait notre victoire ou notre défaite, l'heur ou le malheur de l'Empire. D'une loyauté exemplaire, pétri des meilleures intentions, profondément idéaliste, le neveu du « penseur des batailles », du vainqueur de Sadowa et de Sedan était un de ces généraux malheureux qui de Mardonius et Varus à Benedek et Trochu, éveillent la pitié de tout cœur sensible, mais auxquels l'histoire ne pardonne pas. Quand officiellement on avoua la retraite de notre armée par un communiqué faisant connaître que nous avions « infléchi en arrière » notre aile droite, Wedel, renseigné par de bons amis qu'il avait dans l'armée, ne douta plus de l'échec de notre plan d'attaque. Nous fûmes d'accord pour estimer que par suite notre invasion de la Belgique allait nécessairement apparaître comme une faute énorme. Il y a des actes qui ne sont défendables que s'ils réussissent. L'aphorisme de Machiavel est parfois vrai, qu'une mauvaise action paraît parfois utile, féconde et bonne quand ses conséquences sont

heureuses. *Cosa fatta capo ha*. Mais une action douteuse qui échoue, est plus difficile à justifier. Ayant été incapables de localiser le conflit serbe, comme Bethmann et Jagow l'avaient espéré, et de briser vite et définitivement la résistance française par l'invasion de la Belgique, il fut évident que moralement nous nous étions mis dans notre tort sans avoir obtenu un bénéfice politique réel et équivalent. « *Quand on fait des crasses, il faut au moins qu'elles réussissent,* » disait ma spirituelle amie de Saint-Petersbourg, miss Durnow.

Il était hors de doute que notre invasion de la Belgique, et par conséquent la violation de la souveraineté, de la neutralité de ce pays et des traités signés par nous et respectés pendant un siècle par le monde entier, était un acte de la plus haute portée. Cette faute fut encore aggravée par le discours inouï que Bethmann-Hollweg prononça le 4 août 1914 au Reichstag. Jamais peut-être un homme d'État responsable de la sécurité et de l'avenir d'un grand peuple, n'a prononcé à l'heure la plus grave un discours plus maladroit et plus funeste. Devant son propre pays et devant le monde entier, le chef du gouvernement allemand — et non celui de la France ou de la Belgique — déclara qu'en envahissant la Belgique nous commettions une injustice, mais que nécessité n'a pas de loi. Je n'oublierai jamais le moment où je lus ce discours, car j'ai rarement éprouvé une angoisse pareille. Je compris ce que les gens du peuple et les enfants veulent exprimer, en disant : Mon cœur s'est arrêté. Je sentis que par cette déclaration solennelle nous avions de prime abord follement perdu tous les impondérables, que par cette harangue d'une stupidité inqualifiable nous mettions l'opinion publique du monde entier contre nous. Et, le soir même de ce jour néfaste, dans son entretien avec l'ambassadeur d'Angleterre, sir Edward Goschen, le chancelier de l'empire d'Allemagne traita de *chiffon de papier*, de « *scrap of paper* », les traités internationaux sur lesquels était fondée la neutralité de la Belgique. Depuis le 15 juillet 1870 où, au corps législatif, le mot *cœur léger* échappa

à Émile Ollivier, président du Conseil français, jamais parole plus fatale n'avait été dite. Après avoir prononcé ce mot en séance publique du parlement, Ollivier n'eut d'autre ressource que d'essayer, vainement, de se disculper dans un gros livre. Pour Bethmann-Hollweg qui avait lâché sa sottise pendant un tête-à-tête, c'eût été bien plus simple. Point n'est bescin d'être un Machiavel pour comprendre que si Bethmann, dans une seconde d'effondrement moral, avait vraiment prononcé cette parole malheureuse, la raison d'État et les intérêts suprêmes de la nation lui imposaient de la faire démentir immédiatement et catégoriquement. Affirmation se dressait contre affirmation ; le non avait la même valeur que le oui. Bethmann n'avait pas le droit de charger le peuple allemand du fardeau de ce mot terrible, que systématiquement et sans se lasser l'Entente a répété au monde durant la guerre tout entière et jusqu'au traité de Versailles, pour faire de notre pays un infâme violateur de traités, contre lequel il fallait prendre des mesures spéciales de protection. Qu'on s'imagine Bismarck ou simplement Talleyrand ou Metternich dans cette situation ! Combien différente l'attitude de Metternich devant Napoléon, dans le célèbre entretien de Dresde en 1813, et celle de Talleyrand devant le tsar Alexandre I^{er}, en 1814, dans la conversation reproduite par Talleyrand lui-même dans son rapport bien connu à Louis XVIII : Metternich, le grand seigneur qui ne perd jamais contenance ; Talleyrand, le diplomate habile qui, avec son aisance, son tact et son aplomb, se tire toujours d'affaire.



LA VILLA MALTA, A ROME

CHAPITRE XIII

La guerre était-elle inévitable? — Pourquoi la flotte ne fut-elle pas engagée? — Le haut commandement militaire. — Le général de Moltke. — Mission du lieutenant-colonel Hentsch. — Bataille de Tannenberg. — Le général de Falkenhayn prend la succession de Moltke. — Les choses prennent à Rome une mauvaise tournure pour nous. — Merey, ambassadeur d'Autriche-Hongrie. — Inertie de Flotow, ambassadeur d'Allemagne. — Déclaration de neutralité de l'Italie.

Après le fatal discours prononcé par le chancelier, le 4 août 1914, je lus avec de sombres pressentiments dans la chronique politique de la *Revue des Deux Mondes* les considérations par lesquelles mon vieil ami, Francis Charmes, bon Français et disciple de Gambetta, mais politicien et publiciste calme et mesuré, salua la déclaration de guerre. Il disait dans son article : « La guerre s'est présentée à nous dans des conditions telles que, même dans nos rêves, nous n'aurions jamais pu en imaginer de plus favorables. Si une fée tutélaire était venue nous dire : la guerre est certaine, inévitable, prochaine ; comment préférez-vous, comment souhaitez-vous qu'elle s'engage? Qu'aurions-nous pu répondre, sinon en exprimant le désir que, dès le premier moment, la Russie, notre alliée, et l'Angleterre, notre amie, marchassent résolument avec nous, que l'Italie, notre sœur latine, désapprouvant l'agression dont nous aurions été l'objet, refusât de s'y associer et proclamât sa neutralité en attendant mieux ; que des puissances petites par leur territoire, mais très grandes par le cœur, fussent provoquées et envahies au mépris de la foi jurée, de manière que leur cause se confondît avec la nôtre et que l'opinion du monde

civilisé, se prononçant en leur faveur, mit également son espoir en nous? Nous aurions demandé que ces mille « forces impondérables » dont Bismarck connaissait la valeur fussent de notre côté. Eh bien, tous ces vœux dont la réalisation totale paraissait si difficile que nous n'aurions pas osé les exprimer, tous ont été exaucés. Nous ne savons pas ce que sera la suite de la campagne, mais elle ne pouvait mieux commencer. Nous le disons hardiment, toutes les chances sont de notre côté. » Hélas, politiquement et diplomatiquement, avant que le premier coup de fusil ne fût tiré, nous avions perdu la guerre.

Jadis on voyait dans les écoles vétérinaires une image qui représentait le schéma d'un cheval et portait l'inscription : « Maladies du cheval. » Sur ce schéma étaient indiquées toutes les maladies dont un pauvre cheval peut être atteint, depuis la morve jusqu'à la teigne. On devrait procéder de même à l'École des Hautes Études politiques qui a été récemment ouverte pour former nos futurs diplomates ; on organiserait là un cours spécial pour montrer aux élèves les fautes commises en l'été 1914 par nos hommes politiques et leur représenter les maladresses de Bethmann-Hollweg et de Jagow, de façon à les dégoûter d'agir de même : Voyez, jeunes gens, ce qu'il ne faut pas faire ! En l'été 1914, Bethmann et Jagow se trompèrent en tout. Ils se trompèrent en croyant que l'attentat de Serajévo gagnerait toutes les puissances à l'Autriche. Du côté russe, ainsi que je le prédis à Hollweg, il était à prévoir que cet attentat n'aurait guère un pareil effet. Mais à l'ouest également cet effet ne se produisit pas, à cause des exagérations et de la grossière brusquerie des revendications autrichiennes. Les hommes qui dirigeaient notre politique extérieure se trompèrent aussi en croyant qu'ils allaient surprendre et duper l'Italie et la Roumanie, car ces puissances, ayant la Russie et la France derrière elles et s'appuyant sur le texte des traités de la Triplice, ne se laissèrent ni circonvenir, ni intimider. Mais Bethmann et Jagow s'abusèrent surtout sur l'Angleterre. A tout le monde, à l'empereur Guillaume II, au Bundesrat,

à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, aux représentants diplomatiques de l'Allemagne à l'étranger, Bethmann a donné l'assurance que l'Angleterre resterait neutre au moins dans la première période de la guerre. Illusion et rien qu'illusion. Comme je l'ai déjà dit, la plus grossière faute des quatre ou cinq individus qui nous menèrent à notre perte consista à prendre des décisions d'une telle portée dans un bureau du ministère des Affaires étrangères, sans recueillir l'avis ni de diplomates expérimentés, ni d'hommes intelligents, au courant des questions économiques, comme Albert Ballin, Arthur Gwinner, Émile Rathenau, Max Warburg, Charles Fürstenberg, Paul de Schwabach. En soupirant, Albert Ballin me dit dans la deuxième année de la guerre : « Si j'avais su, en été 1914, les intentions de Bethmann-Hollweg et de Jagow, si j'avais eu la moindre idée du projet d'ultimatum à la Serbie, j'aurais au moins, à tout hasard, accumulé en temps utile des provisions de blé en Allemagne. » La maladresse avec laquelle notre Comité, non de salut public, mais de catastrophe publique, a traité ensuite la crise mondiale provoquée par l'ultimatum, est inimaginable. Les propositions anglaises de médiation furent de prime abord repoussées, trainées en longueur ou sabotées.

Je le répète, ce n'est pas que nos dirigeants aient voulu la guerre, mais ils se sont follement imaginé qu'ils réussiraient à faire « punir » la Serbie par l'Autriche, sans qu'il s'ensuivit une guerre européenne. Par là non seulement fut augmenté le danger de cette conflagration universelle souhaitée par Poincaré et Delcassé, par Paléologue et Cambon, par les jingoes anglais, par le grand-duc Nicolas et les grandes-duchesses monténégrines, mais encore nous encourûmes le reproche tout à fait injustifié d'avoir voulu la guerre et de l'avoir délibérément provoquée. Tandis que le peuple allemand avait la sincère conviction d'être victime d'une agression sournoise, le monde entier pensa que nous étions des incendiaires, qui avaient lancé l'ultimatum à la Serbie comme une torche dans un baril de poudre, des hommes qui, en violant la neutralité belge,

violaient en même temps de façon inouïe le droit international et les traités qu'ils s'étaient par serment engagés à respecter. Nous n'avions pas su trouver une formule frappante, qui mit de notre côté l'opinion publique dans le monde, et par notre maladroite politique, nous fournissions à nos ennemis deux arguments par lesquels ils se rendirent favorable la conscience universelle, à savoir : la grande Autriche est tombée sur la petite Serbie, et l'Allemagne a violé le droit international en envahissant la Belgique. Notre propagande inhabile fit le reste. Nous niâmes avoir connu le contenu de l'ultimatum. Or, nous fûmes obligés d'avouer nous-mêmes que le comte Berchtold, ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, en avait remis le texte à notre ambassadeur Tschirschky, le 21 juillet, dans la matinée. Tschirschky ne pouvait avoir aucun doute sur la portée de cette note, et s'il la faisait immédiatement parvenir à Berlin, elle devait être dans la matinée du 22 juillet sur la table du chancelier et du secrétaire d'État.

Nous avions donc encore dix-huit heures pour arrêter la remise de l'ultimatum à Belgrade, remise qui eut lieu seulement le 23 juillet, à 6 heures du soir. D'ailleurs il faut se rappeler une chose : c'est qu'en fait notre ministère des Affaires étrangères eut plus tôt encore connaissance du contenu de l'ultimatum, ainsi qu'il résulte du compte rendu bien connu du chargé d'affaires bavarois à Berlin, le conseiller de légation de Schœn et d'une déclaration également connue que fit au même moment le président du Conseil bavarois, Hertling, au ministre de France à Munich, M. Allizé. D'autre part on peut se demander laquelle des deux était la pire faute à commettre : connaissant parfaitement le contenu de cette note, permettre au cabinet de Vienne de l'envoyer à la Serbie, ou donner à l'Autriche-Hongrie carte blanche pour sa politique à l'égard des Serbes? Le sage Ballin m'a dit plusieurs fois qu'à son avis, la pire sottise était la seconde; s'il avait l'intention de permettre à son associé de risquer leur capital commun à Monte-Carlo, en jouant à rouge ou noir,

ou à pair ou impair, il voudrait au moins y être pour voir son associé risquer le coup ; mais rien de plus bête que de laisser son associé aller seul à Monte-Carlo et tout faire seul. Ce qui est plus impardonnable encore, je ne puis que le répéter, c'est que Bethmann et Jagow, qui avaient eu le temps d'étudier à fond l'ultimatum, n'aient pas au moins déclaré catégoriquement à Vienne qu'en aucun cas la rupture des relations diplomatiques entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, *a fortiori* une action militaire contre la Serbie, ne devait avoir lieu avant que nous n'eussions étudié avec soin la réponse serbe. Or, au contraire, plus la situation devenait critique, plus Bethmann et Jagow, Stumm et Bergen s'abandonnèrent aveuglément, vers la fin, au Ballplatz, où trônait le comte Berchtold. Chez Jagow, comme je l'ai déjà fait entendre, il y avait la prévention du petit hobereau pour « la vénérable et sainte » monarchie autrichienne. Les autres membres du comité berlinois, qui étaient ce que l'orgueil aristocratique appelle des « roturiers », étaient impressionnés par un homme comme Berchtold, aristocrate pur sang, chevalier de la Toison d'Or, grand seigneur qui possédait une écurie de course, donnait des chasses brillantes et disait qu'il ne voyait dans sa carrière de ministre que deux moments vraiment agréables, celui de sa nomination, où il avait reçu les félicitations de ses pairs comme successeur du prince de Metternich et du prince de Schwarzenberg, et celui où il donnerait sa démission pour ne plus se consacrer qu'à la chasse et à son écurie. C'est par un tel infirme que Bethmann et ses collaborateurs se laissèrent entortiller et entraîner dans cette funeste guerre, sans la vouloir, simplement par incapacité.

Une seule fois, au cours de cette crise fatale, Bethmann-Hollweg a trouvé la force de faire une protestation assez nette ; ce fut quand, le 29 juillet, il exigea de l'Autriche, dans les termes suivants, la reprise des pourparlers directs interrompus avec Saint-Petersbourg : « Assurément nous sommes prêts à remplir nos devoirs d'alliés, mais nous refusons de nous laisser entraîner par Vienne dans un cata-

clysmes universels, à la légère et sans qu'on écoute nos conseils. » Mais Bethmann, Jagow, et avec eux malheureusement aussi Guillaume II, avaient depuis le début donné carte blanche à l'Autriche et l'avaient encouragée à continuer son action ; cet avertissement envoyé avec dix jours de retard ne pouvait donc plus avoir d'effet. Il semble que Bethmann ait eu l'idée d'imiter, à propos de l'ultimatum à la Serbie, la tactique que j'avais adoptée pendant la crise bosniaque, qui s'était déroulée à peu près six ans auparavant. Mais il n'y a rien de plus scabreux en politique extérieure, comme le dit Bismarck, que de travailler selon un schéma, car jamais les situations diplomatiques ne sont absolument identiques ; les circonstances, les hommes, les dispositions d'esprit et les courants d'idées ne sont jamais les mêmes ; le préfet de police qui prépare un règlement pour la police du marché peut se servir d'un schéma, mais quiconque veut faire de la politique doit avoir des idées originales. Déjà Kiderlen avait commis la faute de vouloir imiter, par l'envoi de la *Panthère* à Agadir, la politique par laquelle, grâce à la visite de l'Empereur à Tanger, j'avais mis pour de longues années hors de combat Delcassé, qui était alors pour nous et pour la paix générale l'adversaire le plus dangereux. Tanger réussit. Agadir échoua. A Agadir, il se passa quelque chose comme un accident de feu d'artifice : une fusée, au lieu de monter droit, va dans les jambes des assistants. Mais Bethmann, avec son idée d'imiter par sa politique d'ultimatum la façon dont j'avais traité la crise bosniaque, se trompa encore plus que Kiderlen avec le bond de sa *Panthère*. Bethmann voulait avoir enfin, lui aussi, un succès politique. Mais, ainsi que Sasonoff l'avait écrit avec raison à l'ambassadeur de Russie à Rome, la situation en 1914 n'était en aucune façon identique à celle de 1908. En 1908, la Russie était liée par une série de notes et de conventions, en particulier par une lettre de son ministre des Affaires étrangères, Isvolski, qui contenait une invite indéniable à l'adresse de l'Autriche. En 1908, j'avais l'Autriche bien en main,

et j'étais sûr qu'elle ne franchirait pas la limite que je lui fixerais. Je ne perdais contact ni avec la Russie, ni avec l'Italie. Comme on dit en français : « je jouais sur le velours ». En 1914, au contraire, Bethmann n'avait pas d'autre atout que l'indignation provoquée par l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, et cette indignation se réduisit à rien quand les vrais motifs et les vrais buts de Berchtold et de Hötzenendorff se révélèrent, et qu'apparut la possibilité d'une conflagration générale. *Si duo faciunt idem, non est idem*. Cela est vrai surtout de la politique, où il n'y a rien de rigide.

Je sais bien que beaucoup sont d'avis que la Grande Guerre, même si elle avait été évitée en 1914, se serait produite tout de même en 1915 ou 1916, qu'elle était un *fatum* inexorable. Mais je tiens cette conception pour radicalement fausse. Je ne crois pas au déterminisme. Je pense comme Napoléon, qui à un de ses généraux battus et accusant la « fatalité » répliquait : « La fatalité, l'excuse des incapables et des maladroits. » Avec du sang-froid et de l'habileté nous pouvions sauvegarder la paix, tout aussi bien que nous y étions parvenus en 1888, 1905 et 1909. Et en tout cas, l'Empire allemand n'avait pas besoin de se laisser tenir par l'Autriche en lisière, d'une façon si maladroite, dans des circonstances si défavorables, jusqu'à se trouver engagé dans cette terrible guerre.

Après avoir pris une si grande part au renforcement de notre flotte, je me demandais naturellement, fixant mon attention sur elle et plein d'une grande espérance, comment elle se comporterait dans cette guerre. Nous avions d'excellents matelots, des officiers de marine intelligents et pleins d'allant, le pays tournait les yeux avec fierté vers nos braves équipages, la confiance était permise. Pour ce qui est du grand-amiral Tirpitz, j'avais toute estime pour sa personnalité éminente, son talent d'organisation et son énergie. Cependant, depuis qu'avait commencé le développement méthodique de la flotte, c'est-à-dire depuis que simultanément nous avions été

désignés, Tirpitz comme secrétaire d'État de la Marine, et moi comme secrétaire d'État des Affaires étrangères, je n'approuvais pas tout à fait qu'il attachât tant d'importance à la construction de grands vaisseaux de combat. J'aurais préféré que, suivant le conseil que lui donnait Bismarck en sa vieillesse, il mit sur cale plus de croiseurs et que plus tard, quand furent inventées les armes nouvelles, il construisit à temps le plus grand nombre possible de sous-marins et d'avions. Bien que profane en cette matière et nullement désireux de donner en dilettante des avis, j'avais tout de même le sentiment instinctif qu'en construisant tant de grands bâtiments, nous rendrions les Anglais de plus en plus méfiants, et les irriterions sans pouvoir cependant les dépasser. Le sous-marin me semblait être, à moi profane, la fronde avec laquelle le petit David, s'il a de l'audace et de la chance, triomphe du grand Goliath. Après la guerre, l'amiral anglais Scott a écrit : « Si l'empereur Guillaume avait accepté en 1914 la proposition de bloquer l'Angleterre par des sous-marins, ce blocus aurait très rapidement amené pour nous un désastre. » Et quand, en décembre 1914, au moment où l'amiral Ingenohl voulait entamer le combat contre une escadre anglaise dans de très favorables conditions, l'Empereur l'obligea à virer de bord et à retourner à Wilhelms-haven, l'amiral von Scheer, le futur vainqueur de Skagerrak, écrivit : « Nous conservâmes l'impression d'avoir manqué une belle occasion, qui probablement ne se représenterait plus. » Et Tirpitz alla jusqu'à dire : « Le 16 décembre, Ingenohl tenait en main le sort de l'Allemagne. »

Pourquoi notre flotte de combat n'a-t-elle pas été engagée au bon moment ? Des officiers du grand état-major m'ont assuré que Schlieffen et Moltke avaient toujours attaché une grande importance à une offensive allemande immédiate sur mer. Tirpitz était du même avis et souhaitait, par principe, une décision rapide sur mer, parce qu'il en attendait plein succès, et voulait prouver que l'arme qu'il avait forgée était bonne. Mais l'Empereur, le languissant ministère des Affaires étrangères et le chan-

celier d'Empire, indécis et timoré, pensaient autrement. Guillaume II, depuis qu'il avait commencé à construire sa flotte, n'avait jamais pensé à se servir d'elle pour une guerre. Il estimait qu'une forte marine allemande servirait seulement de rempart contre ceux qui voudraient troubler la paix. En même temps cette marine devait donner de temps à autre l'occasion de splendides manœuvres. C'était tout. L'Empereur connaissait chacun de ses navires de combat. Sur chacun il avait sa cabine à lui, installée avec confort, munie de tous les objets de toilette, que lui rangeait son chasseur, le père Schulze ; aux murs tous les portraits des personnes qui lui étaient chères. Risquer de voir aller au fond de l'eau ces navires qu'il aimait tant, il n'en avait pas le courage. Autant eût valu proposer au propriétaire d'une écurie de course d'atteler ses chevaux de plus pure race à des voitures de foin, pour les rendre fourbus. L'Empereur voulait « ménager » sa flotte. Bethmann-Hollweg ne voulait pas « exciter » les Anglais. Ainsi tous deux étaient d'accord pour que la flotte restât intacte jusqu'à la fin de la guerre, pour être mise dans la balance au moment des négociations de paix. La fin fut Scapa Flow.

J'ai déjà dit que les reproches adressés par la critique militaire rétrospective au général de Moltke semblent justes, même à celui qui n'a pas porté les galons carmin d'officier d'état-major. Il lui faut reprocher surtout d'avoir laissé traîner les rênes par terre, de n'avoir pas gardé en main le commandement, d'avoir eu son quartier général, d'abord à Coblenze, puis à Luxembourg, trop loin de l'aile droite allemande, dont le rôle était décisif, de n'avoir même pas veillé à assurer de meilleures liaisons entre lui et les quartiers généraux importants de l'aile droite. Les diverses armées se sont couvertes de gloire, mais il n'y eut pas de direction au centre, pas d'harmonie des diverses actions. Quand la situation sur le front français devint vraiment critique, Moltke aurait dû se rendre aux trois armées de l'aile droite, pour se renseigner sur place et assurer l'unité stratégique. Au lieu de prendre ce parti, il envoya

là au moment décisif, le 8 septembre, un chef de section de son état-major, le lieutenant-colonel Hentsch, le laissa libre de prendre la décision, mentionna dans la dernière instruction verbale dont il le munit la possibilité d'un recul, ajouta même des indications sur la direction d'une retraite éventuelle. De tous les officiers de son état-major, Hentsch était le plus accessible au doute, et c'est justement pour cela qu'il avait la sympathie de son chef. Quand Hentsch, qui tenait dans ses mains le sort de la bataille, de la campagne, de l'armée, du pays, recueillit au quartier général de la deuxième armée des impressions défavorables sur la situation, il recommanda au chef de cette armée, le general-feldmarschall de Bülow, un recul en direction nord-est. Immédiatement après, il se rendit auprès du chef de la première armée, le général von Kluck, et le pressa également de revenir en arrière. Les Français et les Anglais se sentaient si peu vainqueurs, qu'ils n'inquiétèrent pas les Allemands dans leur retraite. C'est seulement dans la suite qu'avec leur vantardise et leur adresse ordinaire, les Français ont fabriqué le « miracle de la Marne », qui, disent-ils, les a préservés, eux et le monde entier, de devenir la proie des Allemands avides de conquête et de pillage.

Aux Français, qui avaient vu, le 2 septembre, quarante-quatre ans juste après Sedan, leur gouvernement quitter précipitamment Paris pour aller s'installer à Bordeaux, la soudaine retraite des Allemands devait effectivement apparaître comme un miracle. Mais ce qui surtout était miraculeux et consternant, c'est que le successeur du premier Moltke et de Schlieffen se fût montré si inférieur à ses prédécesseurs. Il avait succombé sous le poids de sa responsabilité. Ses mains débiles avaient lâché la direction au moment décisif. La troupe et les chefs subalternes avaient vaincu, le haut commandement avait failli à sa tâche. On prétend que Moltke aurait eu l'espérance de rétablir au bout de quelques jours par une nouvelle offensive la situation gâtée par le recul de l'aile droite. J'ai entendu dire qu'avec les troisième, quatrième et cinquième armées, il voulait reprendre le mouvement en avant. Mais dès

le 10 septembre il abandonna cette pensée ; le 11 septembre, il lui parut même impossible de maintenir ces armées sur leurs positions, et il ordonna de les ramener, elles aussi, en arrière. Moltke m'a raconté plus tard, les larmes aux yeux, qu'étant déjà mal portant, il avait connu pendant ces journées « d'indicibles » souffrances morales. L'Empereur, ne sachant plus à quoi s'en tenir sur le compte de ce chef qui était pourtant depuis longtemps son ami, et, suivant son habitude, tombant d'un excès dans l'autre, lui avait retiré, avec des paroles brusques, la direction des opérations, pour les confier au ministre de la Guerre, le général de Falkenhayn. Mais provisoirement ce changement devait rester secret, pour ne pas inquiéter le pays. C'est pourquoi Moltke, complètement éliminé en fait, était obligé, pour la forme, de prendre part à toutes les délibérations militaires, sans qu'on lui demandât son avis ou qu'on fit la moindre attention à lui. Sans mot dire, il restait assis à côté de son précédent rival, à présent son successeur. « Je ne crois pas, me dit plus tard Moltke, que parmi les tourments de l'enfer dont parle Dante, un seul ait approché du martyre moral que j'ai enduré. »

Pour le moment le pays ne fut pas touché par cette ruine de fières espérances et de puissants efforts militaires sur le front ouest, car il restait sous l'impression de la victoire de Tannenberg. La petite ville de Tannenberg, où cinq siècles auparavant le peuple allemand avait subi une des plus graves défaites de son histoire, était devenue le théâtre d'une des plus grandes victoires allemandes de tous les temps. L'idée de Cannes, que Moltke essaya de réaliser à l'ouest, mais sans y réussir, avait été mise ici à exécution avec une extraordinaire audace et la sûreté du génie. Quatre-vingt dix mille Russes étaient prisonniers, un plus grand nombre encore avaient été tués ou s'étaient noyés dans les lacs de Mazurie. Et quand les brouillards qui flottaient sur ces lacs se furent dissipés, le peuple reconnut dans le vainqueur le général von Hindenburg, un de ses grands hommes, Allemand jusqu'aux moelles, Allemand dans son aspect physique, avec ses larges épaules, sa dé-

marche pesante et ferme, ses grands yeux pleins de bonté, son parfait naturel, uni à un air de dignité sans effort. Sévère, quand il est nécessaire, mais toujours humain et bon, jamais vaniteux, jamais personnel ni mesquin, grand avant tout par la force morale qui est le trait le plus éminent de son caractère, le generalfeldmarschall Hindenburg personnifie toutes les bonnes et magnifiques qualités du peuple allemand, en particulier de l'armée prussienne, et se dresse comme un héros dans notre histoire. Il se montra grand aussi dans ses rapports avec son chef d'état-major, le général Ludendorff. La complète absence de jalousie avec laquelle Hindenburg non seulement supporta, mais, maintint et soutint le génial, mais souvent fougueux et pas toujours conciliant Ludendorff, rappelle Blücher vis-à-vis de Gneisenau. Tous les quatre demeureront à jamais au temple de nos gloires.

Après la désastreuse bataille de la Marne, il fallut un changement dans le haut commandement, et le ministre de la Guerre, Falkenhayn, succéda à de Moltke. Erich de Falkenhayn était ce que Goethe et après lui Spielhagen ont nommé une nature problématique, type qui n'est pas rare dans l'armée française, russe, espagnole et même dans l'armée autrichienne, mais qui ne s'est guère rencontré dans l'armée prussienne, du moins chez les plus grands chefs. Descendant d'une vieille famille noble de Poméranie, doué de toutes les qualités de l'officier-hobereau, audacieux, vigoureux, jamais pris de peur et même jamais inquiet, ayant au physique l'air d'un dieu de la guerre, il avait été obligé, étant jeune officier d'infanterie, de quitter le service à la suite de dettes, était allé en Chine et y avait vivoté pauvrement en instruisant des soldats chinois, mais il avait vu du pays. Le feld-maréchal Waldersee, frappé de sa fière mine et de son intelligence, l'avait ramené en Allemagne, où il eut dès lors une carrière extraordinairement rapide. Il fut protégé par le général de Moltke, qui éleva ainsi non pas précisément un serpent sur son sein, mais tout de même son propre successeur. Par ses qualités comme par ses faiblesses, le général de Falkenhayn était tout à fait

homme à plaire à l'empereur Guillaume II. Moltke, physiquement déjà très usé, enclin au mysticisme et à la théosophie, avait plutôt déprimé l'Empereur, dès que la fortune sembla s'écarter de nous ; au contraire le hardi Falkenhayn, plein d'allant, jamais embarrassé pour se tirer d'affaire, remonta tout de suite Sa Majesté. Avec lui on était sûr d'avoir un chef plein de vigueur et acceptant joyeusement ses responsabilités. Je m'abstiendrai de porter un jugement sur ses actes militaires. Ypres fut-il une faute ? Verdun fut-il une faute ? Les deux batailles coûtèrent des flots de sang et aucune ne procura un succès décisif. Il semble certain que Falkenhayn, qui n'avait pas comme Hindenburg le don d'oublier tout pour ne s'inspirer que des choses elles-mêmes, ni peut-être non plus la grandeur morale de Hindenburg, a commis une lourde faute en répondant comme il l'a fait à diverses reprises aux demandes de renforts que lui adressait le haut commandement sur le front est, c'est-à-dire avec un air de paresse, pour ne pas dire avec jalousie et étroitesse d'âme. Par contre, il est juste de reconnaître que Falkenhayn a montré plus que Ludendorff une vraie aptitude à comprendre les faits politiques dans leur enchevêtrement et dans leurs complications dangereuses. En tout cas, le peuple allemand n'aura jamais le droit d'oublier les héros qui tinrent devant Verdun sous un feu d'enfer. Éternellement il se souviendra de l'enthousiasme avec lequel, sur l'Yser et près d'Ypres, les jeunes régiments, composés surtout d'étudiants, et même de lycéens, marchèrent à la mort en chantant la *Wacht am Rhein* et *Deutschland über alles* ; il se souviendra de tous ces jeunes corps qui couvrirent le sanglant champ de bataille. Pas un Allemand ne peut songer sans tristesse à cette partie de la côte belge. Un quart de siècle auparavant, j'avais passé avec ma femme de belles semaines à Nieuport, sans me douter qu'ici la fleur de notre jeunesse verserait son sang un jour !

Au nombre des graves fautes commises par nos dirigeants en l'été 1914, il faut compter la tactique employée vis-à-vis de l'Italie. On peut voir ici en raccourci tout le

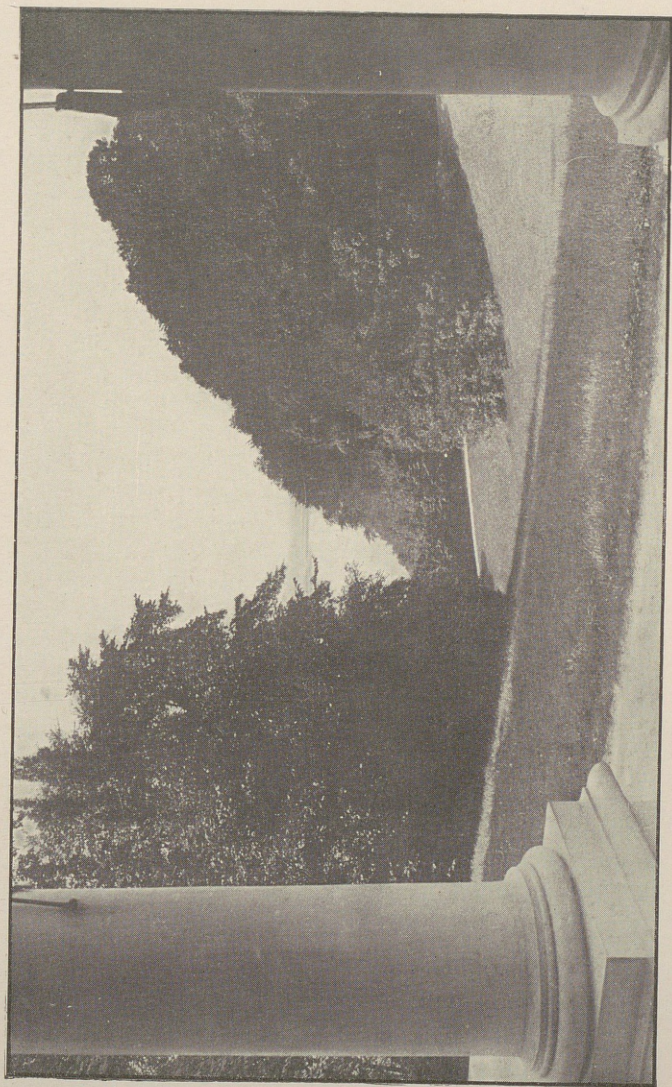
décousu et la gaucherie, la faiblesse et l'étourderie, et ce singulier mélange de perfidie et de naïveté qui caractérisèrent la diplomatie allemande de 1914, lancèrent notre solide et pacifique peuple dans la guerre et la lui firent perdre. Les rapports secrets publiés par les bolchévistes montrent qu'en mai 1914, au moment où l'état-major russe de la marine discuta les termes d'une convention navale russo-anglaise, les Russes demandèrent aux Anglais de mettre les points d'appui de la flotte anglaise à la disposition des vaisseaux russes, de façon à empêcher une attaque austro-italienne sur la mer Noire. A ce moment encore les Russes comme les Anglais pensaient qu'en cas de guerre l'Italie serait avec les puissances centrales. Puis vint l'ultimatum et la menace de catastrophe. A ce moment, que fit le marquis San Giuliano, ministre italien des Affaires étrangères? Toujours ses ambitions avaient été dirigées vers une extension de l'influence italienne dans la Méditerranée, surtout sur la côte de l'Afrique du Nord. Par conséquent il avait été jusqu'alors partisan de la Triple et de relations correctes entre l'Italie et l'Autriche. Maintenant, le 14 juillet 1914, dans un entretien avec l'ambassadeur d'Allemagne, Flotow, il déclara que l'Italie ne pouvait pas appuyer les exorbitantes demandes adressées à la Serbie par l'Autriche-Hongrie. Trois jours plus tard, il répéta à l'ambassadeur d'Allemagne que l'Italie ne permettrait pas à l'Autriche des conquêtes territoriales en Serbie. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome, M. de Merey, aurait dû comprendre que ce discours s'adressait à Vienne et se tenir pour averti; mais, au contraire, il recommanda au comte Berchtold de faire au gouvernement italien un « coup de surprise » en marchant contre la Serbie. Par une vraie fatalité, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne étaient mal représentées à Rome à la veille de la guerre. M. de Merey, avec ses manières cassantes, son aversion et son animosité à peine dissimulées à l'égard de la nouvelle Italie, ses tracasseries et ses coups d'épingle perpétuels, s'était fait détester. Ses relations avec San Giuliano, pourtant homme du monde et d'abord facile, s'étaient tendues peu

à peu au point qu'ils ne se voyaient presque plus, et le ministre italien se demandait s'il ne ferait pas mieux de ne plus rencontrer en société le représentant de la monarchie des Habsbourg.

L'ambassadeur d'Allemagne, Flotow, était trop craintif pour se montrer agressif ou blessant. Mais par contre ni politiquement, ni au point de vue des relations de société, il n'avait acquis une situation. Il avait épousé une Russe pur sang, qui parlait à peine allemand et qui avait orné son salon d'un grand buste, d'ailleurs beau, d'Ivan le Terrible, que les braves visiteurs allemands prenaient pour le portrait d'Alaric, de Théodoric ou de quelque autre héros des invasions germaniques. Socialement Flotow faisait un effet un peu grotesque, et politiquement son influence était nulle. A cela s'ajoutait qu'il avait toujours été malade imaginaire et ne pouvait se résoudre à rester à Rome au moment des fortes chaleurs ; les ambassadeurs de l'Entente, Barrère, sir Rennel Rodd et Krupenski, avaient jugé naturellement qu'ils devaient rester à leur ambassade pendant cette crise, mais lui s'était réfugié à Fiuggi, station balnéaire assez éloignée de Rome. Pour faire comprendre ce départ à son cher ami Jagow et au chancelier Bethmann, il avait donné comme motif qu'il aurait à Fiuggi les meilleures occasions de parler à San Giuliano. Or c'était tout le contraire, car San Giuliano, maladif et même gravement malade, se rendait à Fiuggi sur le conseil de son médecin, pour y passer des nuits reposantes, et de 9 heures du soir à 7 heures du matin ne voulait pas être dérangé. Chaque soir, Flotow essayait de se glisser jusqu'à la table réservée pour le ministre dans la salle à manger, mais au grand amusement de tout le monde, San Giuliano l'écartait régulièrement en lui faisant savoir qu'il était toute la journée à Rome à la disposition de tous les diplomates, qu'à Fiuggi au contraire il voulait qu'on le laissât tranquille. Tandis que Flotow ne pouvait pas se décider à assister à Rome aux obsèques de San Giuliano, qui mourut au début d'octobre, son partenaire le plus redoutable, le Français Barrère, ne quitta pas Rome une seule heure, rendit toute la journée des

visites, travailla sénateurs, députés, ministres et journalistes. Bien que très souffrant des suites d'un accident d'automobile, il assista aux funérailles de San Giuliano. Pendant la messe d'enterrement il eut une syncope, mais il fit son devoir.

Il devint bientôt évident qu'une coopération entre l'Italie et les puissances centrales ne pouvait s'établir que si l'Autriche offrait à l'Italie des compensations. Je crois aujourd'hui encore qu'en l'été 1914 il aurait été possible, au moyen de compensations, d'entraîner l'Italie avec nous. Notre prestige militaire était énorme, comme il le resta jusqu'à la retraite de la Marne. La sympathie de beaucoup d'Italiens de marque était pour nous. Si à ce moment l'Autriche avait bien voulu céder à l'Italie le Trentin et admettre l'autonomie de Trieste, et si en même temps nous avions fait espérer Tunis et Nice aux Italiens, nous les aurions eus avec nous. L'organe dont Sonnino, qui plus tard, fit passer l'Italie dans le camp des Alliés, se servait pour faire de la publicité réclamait à ce moment, chaque jour, avec violence, l'entrée en guerre de l'Italie à côté de l'Allemagne, pour assurer l'avenir italien. Le Florentin Sonnino se souvenait peut-être du conseil donné par son grand compatriote, de prendre toujours parti pour le plus fort, parce que de ce côté-là se trouvent la gloire, l'honneur, l'argent et toutes les bonnes choses de ce monde. Or, à cette époque, nous passions encore pour les plus forts. Bethmann fit bien une faible tentative pour déterminer le comte Berchtold à prendre avec l'Italie une attitude plus aimable, mais Berchtold repoussa cette démarche avec hauteur, bien que nous eussions en main, grâce à nos possibilités d'action du côté de la Serbie, un excellent moyen diplomatique d'exercer une pression sur l'Autriche. Berchtold donna pour instruction à l'ambassadeur d'Autriche à Rome de n'informer que « d'une façon superficielle » le gouvernement italien des exigences présentées à la Serbie, sans lui donner connaissance des différents points. Merey s'acquitta de sa mission d'une façon vulgaire, presque insultante. Le président du Conseil italien et le ministre italien des Affaires



A LA VILLA KLEIN-FLOTTBEK

Vue du cabinet de travail du prince de Bülow sur le parc et l'Elbe.

étrangères déclarèrent alors qu'ils désapprouvaient l'action autrichienne et réservaient leur liberté de manœuvre. Cette réponse contenait déjà *in nuce* la déclaration ultérieure de neutralité de l'Italie et la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche, qui vint ensuite. Pourtant on crut à Berlin faire preuve d'une habileté toute particulière en laissant l'Italie libre d'agir à sa guise vis-à-vis de l'Autriche, alors que nous étions complètement maîtres de diriger l'Autriche à notre idée dans son action contre la Serbie.

Pendant ce temps, le secrétaire général au ministère italien des Affaires étrangères, de Martino, avait dit à l'ambassadeur de France que le gouvernement italien n'aurait pas approuvé la note autrichienne à la Serbie, si elle lui avait été communiquée auparavant. Simultanément de Martino déclara à Meréy que l'Italie n'était liée en aucune façon, puisqu'elle n'avait pas été informée préalablement de l'action autrichienne contre la Serbie. Cette déclaration n'ouvrit pas les yeux à Meréy, qui conseilla à son gouvernement de repousser *a priori* toutes les demandes italiennes de compensation. A l'instigation de Moltke, qui trouvait extrêmement désirable pour des raisons militaires un accord de l'Autriche-Hongrie avec l'Italie, Bethmann eut l'énergie d'envoyer le 26 juillet un télégramme à Vienne, mais de nouveau se tint coi, quand Berchtold le laissa tomber, d'un air froid et hautain. Le secrétaire d'État Jagow, encore plus austrophile que son chef, déclara à l'ambassadeur d'Autriche Szögyényi, que Berchtold, en somme, avait parfaitement raison de ne pas se laisser impressionner par les demandes italiennes. Le 29 juillet, San Giuliano fit savoir à l'ambassadeur d'Autriche et à l'ambassadeur d'Allemagne que si l'Autriche ne se décidait pas très vite à promettre des compensations à l'Italie, son action contre la Serbie allait léser les intérêts italiens, de sorte qu'il serait impossible au gouvernement italien de soutenir Vienne. Avec une franchise froide, une *desinvoltura* que Machiavel aurait approuvée, San Giuliano ajouta que l'Italie ne pouvait se laisser guider que par ses intérêts. Voilà ce qu'on aurait dû se dire tout de suite à Vienne, et

surtout à Berlin. Pendant la guerre de 1870, le gouvernement italien ne s'était pas comporté autrement ; sans tenir le moindre compte des engagements pris antérieurement à l'égard de la France, il avait lâché les Français, parce que l'intérêt italien recommandait cette volte-face, afin de couronner l'œuvre de l'unité italienne en prenant possession de Rome. Le marquis Visconti Venosta, homme très entendu, avait coutume de dire : « *Pour un diplomate il est fort important de savoir retirer à temps son épingle du jeu.* » Et Bismarck a dit qu'un ministre dirigeant a le devoir de se soustraire, dans la forme la plus douce possible, aux engagements d'une alliance, s'ils sont devenus contraires à l'intérêt de l'État. Le même 29 juillet, le secrétaire particulier de Grey, M. Tyrrell, prévint l'ambassadeur d'Allemagne, Lichnowsky, qu'en cas d'extension du conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, l'Italie se détournerait de la Triplice. Vingt-quatre heures plus tard, l'ambassadeur d'Autriche, Merey, prié par Berchtold de donner son avis, déconseilla vivement à son chef d'admettre des désirs quelconques de compensations exprimés par l'Italie. L'empereur Guillaume envoya à Rome et à Vienne des dépêches, d'une part pour faire appel à la fidélité du roi Victor-Emmanuel à la Triplice, d'autre part pour recommander au vieil empereur François-Joseph de se prêter aux désirs de l'Italie ; mais ses démarches n'eurent pas de succès ; depuis vingt-six ans, Guillaume II avait fait tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, trop de manifestations personnelles pour pouvoir obtenir encore un résultat. L'intervention de l'Empereur ne fit aucune impression sur San Giuliano, qui déclara à l'ambassadeur Flotow que l'Italie ne pouvait pas admettre que l'alliance jouât dans le cas présent, étant donné que l'action de l'Autriche contre la Serbie avait un caractère agressif et par conséquent était contraire à l'idée fondamentale de la Triple-Alliance, sans parler du préjudice porté aux intérêts italiens. Le ministre insinua en même temps que la Roumanie, elle aussi, voyait dans l'action de l'Autriche contre la Serbie une atteinte à ses intérêts.

Le 3 août, le roi Victor-Emmanuel adressa à l'empereur Guillaume une dépêche pour lui faire savoir définitivement que selon l'avis de son gouvernement il n'y avait pas *casus foederis*. Simultanément l'ambassadeur d'Italie remit à Berlin la déclaration de neutralité de l'Italie. La même note fut remise à Vienne, où le comte Berchtold, écumant de colère, répondit à l'ambassadeur d'Italie, le duc d'Avarna, que l'Italie faisait une politique « imprudente », qu'elle regretterait « amèrement ». Ce devait être, hélas, juste le contraire. Maintenant que nous avons déclaré la guerre à la Russie, Vienne, absolument sûre à présent que le grenadier poméranien laisserait ses os à la guerre, voulait moins que jamais entendre parler de compensations pour l'Italie. Le comte Berchtold fit dire à Berlin au chancelier par l'ambassadeur d'Autriche, que la neutralité de l'Italie lui suffisait, et qu'il ne négocierait pas au sujet de compensations. Le ton brusque de cette déclaration s'expliquait en partie par une dépêche de Merey, qui avait fait savoir à Vienne que San Giuliano avait expressément parlé de la partie du Tyrol où l'on parle italien, l'ancien territoire des princes-évêques de Trente.

Le peuple allemand était entré en guerre non seulement avec résolution, mais avec la certitude de la victoire. Il avait ses fiers souvenirs de l'histoire de Prusse : la guerre de Sept Ans, où le grand Roi, à la tête d'un État bien plus petit, avait résisté à trois grandes puissances ; la Prusse diminuée et épuisée après Iéna et Tilsit, mais brisant ensuite d'un effort héroïque la tyrannie de Napoléon ; enfin les trois guerres victorieuses de l'époque bismarckienne. Tout cela faisait paraître presque impossible à la majorité du peuple allemand soit une succession d'insuccès soit une véritable défaite. Malgré la retraite de la Marne et les terribles hécatombes de l'Yser et de Verdun, la nation conserva donc l'âme haute.

CHAPITRE XIV

Ma mission à Rome en 1914-1915. — Lettre de Bethmann, ma réponse. — Voyage à Rome au milieu de décembre 1915. — Intrigues de Jagow et Flotow. — Lettre de Ballin.

En dépit de l'attitude patriotique de la très grande majorité du peuple allemand et des exploits de notre armée, des observateurs calmes et avertis ne pouvaient se dissimuler les difficultés immenses de notre tâche, telle qu'elle se présentait par suite des fautes diplomatiques commises dès le début. L'Angleterre, sur la neutralité de laquelle Bethmann avait absolument compté, luttait contre nous. Elle mettait en ligne bien plus de forces que n'avait supposé le pauvre Moltke, qui, au moment de la déclaration de guerre de l'Angleterre, disait d'un air flegmatique qu'il préférerait ne pas voir les Anglais garder une neutralité douteuse et provisoire, mais les avoir comme adversaires, parce qu'il allait pouvoir les battre sans peine. Quiconque voyait clair se rendait de mieux en mieux compte que l'Italie et la Roumanie, qui s'étaient dérobées à leur devoir d'alliées, pourraient bien finalement prendre les armes contre nous. De plusieurs côtés on exprima le désir que le gouvernement m'envoyât faire à Rome une dernière tentative, pour retenir l'Italie de prendre parti contre nos alliés autrichiens.

Au Reichstag tous les députés eurent ce désir, des conservateurs jusqu'aux socialistes. Mais Jagow et Bethmann firent leur possible pour empêcher mon envoi à Rome, sans trop se découvrir eux-mêmes. A l'un des chefs des conservateurs, le comte Schwerin-Löwitz, qui lui recommandait de m'envoyer le plus tôt possible à Rome, Jagow

répondit en faisant l'étonné : « Mais c'est justement à cause des conservateurs que j'étais contre l'envoi du prince, parce que cet envoi en mission après la brouille des conservateurs avec lui pourrait être interprété comme un affront à vos amis. » Schwerin-Löwitz, patriote et homme d'honneur, répliqua qu'il regrettait vivement la brouille entre les conservateurs et moi, que comme beaucoup d'autres conservateurs il ne m'en rendait pas seul responsable, qu'en tout cas les conservateurs étaient trop bons patriotes pour se laisser diriger dans les questions graves de politiques extérieures par des rancunes de parti, et qu'ils désiraient tous vivement que le gouvernement m'envoyât à Rome. Jagow, interdit, se tut. La tentative faite pour réveiller le ressentiment de l'Empereur à mon égard et empêcher ainsi mon envoi à Rome n'eut pas de succès non plus.

Poussé par les parlementaires et les militaires, pressé de tous côtés, Bethmann, après bien des hésitations, se décida à m'envoyer, le 30 novembre 1914, la lettre suivante à Hambourg, où je me trouvais, à l'hôtel Atlantic :

Lorsque, au début de la guerre, nous nous sommes entretenus ensemble de l'Italie, vous vous êtes déclaré prêt, en principe, à vous rendre à Rome et à y faire valoir votre influence, dès que s'offrirait l'occasion d'une mission spéciale. Cette occasion vient de s'offrir. Notre ambassadeur, dont la santé déjà pas très forte, comme vous le savez, a souffert beaucoup des émotions et des fatigues de cet été, m'a écrit pour me faire savoir, comme c'était son devoir, que les médecins l'ont vivement engagé à quitter Rome pour quelques mois et à se reposer. Bien que M. de Flotow ait parfaitement défendu jusqu'ici nos intérêts en Italie, je me rends bien compte que toute sa bonne volonté et toutes ses qualités ne serviraient à rien si ses forces le trahissent. En raison de l'importance actuelle de notre ambassade à Rome, je ne pouvais songer pour ce poste qu'à une personnalité particulièrement qualifiée. Je n'ai pas besoin de dire, cher Prince, qu'en raison de votre situation dans le monde, de vos connaissances du milieu romain et de vos anciennes relations, vous êtes cette personnalité. Et comme il me revient de différents côtés que, par dévouement patriotique, vous

seriez prêt encore à vous charger d'une mission en Italie, je vous adresse, avec l'assentiment de Sa Majesté l'Empereur, la prière de bien vouloir vous rendre à Rome comme ambassadeur extraordinaire et de vous y charger par intérim des affaires de notre ambassade. J'espère que, malgré les fatigues qu'implique une telle mission, le sacrifice que vous auriez à faire, vous et la princesse de Bülow, serait diminué en ce moment, puisque voici la saison où, dans des circonstances normales, vous avez coutume d'aller vous installer dans la belle villa Malta. Certainement vous obtiendrez de l'Italie ce que l'on peut encore obtenir d'elle. Puis-je vous prier, cher Prince, de me faire connaître votre décision par dépêche? Au cas où vous accepteriez, je vous serais reconnaissant de venir à Berlin pendant le peu de temps que j'y passe, afin d'avoir un entretien avec moi. Comme pendant les deux jours qui vont venir, mon temps sera presque entièrement pris par le Reichstag, vous me permettrez de ne pas vous proposer dès maintenant le jour où aurait lieu notre entrevue. Pour aujourd'hui je n'aurais qu'un point à préciser. On a suggéré l'idée de terminer la guerre par une conférence. Vous pensez certainement comme moi que ce ne serait pas notre avantage, ni celui de nos alliés. Il vous sera certainement facile de vous opposer tout de suite à cette idée, si elle devait se répandre à Rome. Mais à ce sujet aussi je voudrais m'entretenir de vive voix avec vous. Dans l'espérance de ne pas vous avoir adressé une vaine prière, mais de vous trouver prêt à rendre à la patrie un grand service en ces circonstances graves, j'assure Votre Excellence des sentiments respectueux de votre toujours tout dévoué,

BETHMANN-HOLLWEG.

Je lus avec des sentiments mêlés ces explications entortillées et peu sincères de mon successeur. En lisant entre les lignes, je discernais facilement que le chancelier m'envoyait à regret à Rome et qu'avant tout il s'efforçait de ménager l'ami intime de Jagow, cet ambassadeur Flotow, qu'il estimait lui-même beaucoup. Je prévis que si telles étaient les dispositions à Berlin, j'aurais bien des difficultés à Rome. Néanmoins je n'hésitai pas un instant à mettre à la disposition du gouvernement ma personne,

plus encore, ma réputation, comme le dit alors au comte Hertling le roi Louis III de Bavière.

Ma première idée fut, tout en acceptant cette mission, d'expliquer à Bethmann, par écrit, que je me rendais bien compte que la situation à Rome était délicate et que ma tâche serait ingrate. Ma lettre au chancelier avait la teneur suivante :

Il va de soi que j'accepte la direction de l'ambassade à Rome. Je n'attache aucune importance au fait que j'étais déjà ambassadeur à Rome, il y a vingt et un ans, et que depuis j'ai dirigé notre politique étrangère pendant douze ans, dont neuf comme chancelier. Je n'ai aucune susceptibilité d'amour-propre, pas de vanité, ni d'ambition. Je suis d'autant moins hésitant que, d'après tout ce que j'apprends de source sûre sur l'Italie, nous avons perdu beaucoup de terrain là-bas dans les deux dernières années. Le choix de Flotow n'a pas été heureux. Je puis dire cela d'autant plus librement que ma femme et moi nous nous sommes efforcés de lui préparer à Rome un accueil favorable et de lui faciliter sa tâche. Il n'a vraiment pas su se créer les relations désirables, acquérir de l'influence et se faire une situation. Quand la guerre a éclaté entre la Russie et nous, Flotow s'est trouvé vis-à-vis de la colonie allemande dans une situation pénible, vis-à-vis de la société italienne et de ses collègues dans une situation pour le moins étrange; en effet, il avait épousé une Russe, attachée à son pays par toute sorte de vieux souvenirs, d'habitudes, de traditions, en même temps que par ses biens en Russie, et il avait un beau-fils dans les rangs de l'armée russe, qui combattait contre nous. Cette situation et son mauvais état de santé, réel ou imaginaire, ont certainement tellement affaibli sa faculté de travail qu'il n'était plus à la hauteur de la situation. Ceci a été vrai en particulier pour les semaines critiques immédiatement avant et après la déclaration de guerre, à un moment où, comme cela m'a été assuré par des personnes compétentes, nous aurions pu, avec plus d'énergie, et si la situation personnelle de notre représentant à Rome avait été meilleure, obtenir la coopération de l'Italie. Depuis, nous n'avons fait que continuer à perdre du terrain, comme me l'ont nettement affirmé bien des gens qui connaissent très bien l'Italie. Il semble qu'il y ait dès maintenant des négociations entre l'Italie et l'Angleterre; sous le

prétexte que l'avance des Turcs du côté de l'Égypte compromet ses intérêts dans l'Érythrée, la Cyrénaïque et en Tripolitaine, l'Italie déclarerait la guerre à la Turquie au printemps prochain et passerait ainsi automatiquement du côté de nos adversaires. Cependant je n'ai jamais été pessimiste. Je me rends bien compte que sous des apparences à bien des égards trompeuses, la situation en Italie n'est ni sûre, ni réjouissante, mais c'est pour moi une raison et un stimulant de plus pour faire tout ce qui sera en mon pouvoir, afin de regagner le terrain perdu et, en tout cas, prévenir le pire. Je compte à ce propos sur votre aimable appui et demeure votre sincèrement dévoué.

Prince DE BÜLOW.

Je montrai à Ballin cette lettre déjà signée. Il me conjura de ne pas effrayer encore, à propos de l'Italie, et de ne pas démoraliser complètement le chancelier déjà trop irrésolu et craintif. Je me contentai donc de télégraphier à M. de Bethmann-Hollweg :

J'ai reçu votre lettre. Naturellement je suis prêt à renoncer, comme telle était mon intention, à passer en Allemagne tout le temps de la guerre et à me rendre à Rome comme ambassadeur extraordinaire, si je puis m'y rendre utile. Mais je suppose que la durée de mon séjour là-bas ne dépend pas du retour de M. de Flotow à la santé, et qu'il s'agit d'une mission jusqu'à la conclusion de la paix. Je suis prêt à me rendre à Berlin pour négocier tous détails, également sur la forme et la date de ma désignation.

La lettre à M. de Bethmann reproduite plus haut fut déposée par moi chez mon fondé de pouvoir à Hambourg, M. Heinrich Meinecke, où elle est restée dans un coffre-fort jusqu'au moment où je me la fis restituer pour dicter mes Mémoires. Bethmann et Jagow renoncèrent à regret à leur intention de laisser Flotow revenir à la date qu'il voudrait à son poste d'ambassadeur à Rome. Ils auraient préféré voir Flotow leur annoncer au bout de quelques semaines qu'il était rétabli, et reprendre ses fonctions avec la vigueur que nous savons. Comme ce n'était plus pos-

sible, Flotow fut du moins autorisé à demeurer en Italie et à attendre les événements sous le doux climat de Naples, près du beau Pausilippe. C'est de là que, pendant tout le temps que je travaillai à Rome, Flotow adressait des lettres personnelles à Jagow et à Bethmann. Le thème de ses développements était que l'Italie n'avait pas du tout l'intention de prendre les armes, que le prince de Bülow représentait la situation comme plus dangereuse qu'elle n'était afin de se préparer des succès faciles. Jagow secondait son cher ami autant qu'il était en son pouvoir.

Le jour de mon départ pour Rome, l'Impératrice recevait justement en audience M. de Jagow. Sa première dame de cour, ma cousine, la comtesse Thérèse Brockdorff, était présente. Notre bonne Impératrice dit à Jagow qu'elle espérait que je réussirais à maintenir l'Italie dans la neutralité. Il répondit : « Mais, Majesté, cela est si facile ! Nous avons mis le Trentin dans la malle du prince de Bülow. Avec cela n'importe qui pourrait retenir l'Italie d'entrer en guerre. » C'était faux. Au sujet du Trentin nous n'avions pas encore reçu de l'Autriche la moindre promesse ferme. Jagow s'appliquait au contraire à retenir les Autrichiens de répondre trop vite et trop aimablement aux demandes italiennes de compensations ; il s'y appliqua plus tard encore, pendant toute la durée de ma mission, par des déclarations verbales faites à l'ambassadeur d'Autriche à Berlin, par des lettres à l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne et enfin en envoyant à Vienne le comte de Monts, qui détestait les Italiens et qui m'en voulait à moi-même doublement, justement parce qu'il m'avait flatté précédemment sans aucun souci de dignité personnelle. De son côté, M. de Flotow avait sans doute parlé dans le sens voulu par son chef et son ami Jagow lorsque, avant de quitter Rome pour gagner la belle Naples, il dit au conseiller d'ambassade Hindenburg, homme de grand cœur, fidèle à son devoir et parfaitement intègre : « Bülow a réussi par toute sorte d'intrigues à se faire envoyer à Rome. Mais le chancelier et le secrétaire d'État n'ont cédé qu'à regret aux insistances absurdes de parlementaires et de

journalistes incompetents. Comme ami je vous signale que les Affaires étrangères ne désirent pas précisément un succès du prince de Bülow. » Hindenburg, étonné et interdit, répliqua qu'il ne comprenait pas le sens de ces paroles, que son devoir de service, de même que son devoir moral, était de seconder son nouveau chef. Alors Flotow se mit à sourire : « Vous ne voulez pas me comprendre, mon cher Hindenburg. Je connais le monde et je vous parle paternellement et amicalement. *Surtout pas trop de zèle* au service du prince de Bülow. Ce ne serait pas très bon pour votre carrière. » Aux Italiens Flotow dit qu'à Berlin je m'étais fait fort non seulement de maintenir l'Italie dans la neutralité, mais de la pousser à marcher contre la France et l'Angleterre, éventualité dont il ne pouvait plus être question après la bataille de la Marne et à laquelle personne en Italie ne pensait plus, toute la question étant seulement de savoir, au moment où je fus envoyé à Rome, si les Italiens resteraient neutres ou s'ils prendraient l'offensive contre l'Autriche.

Avant de quitter Hambourg pour me rendre à Berlin, j'adressai à mon ami Ballin une lettre confidentielle, dans laquelle j'exprimai la conviction que si l'on voulait m'envoyer à Rome, on aurait dû le faire, par dignité, dès le mois d'août, avant d'avoir perdu tant de terrain là-bas ; qu'il aurait été utile de s'adresser à moi dans la période qui s'était écoulée entre l'ultimatum à la Serbie et notre déclaration de guerre à la Russie, pour me demander à ce moment de quelle façon nous pouvions entraîner l'Italie avec nous ; que, d'une façon générale, il n'aurait pas été nuisible de me faire dire alors ce que je pensais de l'ensemble de la situation ; que j'aurais signalé aussitôt les points à modifier dans l'ultimatum, si — naturellement sans forfaire à notre honneur — nous voulions éviter une guerre si terrible, et que j'aurais indiqué les moyens de maintenir la paix même après remise de cet ultimatum, sans rien perdre de notre prestige, ni du prestige de l'Autriche, et même avec un avantage diplomatique, comme en 1908-1909. Je n'attendais pas de cette lettre à Ballin un succès pra-

tique, mais j'éprouvais le besoin d'écrire tout ce que j'avais sur le cœur et de me libérer ainsi des soucis qui me tourmentaient depuis des mois.

Albert Ballin, bien que naturellement optimiste, avait tendance, depuis le commencement de la guerre, à voir en noir notre situation. Il m'écrivit, avant mon départ en mission, la lettre suivante :

J'ai vu l'Empereur et je l'ai trouvé plein de confiance, mais aussi de colère contre l'Angleterre, et l'Impératrice fortifie chez lui ces dispositions. Ainsi des passions et des sentiments personnels se mêlent à la politique, ce qui me semble très dangereux. J'ai trouvé que l'Empereur et le chancelier ont une conception trop favorable de notre situation militaire. A mon sens la partie reste à peu près égale. Nous avons la Belgique, l'Angleterre a la mer du Nord, la Russie a la Galicie, les Japonais ont Kiautschou, etc... Les événements auraient pu beaucoup mieux tourner, si notre commandement n'avait pas commis de fautes ; tout de même c'est un gros succès que nos armées, abstraction faite de petites incursions en Prusse Orientale et en Alsace, aient pu fixer la guerre en pays ennemi et que nous nous maintenions si bien en face d'un monde d'adversaires. Enfin les récents avantages remportés par Hindenburg nous ouvrent de nouvelles perspectives favorables. Cependant je ne vois pas du tout ce que sera la paix. Nous ne pouvons avancer qu'en concluant des paix séparées avec nos divers ennemis. Ce sont les Russes qu'il serait le plus facile d'amener à composition. Un arrangement avec eux détacherait peut-être la France à son tour, ou en tout cas nous donnerait la possibilité de libérer à l'est Hindenburg et une partie de ses armées, de façon à en finir victorieusement sur le front ouest. Mais tout cela est peut-être trop beau pour être vrai, et pour l'instant je n'y crois pas. Il vaut mieux nous attendre à être obligés de continuer la guerre.

Arrivé à Berlin, je trouvai le chancelier Bethmann embarrassé et en désaccord avec lui-même. Manifestement il n'éprouvait aucun plaisir à me voir rentrer en scène. Presque naïvement il me demanda si j'avais l'intention de recevoir des députés et des journalistes avant de partir pour Rome et me conseilla « avec des sentiments

de vieux dévouement et de respect » — ce furent ses propres expressions — de n'en rien faire, pour ne pas réveiller l'irritation que « malheureusement » l'Empereur conservait à mon égard et qui avait été la raison pour laquelle lui, le chancelier, n'avait voulu donner à ma mission à Rome que le caractère d'un remplacement temporaire de l'ambassadeur Flotow, tombé malade. Or, l'irritation de l'Empereur à mon égard, c'est Bethmann qui l'entretenait de son mieux, et elle n'était d'ailleurs pas tellement vive, comme en témoigne la dépêche suivante que Sa Majesté venait de m'envoyer elle-même à Hambourg :

Je serais heureux que Votre Excellence voulût bien aller le plus tôt possible à Rome et y faire valoir dans notre intérêt sa grande influence personnelle. Bien des compliments à la princesse de Bülow.

Mais d'un autre côté Bethmann faisait tous ses efforts pour me convaincre que je pouvais compter sur son appui loyal.

Je trouvai le petit Jagow plein de fiel. Il avait dit tout récemment au prince de Wedel, qui avait plaidé auprès de lui pour mon envoi à Rome, que personne ne pouvait lui demander de faire un amer chagrin à Flotow, son meilleur ami. A moi il dit que je ne devais pas être moi-même très enthousiasmé par la tâche qui m'attendait à Rome, que personne ne pouvait faire mieux que Flotow, que le *Corriere de la Serra* venait de le reconnaître en se prononçant pour le maintien de Flotow à l'ambassade. Je répliquai que ce journal était dans l'Italie entière le plus hostile à l'Allemagne. Jagow se tut avec un air d'embarras qui frisait le comique.

De tous côtés il me revenait que le chancelier et les Affaires étrangères avaient tout mis en œuvre pour empêcher mon envoi à Rome. C'est ainsi que le collaborateur du *Berliner Lokal-Anzeiger*, M. Eugène Zimmermann, m'avait écrit dès novembre :

Aux Affaires étrangères, le bureau de presse a déclaré, sur question posée par la maison Scherl, que Votre Excellence avait refusé d'accepter la direction de l'ambassade de Rome, et que peut-être il valait mieux pendant la guerre ne faire à Rome aucun changement. J'ai appris ailleurs que Jagow, d'accord avec le chancelier Bethmann, s'est refusé à lever même le petit doigt pour envoyer Votre Excellence à Rome, et que le chancelier a travaillé l'Empereur en ce sens. Il me paraît sûr que l'on a très généralement peur de mettre en avant des hommes plus capables que les dirigeants actuels. Cela est humain, mais cela est inquiétant, surtout aujourd'hui. Il faudrait mettre sans retard chacun à la place où il peut rendre le plus de services, sans quoi nous ne pouvons pas vaincre.

A peu près au même moment, un journaliste alors orienté vers l'extrême droite, Herbert de Berger, qui avait écrit, dans le sens de l'orthodoxie conservatrice, un livre sur Stahl, le professeur de droit constitutionnel, m'écrivit que le désir de me voir aller à Rome était exprimé maintenant par la presse, ce qui ne pouvait faire aucun plaisir en haut lieu, au chancelier ni aux Affaires étrangères. Berger m'informait que la *Frankfurter Zeitung* déclarait officieusement que le prince de Bülow irait de toute façon à Rome, même sans mission particulière ; selon lui, on voulait faire croire au public que je retournais à Rome pour ma villégiature ordinaire d'hiver, et tirer parti le plus possible de mon séjour à Rome, sans lui donner une consécration officielle, politique « de ruse » et de « demi-mesure » très caractéristique de Bethmann-Hollweg et de ses gens :

Votre Excellence aura déjà percé tout cela à jour et demandé tout ou rien. Mais je souhaite, moi, le plus dévoué de vos partisans, et les anciens adversaires de Votre Excellence souhaitent eux-mêmes que bientôt Votre Excellence soit par note officielle rendue au service de l'Empire.

A la fin de novembre 1914, le prince de Wedel m'écrivit qu'il avait signalé à l'aide de camp général Plessen la complète insuffisance de l'ambassade d'Allemagne à Rome,

et notamment la « scandaleuse » situation de Mme de Flotow ; elle se cachait à Stockholm, parce qu'elle n'osait pas reconnaître pour son mari un Allemand ; elle se tenait là-bas en contact étroit avec l'ambassade de Russie, tandis que le beau-fils de notre ambassadeur à Rome combattait contre nous dans les rangs russes. Jagow continuait à regimber et ne voulait toujours pas rappeler son cher Flotow ; mais, me disait Wedel, les temps étaient si graves qu'il fallait que tout l'équipage fût à bord. Lœbell m'écrivait :

En acceptant d'être désigné pour Rome, vous faites un grand sacrifice, mais je suis convaincu que vous le faites volontiers, car toujours le bien de la patrie a été la règle unique de votre action. Il me semble que l'état des esprits en Italie laisse maintenant de nouveau beaucoup à désirer. On a gâté là-bas bien des choses et fait beaucoup de mal, qu'on aurait pu éviter.

Mon frère, homme de bon sens et d'esprit rassis, m'écrivit, dès qu'il eut vent de mon envoi possible à Rome, pour me dire qu'en dépit de toutes les difficultés, de toutes les intrigues dont j'étais l'objet, de l'insincérité des dirigeants de notre politique extérieure, je ne pouvais pas ne pas répondre à un appel de l'Empereur. Il ajoutait : « Dieu veuille que dans une question si grave les hommes qui dirigent les Affaires étrangères n'écoutent, au lieu de leurs misérables intérêts ou désirs personnels, que l'intérêt de la patrie. Agir autrement serait bien coupable. D'ailleurs on est très mécontent en Allemagne de nos diplomates. On a trouvé ce bon mot : Le gouvernement français aurait cherché à connaître nos conditions de paix ; nous aurions répondu : « rectification de la frontière des Vosges, démantèlement de Toul, Nancy, Verdun, etc... » ; les Français auraient accepté tout cela ; mais ensuite nous aurions exigé que les Français nous prissent cinq ou six de nos diplomates actuellement les plus qualifiés ; à cela les Français auraient répondu que c'était une condition inacceptable. »

Les intrigues ourdies contre moi et la façon dont les

affaires étaient dirigées à Berlin étaient pitoyables ; ce qui me fit oublier tout cela, ce furent les manifestations de confiance et de sympathie qui, spontanément, me furent envoyées de toute part. Celle qui me fit le plus de plaisir fut la poésie que me consacra, dans le *Kladderadatsch*, le secrétaire de rédaction de cette feuille hebdomadaire, Paul Warneke, mon ami, tout comme son prédécesseur Trojan. Le *Kladderadatsch*, dont toute la collection depuis 1848 orne ma bibliothèque et qui resta fidèle à mon grand prédécesseur Bismarck, même au delà de la tombe, m'a souvent, tandis que j'étais chancelier, dit en riant mes vérités, selon le précepte d'Horace : *ridendo dicere verum*. Depuis ma retraite ce très vieux et excellent journal, plein de jovialité allemande et d'esprit satirique berlinois, était resté toujours aimable à mon égard.

CHAPITRE XV

Audience chez Guillaume II. — Visite d'adieu à Moltke. — Départ pour Rome. — Flotow reste en Italie et continue à intriguer contre moi. — Les archives de l'ambassade de Rome. — Mon activité à Rome. — Lettres d'Allemagne. — État d'esprit de l'Empereur. — La colonie allemande. — Le comte Greppi. — L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, de Merey, est remplacé par le baron de Macchio.

L'Empereur me reçut, avant mon départ, au château de Bellevue. C'est avec émotion que je traversai le vieux parc pour entrer dans ce palais, témoin de tant de choses. C'est ici que le prince Louis-Ferdinand, qui devait périr à Saalfeld, prit congé de sa sœur, la princesse Radziwill, et lui recommanda ses enfants ; ici aussi qu'après Iéna Arndt chercha les chemins les plus silencieux pour méditer sur la détresse de la patrie et les moyens de la sauver. Ici, en 1918, quand notre tragique destin commença à s'accomplir après l'échec de notre dernière grande offensive à l'ouest, Guillaume II devait congédier le général Ludendorff avec de dures paroles. En ce moment, l'Empereur était plein de confiance et d'exaltation. Du ton le plus aimable, comme s'il n'y avait jamais eu entre nous de dissentiments, ni de froissements, il m'exposa la façon dont à son avis la guerre avait éclaté. Ses deux cousins, le roi d'Angleterre et l'empereur de Russie, s'étaient conjurés contre lui en mai 1913, pendant les fêtes du mariage de la princesse Victoria-Louise avec le duc de Brunswick. L'histoire ne connaissait pas pire perfidie. Au moment où ses deux « cousins et collègues » avaient conduit sa pauvre enfant au saint autel, ils méditaient une trahison

dont Dieu les punirait un jour. L'Empereur me dit que la veille de la célébration du mariage, il était entré à l'improviste, au château de Berlin, chez le roi d'Angleterre et l'avait surpris en tête à tête avec le tsar. Tous deux avaient sursauté. C'est à ce moment qu'ils avaient arrêté leurs dernières dispositions pour tomber sur l'Allemagne. L'ingratitude du tsar, dont il avait toujours été l'ami fidèle, était révoltante. Quant à « Georgie », tout ce qu'il pouvait dire, c'est que leur commune grand'mère, la reine Victoria, avait dû se retourner dans son cercueil au moment où son petit-fils anglais avait jeté le gant à son petit-fils allemand.

Je fus peiné de voir que même les amères leçons des premiers mois de la guerre n'avaient pas pu amener Guillaume II à prendre les événements comme ils étaient et à les juger froidement. Je lui fis remarquer que la politique anglaise, surtout depuis l'avènement du roi George V, était faite par les ministres et le Parlement. L'Empereur me jeta un regard irrité, puis reprit un air aimable, me saisit par le bras et me dit que maintenant il nous fallait rejoindre sa femme, qui désirait beaucoup me revoir. Trois minutes plus tard, nous étions assis tous les trois autour de la table à thé, et de la personne de l'Impératrice se dégageait un air de bonté et de douceur qui nécessairement faisait régner la paix et l'harmonie.

Quelques jours avant cette audience chez l'Empereur, j'avais été rendre visite au général de Moltke. Il avait quitté Hombourg pour revenir au bâtiment de l'État-Major, la « boîte rouge » sur le Königsplatz, vis-à-vis de la colonne de la Victoire, cette maison qui perpétue de grandes traditions et près de laquelle je ne puis passer aujourd'hui sans me souvenir mélancoliquement d'un passé meilleur, d'une époque heureuse et fière. Je trouvai Moltke au lit. Il avait l'air malade, plus pâle que son drap de lit. Avec un sourire mélancolique, il me dit : « Vous rappelez-vous encore le jour où nous avons fait tourner nos chevaux sur l'hippodrome autour de la poudrière ? J'avais bien raison de ne pas vouloir accepter le poste

qu'on m'offrait. » Mais il ne proféra aucune parole pour se justifier ou pour porter des accusations ; il me parla seulement de ses craintes pour l'avenir, de son ardent amour de la patrie, et me dit qu'il désirait vivement me voir prendre la place de Bethmann, qui, dans une pareille tempête, n'était nullement capable de tenir la barre.

Quand je quittai la chambre de Moltke, je trouvai sa femme, qui m'attendait à la porte. Elisa de Moltke, Lizzie, comme on l'appelait dans la famille, était jolie femme, intelligente, toute dévouée à son mari ; malheureusement elle s'était occupée de fantasmagories spirites et théosophiques et avait contaminé son mari, qui était déjà enclin au mysticisme. Je la vis tremblante de l'émotion que lui causait le malheur de son mari, d'indignation contre ceux qu'elle accusait d'être coupables d'avoir mis le général en cet état de ruine. L'Empereur avait retiré à son mari la direction des opérations au moment même où il allait redresser la situation sur le front ouest. Elle accusait aussi l'Empereur et Falkenhayn de ne pas avoir écouté les conseils donnés par Moltke relativement au ravitaillement du pays. Cette accusation n'était pas dénuée de fondement, car Moltke avait été, avec Delbrück, de ceux qui de bonne heure reconnurent que nous avions à nous prémunir à temps contre le blocus.

Un peu avant cette visite, j'avais déjà échangé des lettres avec de Moltke. C'était un vieil ami, dont le malheur me faisait de la peine. Je lui avais écrit quelques mots de sympathie. Voici la réponse qu'il me fit :

Votre Excellence m'a fait une grande joie en m'envoyant son aimable lettre du 24, je puis bien le dire, une lettre d'ami. Quant aux félicitations que Votre Excellence m'exprime pour la mise en marche de nos armées, elles ne doivent pas s'adresser à un seul, mais à tout l'état-major et à tous les officiers qui ont travaillé à assurer la mise en place de ces armées de millions d'hommes, en particulier au personnel de la section des chemins de fer. Quant aux victoires qui ont suivi, elles sont dues au courage des soldats et des chefs, du premier au dernier homme. C'est notre peuple lui-même, la nation armée, qui a

risqué sa vie et a vaincu ; l'honneur revient, non seulement aux combattants, mais à toute la nation qui, derrière eux, se tenait prête à tous les sacrifices, la nation qui alimente toujours les forces de l'armée, qui lui est attachée par des millions de fibres, qui lui communique perpétuellement son noble et fortifiant esprit. Le peuple allemand lutte pour les biens les plus sacrés, pour son indépendance, pour la défense de la patrie menacée de violences et d'extermination. Et ce peuple de soixante-dix millions d'habitants a conscience de ne pas mener cette lutte pour lui seul, mais dans l'intérêt de l'humanité, parce qu'il faut sauver l'esprit allemand, qui seul donne la garantie du progrès spirituel de l'humanité. Il faudrait désespérer de tout progrès, si ces biens suprêmes devaient être anéantis par la barbarie russe et le matérialisme anglais. C'est pourquoi je suis sûr, comme vous, que notre peuple est invincible. En lisant ce que vous m'écrivez sur la mauvaise préparation diplomatique de cette guerre, j'ai songé à nos entretiens d'autrefois. Depuis que Votre Excellence n'est plus à la tête des affaires, nos diplomates n'ont plus eu qu'une pensée : maintenir la paix à tout prix ! Ils ont oublié complètement que la plus haute tâche de la diplomatie est de diriger l'État de telle sorte que, s'il le faut, il puisse entrer en guerre dans les conditions les plus favorables. Et pourtant, depuis des années, il était visible que cette guerre n'était pas loin. Nous ne la voulions pas, nous ne voulions pas la préparer, nous voulions l'empêcher seulement, mais elle venait. Il échappait à nos diplomates que l'histoire du monde prenait une autre tournure, et qu'il fallait que l'orage de la guerre européenne éclatât. Il n'est pas possible d'expliquer autrement que la défection de la Roumanie et de l'Italie se soit produite ainsi et nous ait tellement pris au dépourvu. Je suis certain que nous aurions déjà gagné la guerre, si nous avions réussi à nous assurer l'aide de ces deux États. Ne pas y avoir réussi, c'est la pire faute que nous reprocheront les historiens. Nous avons parlé tous deux souvent de ces choses ; elles vous préoccupaient, et quand vous avez été relevé de vos fonctions, mon inquiétude a été que des éventualités aussi graves pour l'Empire fussent maintenant négligées. Si la volonté de Dieu est que tout de même nous sortions victorieux de cette lutte gigantesque, notre tâche sera de conserver nos biens suprêmes, l'idéalisme que cette guerre a réveillé dans notre peuple et qui circule dans toutes les couches sociales, cette magnifique unité de la nation qui a effacé toutes les différences de classes et

de partis. Cette guerre aura été comme un feu qui aura fait sortir l'or pur de sa gangue. Notre peuple s'est détourné de ce matérialisme qui, dans les années de prospérité et de bien-être facile, étouffait son âme et ne lui inspirait que jalousie et esprit de discorde. C'est un précieux trésor que la guerre fait sortir de la terre allemande. Dieu veuille maintenant nous donner des hommes qui ne se préoccupent pas seulement des avantages matériels que nous apportera la paix, mais de ces biens spirituels que la guerre nous a rendus et qu'il nous faut préserver. C'est mon vœu le plus ardent, comme ma crainte est que l'homme d'État incapable de lire à présent au fond de l'âme de notre peuple ne sache pas nous conduire à nos destinées. Je voudrais que vous fussiez maintenant notre guide, car je vous honore et je sais que vous comprenez ce que je veux dire ici. Vous avez déjà, dans des circonstances difficiles, fait appel à l'idéalisme de notre peuple, et avec succès. Je ne vois personne qui puisse vous remplacer. Pardonnez-moi la longueur de ma lettre. Malade comme je suis, je ne suis plus d'aucun secours dans cette guerre, et je vis, solitaire, au château de Homburg. Mais mon cœur et mon âme suivent ce qui se passe en ces graves et saintes journées, et j'ai l'ardent désir que notre peuple, par la lutte et à travers les ténèbres, parvienne à la lumière. Comme vous, je donne toutes mes pensées à la patrie. Dieu nous donne la victoire et une paix qui préserve nos biens suprêmes.

— Votre fidèlement dévoué,

MOLTKE.

Cette lettre prête évidemment à mainte critique. Le reproche à faire à mon successeur Bethmann n'était pas tant d'avoir voulu la paix à tout prix que de s'être engagé maladroitement dans cette guerre. Il n'était pas exact non plus de dire qu'une guerre européenne fût inéluctable comme une catastrophe physique. Déplaisante et plate théorie de la fatalité, à laquelle Bismarck ne croyait pas davantage qu'à la nécessité de guerres prophylactiques. Mais Moltke avait par contre raison de dire que nous aurions pu rapidement gagner la guerre, si nous avions eu dès le début la Roumanie et l'Italie avec nous. Cela ne s'était pas produit et la faute en était à la diplomatie

de Vienne et de Berlin. Dans l'ensemble, la lettre de Moltke est l'exposé généreux et hautement idéaliste d'un professeur de morale plutôt que la profession de foi et le testament d'un chef d'armée. Il souffle un autre esprit dans les ouvrages de Frédéric II et dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*. Le sort a voulu qu'au début de la plus grande des guerres, nous ayons eu, pour occuper les deux postes les plus importants, non des hommes d'action énergiques et habiles, mais des philosophes. J'ajoute que le jugement de l'histoire sera, avec raison, plus sévère pour Bethmann que pour Moltke, son compagnon d'infortune.

Le 14 décembre 1914, je pris l'express de Rome. En cette ville je reçus, au bout de quelques jours, la lettre d'un journaliste qui tenait de près à nos Affaires étrangères. Il me disait : « Jagow a dit ici à qui voulait l'entendre, immédiatement après votre départ de Berlin, que nous étions absolument sûrs de l'Italie ; qu'elle interviendrait en notre faveur et sans aucun doute. » Il était évident que Jagow voulait cracher dans ma soupe. A Rome, le personnel de l'ambassade m'attendait à la gare, mais l'ambassadeur Flotow n'était pas venu. Je m'installai dans ma villa Malta, et non au palais Caffarelli, qui m'avait abrité, il y avait quarante ans, comme attaché, et vingt ans après, comme ambassadeur. Dans l'après-midi Flotow se présenta. Sa tenue et sa physionomie auraient pu servir de modèle à un acteur qui aurait à jouer le rôle du secrétaire Wurm dans *Cabale et Amour* du jeune Schiller, ce Wurm dont un autre personnage du même drame, le musicien Miller, dit qu'avec son air de gratte-papier il vous retourne le sang comme une dose d'arsenic. M. de Flotow me fit bien comprendre qu'avec l'autorisation formelle du chancelier et du secrétaire d'État, il ne quitterait pas l'Italie, mais y passerait tout son congé et s'installerait à Naples « jusqu'à nouvel ordre ».

Mal secondé par Berlin et encore plus mal par Vienne en ce dur hiver 1914-1915, et obligé de lutter à Rome contre bien des influences contraires, je reçus plusieurs lettres de Moltke, qui étaient d'un ami et d'un patriote. Peu

d'hommes ont fait pour le succès de ma mission à Rome des vœux aussi sincères que Moltke. Ces vœux et ces prières au ciel étaient vraiment bien nécessaires. Comme je le dis au conseiller d'ambassade Hindenburg, lors de mon premier entretien avec lui, je me comparais au médecin appelé trop tard auprès d'un malade. En juillet 1914, avec un peu d'habileté de notre part, la coopération de l'Italie était possible; pendant les semaines qui précédèrent notre retraite sur la Marne, nous pouvions compter du moins sur la complète neutralité italienne; mais maintenant, pour obtenir cette simple neutralité, il fallait que l'Autriche, immédiatement, sans réserve, *avec un beau geste*, sacrifiât le Trentin et concédât l'autonomie de Trieste. Mais ni les Autrichiens ne voulaient faire les concessions indispensables, ni Bethmann-Hollweg ni Jägow n'eurent l'énergie d'exercer une forte pression sur le cabinet de Vienne. Après que sans hésitation et sans réserve nous avions donné notre assentiment à l'exécution contre la Serbie, en laissant le cabinet de Vienne libre du choix des moyens, les Autrichiens se croyaient absolument sûrs de nous avoir derrière eux et ne pensaient être tenus vis-à-vis de nous à aucun égard. Avec notre blanc-seing en poche, ils s'assirent à la table de jeu, pour jouer malheureusement non pas seulement leur argent, mais le nôtre. Ne leur avions-nous pas permis, dès le début, d'aller vis-à-vis de la Serbie jusqu'au bout, jusqu'à la guerre avec toutes ses conséquences?

Je trouvai à Rome, dans nos archives, une lettre de notre conseiller d'ambassade à Vienne, le prince Stolberg, qui pendant une courte absence de son chef, l'ambassadeur Tschirschky, environ huit jours avant la remise de l'ultimatum, au milieu de juillet 1914, faisait savoir à Berlin qu'en exécution des ordres reçus il avait demandé au comte Berchtold si le cabinet de Vienne persistait à vouloir exiger du gouvernement serbe de sérieuses réparations pour l'assassinat de Serajévo; Berchtold ayant répondu affirmativement, il avait demandé ensuite, conformément à ses instructions, ce qui arriverait si la Serbie

acceptait toutes les exigences autrichiennes ; en souriant (Berchtold et Jagow aimaient sourire), Berchtold lui avait répondu qu'il estimait impossible que même un gouvernement comme le gouvernement serbe avalât une pareille pilule, que si pourtant il s'y résignait, il ne resterait plus rien à faire, même après acceptation de ces exigences, qu'à irriter la Serbie, jusqu'à ce que l'Autriche eût la possibilité de l'envahir. Il y avait aussi dans les archives copie de deux lettres envoyées par Jagow, du grand quartier général, au sous-secrétaire d'État Zimmermann ; ces deux lettres me permirent de constater de nouveau avec mélancolie qu'en l'été 1914 nos gens des Affaires étrangères s'étaient conduits comme des écervelés. Dans l'une de ces lettres, écrite avant la retraite de la Marne, Jagow exhortait les Affaires étrangères et l'ambassade d'Allemagne à Rome à ne pas trop s'engager vis-à-vis de l'Italie, ni par des promesses, ni par des conversations sur des compensations éventuelles. Cela rappelait le ministre français des Affaires étrangères en 1870, le duc de Gramont, qui, quand on lui annonça que les États allemands du Sud marcheraient avec la Prusse, avait répondu avec jovialité : « Tant mieux ! Nos armées se déploieront à leur aise dans les plaines de l'Allemagne méridionale et nous aurons les coudées franches pour les négociations de paix. » L'autre lettre était arrivée à Rome quelques semaines après la retraite de la Marne ; cette fois Jagow se tordait les mains, et priait de tout mettre en œuvre pour que l'Italie se joignît à nous.

Comme tout homme mêlé à la vie politique, j'ai pu me tromper quelquefois, peut-être même me tromper souvent, ainsi que l'affirment mes adversaires ; mais je puis dire en conscience que je n'ai jamais eu d'autre idée directrice que la raison d'État. Depuis le moment où j'entrai aux hussards de Bonn comme volontaire pour la durée de la guerre et où je jurai fidélité au Roi et à la patrie, j'ai mis absolument toutes mes forces au service du pays, jamais de façon plus consciente, ni plus entière, que pendant ma mission à Rome, pendant l'hiver 1914-1915. Justement

parce que je ne me faisais aucune illusion sur les dangers de la situation dans laquelle, cinq ans après mon départ, nous avait mis l'incapacité de mon successeur et de ses collaborateurs, je tendis tous mes nerfs pour éviter à l'Empire allemand, déjà cerné par tant d'ennemis puissants, un nouvel ennemi qui n'était pas à dédaigner. Ce que j'apprenais d'Allemagne me confirmait dans mon appréciation de la situation. Albert Ballin m'écrivit bientôt après mon arrivée à Rome :

La situation ne me paraît pas brillante. L'idée d'un blocus par sous-marins, capable de faire céder l'Angleterre, est très critiquée par les juristes et les hommes à la tête des Affaires étrangères. En Turquie, pas beaucoup d'espoir. Manque de munitions, parce que la Roumanie refuse de laisser passer nos transports. Sur le canal de Suez et en Égypte, aucun objectif intéressant. Je ne comprends donc pas pourquoi nous n'agissons pas énergiquement à Vienne, de façon à obtenir une entente avec l'Italie, même au prix de durs sacrifices. Il faut absolument libérer les troupes autrichiennes qui sont à la frontière italienne, pour en finir avec les Serbes. A mon sens, ce qui a rendu bien plus mauvaise la situation militaire, c'est que les Autrichiens n'ont pas réussi à terrasser rapidement les Serbes, car en ce cas ils auraient pu, au moyen de concessions, faire la paix avec ce solide petit peuple et peut-être donner ainsi au tsar le prétexte de conclure une paix séparée. Nos succès militaires ne feront que pousser les puissances de l'Entente à courtiser davantage la Roumanie et l'Italie, et des insuccès militaires donneront aux Roumains et aux Italiens encore plus d'envie qu'ils n'en ont maintenant de marcher contre l'Autriche. Nous sommes ainsi *between the devil and the deep sea* et nous devrions chercher à conclure bientôt une paix avec honneur. C'est un grand succès déjà d'avoir pu porter la guerre en pays ennemi et de résister brillamment à ce monde d'ennemis.

Le directeur général de la maison d'édition Scherl, M. Eugène Zimmermann, qui se tenait en contact étroit avec le grand quartier général et y séjournait fréquemment, ce même Zimmermann qui, trois ans plus tard, devait aider Guillaume II à rédiger son livre : *Figures et silhouettes*, m'avait déjà écrit avant mon départ pour la Ville Éternelle :

On devient généralement pessimiste. Nos armées n'avancent que lentement et avec d'énormes pertes. Nos adversaires gagnent le temps de prendre à leur tour leurs dispositions. L'artillerie russe est complétée par des pièces japonaises. Les Français mettent en ligne toujours plus de troupes noires. Les Anglais instruisent fiévreusement leurs recrues. Sur l'Yser, nous avons perdu jusqu'au 1^{er} novembre, en chiffres ronds, cinquante mille officiers et soldats. Il n'est pas rare de voir sur le front des lieutenants et des commandants de compagnie de cinquante ans. De plus en plus, c'est la force brutale qui prévaut, et l'art de la guerre joue un moindre rôle. On ne voit pas que nous ayons l'initiative des opérations. Notre supériorité numérique à l'ouest (environ 350 000 hommes) ne nous fait pas venir à bout de l'adversaire. Malgré tout, nous pouvons, nous devons espérer le succès final. Mais plus ce succès sera dû à l'armée, au peuple, à l'individu, au lieu de l'être à la supériorité de direction, plus après la guerre la démocratie sera exigeante. Quand on parle ici à ces messieurs du gouvernement, on est effrayé de leur ignorance de tout de qui se passe dans le peuple.

Le publiciste Herbert de Berger, qui à cette époque était encore à l'aile droite du parti conservateur, m'écrivait :

J'espère que la jeune génération verra un temps où on demandera aux nobles Prussiens d'aider la patrie autrement qu'en versant seulement leur sang à la guerre. Quatre-vingt pour cent des officiers de la garde ont été tués ; quelques-uns sont ici, blessés, et je les rencontre souvent. Ils sont d'avis que l'occasion leur a été fournie plus souvent qu'il n'était nécessaire, de réclamer le fier privilège des nobles, la mort au champ d'honneur. Des familles nobles entières ont péri. Avec amertume un officier de haut grade, mutilé, me demandait récemment si l'on n'avait pas l'intention de faire disparaître les officiers et fonctionnaires nobles pour des raisons politiques. Involontairement je pensai alors au mot d'un historien bien connu, qui disait que Rome devait périr parce que son aristocratie avait péri. Il est singulier qu'au milieu des événements actuels, qui réveillent et font valoir tout ce qu'il y a de meilleur chez les Allemands, on entende parler dans les meilleurs milieux d'un ton moins confiant, et même chagrin. On trouve que nous manquons de chefs et d'hommes de caractère. Hindenburg ne peut pas, à lui seul, faire la besogne de tous. Et enfin, il semble

qu'en haut lieu il y ait une répugnance à laisser se mettre en avant ceux qui auraient non les simples qualités de fonctionnaires, mais l'étoffe d'hommes d'État. J'entends des officiers et des civils réclamer Votre Excellence. Tous les Allemands qui réfléchissent et qui ont un peu de sens politique savent que le chancelier actuel ne fera pas l'affaire au moment de la conclusion de la paix, pas plus qu'il n'a su faire ce qu'il fallait quand la guerre est arrivée. S'il se maintient en ce moment, c'est qu'il est un serviteur commode. Il n'est pas étonnant que notre peuple, qui fait de bon cœur des efforts immenses, en vienne cependant à se demander s'il n'est pas temps de procéder à de sérieuses réformes constitutionnelles, pour que la nomination des ministres ne dépende pas uniquement de la volonté du souverain. Certainement des ministres comme Bethmann et Jagow, aussi faibles et aussi pauvres d'idées, sont un péril pour le pays en matière de politique étrangère et, à l'intérieur, en matière de constitution.

Ces lettres étaient pleines de gravité, d'avertissements et de soucis patriotiques. Voici, pour faire contraste, ce que m'écrivait du château de Bellevue l'aide de camp général Chelius sur les dispositions de Sa Majesté :

L'Empereur ne veut toujours pas croire que l'Italie soit sérieusement hostile à l'Autriche, et il estime que la Roumanie, où semble commencer à se manifester un courant d'opinion en faveur des puissances centrales, la retiendra de prendre une décision fatale. Très confidentiellement, j'ajoute que l'on croit ici qu'au printemps le pape offrira sa médiation pour la paix. C'est une idée qui a toute la sympathie de l'Empereur. Bien entendu, il pense que la paix ne pourrait être conclue qu'en tenant compte de la situation militaire acquise. Il est certain qu'il existe en France et en Angleterre un besoin de paix. Nous harcelons l'Angleterre sur mer, naturellement non sans danger pour nos propres transports, en particulier ceux qui vont en Belgique. Sa Majesté est de bonne humeur et attend avec confiance les opérations à l'est, qui peut-être amèneront une décision militaire et politique.

Je constatai avec une grande joie que du premier au dernier jour de ma mission j'eus la confiance de mes compatriotes vivant en Italie. De nombreuses lettres et dépêches

de Rome et de Florence, de Milan et de Naples, m'en donnèrent de touchantes preuves. De la colonie allemande à Rome je reçus ce télégramme : « Toute la colonie heureuse et comme délivrée. » Le banquier Joël, natif de Dantzic, installé depuis longtemps à Milan et y jouissant d'une grande considération, m'envoya cette dépêche : « Nous sommes infiniment heureux de la généreuse décision prise par Votre Excellence, et espérons fermement qu'elle aura de très heureuses conséquences pour tous. » Le premier de mes amis italiens que je rencontrai sur le Pincio après mon arrivée à Rome fut le comte Giuseppe Greppi. Il avait alors quatre-vingt-quinze ans. Milanais de naissance, il était entré dans la carrière diplomatique à dix-sept ans, au service de l'Autriche, en 1836. Il avait déjeuné à Parme chez la veuve de Napoléon I^{er}, l'impératrice Marie-Louise, et vantait sa belle gorge et ses mignons petits pieds. A Rome, au Palazzo Bonaparte, sur le Corso, vis-à-vis du Gesù, il avait baisé la main de « Madame Mère ». Il s'était trouvé en face du roi Frédéric-Guillaume III de Prusse, en face de François II, dernier empereur romain de nation germanique, devant Wellington et l'archiduc Charles, le vainqueur d'Aspern. Pendant deux ans, il avait été chef de cabinet du prince de Metternich, pour les affaires d'Italie, et il racontait de façon très évocatrice comment ce directeur de la politique autrichienne, et jusqu'à un certain point de la politique européenne, recevait le soir dans son salon ses subordonnés et ses admirateurs, adossé à une colonne, dans une attitude solennelle, et d'un ton solennel leur tenait des discours sur les grands principes de la légitimité, de l'ordre strictement monarchique et de la sage immobilité politique. Ces discours de Metternich, le « Cocher de l'Europe » comme l'appelaient ses admirateurs, se terminaient d'ordinaire par cette affirmation où perçait quelque amour-propre : « Je suis le rocher de l'ordre politique et social. » Le comte Greppi avait parlé à Chateaubriand et à Musset, il avait écouté la cantatrice Henriette Sontag, il avait vu danser la divine Fanny Elssler. En 1848, quand la monarchie des

Habsbourg entra en guerre contre les patriotes italiens conduits par la maison de Savoie, Greppi quitta le service de l'Autriche. Quelques années plus tard, il entra dans la diplomatie italienne et fut ambassadeur du royaume d'Italie à Madrid et à Saint-Pétersbourg. Il avait été témoin de bien des choses, sans jamais se départir de son flegme. Je lui demandai un jour comment il avait fait pour devenir si vieux. Il me dit : « Je ne me suis jamais fâché de rien. » Avec un fin sourire, il ajouta : « Pourtant si, une fois, une seule fois. Étant ambassadeur d'Italie à Saint-Pétersbourg, je me trouvai en congé à Rome, un peu avant 1890. J'avais passé la soirée dans le beau palais de Gianetto Doria, et très bien diné. Lorsque, après le repas, je m'engageai sur le Corso, on criait les journaux du soir. J'achetai la *Tribuna* et je lus en manchette la nouvelle que l'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, comte Greppi, était mis à la retraite. C'était un acte brutal de Crispi, qui n'en faisait jamais d'autres. Il avait fait signer le décret par le bon roi Humbert et l'avait tout de suite communiqué aux journaux, sans même m'en informer. Un instant, j'ai honte de le dire, je fus vexé. Mais cela ne dura pas longtemps. Très vite je me rendis compte qu'étant à la retraite je me sentirais plus heureux et plus libre, et que je me plairais mieux à Rome, à Milan et sur les bords du lac de Come, que comme ambassadeur à l'étranger. *Ne jamais se faire de mauvais sang, voilà la vraie eau de Jouvence.* » Greppi est parvenu à l'âge de cent trois ans. Un soir, dans le palais de Milan que lui avait légué son père, il laissa simplement tomber la tête et mourut ; dans l'après-midi, en excellente disposition, il venait d'assister aux courses. Le jour de son centenaire, le 26 mars 1919, il avait offert au Grand Hôtel à Rome un dîner aux cent dames qu'il trouvait les plus belles de la ville. Chacune trouva sur son assiette une superbe rose.

Je rencontrai donc le comte Greppi sur le Pincio, un jour de décembre 1914. Il me dit : « Cette guerre est différente de toutes celles que j'ai vues dans ma longue vie : guerre de Crimée, guerre de 1859 entre l'Autriche et la

France, vos guerres avec l'Autriche en 1866 et avec la France en 1870, guerres de la Russie avec la Turquie et avec le Japon, guerre entre l'Espagne et les États-Unis. La guerre actuelle n'est pas à proprement parler une guerre, c'est un *terremoto*, un immense tremblement de terre qui changera non seulement la carte d'Europe, mais politiquement et socialement la face du monde. »

Au moment où je pris la direction de l'ambassade, M. de Merey venait d'être rappelé, parce que ses relations personnelles avec les ministres italiens avaient fini par devenir impossibles. La succession fut prise par le premier chef de section au ministère autrichien des Affaires étrangères, M. de Macchio, vrai type de fonctionnaire autrichien de la très vieille école, lent dans tous ses mouvements et ses pensées, formaliste jusqu'aux moelles, indolent, sans initiative, sans avis personnel. Au cours de tous les entretiens que, pendant ma mission, j'eus avec Sonnino, ministre des Affaires étrangères, je répétais que je ferais tous mes efforts pour que l'Autriche consentit à céder le Trentin. Le baron Macchio entraînait d'ordinaire chez Sonnino après moi ; mais quand Sonnino lui demandait s'il avait quelque chose à dire sur le Trentin, Macchio répondait d'un air figé qu'il ne comprenait pas ce que le ministre voulait dire. C'était chez Macchio une espèce de système, inspiré sans aucun doute par Vienne, et consistant à dire à peu près le contraire de ce que j'avais représenté à Sonnino. D'ailleurs j'appris plus tard une chose qui peut avoir contribué à faire prendre cette habitude à l'ambassadeur d'Autriche ; c'est que Jagow se faisait un malin plaisir, soit de faire lire au prince Gottfried Hohenlohe, ambassadeur d'Autriche à Berlin, soit de faire connaître à Vienne par Tschirschky, quelques-uns de mes rapports confidentiels, dans lesquels, avec la franchise qu'impliquaient les devoirs de ma fonction, je parlais de l'insuffisance du représentant de l'Autriche à Rome. Mélange de sottise et de méchanceté, contre lequel même un demi-dieu aurait lutté en vain.

CHAPITRE XVI

Sidney Sonnino, ministre des Affaires étrangères d'Italie. — Propagande de l'Entente en Italie. — L'Entente exploite l'invasion de la Belgique. — Le roi Victor-Emmanuel III. — La reine Marguerite. — Déclarations confidentielles de la reine mère à la princesse de Bülow. — Le Parecchio de Giolitti. — Le pape Benoît XV. — Misérable politique à Berlin. — Lettre de Bethmann à Bülow. — Flotow repartait à Berlin. — Bülow en audience de congé chez le roi Victor-Emmanuel III. — Optimisme d'Erzberger.

Le jour qui suivit mon arrivée à Rome, je me rendis auprès du ministre des Affaires étrangères, Sonnino, à la Consulta. Ce magnifique palais, dont les lignes sobres et nobles sont si bien en harmonie avec le caractère de la Ville Éternelle, abritait alors le ministère des Affaires étrangères, qui ne fut transféré qu'après la guerre sur le Corso, au palais Chigi, précédente résidence du représentant de l'empire des Habsbourg, maintenant disparu. J'avais souvent gravi l'escalier double de la Consulta. Dans le grand salon de réception, tapissé de damas jaune, j'avais vu, jeune attaché, trôner dans l'hiver 1874-1875 Visconti-Venosta, qui, après avoir été secrétaire de l'agitateur et révolutionnaire Mazzini, s'était mué en un homme d'État nettement conservateur et catholique. Plus tard j'y avais aperçu le comte Robilant, dont la mère, Prussienne, était une comtesse Waldburg-Capustigall. Jeune officier piémontais, il avait perdu un bras à la bataille de Novara, le 23 mars 1849, et avait levé en l'air son moignon sanglant en criant : « *Viva il Re!* » Vers 1880, il devint ambassadeur d'Italie à Vienne, où il épousa une Autrichienne, fille du prince Clary. A cette Consulta, pendant mon premier temps d'ambassadeur à Rome, de 1894 à 1897, je

conférai avec le bouillant baron Blanc, le prudent marquis Rudiniet de nouveau avec Visconti-Venosta, qui, avec vingt-deux ans de plus, était devenu encore plus circonspect et plus réservé. A présent, j'y trouvais M. Sonnino.

Lorsque j'entrai dans l'antichambre du ministre, d'où l'on a une vue magnifique sur les statues colossales de Castor et Pollux, vue que regrettait encore Guillaume de Humboldt à Berlin et à Tegel, je me trouvai face à face avec les trois ambassadeurs de l'Entente : Barrère, sir Rennel Rodd et Krupenski. Leur attitude à mon égard fut caractéristique de l'esprit de leur nation. Le bon Krupenski se précipita vers moi et m'assura que ses sentiments personnels d'amitié pour moi n'avaient aucunement changé. Le prudent et fin Rodd me tendit la main en disant : « *I wish to shake hands with you and to beg you to give my very best compliments to Princess Bülow.* » Des trois ambassadeurs, c'est Barrère qui était mon plus ancien ami. Mais dès qu'il m'aperçut, il leva les deux bras au ciel avec ce talent d'acteur que tout Français possède de naissance, me regarda d'un air épouvanté, puis mit les mains sur les yeux et se détourna. Un spectateur français aurait dit : « *C'était la France elle-même qui se dressait, irréconciliable, devant l'ennemi.* »

J'avais depuis de longues années de bonnes relations personnelles avec le ministre Sonnino. Né dans le Levant, d'un père israélite italien et d'une mère anglaise, il unissait à la pénétration d'esprit et à la souplesse dialectique juive, la ténacité, et aussi l'entêtement britannique. Soit dit en passant, comme preuve de la largeur d'esprit des Italiens, personne en Italie ne trouvait mauvais qu'à un moment tout à fait décisif la conduite de la politique italienne se trouvât confiée à un Juif, qui à vrai dire s'était converti dans son enfance au christianisme, mais non pas au catholicisme, religion de l'immense majorité des Italiens. Il était protestant. Pas un journal italien, pas même l'organe de la Curie, l'*Osservatore Romano*, n'a jamais fait remarquer que le ministre des Affaires étrangères appartenait à une confession qui, en Italie, peuple de près de quarante mil-

lions d'habitants, compte à peine cent trente mille adeptes. Encore moins a-t-on jamais relevé l'origine juive du ministre. Quand j'ai parlé du voyage de l'Empereur en Angleterre, en 1899, j'ai noté la puissance d'assimilation du peuple anglais et rappelé ce mot de Goethe, qu'une langue se montre forte, non parce qu'elle repousse, mais parce qu'elle assimile; la même chose est vraie d'une nation, qui doit, non exclure, mais assimiler les Juifs qui vivent sur son territoire. Au début de la guerre, Sonnino avait été actif partisan d'une Italie au coude à coude avec les puissances centrales. Il voulait avant tout que la guerre ne se terminât pas sans un agrandissement du territoire italien. En 1866, en 1870, l'Italie avait tiré avantage de guerres faites par d'autres; il devait en aller de même cette fois.

A côté de Sonnino, le président du Conseil, Salandra, jouait un rôle relativement secondaire. Il n'avait ni l'acuité d'intelligence, ni le sérieux, ni la fermeté de caractère du ministre des Affaires étrangères. Il voulait simplement, dans ce grand embrouillamini, réaliser pour son pays quelque bénéfice. Il devait sa position au Parlement à sa façon de méridional, tandis que Sonnino s'exprimait, en général, avec gaucherie, ayant en main le texte de son discours, ce qui est très rare au Parlement chez les peuples latins.

Sonnino m'exposa tout de suite, avec clarté et franchise, comment il voyait la situation : l'Entente promettait à l'Italie, comme but de guerre, tous les territoires autrichiens habités par des Italiens; si la monarchie autrichienne voulait être sûre de ne pas voir l'Italie entrer en lice, il fallait qu'elle fit à son tour des concessions précises et prit des engagements; il fallait aussi que ces concessions fussent faites sous une forme décente, non pas comme on jette une aumône à un mendiant importun, mais comme l'expression du désir sincère d'établir entre l'Autriche et l'Italie, longtemps adversaires, des liens fermes et sûrs d'amitié nettement affirmée et durable; il était essentiel que ces concessions fussent rapidement proposées; le minimum à accorder était le Trentin, qui d'ailleurs n'était pas une



LE MARÉCHAL DE HINDENBURG

vieille possession des Habsbourg, mais avait été, jusqu'au Congrès de Vienne, d'abord un évêché indépendant, puis une partie du royaume d'Italie, gouvernée par le vice-roi Eugène de Beauharnais ; naturellement beaucoup d'Italiens réclamaient l'annexion de Trieste, ville peuplée en majeure partie d'Italiens ; cependant diverses raisons s'y opposaient, car ou bien Trieste prospère nuirait à sa voisine Venise, dont le commerce ralenti n'avait pu être activé en ces dernières années qu'au prix de beaucoup de peine et de dépenses, ou bien au contraire Trieste, perdant son hinterland à la suite de son annexion par l'Italie, serait dans une situation précaire ; la cession de l'Istrie et surtout de la Dalmatie n'irait pas sans difficulté, parce que dans ces parties de la monarchie des Habsbourg l'élément italien était en minorité par rapport à l'élément serbo-croate. Bref, les conditions indispensables étaient la cession immédiate et sans réserve de la partie purement italienne du Tyrol et celle du Trentin, l'autonomie de Trieste dans le cadre de la monarchie des Habsbourg et un meilleur traitement des Italiens en Istrie et en Dalmatie.

Tous mes entretiens avec le ministre Sonnino et tous propos tenus à Rome par mes amis et connaissances me donnaient l'impression qu'avant tout il fallait agir vite, si nous voulions empêcher au dernier moment l'Italie de marcher contre l'Autriche. *Bis dat qui cito dat*, répétais-je à Macchio, et dans mes comptes rendus et lettres pour Berlin. Je ne pus pas savoir exactement à quoi, avant mon arrivée, l'Italie s'était engagée vis-à-vis de l'Entente, et surtout dans quelle mesure ces engagements étaient fermes. Je sentais que les pourparlers étaient déjà très avancés, mais qu'il n'y avait pas encore une promesse définitive et officielle. Il s'agissait donc de donner le plus tôt possible aux hommes d'État italiens dirigeants la conviction que l'Autriche accorderait sans arrière-pensée le minimum des aspirations italiennes, et en même temps de créer dans le peuple un mouvement d'opinion qui l'amenât à préférer la réalisation des aspirations italiennes par voie pacifique plutôt qu'en faisant rouler sur la table les dés de la guerre.

Ce que je faisais en ce sens, l'énergie avec laquelle j'engageais mon crédit personnel pour empêcher la guerre entre l'Autriche et l'Italie, ne devait pas servir les intérêts de la monarchie des Habsbourg, mais ceux de ma patrie allemande, qui luttait déjà contre tant d'ennemis.

Je prévoyais qu'une guerre austro-italienne nous obligerait à prêter à l'Autriche une aide militaire qui nous coûterait cher. Je crois d'ailleurs aujourd'hui encore que si l'Italien n'était pas entrée en guerre contre l'Autriche en 1915, elle aurait trouvé plus tard plus d'une occasion d'obtenir sans sacrifices et sans effusion de sang le Trentin, l'autonomie de Trieste et un meilleur traitement des Italiens en Autriche. Si l'Italie était restée neutre, elle aurait pu offrir à tous un asile et faire de l'exportation partout. La lire serait aujourd'hui au cours du franc suisse. Je crois en outre que, quand l'Italie a reçu de l'Entente, à Versailles, de grands territoires peuplés d'Allemands et de Slaves, non seulement elle a violé le principe des nationalités, qu'elle avait invoqué elle-même si souvent, mais qu'elle n'a pas bien servi ses vrais et durables intérêts. Sans l'entrée de l'Italie en guerre, nous n'aurions probablement pas eu le traité de Versailles, qui, s'il n'a pas complètement anéanti l'Allemagne, l'a indiciblement affaiblie et mutilée, a détruit l'équilibre européen et donné à la France l'hégémonie en Europe, dans la Méditerranée et dans l'Afrique du Nord. Ces tristes conséquences du traité de Versailles ne correspondent pas à l'intérêt bien entendu de l'Italie. Ni Crispi, ni Minghetti, ni Cavour n'auraient été satisfaits d'un pareil résultat après les lourds sacrifices de sang et d'argent consentis par l'Italie.

La propagande de l'Entente à Rome fut non seulement extrêmement active, mais adroite. Sa meilleure arme fut la violation de la Belgique, commise par nous, répéta-t-on sans cesse, au mépris d'anciens et solennels traités. Un jour que, peu de temps après mon arrivée à Rome, je traversais la Piazza di Spagna, je remarquai à la devanture d'une librairie, sur un carton placé en évidence, mes armoiries. Le carton portait en grandes lettres rouges le titre :

« *Le chiffon de papier!* » En regardant de plus près, je vis qu'il s'agissait de la reproduction de cet article du protocole de Londres de 1831 qui établissait l'indépendance et la neutralité perpétuelle de la Belgique. Le protocole était signé par les représentants des grandes puissances à Londres. avec apposition de leur cachet à leurs armes. Avaient signé : pour la Russie, si je ne me trompe, Pozzo di Borgo ; pour la France Talleyrand, pour l'Autriche Apponyi, pour la Grande-Bretagne Palmerston, et pour la Prusse mon grand-oncle Heinrich Bülow. Mais la propagande belge se servit aussi de moyens plus grossièrement efficaces, choisis de façon à faire impression sur l'âme d'un peuple dont les couches inférieures sont restées naïves. On distribuait des statuettes de la Vierge, devant laquelle était à genoux un enfant aux mains coupées. « Sainte Mère de Dieu, faites repousser mes mains, que les Allemands barbares et cruels m'ont coupées. » Bien entendu, jamais un soldat allemand n'a mutilé un enfant belge ou français. Je crois que jamais une armée n'a maintenu plus stricte discipline, n'a été au plus profond d'elle-même plus humaine et plus généreuse que notre armée pendant le Grande Guerre. Le 23 novembre 1900, comme des socialistes avaient porté au Reichstag certaines accusations contre les soldats allemands en Chine, je m'étais tourné du côté de Bebel et j'avais déclaré : « Je constate que tout en faisant la guerre avec une extrême énergie, le soldat allemand ne se laisse surpasser par aucun autre au monde en ce qui concerne également la discipline et les sentiments d'humanité. De cela nous avons pour garant le caractère du soldat allemand et du peuple allemand, qui en mille ans d'histoire a toujours su allier l'humanité à l'héroïsme. » Ceci reste vrai de l'armée allemande en Belgique et en France, comme c'était vrai des troupes allemandes en Chine. Mais notre négligence des obligations assumées et des stipulations internationales en ce qui concernait la Belgique, rendue plus sensible encore par la balourdise du discours prononcé par Bethmann, le 4 août 1914, et la maladresse de sa phrase sur les traités internationaux, qui ne sont que des chiffons

de papier, nous avaient fait en Italie, comme partout, un tort immense. Aux Belges envoyés en mission de propagande, parmi lesquels se distinguèrent par leur talent oratoire un des chefs socialistes les plus éloquents et un célèbre prédicateur, le P. Jansens O. S. B., il ne fut pas difficile d'éveiller des sympathies pour la Belgique « traîtreusement assaillie » et des doutes quant à la justice de notre cause.

Lorsque je fus reçu par le roi Victor-Emmanuel III, à qui j'avais à remettre mes lettres de créance, il m'accueillit avec ces paroles : « *Si vous étiez resté au pouvoir, toutes ces bêtises ne seraient pas arrivées.* » Dans la suite de l'audience, le roi m'exposa avec calme, en prenant simplement les faits en eux-mêmes, que l'Italie ayant été prise de court par l'ultimatum, il aurait été impossible à n'importe quel gouvernement italien d'entrer en guerre à côté des puissances centrales. En outre l'Allemagne, après avoir déjà agi contrairement à l'esprit du traité d'alliance en laissant l'Autriche libre de procéder à son exécution en Serbie, avait pris l'initiative de déclarer la guerre à la France et à la Russie. Il savait assurément qu'il n'y avait là aucune perfidie de la part de l'Allemagne, comme l'ambassadeur d'Italie à Berlin, M. Bollati, avait été chargé de le répéter avec insistance, mais en politique la maladresse est souvent encore plus nuisible que la méchanceté. Par politesse le roi ne dit pas *maladresse*, mais seulement *un certain manque d'habileté*. Maintenant, ajouta-t-il, il s'agit que l'Autriche fasse bientôt les concessions nécessaires. « *Fatte presto* ».

Le lendemain je fus reçu, avec ma femme, par la reine-mère Marguerite. Avant la guerre, elle nous avait reçus tous deux, à titre privé, dans son beau palais de Rome et dans son château de Stupinigi près de Turin. Elle aimait les conversations sérieuses. Née d'une mère allemande qui était princesse de Saxe et sœur des rois Albert et Georges de Saxe, elle était, avant la Grande Guerre, aussi germanophile que son chevaleresque époux, le roi Humbert. Elle parlait et écrivait l'allemand comme une Allemande.

Mais l'ultimatum, les maladresses oratoires de Bethmann et l'invasion de la Belgique lui avaient, m'avait-on assuré, fort déplu. Quand j'arrivai à Rome, de vieux serviteurs de sa maison lui avaient dit depuis longtemps qu'elle n'avait pas le droit de s'opposer aux aspirations nationales italiennes, que comme reine elle devait avoir pour l'Italie encore plus d'ambition que n'importe quelle autre Italienne. Exhortations d'ailleurs à peu près inutiles, car la reine était déjà passionnément patriote italienne. Elle dirigea notre entretien avec son affabilité et son tact habituels. Au sujet de la guerre elle nous dit qu'elle regrettait que les événements actuels eussent rendu très difficiles des mariages entre princes et princesses d'Allemagne d'une part, princes et princesses d'Angleterre et de Russie d'autre part. Je répondis que la politique de grands pays ne pouvait pas, comme cela avait été quelquefois le cas, être déterminée par des mariages princiers. La reine me fit observer, avec raison, que des mariages princiers entre l'Allemagne et la Russie, l'Allemagne et l'Angleterre, avaient été le plus souvent favorables à la paix et aux intérêts allemands. Comme seconde conséquence désagréable de la guerre, elle mentionna le danger d'un sérieux progrès des idées démocratiques peut-être partout, mais certainement en Allemagne, en Autriche et en Russie; elle n'était aucunement, dit-elle, *una codina*, une réactionnaire, mais il était inquiétant de voir monter le flot démocratique et surtout le flot socialiste.

Avant de nous laisser nous retirer, la reine prit à part ma femme, dont elle était l'amie d'enfance, et lui dit : « Dis-moi la vérité, Marie, vous avez voulu la guerre ! » Ma femme répondit que par tout ce qui lui était sacré, par la Sainte Mère de Dieu, elle pouvait jurer que ni l'Empereur, ni le peuple allemand n'avaient voulu la guerre. « Alors, répliqua la reine, les diplomates et ministres allemands qui étaient en fonction dans l'été 1914 sont les plus gros ânes que le monde ait jamais vus. » Par anticipation, je raconterai ici que, à peu près deux ans plus tard, j'eus l'occasion de répéter ces propos de la reine Marguerite à Guillaume II.

C'était en automne 1916 et c'était la première fois que l'Empereur me recevait depuis mon départ pour Rome. Il m'avait fait venir au Nouveau Palais, sans que je m'y attendisse et sans motif particulier. Il m'interrogea sur la reine Marguerite, pour laquelle il avait eu autrefois une passion : « Que dit-elle de la guerre ? » Sur la remarque de la reine relative aux avantages que peuvent procurer au point de vue politique des mariages princiers, il n'éleva aucune protestation. Mais il ne fut pas du tout de l'avis de la reine quant au bénéfice que la guerre rapporterait à la démocratie. Il m'interrompit d'un air piqué en criant : « C'est juste le contraire. D'après tout ce que j'entends dire, les Berlinoises trouvent qu'ils n'ont jamais été mieux gouvernés que par Isaac. Si on laissait faire le peuple, il fermerait cette boutique de bavards qu'est le Reichstag ; il déclarerait que les ministres sont superflus et il demanderait que les généraux continuent à gouverner. » Isaac était le sobriquet du général de Kessel, un des grands favoris de Sa Majesté, investi pendant la guerre des fonctions de général-commandant par intérim le corps de la garde et gouverneur de Berlin. Malheureusement la suite des événements a donné raison non à Guillaume II, mais à la reine Marguerite.

La société italienne se distinguait par le tact et la délicatesse de sentiment qui sont d'ordinaire l'apanage des peuples d'ancienne culture. Pendant les cinq mois que je passai à Rome, je fus traité avec la même politesse et les mêmes égards aussi bien par les *guerrifondaji*, c'est-à-dire ceux qui voulaient la guerre avec l'Autriche, que par les partisans de la neutralité. Le peuple se comportait de même. Même pendant les journées où la question de la guerre était le plus passionnément discutée dans les journaux, au Parlement, dans la rue, jamais, au cours de mes promenades sur le Corso, à la Villa Borghese ou sur le Pincio, je ne fus menacé, ou même ne fus l'objet d'une curiosité importune.

Peu de jours avant la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche, un des partisans les plus déclarés de la poli-

tique de guerre, le général comte Morra dîna chez moi. Il avait combattu, tout jeune officier, à Novare, dans l'armée piémontaise. Il avait vu passer à travers les rangs, à cheval, le roi Charles-Albert, l'air mélancolique, comme il est représenté sur son monument voisin du Quirinal. Quand le roi reconnut le jeune Morra, fils de son maréchal de cour, il lui tendit aimablement la main et lui dit qu'il avait à lui apporter le salut de son père, qui comptait voir son fils lui faire honneur. Sous-lieutenant à Novare, Morra devint général, puis précepteur du roi Victor-Emmanuel III et enfin ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Sa conception, qu'il exposa à son ancien élève et à la mère de celui-ci, et qu'il ne me cacha pas à moi non plus cet hiver, était la suivante : « La maison de Savoie doit toujours être le champion de l'idée nationale italienne, immuablement et sans se laisser troubler et retenir par rien. Dans les journées inquiètes où Charles-Albert se demandait si, fidèle aux traditions de sa maison, il devait suivre les Autrichiens, ou s'il devait marcher contre l'Autriche avec les révolutionnaires patriotes, ce monarque enclin à la mélancolie disait à son maréchal de cour : « *Je suis entre le poignard des carbonari et le chocolat des jésuites.* » Il prit le parti des carbonari, fut vaincu à Novare, mourut en exil dans un couvent portugais, à Oporto, et tout de même il avait vu juste, et son fils eut raison de continuer la politique nationale, malgré Novare. Cavour a eu pour violents adversaires la majeure partie de la noblesse piémontaise et presque tout le clergé, mais il nous a conduits à Milan, Florence, Naples, Palerme et finalement à Rome. Notre entrée à Rome a soulevé des critiques et des protestations, également dans l'Italie du Nord, et justement au Piémont, où de tout temps l'Église a exercé une grande influence. Mais en dépit de tous les contre-courants, obstacles et à-coups, la maison de Savoie est toujours sur le trône, tandis que les Bourbons et les Habsbourg, qui s'opposaient à l'idée nationale italienne, ont été chassés de Naples et de Florence, de Parme et de Modène. » Ainsi pensait Morra.

Il y eut d'ailleurs jusqu'au moment de la déclaration de

guerre, je tiens à le dire, non seulement dans la société romaine, mais dans tout le pays, beaucoup de patriotes qui plaidèrent pour le maintien de la neutralité. Les partisans de la neutralité faisaient moins de bruit que les partisans de la guerre, mais en somme ils étaient plus nombreux. Au milieu de mai 1915 encore, un député que je connaissais bien me raconta que le ministre de l'Intérieur lui avait dit que, s'il y avait plébiscite, la majorité voterait contre la guerre. Depuis des années, l'homme politique le plus puissant en Italie était Giolitti. Comme tous nos amis à l'étranger il avait trouvé notre politique de l'ultimatum extrêmement maladroite. Giolitti, lui aussi, réclama au commencement de la guerre le Trentin et la garantie d'un meilleur traitement des Italiens en Autriche (1). Dans une lettre adressée à son ami, le député Peano, il avait, pour définir les demandes italiennes, employé la formule : « *Parecchio* » (Quelque chose), qui est devenue célèbre. Mais il pensait que ces demandes pourraient être satisfaites sans les énormes sacrifices de sang et d'argent qui étaient à prévoir et sans les risques toujours grands d'une guerre. Lui aussi, dès le début, fut d'avis que le seul moyen d'éviter la guerre, c'était que l'Autriche fit les concessions nécessaires, sans arrière-pensée, sous une forme décente et promptement. Plus l'Autriche hésitait, plus notre politique était flottante et obscure, et plus se rapprochait le danger de guerre.

Avec sagesse et bonté, avec prudence et fermeté, le pape Benoît XV, sans sortir aucunement de son rôle ecclésiastique, travaillait pour la paix, en véritable représentant de l'éternel Prince de la paix. Je m'honorerai toujours d'avoir vu mes efforts secondés par les siens. Il désirait le maintien de l'empire des Habsbourg, dernière grande puissance catholique. Mais il se rendait parfaitement compte que la guerre ne pourrait pas être évitée, si l'Autriche tardait davantage à sacrifier au moins le Trentin. Le pape, qui aimait l'Italie, souhaitait que les aspirations nationales

(1) Voir G. GIOLITTI, *Mémoires de ma vie* (Librairie Plon).

italiennes fussent satisfaites, dans la mesure compatible avec le maintien de l'empire des Habsbourg. Avant tout il considérait que son devoir était de mettre le plus tôt possible un terme à ce carnage et en tout cas d'empêcher l'incendie de se propager encore. Il chargea le cardinal Piffl, archevêque de Vienne, de s'entretenir en ce sens avec le vieil empereur François-Joseph. L'empereur, âgé alors de quatre-vingt-quatre ans, reçut le cardinal, qui lui répéta, avec timidité et modestie, le vœu du Saint-Père, mais il ne le laissa pas achever de parler. Il saisit le cardinal par le bras et le poussa littéralement dehors. François-Joseph était un fidèle fils de l'Église, un catholique très pratiquant, mais ses sentiments de souverain étaient plus forts encore que ses sentiments religieux.

Quand vint Pâques, le pape envoya à ma femme sa bénédiction apostolique et lui fit dire en même temps qu'il priait pour le succès de ma mission. En réponse à une lettre par laquelle j'avais respectueusement exprimé à Sa Sainteté mes remerciements pour son aide éclairée, je reçus la lettre suivante, de la main même du pape :

Nous recevons avec une satisfaction particulière la lettre que Votre Excellence a bien voulu Nous adresser le 21 courant. Nous tenons à dire personnellement à Votre Excellence combien Nous avons apprécié les nobles expressions par lesquelles vous avez traduit l'hommage sincère que vous rendez à Notre personne et au Siège apostolique sur lequel le Seigneur a voulu Nous placer en ces temps de calamité. Nous garderons toujours le souvenir de cette marque des sentiments nobles et délicats de Votre Excellence. La haute estime que Nous avons toujours eue pour vos talents éminents et pour les services que vous avez su rendre à votre patrie au cours de votre longue vie politique Nous aurait fait agréer avec extrême plaisir les hommages que Votre Excellence avait l'intention de venir Nous rendre, avec sa très digne épouse, avant de quitter cette ville. En tout cas Nous acceptons avec reconnaissance l'aimable vœu que Votre Excellence exprime à la fin de sa lettre, pour que la Providence divine accorde son assistance à Notre siège ; et à Notre tour Nous exprimons le même vœu à votre nation, à Votre Excellence et à sa très noble épouse, en lui accordant

de tout cœur la bénédiction apostolique demandée. *Benedictus*.
P. P. XV.

Rome, 30 mai 1915.

Le même généreux esprit de paix inspirait aussi la lettre que, peu après mon arrivée à Rome, la princesse Léonille Wittgenstein avait adressée à ma belle-mère, donna Laura Minghetti. La princesse Léonille avait alors quatre-vingt-dix-neuf ans. Elle mourut en 1918, à l'âge de cent un ans, à Ouchy près de Lausanne, où elle avait fait ériger une chapelle à saint Joseph et construire une villa. Elle était la belle-mère de mon prédécesseur Hohenlohe, chez qui je l'avais souvent rencontrée à Paris, une trentaine d'années auparavant. Nous avions causé ensemble de bien des sujets. Elle était aussi bienveillante envers moi que son gendre. Elle était Russe d'origine, née princesse Bariatinsky ; ayant épousé le prince Louis de Sayn-Wittgenstein, qui résidait dans la région du Rhin, elle avait entendu le carillon des cloches rhénanes, subi l'influence de la piété rhénane, s'était convertie et était devenue fervente catholique. Elle écrivait à donna Laura, en français :

Chère et très charmante donna Laura. Bonne année, année réparatrice, après celle-ci, effroyable, qui finit noyée dans le sang et des torrents de larmes. Je grille de vous dire un mot tout petit, mais tout brûlant du sentiment qui l'inspire. Je vous le confie, afin que vous le transmettiez à votre illustre et très aimé gendre le prince de Bülow. Au milieu du chaos qui bouleverse le monde et creuse des abîmes entre les peuples, la réapparition du Prince est un coup de la grâce de la Providence et le signe évident de sa prédestination à l'accomplissement du salut de l'humanité, de sa dignité, de son honneur et de son équilibre. Je prie Dieu, seul juste, bon et tout-puissant, de présider aux inspirations du Prince, de l'assister et de bénir ses efforts. Je vous quitte sur cette pensée et vous embrasse aussi tendrement que je vous aime.

Bien affligeant était le contraste de ces sentiments généreux et de la mesquinerie des diplomates berlinois, dont

je donnerai comme exemple la lettre que m'envoya M. de Bethmann-Hollweg, le 16 mars 1915. Il venait de recevoir un rapport de l'attaché militaire de Schweidnitz, dont le tour franc et net semblait lui avoir donné sur les nerfs et m'écrivait :

J'ai reçu à l'instant votre intéressant télégramme relatif à votre entretien avec M. Sonnino. Il semble, d'après l'attitude du gouvernement italien, que l'Autriche ait eu bien raison de craindre que plus elle se prêterait aux revendications italiennes, plus l'Italie serait exigeante. L'Italie demande un traité de cession, avec mise en effet immédiate ; ceci est naturellement inacceptable pour l'Autriche et, j'insiste sur ce point, pour nous. L'Italie pratique à notre égard une politique de chantage comme l'histoire n'en connaît pas de pareille ; mais il y a, quant aux concessions faisables, une limite que nous ne pouvons franchir sans compromettre de la façon la plus grave la dignité et le prestige de nos deux monarchies alliées dans une lutte victorieuse. Votre Excellence est certainement de mon avis et ne manquera pas de mettre en œuvre toute son énergie et son habileté diplomatique éprouvée, afin de faire renoncer l'Italie à ses exigences. Je n'ignore pas d'ailleurs que si nous n'obtenions pas ce renoncement, l'Italie passerait inévitablement du côté de nos adversaires. A Berlin nous avons fait tout ce qui était humainement possible pour amener le cabinet de Vienne à abandonner l'attitude intransigeante qu'il avait prise au début quant à la question du Trentin. Le résultat que nous avons obtenu prouve que nous ne nous y sommes pas mal pris.

Il eût, sans doute, été désirable que ce résultat eût été obtenu plus tôt, mais vous savez ce qui nous a retardés ; d'abord ce vieil antagonisme austro-italien qui rend si dur à la fierté des Autrichiens un sacrifice fait par eux à l'Italie ; puis les comptes-rendus erronés de l'ambassadeur d'Autriche à Rome, enfin les espérances excessives suscitées par nos succès communs sur le front est. Dans ces conditions je suis fort surpris que notre attaché militaire à Vienne, le major de Schweidnitz, critique, comme il le fait, la politique que nous pratiquons vis-à-vis de l'Autriche ; je lis dans ses rapports, dont je ne veux pas discuter la compétence ni le bon goût, des expressions comme « avec un peu plus d'énergie » ou « Berlin est faible ». Le major de Schweidnitz n'est pas très au courant de la politique et

par conséquent n'est pas très capable de calculer ce qu'on peut atteindre par une pression diplomatique. En fait nous avons dit à Vienne tout ce qu'il était possible de dire à des alliés ; si nous étions allés jusqu'aux menaces, nous aurions amené les Autrichiens à jeter le manche après la cognée et à nous laisser seuls aux prises avec nos adversaires. J'ai fait moi-même, à Teschen, tous mes efforts pour agir sur le baron Burian, mais je n'ai pas réussi, d'autant que le baron Burian était soutenu énergiquement par le chef d'état-major autrichien, qui était présent lui aussi ; pourtant le chef d'état-major autrichien admet, comme son collègue allemand, que si la Roumanie et l'Italie passent du côté de nos adversaires, toute la guerre sera perdue pour nous. M. de Schweidnitz semble avoir été informé par vous de ce que nous avons dit au cours de cette entrevue de Teschen ; en tout cas il fait état de ce jugement des deux chefs d'état-major sur les conséquences désastreuses qu'aurait pour nous la défection italienne, et il dit dans un de ses rapports que le baron Burian est notre pire ennemi. Mais il ne paraît pas se rendre compte des difficultés que je rencontre ; il a pourtant ici un exemple palpable des limites qui sont tracées à la diplomatie quand elle n'a pas l'appui réel de forces militaires. J'espère qu'à l'avenir il voudra bien se contenter de rester dans son rôle militaire, tout en secondant activement à Vienne l'action de Votre Excellence, au moyen de l'influence qu'il peut avoir sur les diverses personnes avec lesquelles il se trouve en contact.

Je prie Votre Excellence d'agréer mes très cordiales salutations et demeure respectueusement votre très dévoué

BETHMANN-HOLLWEG.

M. de Bethmann-Hollweg ne sentait évidemment pas qu'il condamnait à présent lui-même la politique inaugurée par l'ultimatum à la Serbie, car il exprimait maintenant la crainte que l'Autriche ne jetât « le manche après la cognée » et ne nous laissât seuls aux prises avec nos adversaires ; or cette lutte où nous risquions d'être abandonnés par l'Autriche, ne nous y avait-il pas engagés justement et uniquement à cause de l'Autriche ? Et si les deux chefs d'état-major, allemand et austro-hongrois, déclaraient qu'une intervention italienne en faveur de nos ad-

versaires était synonyme de perte de la guerre par les puissances centrales, le chancelier allemand n'avait-il donc pas, que diantre, le devoir de parer à cette éventualité par tous les moyens et à tout prix?

A la fin de mars, à l'improviste, Flotow parut à Rome, venant de Naples. Il descendit au palais Caffarelli, où il se fit soumettre mes rapports et prit des notes, bien entendu pour pouvoir éplucher et critiquer mes exposés dans sa correspondance privée avec Jagow. Il fit deux longues visites à l'ambassadeur d'Autriche, M. de Macchio, et j'appris peu de temps après qu'il lui avait énergiquement déclaré que le gouvernement italien n'aurait jamais le courage de se lancer dans une guerre contre la puissante Autriche-Hongrie. Pour lui, tout ce que Sonnino et Salandra disaient n'était que « simulacre », et les articles guerriers des journaux italiens n'étaient que « coups de tonnerre comme au théâtre ». Il donna également à entendre à M. de Macchio que le gouvernement autrichien et surtout l'empereur François-Joseph ne lui pardonneraient jamais s'il négociait, ou seulement conseillait la cession du Trentin à l'Italie. Quant à moi, M. de Flotow ne vint pas me voir pendant les dix jours qu'il passa à Rome ; il se contenta d'insinuer partout qu'en tout ce que je disais et faisais, je n'avais pas le moins du monde mon gouvernement derrière moi.

Aujourd'hui il me semble que, en présence de ces inqualifiables menées, je commis une faute en ne télégraphiant pas à Berlin que je donnais ma démission. En tout cas, je m'étonne de ma longanimité d'alors. Élevé par mon père et à l'école de Bismarck dans l'attachement absolu à mes devoirs envers le pays, je voulais, après avoir été si longtemps à la tête du service diplomatique, donner encore dans cette dernière mission un exemple d'abnégation. Mais je prévis les conséquences des intrigues Flotow-Jagow et j'adressai confidentiellement une circulaire aux consulats allemands, par laquelle j'invitai les ressortissants allemands à prendre leurs dispositions pour le cas d'une guerre entre l'Italie et les puissances centrales. Quinze jours plus tard, je renouvelai avec insistance cet avertissement.

Fin avril, j'eus, dans mes entretiens avec le ministre Sonnino, le sentiment qu'il avait franchi le Rubicon. Je n'en avais pas la preuve, mais je le devinais au son de sa voix, je le lisais dans ses yeux. Je me souvins alors de la vieille devise des Bülow : « *Nil desperandum* », et de la belle parole du marin français Jean Bart, inscrite sur son monument à Dunkerque, que tant qu'il reste une balle, il faut la tirer. J'invitai le baron Macchio, ambassadeur d'Autriche, à venir s'entendre avec moi à la Villa Malta, le 9 mai ; je le contraignis à rédiger devant moi, sous ma dictée, une note disant que l'Autriche-Hongrie était prête à céder la partie du Tyrol habitée par des Italiens, Gradisca et la rive ouest de l'Isonzo, pour autant que la population y était italienne ; Trieste devait devenir ville libre dans l'empire austro-hongrois, avec Université italienne et municipalité italienne ; l'Autriche reconnaissait la souveraineté italienne à Valona et déclarait n'avoir pas d'intérêt politique en Albanie. Cette note fut remise confidentiellement, le jour même, au gouvernement italien.

Il m'avait fallu exercer une forte pression sur le craintif Macchio pour le déterminer enfin à faire une chose qui aurait réussi en janvier encore, au moment où le Parecchio de Giolitti était à l'ordre du jour. Mais une fois de plus se trouva vrai le mot de Napoléon sur l'Autriche, toujours « en retard ». Dès le 24 avril 1915, le gouvernement italien s'était lié secrètement à l'Entente et huit jours plus tard, par note du 3 mai, il avait publiquement dénoncé la Triple Alliance. L'impression que firent les offres autrichiennes sur la masse du peuple italien fut assez considérable, mais pourtant pas assez forte à présent pour créer un véritable mouvement populaire, d'autant que le parti de la guerre redoublait d'efforts et se mettait à mobiliser aussi la rue. En outre Macchio, que j'avais assez intimidé pour obtenir de lui qu'il rendit publiques les concessions autrichiennes, regrettait maintenant d'avoir cédé, prétendait n'avoir agi que par malentendu et surtout affirmait que son gouvernement n'avait donné son assentiment ni le 9 mai, ni plus tard, toute l'affaire du Trentin ne devant être réglée défi-

nitivement que dans le futur traité de paix. Les secrétaires des deux ambassades d'Autriche s'exprimèrent dans le même sens toutes les fois qu'ils en eurent l'occasion.

De Berlin, je reçus l'ordre de demander encore une fois audience au roi Victor-Emmanuel pour lui remettre une lettre de Guillaume II contenant un dernier appel à ses sentiments de fidélité à l'alliance et d'amitié personnelle. J'obtins tout de suite cette audience. Le roi me reçut aimablement. Il était calme, mais visiblement sa résolution était prise et il avait brûlé ses vaisseaux. Il me dit qu'il y avait des cas où un monarque constitutionnel ne peut rien contre l'avis raisonné de ses ministres, quand ceux-ci ont derrière eux la majorité du Parlement, l'opinion publique, la tradition et les plus hauts intérêts du pays. Le roi me remercia de la façon loyale dont j'avais rempli ma mission. « En tout cas, me dit-il, si la guerre vient, la faute n'en aura pas été à vous. »

Le baron Macchio ne voulait toujours pas croire à la possibilité d'une guerre. Je lui dis dans la première semaine du mois de mai que l'Italie déclarerait certainement la guerre à l'Autriche avant quinze jours, mais il me répondit : « Bah, les Italiens sont toujours échauffés, mais ils se calmeront. » Notre ministre des Affaires étrangères n'était pas moins aveugle. Il m'envoya pour ma gouverne, quelques jours avant la déclaration de guerre de l'Italie, les impressions de voyage d'un Allemand, présenté comme particulièrement intelligent. Cet homme avait parcouru l'Italie depuis la frontière autrichienne jusqu'à Naples et prétendait n'avoir vu nulle part de symptômes sérieux d'entrée en guerre. Il avait voyagé pourtant pendant ces journées fiévreuses, où du matin au soir de grands transports de chevaux et de troupes traversaient les villes italiennes, et où à Rome il y avait la même activité militaire qu'à la veille de grandes manœuvres ou d'une mobilisation.

Trois jours avant la déclaration de guerre de l'Italie, un haut fonctionnaire du ministère autrichien des Affaires étrangères, le comte Nemes, qui venait d'arriver à Rome, me demanda par téléphone quand il pourrait se présenter

chez moi. Je l'invitai à déjeuner. Il me dit qu'il était très perplexe ; le comte Burian, ministre autrichien des Affaires étrangères, l'avait chargé de me demander si je consentirais à faire le sacrifice de passer l'été à Rome, pour continuer à travailler pour la paix ; le comte Burian était sûr qu'avec ma « remarquable dialectique » je réussirais à calmer tout à fait les Italiens ; on pensait ainsi à Vienne, dit le comte Nemes, mais la situation ici paraissait tout à fait différente. Le comte Nemes était logé à Rome chez sa belle-mère, la comtesse Spaletti, une Italienne. Elle l'avait embrassé en pleurant et lui avait demandé ce qu'il venait faire à Rome, au moment où allait éclater la guerre, qui lui paraissait d'autant plus affreuse que sa fille était femme d'un diplomate autrichien. Elle conseillait à son gendre de ne pas défaire ses malles. Je ne pus que recommander au comte Nemes de suivre le conseil de sa belle-mère.

Le député Erzberger, grâce à ses relations avec le Vatican, m'avait activement secondé à Rome, dans mes efforts pour sauver la paix ; en outre il avait, dans ses comptes-rendus envoyés à Berlin, beaucoup loué mon activité. Il avait les meilleures intentions, mais pas de perspicacité politique. Lui non plus, il ne voulait pas croire à la possibilité d'une guerre. Malgré mes représentations, il écrivit à Berlin que j'avais sauvé la paix, que tout allait pour le mieux. Passant par Vienne, quelques jours avant l'entrée en guerre de l'Italie, il y alla rendre visite à la mère de mon distingué collaborateur, le conseiller de légation de Stockhammern. Il entra en coup de vent dans le salon : « J'ai bien des choses à vous dire de la part de votre fils. Dans deux jours il sera lui-même ici. Il a contribué à sauver la paix, maintenant tout à fait assurée. » Quand cette dame, vingt-quatre heures plus tard, lut dans les *Münchener Neueste Nachrichten* la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche, elle écrivit à son fils : « Je reste rêveuse, quand je pense que ce brouillon de Souabe peut jouer maintenant un rôle important à Berlin. »

Le 25 mai je quittai Rome avec le personnel de l'ambassade. Quinze jours auparavant, j'avais envoyé à Berlin



WALTER RATHENAU

toutes les pièces secrètes par courrier. Mon départ eut lieu sans aucun incident. Les gens qui stationnaient autour de la Villa Malta et dans les rues que ma voiture traversa jusqu'à la gare me saluèrent très poliment. Une heure avant mon départ, j'avais pris congé de ma belle-mère, femme de grand cœur et de vive intelligence, qui était devenue pour moi une seconde mère ; je ne devais plus la revoir. De mon beau-frère aussi, le prince Paolo Camporeale, je pris congé pour toujours. Il mourut, comme ma belle-mère, pendant les hostilités. Il fut le seul membre du Parlement italien qui vota contre la guerre.

Je quittais l'Italie avec le grand chagrin de n'avoir pas réussi à prévenir la guerre entre l'Italie et les puissances centrales. Je me rendais parfaitement compte que la situation, qui avec plus d'énergie, et, il faut le dire malheureusement aussi, avec plus de loyauté de la part de Berlin, pouvait encore être sauvée en décembre, avait été perdue par les tergiversations de Bethmann, de Berchtold et de Burian, ainsi que par les intrigues de Jagow et de Flotow. Tout comme au moment de la folle action contre la Serbie, nos diplomates, avec une sénile étroitesse de vue, avaient traité depuis le commencement de la guerre nos alliés italiens *en quantité négligeable*, et, seulement après que l'Italie s'était liée par le pacte de Londres, ils m'avaient laissé les mains libres. C'était trop tard.

CHAPITRE XVII

Retour à Berlin. — Dîner chez Bethmann-Hollweg. — Je ne suis pas reçu par l'Empereur. — Lettre de Bethmann. — Ma réponse et duplique de Bethmann. — Réception à Hambourg. — Les événements militaires. — Bethmann-Hollweg préconise la création d'un État polonais indépendant.

Les Affaires étrangères n'étaient pas dans les mêmes dispositions que moi, comme le montre la nouvelle édition, parue après la guerre, d'un livre qui, tandis que j'étais chancelier, avait été publié sous le titre : « l'Empereur Guillaume II et les broyeurs de noir », et qui contenait bien des remarques assez justes. Il paraît que l'auteur était un publiciste d'une certaine réputation, un sieur Nebel, qui avait des attaches avec les Affaires étrangères et qui passa quelques semaines à Rome pendant l'hiver 1914-1915 ; mais je ne me souviens pas d'avoir fait sa connaissance. Dans cette nouvelle édition, parue en 1919, il disait au sujet de ma mission à Rome : « Les Affaires étrangères étaient durement critiquées, beaucoup prétendaient qu'à la Wilhelmstrasse on n'avait jamais été plus content que le jour où l'Italie s'était tournée contre nous et par là avait donné à cette clique la possibilité de se débarrasser définitivement du prince de Bülow, qui avait engagé tout son crédit à Rome et avait fait jouer toutes ses importantes relations pour préserver l'Allemagne au moins de ce nouvel ennemi, et, ce faisant, avait été lâché de la façon la plus honteuse par la Wilhelmstrasse, pour des motifs de nature toute personnelle. » Non sans raison le « Broyeur de noir » ajoute que pendant la Grande Guerre les Affaires étrangères étaient devenues la proie d'une petite coterie

de fonctionnaires subalternes, pour lesquels diriger la politique extérieure de l'Empire était synonyme de se rendre influents et ramasser des décorations et des titres. Un diplomate et historien français, Raymond Recouly, a publié après la guerre sous le titre : *le Duel entre Bülow et Barrère*, des considérations intéressantes : « Ce duel fut très vif. Politiquement, il nous faut le reconnaître aujourd'hui, Bülow aurait peut-être gagné la partie, mais psychologiquement elle était perdue d'avance. Étant donné la situation créée par la diplomatie de Vienne et de Berlin, même le génie diplomatique d'un prince de Bülow ne pouvait obtenir aucun résultat. »

A mon retour en Allemagne, les autorités suisses me saluèrent à la frontière avec beaucoup de courtoisie. A Karlsruhe m'attendait un représentant de la grande-duchesse Louise, qui me présenta les compliments et m'exprima les remerciements de la souveraine pour mon activité patriotique. A Berlin, le secrétaire d'État Jagow avait fait répandre la nouvelle que je ne reviendrais pas tout de suite, de façon à éviter à la gare d'Anhalt une réception, que d'ailleurs je ne désirais pas. Le lendemain, les Affaires étrangères firent annoncer ironiquement dans quelques journaux à leur disposition, qu'il n'y avait eu pour me recevoir que le propriétaire de l'hôtel Adlon et un commissionnaire. Zimmermann m'avait écrit précédemment :

Comme on discutait sur la possibilité de vous voir redevenir chancelier, M. de Jagow a dit que cette éventualité n'était pas possible, parce que personne ne croit en vous. Il a dit cela en particulier au comte Schwerin-Löwitz. Ces sottises sont d'autant plus superflues que vous n'avez pas du tout, n'est-ce pas, le désir de revenir. Voici la chose la plus amusante qu'a racontée M. de Jagow sur vous, mais pas pour vous rendre service ; il a dit que vous ne pouviez travailler qu'une demi-heure par jour, au plus, et que vous passiez le reste du temps sur votre chaise longue.

Zimmermann ajoutait que toutes les fois qu'il en avait l'occasion, il montrait le ridicule de ces racontars, mais

qu'il croyait tout de même préférable de me mettre au courant. Ces inventions sur ma façon de vivre et ma santé étaient de Flotow et Jagow les colportait dans Berlin. En réalité, dans ma vie toujours très occupée, je n'ai jamais travaillé autant, reçu ni vu tant de gens qu'à Rome pendant l'hiver 1914-1915. Robe de chambre et chaise longue sont des objets dont je ne me suis jamais servi. Si je les avais possédés, je l'avouerais d'ailleurs sans honte. Bismarck lui-même avait bien l'habitude, dans ses vieux jours, de rester couché après les repas sur sa chaise longue, en fumant sa pipe. Dans ses jeunes années, il aimait porter le matin une robe de chambre, et même une robe de chambre à ramages. Je le revois encore, habillé ainsi. Il avait avec ce vêtement un air d'ancien temps, et cependant la même puissante physionomie que quand il portait la tunique des cuirassiers de Halberstadt. L'ambassadeur Schweinitz me raconta un jour la façon dont il avait été reçu par Bismarck, qui venait d'être nommé président du Conseil et ministre des Affaires extérieures. Bismarck jouait avec les glands de sa robe de chambre tout en lui exposant son programme de gouvernement : « En politique intérieure je suis royaliste jusqu'aux moelles. S'il le faut, j'irai pour le Roi jusqu'en Vendée et je combattrai pour lui avec les paysans de la Vieille Marche de Brandebourg. En politique extérieure, je ne reculerai pas même devant des moyens révolutionnaires. *Flectere si nequeo Superos, Acheronta movebo.* »

Parlant ici des événements si graves et si funestes pour l'Allemagne qui se produisirent pendant ma mission à Rome, je n'aurais rien dit de ces intrigues, s'il ne s'était agi que de ma personne ; mais ces menées révélaient un mal profond, une véritable pourriture morale dans les bureaux de la Wilhelmstrasse, de mesquines ambitions personnelles, un lamentable manque de souci patriotique, à une heure où sur le front des milliers et des milliers d'officiers et de soldats risquaient héroïquement leur vie.

Le soir de mon arrivée à Berlin, je me rendis à une

invitation à dîner chez le chancelier Bethmann-Hollweg. M. de Bethmann me remercia de façon pathétique pour « mes efforts et mon dévouement ». Jagow, qui était assis à côté de ma femme, lui dit qu'il ne comprenait pas comment j'avais pu conseiller à l'Autriche la cession du Trentin. Ma femme répliqua que j'avais été convaincu que, par des concessions faites en temps utile, l'entrée en guerre de l'Italie aurait pu être évitée, mais M. de Jagow poursuivit : « Vous oubliez que l'abandon du Trentin aurait fendu le cœur à Sa Majesté apostolique, le vénérable empereur François-Joseph, le plus vieux souverain d'Europe. Vous oubliez que l'Autriche est l'asile des principes conservateurs et des traditions aristocratiques, tandis que l'Italie est je ne sais quel État démocratique et révolutionnaire. » Après le repas, M. de Jagow, à qui je n'avais témoigné aucune attention jusque-là, s'approcha de moi en baissant l'échine et d'un air embarrassé, qui montrait bien que sa conscience n'était pas tranquille. Devant tout le monde, je lui tournai le dos, et j'assure que j'ai rarement éprouvé plus de satisfaction, car manifester extérieurement à un homme qu'on n'aime pas les sentiments qu'on a pour lui, est une exquise jouissance. Le lendemain, M. de Jagow vint trouver mon ami, le prince Wedel, et le pria de me glisser un mot en sa faveur, disant qu'il savait bien qu'il me devait toute sa carrière, que j'avais été son « bienfaiteur », mais que Flotow était son « grand ami ». Cette démarche de Jagow n'eut aucun succès. J'ai continué partout à l'ignorer, en particulier à la Chambre des Seigneurs, où l'Empereur l'avait fait entrer sur la proposition de Bethmann, bien que dans cette assemblée hautement patriote il fût aussi peu à sa place que Pilate dans le *Credo*.

Peu de temps après mon arrivée à Berlin, un aide de camp me raconta, sous le sceau du secret, que l'Empereur avait voulu me recevoir après mon retour de Rome, pour me remercier, mais que Bethmann et Jagow lui avaient dit qu'en me donnant audience et surtout en m'accordant une marque quelconque de faveur, il ferait

mauvaise impression à Vienne. On se représente sans peine avec quelle satisfaction l'ambassadeur d'Autriche, Gottfried Hohenlohe, toujours tenu au courant par Reischach, maréchal de la cour, informa Vienne de ce procédé discourtois employé envers moi, et combien la faiblesse de Bethmann fut de nature à encourager la hardiesse du cabinet de Vienne. Quelques jours plus tard, l'Impératrice nous fit, à ma femme et à moi, l'honneur de nous inviter à déjeuner. Il n'y avait à table, avec nous, que sa fille, la duchesse de Brunswick, et son époux. L'Impératrice me remercia en termes touchants de ce que j'avais fait à Rome, mais ne me cacha pas que le chancelier et Jagow avaient empêché l'Empereur de me recevoir.

Peu de temps après, je reçus de Bethmann la lettre suivante :

Au cours de l'entretien que nous avons eu récemment chez moi, je vous ai parlé de la pression que nous avons exercée sur le cabinet de Vienne pendant la crise italienne. Maintenant que l'Italie est entrée en guerre contre nous, on cherche le coupable et, d'après ce que j'apprends, on est tenté de le trouver non à Vienne ou à Rome, mais à Berlin. J'ai peur que ces discussions politiques ne soient pas dans l'intérêt du pays. Votre réputation est si bien assise que personne n'a le moindre doute quant aux efforts que vous avez déployés sans trêve à Rome ; l'attitude de toute la presse et la récente manifestation du Reichstag prouvent que Votre Excellence n'a pas besoin d'être protégée. Quant au cabinet de Vienne, il est clair que, tant que durera la guerre, la raison d'État m'interdit, comme à toute personnalité officielle, de montrer publiquement quelle est sa large part de responsabilité. Pour l'instant il m'est impossible de permettre qu'on signale soit les grosses fautes politiques commises depuis des dizaines d'années par l'Autriche à l'égard de l'Italie, soit la difficulté que nous éprouvions à agir sur Vienne, au moment où l'Autriche avait détaché des contingents importants pour protéger la Silésie en abandonnant la Galicie orientale, soit l'entêtement des ministres austro-hongrois qui, jusqu'aux derniers jours de la crise, ont pu opposer à nos représentations et aux comptes rendus de Votre Excellence les rapports entièrement différents de leurs représentants

diplomatiques à Rome, soit enfin le refus catégorique de l'empereur François-Joseph, sur qui les lettres et les missions envoyées par notre Empereur n'ont pas eu plus d'influence que n'en a eu le pape lui-même. Bref, Berlin est condamné à subir sans rien dire, pour le moment, les reproches qui lui sont adressés. Malheureusement cette idée que mes collaborateurs et moi, nous sommes responsables de l'entrée en guerre de l'Italie, affaiblit la force morale de résistance du peuple allemand, et si l'on se met, en poursuivant le même raisonnement, à nous rendre responsables aussi du déclenchement de toute la guerre, c'est un véritable ébranlement du pays qui se produira. On prétend que la guerre aurait pu être évitée, ou que nous aurions pu y entrer dans de meilleures conditions, ou qu'elle ressemble singulièrement à une guerre préventive; de toutes ces affirmations bien osées il reste toujours quelque chose; elles s'implantent aisément dans les esprits peu réfléchis, auxquels échappe la complexité des faits. Les formidables événements d'aujourd'hui font facilement oublier à bien des hommes les choses du passé, les diverses causes qui, par notre faute ou sans notre faute, ont groupé tant de puissances contre nous, l'isolement de l'Allemagne devenu de plus en plus inquiétant au fur et à mesure que l'Autriche s'affaiblissait et que l'Entente devenait plus forte, les raisons qui ont contraint l'Allemagne à une politique d'extrêmes risques, de risques chaque fois grandissants, en 1905 avec l'affaire du Maroc, puis pendant la crise bosniaque, puis de nouveau à propos du Maroc; phénomènes compliqués, qui ne seront débrouillés que peu à peu quand la paix sera revenue, car cette guerre est un événement mondial bien trop gigantesque pour pouvoir être ramené à de petites causes immédiates. Votre Excellence, avec ses vastes connaissances politiques et historiques, discerne certainement tout cela encore mieux que moi. Si je parle de ces dangers possibles, c'est à cause de l'inquiétude patriotique que m'inspirent toute sorte de propos que j'entends tenir même par des hommes politiques sérieux. Votre Excellence jouit d'un grand crédit et sait parfaitement comment peut être dirigée l'opinion publique. C'est pourquoi j'oserai la prier de vouloir bien agir pour empêcher cette critique prématurée de notre politique, critique qui ne saurait encore être franche et libre, mais ne peut que rester fragmentaire et inexacte et paralyser les forces dont nous avons besoin pour tenir bon jusqu'à la victoire.

Cette lettre révélait beaucoup de susceptibilité, encore plus d'anxiété, et une mauvaise conscience. Je répondis :

Je vois avec regret, par votre lettre, reçue hier, que les intrigues que j'avais constatées déjà à Rome vont toujours leur train. Depuis bientôt six ans que je me suis retiré de la direction des affaires, je me suis imposé la plus stricte réserve en matière politique, même, comme vous le savez, quand j'ai été l'objet de stupides et viles calomnies. Maintenant encore, toutes les fois que j'ai entendu parler des choses d'Italie et surtout de l'attitude de l'Autriche à l'égard de l'Italie, je n'ai rien dit, ni à Rome, ni ici, qui pût gêner les hommes chargés de diriger notre politique. J'ai pour cela trop de tact (je n'en ai manqué en aucune circonstance) et, d'autre part, j'apprécie trop la valeur de notre alliance avec l'Autriche qui, tandis que j'étais chancelier, a procuré à ce dernier pays, vous en conviendrez, des avantages extérieurs importants et un raffermissement intérieur, sans que cependant l'Allemagne ait cessé d'être dans cette alliance la puissance prépondérante. A Rome aussi, sans oublier bien entendu que les intérêts prussiens et allemands primaient tout, j'ai soutenu énergiquement tout ce qu'il y avait de raisonnable dans la politique autrichienne et me suis efforcé, comme c'était mon devoir, de préserver l'Autriche de tout dommage. J'ai, je pense, le droit d'exprimer mon opinion sur les événements qui sont à la portée de tout le monde et sont jugés par tous ceux qui connaissent l'Italie, membres de nos missions à Rome, représentants des pays neutres, Allemands de passage ou fixés à Rome. Je l'ai toujours fait avec la discrétion diplomatique nécessaire ; vous n'en doutez pas, je l'espère, s'agissant d'un homme qui, fils d'un secrétaire d'État des Affaires étrangères, est entré à vingt-quatre ans dans la diplomatie, a passé trente-six ans dans ce service et en a eu pendant douze ans la direction. Je ne me suis pas départi de cette discrétion quand j'ai combattu l'affirmation, venue je sais bien d'où, qu'à Rome je voyais les choses trop en noir, et quand j'ai signalé, comme c'était mon devoir, le danger d'une entrée en guerre de l'Italie contre l'Autriche. Malgré toute sorte de difficultés et malgré les fautes commises avant mon arrivée à Rome, j'ai réussi à faire ajourner de quelques mois cette entrée en guerre ; voilà un fait qui prouve que ma situation personnelle à Rome, utilisée par moi de mon mieux pour le bien de mon pays, était meilleure que ne disaient

et n'écrivaient avant mon envoi à Rome des gens que, vous aussi, vous connaissez. Vous semblez faire allusion, cher monsieur Bethmann, à des propos que j'aurais tenus sur les origines de la guerre; je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire connaître le nom de la personne qui a osé prétendre que j'ai fait sur ce sujet des déclarations inexactes et dépassé les bornes que me tracent mon patriotisme, mon passé et ma dignité personnelle. Je repousse énergiquement toute insinuation de ce genre. Il est inutile de me rappeler que dans la terrible lutte que nous soutenons, l'accord de tous est nécessaire. A toute occasion j'ai dit moi-même que cet accord est la condition de notre victoire et d'une paix digne. Quelqu'un a pu venir vous dire que j'avais prétendu que cette guerre ressemble fort à une guerre préventive, etc...; mais ou bien ce dénonciateur n'est pas capable d'apprécier exactement la portée d'une affirmation politique, ou bien il dit sciemment une chose qui n'est pas vraie. Quant à ce qui concerne les années pendant lesquelles j'étais chancelier, je me contenterai de vous faire remarquer que naturellement vous ne pouvez pas être très bien au courant des événements de 1905 et 1908-1909. Je rappellerai simplement que j'ai réussi à maintenir la paix avec la France, le Japon et surtout l'Angleterre, de bonnes relations avec la Russie, la forte position de l'Autriche, l'intégrité de la Turquie, et que, ce faisant, j'ai réuni les conditions nécessaires au développement de notre flotte pendant douze très critiques années, qui ont vu se développer la richesse et la puissance de l'Empire. Vous m'accorderez certainement tout cela, vous qui, de juin 1909 à juillet 1914, avez souvent insisté sur nos paisibles et amicales relations, à peine troublées parfois par quelques divergences de détail, avec la Russie, l'Angleterre et même la France, bonnes relations marquées par l'entrevue de Potsdam, votre voyage en Russie, le traité du Congo avec la France et les conventions projetées avec l'Angleterre, c'est-à-dire de nombreux présages d'un heureux avenir. Naturellement le terrible conflit actuel a des causes lointaines. L'antagonisme anglo-allemand s'affirmait nécessairement, depuis que notre industrie et notre commerce avaient pris une extension imprévue, et surtout depuis que nous étions devenus une puissance navale; nos rapports avec la Russie avaient été soumis à plusieurs rudes épreuves depuis la première grande crise d'Orient qui aboutit au Congrès de Berlin et à l'opposition de l'Autriche-Hongrie et de la Russie; enfin, depuis la paix de

Francfort et l'annexion de l'Alsace-Lorraine, l'antagonisme franco-allemand semblait irréductible. Malgré ces graves problèmes, la politique allemande a réussi à sauver la paix pendant de longues années. Le jour viendra probablement où sera posée la question de savoir s'il était nécessaire de rompre avec cette politique. Mais vous avez tout à fait raison de penser que présentement nous n'avons pas autre chose à faire que songer à la victoire et à une paix digne des efforts héroïques et des immenses sacrifices du peuple allemand. Soyez assuré que personne n'est plus pénétré que moi de cette conviction et que je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour que ce but soit atteint.

Je reçus immédiatement de Bethmann la duplique suivante :

Je remercie Votre Excellence de sa lettre, et je vois que, quant à l'essentiel de la question, nos avis ne diffèrent guère. Vous désirez comme moi que l'esprit de critique, qui est si profondément enraciné chez les Allemands, ne vienne pas affaiblir le dévouement unanime de la nation à un moment où l'union de tous est indispensable, et je vous remercie vivement d'agir dans le sens de cette union, fidèle à la ligne de conduite que vous vous êtes appliqué à suivre depuis 1909 dans l'intérêt national et au prix de sacrifices personnels.

Je donnai confidentiellement communication de cette correspondance à mon ami, le sage Ballin. En me renvoyant ces lettres, il m'écrivit : « J'ai trouvé leur contenu très intéressant et très caractéristique de l'état d'âme de nos dirigeants berlinois. » Auparavant déjà Ballin avait donné son approbation à la formule par laquelle j'avais résumé mes impressions : « Attitude et moral de la population, note : Très bien ; direction politique, note : Très faible. »

Arrivé à Hambourg, je fus invité par le bourgmestre M. Melle, à un dîner auquel prirent part un grand nombre de sénateurs et de notables de la ville. M. Melle me remercia, au nom de Hambourg, en termes qui m'allèrent au cœur, pour ce que j'avais fait à Rome. Peu de temps après, je m'installai à l'Elbparkvilla, où me fut préparée une belle réception. Il y avait là une grande foule, venue

de tous les environs. On offrit des bouquets à ma femme. Les femmes de la société de secours aux combattants et de nombreux enfants nous firent le plaisir de chanter. Le Landrat du cercle de Pinneberg prononça un petit discours. Dans ma réponse, je dis toute ma joie de revenir en ce pays qui m'avait vu naître, où j'avais passé une grande partie de ma jeunesse et où je connaissais chaque arbre et chaque pierre. Que de fois, le dimanche matin, j'étais allé avec mes parents à l'église, soit à Ottensen, en remontant l'Elbe, soit à Nienstedten, en aval, par cette belle route qui passe devant l'Elbparkvilla et que mon ami défunt, le poète Liliencron, appelait avec raison la plus belle du monde. En bon Prussien que j'étais et que je resterais, dis-je dans mon discours, je me réjouissais d'être à Flottbeck sur le sol de la Prusse. Mais il me plaisait aussi d'être près de Hambourg. En une heure le vapeur m'amenait à Hambourg, et je voyais là le monument de Bismarck, la statue colossale dressée en l'honneur du plus gigantesque génie de l'Allemagne, j'apercevais les hauts clochers de cette ville, qui me rappelait tant de souvenirs, où vivaient tant d'amis, Hambourg où j'aimais tant me retrouver et où ma femme se sentait heureuse, elle qui autant que moi aimait le pays des chênes et des hêtres. Je remerciai toute l'assistance, en particulier les enfants dont les pères étaient au front. Avec émotion j'avais lu à la gare de Flottbeck les noms des enfants de la ville qui avaient pendant cette guerre donné leur vie pour le Roi et la Patrie, pour l'Empereur et l'Empire. Je terminai par un hurra en l'honneur de Sa Majesté.

Les exploits de notre armée en cet été 1915 me remplissaient d'une admiration toujours nouvelle. Sur le front ouest, nos troupes, en dépit de leur énorme infériorité numérique, repoussaient héroïquement devant Lorette la tentative de percée faite par le maréchal Joffre avec de puissants moyens. En Champagne comme en Artois, toutes les offensives de nos adversaires demeuraient vaines. Par contre l'attitude de Bethmann dans la question polonaise m'inspirait de l'inquiétude. Dès l'été 1915, il exprima au

Reichstag, sans aucune nécessité, l'espoir que notre occupation du territoire polonais jusqu'à ses limites est, marquerait le commencement d'une évolution par laquelle s'effacerait le vieil antagonisme germano-polonais; la Pologne serait délivrée du joug russe et pour elle commencerait une période heureuse, pendant laquelle elle pourrait développer sa vie nationale. Tel était pour M. de Bethmann le principal but de guerre de l'Allemagne. Cette « heureuse évolution » par lui préparée nous a conduits à créer artificiellement à notre frontière est un ennemi mortel, qui nous a ravi des territoires depuis plus de cent ans en notre possession, qui dépouille et maltraite les Allemands et, mercenaire de la France, nous tient à la gorge. J'ai entendu dire, dès 1915, que Bethmann prononça son déraisonnable et funeste discours en faveur des Polonais malgré les avis contraires de tous les ministres prussiens et malgré les représentations des conservateurs, des nationaux-libéraux et même de certains hommes perspicaces appartenant au parti libéral et au centre.

Dès que les conséquences déplorables de la création d'un État polonais indépendant apparurent, ce qui ne tarda pas, Bethmann et Jagow, selon leur fâcheuse habitude, s'efforcèrent de faire endosser par d'autres, en l'espèce par le maréchal Hindenburg et son chef d'état-major Ludendorff, la responsabilité de leur absurde initiative. Mon vieil ami et collègue, le ministre des Cultes Studt, s'informa par lettre sur ce point auprès du maréchal. Le 24 septembre 1917, Hindenburg lui répondit par la lettre suivante dont j'ai eu l'original en main :

Je vois qu'on a répandu à Berlin le bruit que la création d'un royaume de Pologne aurait été désirée par Ludendorff et moi. Je vous prie de vouloir bien réfuter cette inexactitude à toute occasion. La création du royaume de Pologne a été résolue par Bethmann et Burian, les 12 et 13 août 1916. C'est seulement le 29 août que je suis devenu chef du grand état-major et encore un peu plus tard que j'appris la création de ce monstre, quand Boseler vint en conférence à Pless. Il nous promit alors, avant le printemps 1917, comme conséquence du rétablissement

de la Pologne, de forts contingents de troupes polonaises instruites, cinq divisions recrutées par engagements volontaires, un million d'hommes si l'on décrétait le service militaire obligatoire. Ces renforts ne pouvaient être que les bienvenus pour 1917, et ce sont eux seulement qui nous ont intéressés. Mais Beseler s'est bien trompé, car nous n'avons en cet été que trois mille Polonais dans la légion polonaise et neuf mille autres, Galiciens amenés par l'Autriche, qui ne pouvaient être employés qu'à l'arrière. J'ai dit naturellement merci pour ce contingent-là. Voilà, en vérité, le seul rapport que Ludendorff et moi ayons eu avec le royaume de Pologne. On a toujours mis en avant le haut commandement quand on a senti qu'on avait fait une bêtise, et toutes les fois que nous avons réclamé l'envoi de communiqués aux journaux pour remettre les choses au point, on nous a toujours répondu que le haut commandement ne devait pas être mêlé à des critiques de presse.

En janvier 1918, dans une réunion publique à Hanovre, le premier bourgmestre de cette ville, M. Tramm, a déclaré, avec l'autorisation expresse du maréchal Hindenburg, qu'il est « absolument faux » que la création du nouvel État polonais ait été opérée sur le désir du haut commandement et avec son complet assentiment. « Le traité politique relatif à la Pologne, continua M. Tramm, a été décidé entre les gouvernements allemand et autrichien, plusieurs semaines avant que Hindenburg et Ludendorff n'eussent été appelés à prendre la direction de l'armée, et ils n'en ont rien su. La seule chose qu'ils aient faite est la suivante : il était prévu dans le traité que la nation polonaise nous procurerait deux cent cinquante mille volontaires, et quand les deux chefs suprêmes furent désignés, ils se dirent que ce renfort, si vraiment il existait, pouvait toujours être utilisé. On était à la veille de la déclaration de guerre de la Roumanie et Broussiloff développait son offensive. Les généraux allemands ne pouvaient qu'accepter volontiers de nouveaux contingents. Mais on demeura loin du résultat escompté. Je ne connais pas le chiffre exact, mais je crois qu'on n'a pas encore incorporé dix mille volontaires. Bref, le haut commande-

ment n'a pris aucune part à cette création de l'État polonais. » Avec raison M. Tramm ajouta qu'il était essentiel de bien faire connaître ce fait, parce qu'en répandant la fausse nouvelle que le haut commandement était l'auteur de cette création, on essayait de discréditer les héros allemands les plus populaires, comme coupables d'une très grave faute qu'en réalité d'autres avaient commise; il fallait absolument réfuter ce faux bruit, pour maintenir dans sa pureté l'image de nos deux grands chefs.

J'ajouterai à mon tour que le gouverneur général de Varsovie, installé par nous, le général de Beseler, s'est laissé circonvenir par les Polonais. Il n'était pas de taille à se défendre contre leur duplicité. Mais Beseler lui-même ne s'est pleinement lancé dans l'aventure polonaise qu'après y avoir été encouragé de toute façon par Bethmann. Beseler fut obligé de reconnaître son erreur, et j'espère l'a regrettée, lorsque, dès que la fortune des armes nous devint contraire, les Polonais, qui jusque-là l'avaient flatté, passèrent du jour au lendemain du côté de l'Entente, avec laquelle ils s'étaient depuis longtemps secrètement mis en contact. Et une fois de plus on vit combien avait raison le prince de Bismarck qui, du premier au dernier jour de sa carrière politique, avait désigné les Polonais comme les ennemis nés et les plus dangereux de l'État prussien et du germanisme.

Je conviens d'ailleurs que le pauvre Bethmann a été engagé toujours plus loin dans son absurde politique polonaise par deux de ses familiers, le conseiller secret Riezler (*alias* Ruedorffer) et le docteur Delbrück. Riezler soutenait que la mauvaise impression produite dans le monde par notre violation de la neutralité belge pouvait être « moralement » corrigée par le rétablissement de la Pologne. Quant au docteur Delbrück, j'ai déjà eu plusieurs fois à le mentionner. A mon avis, c'est la pauvre impératrice Frédéric qui l'a caractérisé le mieux. Elle le connaissait bien, car il avait été pendant plusieurs années précepteur de son fils, le prince Waldemar, qui mourut jeune. C'était à un déjeuner auquel j'étais invité aussi,

au palais du Kronprinz. Delbrück, qui avait de très mauvaises manières, discutait d'une voix criarde avec le convive assis en face de lui, et tout en discutant il se tenait appuyé les deux coudes sur la table, son couteau dans une main et sa fourchette dans l'autre. Lord Amptill, alors ambassadeur à Berlin, homme très intelligent, de culture délicate et d'une parfaite distinction, regardait d'un air de désapprobation ce précepteur mal élevé. La Kronprinzessin lui dit à voix basse, pour arranger les choses : « *He is not a bad man, but he is awfully tactless* » (pas un méchant homme, mais absolument sans tact). Le malheur est qu'au manque de tact en société s'ajoutait chez Delbrück, chose plus dangereuse, l'absence de discernement, de doigté, de prudence en matière politique, et même un manque de sens commun

CHAPITRE XVIII

L'hiver de 1915-1916 à Lucerne. — Le comte Ledochowski. — L'Empereur prend la fâcheuse initiative d'une offre de paix. — Ma dernière entrevue avec Guillaume II. — Le défaitisme en Allemagne. — Énergie du gouvernement français à l'égard du défaitisme en France. — Pamphlet du prince Lichnowsky. — Entretien avec Bethmann-Hollweg. — Service militaire obligatoire en Angleterre.

En décembre 1915, je me rendis en Suisse avec ma femme, à qui les médecins conseillaient un long séjour à la montagne. J'ai beaucoup aimé le lac Léman, mais je ne voulais pas m'y rendre à cause de la francophilie fanatique, pour ne pas dire ridicule, des gens du canton de Vaud. Pour la plupart, ils se vantaient de détester les « Boches » encore plus que ne faisaient les Français : « *Paris peut pardonner, Lausanne jamais!* » L'Engadine, en ces temps si graves, nous paraissait trop pleine de mouvement et trop mondaine. Nous nous décidâmes pour Lucerne, qui me rappelait des souvenirs d'enfance. Deux fois je m'y étais trouvé avec mes chers parents. Je me souvenais bien du vieux pont avec ses danses macabres, ses peintures évoquant l'histoire de la ville et ses naïves inscriptions. Je me souvenais du lion de Thorwaldsen que, pour l'impression d'ensemble, je ne puis comparer qu'au monument de Bismarck à Hambourg. Il est placé à un endroit bien choisi ; au pied du sombre rocher qui surplombe le petit étang, ce lion mourant qui pose la patte sur un lis est un beau symbole de la fidélité du soldat jusqu'à la mort. Sur le lac circulait toujours le vieux *Vierwaldstätter*, ce vapeur à roues que j'avais déjà vu soixante ans auparavant.

Pendant notre séjour à Lucerne, je m'abstins de toute manifestation politique. Les inquiétudes auxquelles Bethmann était en proie à mon égard, moitié à cause de sa nature craintive, moitié parce que sa conscience n'était pas nette, étaient sans fondement. Mais je suivis avec attention la marche des événements dans la grande presse européenne. Pour connaître l'état des esprits en Angleterre et en France, je lisais le *Times* et le *Temps*. Nous nous rencontrions volontiers, ma femme et moi, avec ces messieurs de l'ambassade d'Allemagne à Berne et avec mon vieil ami, M. de Mülhberg, précédemment sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères et plus tard ministre auprès du Saint-Siège. De Lugano, où il s'était établi, il venait souvent nous voir à Lucerne. D'autre façon encore on apprenait bien des choses intéressantes dans ce pays neutre, où arrivaient de tous pays des informations et des chroniques. C'est ainsi que confidentiellement je connus l'opinion du comte Ledochowski, général de la Société de Jésus, qui, au début de la guerre, s'était établi, avec la direction de son ordre, à Zizers près de Coire. Lorsqu'en février 1916 le tsar désigna comme premier ministre un conservateur, Stürmer, le comte Ledochowski dit à un de mes amis suisses : « Je crois maintenant qu'il y a une possibilité de paix. J'apprends que l'empereur Nicolas désire vivement la paix, naturellement pas par amour des puissances centrales, mais parce qu'il croit que si la guerre continue, son trône et même sa vie seront en péril. Stürmer, qui malgré son nom allemand est un Russe pur sang, partage l'avis de son souverain et est convaincu que, si la guerre continue, la chute des Romanov est certaine. Il est essentiel maintenant que Berlin et Vienne tirent vite parti de cette grande chance. » On aurait dû, avec du bon sens, faire grand cas à Berlin des informations du comte Ledochowski, dont l'opinion avait été exactement rapportée à M. de Bethmann-Hollweg. C'était en février 1916. Deux mois plus tard, alors que le nouveau premier ministre russe s'était à peine mis en selle, Bethmann, avec son entêtement d'incorrigible doctrinaire, prononça le 5 avril un discours, pour dire ceci : « La Po-

logne, que le tschinownik russe et le cosaque ont quittée, le premier en extorquant encore de l'argent, le second en brûlant et en pillant tout, la vieille Pologne courbée sous le joug des Russes appartient au passé. Après les immenses événements dont nous sommes les témoins, l'histoire ne connaît pas de *statu quo*. Les Russes eux-mêmes reconnaîtront que le monde ne peut pas se représenter le retour du tschinownik à l'endroit où maintenant Allemands, Autrichiens, Polonais ont bravement travaillé pour la malheureuse Pologne. Jamais l'Allemagne ne livrera de nouveau au gouvernement réactionnaire russe les peuples qu'elle a délivrés entre la Baltique et les marais de Wolhynie, Polonais, Baltes, Lithuaniens ou Lettons. » C'était un coup de pied pour Stürmer et son malheureux souverain. Six mois après, le 5 novembre 1916, paraissait la déclaration austro-allemande sur la création d'une Pologne indépendante. Quinze jours plus tard, en raison de l'irritation produite par cette déclaration à la Douma et dans toute la Russie, le tsar se voyait obligé de renvoyer Stürmer. J'appris de bonne source que Nicolas II déclara à un Russe de son entourage, partisan de la paix : « Après ce coup de pied de Guillaume, la paix devient impossible. » A Stürmer, qui désirait la paix, succéda le général Trepof, partisan de la guerre. Quand le sage comte Ledochowski apprit ce changement de situation, il dit : « A Berlin on a perdu ou les nerfs ou la tête, ou peut-être les deux à la fois. » Ce jugement n'est pas trop dur. On sait que Talleyrand disait de l'exécution du duc d'Enghien : « *C'est pire qu'un crime, c'est une faute.* » La restauration de la Pologne, au moment où il était possible de parvenir avec la Russie à une paix raisonnable, a été une immense sottise et un crime envers la patrie. De différents côtés, il m'a été confirmé dans la suite que le tsar et le ministre Stürmer avaient sincèrement désiré faire la paix.

Huit ans plus tard, j'eus l'avantage de faire la connaissance du comte Ledochowski à Rome. Il habitait dans la Via San Nicola di Tolentino, au troisième étage d'une très simple maison, très différente des magnifiques églises et

palais, des pittoresques couvents du reste de la Rome ecclésiastique. Un long corridor conduisait à l'appartement du directeur de la S. J. Aux murs de ce corridor étaient accrochés des portraits de ses prédécesseurs, parmi lesquels plusieurs physionomies intéressantes ; on y voyait également les portraits des vicaires qui, de 1773, date de la suppression des Jésuites, jusqu'à 1814, date de leur rétablissement, avaient sauvé les restes de l'ordre à travers cette inquiète période. Un frère convers, qui me dit être du Palatinat bavarois et ne semblait pas encore avoir oublié son patois, me conduisit dans la pièce où le comte Ledochowski me reçut. Il n'y avait dans cette chambre nue qu'une image de la Vierge et quelques portraits de papes. Le général, homme de taille moyenne, avec des yeux extraordinairement intelligents, les traits et le front creusés d'un savant, avait la sûreté d'allure d'un aristocrate de vieille souche. Il me parla de la situation internationale en termes mesurés, avec franchise, sans réticence ni finasseries. Il semblait être extrêmement au courant des choses de tous pays et connaître tous les ressorts d'activité des peuples. Il y avait dans ce qu'il disait la marque d'une intelligence pénétrante et personnelle. Je fus frappé de sa remarque que les idées sont toujours plus fortes que les faits matériels, que la violence trouve toujours sa limite, que les forces spirituelles triomphent finalement, que même des idées fausses et pernicieuses comme celles du marxisme ont une efficacité. Il me donna l'impression d'un homme à vaste horizon intellectuel, et je compris pourquoi tous les généraux des Jésuites ont renoncé à la pourpre ; ils ont une situation plus intéressante, ils voient plus de choses, ils ont plus d'influence que la plupart des cardinaux de l'Église romaine.

En créant une Pologne indépendante, on perdait, juste à ce moment, la chance d'une paix séparée avec la Russie, et d'une façon générale on commettait une terrible faute, sans exagération, la pire faute qu'ait jamais commise un homme d'État allemand. Quant à notre offre de paix du 12 décembre 1916, elle fut inopportune et maladroite. La

lettre de Guillaume II à Bethmann, du 31 octobre 1916, par laquelle l'Empereur espéra amener la paix, partit d'une bonne intention, mais fut trop sentimentale, trop naïve, presque puérile. Or, en politique, la puérilité a rarement cette « beauté divine » que voudrait lui reconnaître le don Carlos de Schiller. D'autre part la lettre de Guillaume II, comme bien d'autres manifestations de l'Empereur, était trop dictée par la vanité. On y lisait : « Pour prendre cette initiative, il faut un souverain qui ait une conscience, se sache responsable devant Dieu, sente qu'il a des devoirs envers tous, même envers ses ennemis, ne s'inquiète point de voir ses intentions mal comprises et ait la volonté de délivrer le monde de ses souffrances. J'ai ce courage ! Je veux oser, avec Dieu ! Soumettez-moi vite les notes et préparez tout ! » Ces expressions n'étaient pas d'un homme d'État. La joie que provoquèrent en Allemagne cette lettre de l'Empereur et la proposition de paix présentée le 12 décembre 1916 par les puissances centrales, la naïveté avec laquelle, même à Berlin, beaucoup de gens s'imaginèrent que la fin de la guerre était arrivée, montra à nos adversaires que l'Allemagne, qui passait précédemment pour résolue et inébranlable, était fatiguée de la guerre et plus désagréée intérieurement qu'ils n'avaient supposé jusqu'alors ; d'autre part, cette manifestation publique, sentimentale et mélodramatique, n'était pas la bonne méthode pour nous entendre avec des ennemis froids et implacables.

J'ai déjà mentionné que depuis mon envoi à Rome en décembre 1914 je n'ai eu qu'une fois l'honneur d'être reçu par l'empereur Guillaume. Ce fut à la fin de l'automne 1916. Je fus invité à passer la soirée au Nouveau Palais à Potsdam. Toutes les fois que j'étais venu à Berlin, j'avais annoncé mon arrivée à Sa Majesté, comme j'en avais l'habitude, mais chaque fois j'avais été avisé que l'Empereur regrettait de ne pouvoir me recevoir, à cause d'importantes occupations. Cependant je me rendais compte, d'après les propos inquiets que tenaient mes amis de l'entourage du souverain, que Guillaume II, en pleine guerre, continuait à vivre comme d'ordinaire, travaillait peu, cherchait des distrac-

tions et s'amusait de choses et d'autres. Me rendant à cette invitation, la seule que j'aie reçue pendant les quatre années de la guerre, je trouvai l'Empereur seul, sans l'Impératrice. L'unique autre personne invitée était le gouverneur général de Belgique, le général de la cavalerie, baron de Bissing. L'Empereur était de bonne humeur. J'eus l'impression qu'il voulait poser devant moi pour l'homme fort. Il nous dit, ce que j'ai déjà raconté par anticipation, qu'il était convaincu que le peuple ne voulait rien savoir du parlementarisme, qu'il en avait « plein le dos » du Reichstag et qu'il préférerait être commandé par des généraux. Puis, mis en train par la présence de Bissing, il en vint à parler de la question belge. A Bissing qui passait, sans doute avec raison, pour un partisan de l'annexion de la Belgique, il expliqua qu'il n'avait pas l'intention de détrôner le roi des Belges ; il était légitimiste avant tout ; il regrettait que son grand-père, sous l'influence du méchant Bismarck, eût détrôné en 1866 les souverains légitimes de Hanovre, Hesse électorale et Nassau ; il ne fallait jamais déposer un monarque de droit divin. Bissing et moi nous regardâmes avec étonnement l'Empereur, qui depuis des dizaines d'années se sentait parfaitement maître en Hanovre et séjournait si volontiers à Wiesbaden et à Wilhelms-höhe. Mais Sa Majesté continua : « Ce qui est passé, est passé. En Hanovre, Hesse et Nassau, rien ne sera changé. Mais Albert restera en Belgique, car il est, lui aussi, souverain par la grâce de Dieu. Naturellement il faudra qu'il marche à la baguette. Je me représente ses rapports avec moi comme ceux du khédive d'Égypte avec le roi d'Angleterre. » Ce fut la dernière déclaration politique que j'aie entendue de ma vie de la bouche de Guillaume II. L'Empereur amena ensuite la conversation sur le château de Pless, magnifique résidence du prince Jean-Henri de Pless, qui lui avait laissé d'agréables impressions ; le prince, raconta-t-il, avait fait mettre de délicieuses bordures à tous les lavabos de son château, et lui, l'Empereur, voulait les faire copier dans ses nombreuses résidences. Bissing et moi fûmes congédiés d'assez bonne heure.

Nous étions restés à peu près de 9 à 10 heures du soir dans ce Nouveau Palais, splendide création du Grand Roi, sans doute le plus beau de tous les châteaux prussiens. C'est là que je vis pour la dernière fois Guillaume II, avec qui j'ai traversé tant d'événements, en accord plus ou moins complet avec lui. Je l'avais vu pour la première fois dans le même palais, dans la même salle, quarante et un ans auparavant. Il était alors le prince Guillaume, âgé de seize ans, et j'étais l'attaché de Bülow, âgé de vingt-six ans. J'avais été invité au souper avec mes parents. Je revois encore, comme si c'était hier, la splendide figure, l'attitude chevaleresque et aimable, le bon regard de celui qui devint l'empereur Frédéric, et je crois entendre encore la parole vive et spirituelle de la kronprinzessin Victoria, et le prince Guillaume qui, d'une voix peut-être un peu trop haute et indiscrete, faisait aux personnes présentes une conférence sur le Bremer Lloyd et la Hapag ; il aimait vraiment, par goût inné, les choses de la mer ; c'était peut-être son instinct le plus fort. Quel long espace de temps et combien d'événements s'étaient écoulés entre ce premier et ce dernier jour où je vis Guillaume II !

Parmi les Allemands que je rencontraï à Lucerne, je nommerai une intéressante figure, le général bava-rois, comte Montgelas. Il était sorti du grand état-major, avait travaillé jusqu'à la veille de la guerre au bureau des opérations, avait commandé, et bravement commandé, une division pendant la guerre. Son courage personnel était aussi indubitable que son patriotisme ; aussi m'étonna-t-il quand il me demanda si je lui faisais un reproche d'avoir travaillé aux derniers préparatifs de l'invasion de la Belgique, opérée en violation du droit international. Je lui répondis naturellement que, quoi que l'on pût penser du côté politique de ce problème, le soldat n'a autre chose à faire que suivre le drapeau, et que pour l'officier plus que pour tout autre homme est vrai le mot : « *Right or wrong, my country!* » Montgelas avait aussi des doutes mo-raux quant à l'emploi des gaz et quant aux attaques par zeppelins. Je ne lui cachai pas que l'exécution de miss Edith

Cavell et celle du capitaine Fryatt me paraissaient des actes dont l'utilité était disproportionnée au tort moral qu'ils nous firent, par conséquent des fautes. Je lui déclarai qu'à mon avis la *frightfulness* est un mauvais principe de conduite de la guerre, mais que c'était l'affaire et le devoir des hommes politiques dirigeants d'empêcher les militaires de commettre des fautes ; le chancelier doit conduire, non se laisser conduire, et les militaires ont à combattre. Si je ne me trompe, le général Montgelas a graduellement surmonté pendant le cours de la guerre la faiblesse malade qui accompagne d'ordinaire l'excès de la réflexion, et dans sa politique contre Kautsky il a parlé courageusement et avec dignité, en patriote.

Il est affligeant de constater que l'Allemagne est le seul pays où se soient trouvés des individus pour assaillir par derrière leurs compatriotes engagés dans une lutte à mort. Le premier de ces misérables fut Grelling, l'auteur de *J'accuse*, pamphlet que l'Entente a répandu par centaines de milliers d'exemplaires, chez nos ennemis, chez les neutres et, dans la mesure du possible, jusqu'en Allemagne. Il y eut aussi F. W. Foerster, Prussien de naissance, fils d'un astronome estimable comme savant, mais un peu trop naïf en politique. Il était filleul de l'empereur Frédéric, et professeur à Munich, d'où il s'enfuit, chassé par ses collègues et ses auditeurs irrités, pour gagner la Suisse, où il déclara aux correspondants de journaux français germanophobes qu'il souhaitait la victoire des Français dans l'intérêt de la civilisation. Stresemann l'a traité de coquin et rarement épithète a été mieux appliquée. Il y eut un peu moins d'effronterie chez Hellmut de Gerlach, descendant d'une honorable famille, égaré sans doute surtout par une vanité morbide.

Il serait très injuste de fourrer dans ce même sac le prince Lichnowsky, car il n'a pas voulu que sa brochure, *Ma mission à Londres*, fût répandue dans le public, mais il n'aurait jamais dû publier un pareil pamphlet, de sentiment peu allemand et sans valeur quant au fond.

Les Allemands ont toujours eu une tendance à placer

la partie au-dessus du tout et l'intérêt du groupe au-dessus de l'intérêt général. Il était donc à prévoir qu'une guerre si dure et si longue rendrait les partis plus exigeants ; dans ces conditions il fallait faire tout de suite toutes les concessions compatibles avec la *Salus publica*, appeler à des postes importants des membres de tous les partis, même des radicaux et des cléricaux, même des socialistes, puis gouverner d'une main ferme. J'aurais trouvé parfaitement normal que le 4 août 1914 eussent été abolies toutes les lois d'exception, y compris la loi sur les Jésuites et la loi d'expropriation. Par là on eût donné à notre politique intérieure une orientation nouvelle et brillamment imité notre Empereur, qui avait déclaré ne plus vouloir, comme chef d'État et guide de la nation, connaître de partis. Mais en même temps il fallait, comme cela arriva en France et en Angleterre, surveiller tous les efforts tentés pour affaiblir l'esprit guerrier de la nation ou préparer une révolution intérieure, et s'il était nécessaire, il fallait briser ces efforts avec une indomptable énergie. Il fallait tirer une barre bien nette entre les socialistes patriotes, qui étaient nombreux, et les socialistes dont le seul désir était de tirer avantage de la guerre pour le seul succès de leur parti. Tandis que Wolfgang Heine, Südekun, David, Noske et autres socialistes, qui étaient de braves gens, se mettaient tout entiers au service de la patrie, tandis que la grande majorité des ouvriers allemands suivait fidèlement le drapeau, il apparut vite qu'il y avait des traîtres à la patrie parmi nos socialistes, parmi eux seuls, tandis qu'il n'y en avait pas parmi les socialistes français, anglais, italiens ou belges. Le 2 août 1914, Karl Liebknecht vota seul au Reichstag contre les crédits de guerre ; ce fut le cas isolé d'un fanatique ; mais peu de temps après, le député Haase, chef du parti socialiste, déclara : « Nous minerons l'armée, pour mettre en mouvement la révolution mondiale. » Haase et ses complices ont malheureusement réussi à ébranler la discipline dans quelques corps de troupe et dans une partie des équipages de la flotte. La révolution

mondiale, ces gens de rien n'ont pas eu le pouvoir de la provoquer, mais ils ont jeté leur propre pays aux pieds des généraux français et des amiraux anglais.

En février 1915, le député socialiste Stroebel, rédacteur au *Vorwärts*, déclara au Landtag prussien : « J'avoue franchement qu'une complète victoire allemande ne serait pas conforme à l'intérêt socialiste. » Jamais, dans tout le cours de la guerre, un socialiste français, italien ou belge, n'a fait une pareille profession de foi, aussi vile que stupide. Au moment où Haase et Froebel parlaient ainsi, la démocratie française, belge, italienne et anglaise, y compris l'extrême aile gauche, faisait taire toute considération de parti et n'avait qu'un but : la pleine victoire de l'Entente.

Le 20 mars 1915, deux députés déjà, Liebknecht et le Saxon Otto Rühle, « homme de lettres », à peine âgé de trente ans et dont les théories étaient très proches du communisme, avaient voté au Reichstag contre la deuxième tranche de crédits de guerre. En janvier 1916, la majorité du parti socialiste, alors encore bien pensante, décida d'exclure du parti le député Liebknecht. Il se vengea par la publication clandestine des *Lettres de Spartacus*, dans lesquelles, de concert avec la nihiliste russe Rosa Luxemburg, il fit de la propagande communiste. Au printemps, il organisa sur la place de Potsdam, à Berlin, une manifestation révolutionnaire, avec le mot d'ordre : « A bas la guerre ! à bas le gouvernement ! » Il fut condamné à deux ans et demi de prison. Mais ses partisans continuèrent à organiser à Berlin et dans d'autres villes des « manifestations contre la famine et contre la guerre », et ouvertement ils déclaraient que la révolution éclaterait dès que la situation militaire deviendrait mauvaise ; pour la faire empirer, ils faisaient de l'agitation dans les dépôts, dans les hôpitaux militaires, dans la rue et dans leurs propos quotidiens. Le gouvernement ne réagit pas. M. de Bethmann-Hollweg se contentait de se défendre contre les brochures écrites contre lui par Kapp et autres pangermanistes sans importance, qui avaient exaspéré cet homme suscep-

tible. Il traitait ces gens de « pirates de l'opinion publique », expression que lui avait soufflée Riezler-Ruesdorffer, qui n'en était pas peu fier, et il prononça au Parlement son discours le plus vigoureux, le seul dans lequel il ait mis un certain élan, presque de la passion. « Bethmann, me dit alors un député libéral, est manifestement un de ces ministres qui ne dégainent que quand on érafle leur précieuse peau. » Jamais Bethmann n'avait trouvé des termes aussi énergiques pour parler des gens avec qui nous étions en guerre, encore moins pour s'élever contre les tentatives révolutionnaires en Allemagne.

Parmi les concessions qui étaient à faire immédiatement après la déclaration de guerre, il faut citer avant tout la réforme du système électoral prussien, depuis longtemps nécessaire, mais toujours différée par mon successeur. Dans la dernière année où je fus à mon poste, un remaniement raisonnable des conditions d'élection au Landtag aurait été très possible avec l'appui non seulement des nationaux libéraux, mais des libéraux. Au commencement de la guerre, il aurait fallu accorder le suffrage universel et le scrutin secret, peut-être avec quelques corrections sur l'âge des électeurs et des candidats éligibles et sur la durée de résidence des électeurs dans la circonscription électorale. Mais pendant les trois premières années de la guerre Bethmann ne remua pas le petit doigt pour modifier le système de scrutin. C'est seulement au printemps de 1917 qu'il sentit que l'eau lui montait jusqu'au cou ; alors ce même homme d'État, qui avait commencé son rôle de premier ministre de Prusse en prononçant une virulente philippique contre ceux qui voulaient « trainer la Prusse dans le camp du parlementarisme », ce même homme qui s'était opposé à une modeste extension du droit de vote, annonça inopinément au pays stupéfait, par un « message royal de Pâques », l'octroi du scrutin secret et direct pour l'élection des députés prussiens. Cette décision, comme beaucoup de celles que prit Bethmann, était inspirée par la peur, qui en politique est la plus mauvaise conseillère. Beth-

mann crut que céder soudain était le seul moyen de tenir les socialistes en bride pendant encore quelque temps. Le seul résultat de cette tactique fut qu'on vit se constituer le parti des socialistes indépendants, la trop fameuse U. S. P. D. (*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), qui immédiatement entama la lutte pour la cessation des hostilités et la révolution et fit tout pour porter en terre la vieille et puissante Allemagne. Non content du « message de Pâques », Bethmann détermina le roi de Prusse à lancer encore un « message de juillet », qui annonça que la réforme du système électoral prussien comporterait l'établissement du droit de vote égal, et que cette réforme aurait lieu assez tôt pour être appliquée aux prochaines élections.

Ces concessions précipitées ne pouvaient pas faire en Allemagne une forte impression, parce qu'il était trop évident que Bethmann ne s'y résignait que pour se maintenir encore quelque temps à son poste. Chez nos adversaires, au contraire, et surtout en France, les hommes d'État au pouvoir eurent de la poigne, et de plus en plus. On revit à Paris le rude esprit de la Convention et de Napoléon I^{er}. En mai 1917, de graves mutineries avaient éclaté dans l'armée française à la suite de l'échec de l'offensive du général Nivelle, le « buveur de sang », comme l'appelaient ses soldats. Les hommes refusèrent d'obéir, constituèrent des conseils de soldats sur le modèle russe, se retranchèrent dans leurs cantonnements et déployèrent des drapeaux rouges en criant : « A bas la guerre ! » Le gouvernement français agit aussitôt avec la dernière énergie, procéda à des exécutions en masse et enraya vite le mouvement. En même temps le gouvernement déposa un projet de loi édictant les peines les plus graves contre la « propagande pacifiste et défaitiste ». Le directeur du pacifiste et socialiste *Bonnet rouge*, Almereyda, fut arrêté ; quelques jours plus tard on le trouva mort dans sa prison, probablement étranglé. Le ministre français de l'Intérieur, Malvy, accusé par Clemenceau de ne pas s'opposer assez énergiquement à la propagande pacifiste, fut dé-

porté. Caillaux, ancien ministre des Affaires étrangères et ancien président du Conseil, fut emprisonné comme défaitiste et craignit pendant quelque temps pour sa vie, non sans raison. Bolo Pacha, banquier enrichi en Égypte, homme occupant une belle situation, frère d'un prélat de haut rang, fut arrêté sous l'inculpation, d'ailleurs injuste, de s'être laissé corrompre par l'Allemagne pour faire de la propagande pacifiste. Aux applaudissements de l'assistance, le Conseil de guerre le condamna à mort, et vingt-quatre heures plus tard, il fut exécuté à Vincennes.

Quand M. de Bethmann eut déterminé l'Empereur à lancer le message de Pâques, Ballin me dit : « Le chancelier Bethmann me fait l'effet d'un commerçant qui se sait en faillite, mais ne veut pas avouer sa déconfiture et, pour pouvoir encore se donner pendant quelques semaines l'air de faire toujours honneur à sa signature, touche à un dépôt. » Toutes les fois que, venant de Flottbeck ou de Lucerne, où j'allais voir ma femme, je passais par Berlin, je rendais visite à Bethmann. Il savait que j'étais à tout moment et sur tout sujet à sa disposition, comme à celle de l'Empereur, mais jamais il ne m'a demandé conseil. Je voyais d'après les discours qu'il me tenait sur la situation, qu'il espérait toujours que l'Angleterre céderait. Plusieurs fois il me dit : « Les Anglais seront les premiers qui reviendront à nous ! » Je ne lui cachai pas que j'étais d'avis contraire. « Je crois, lui dis-je, qu'en faisant une politique judicieuse, il eût été possible de rester en paix avec l'Angleterre ; mais maintenant qu'elle est entrée en guerre, elle ne lâchera plus le morceau ; l'Anglais est comme son bouledogue. » Le pauvre Bethmann ne pouvait s'empêcher de faire de temps à autre des allusions au « lourd héritage politique » qui lui était échu. Naturellement je ne le laissais pas arranger l'histoire de cette façon. Je lui dis qu'il était peut-être commode, mais injuste, d'accuser son prédécesseur des fautes qu'on a commises soi-même. « Quand j'étais moi-même secrétaire d'État et chancelier et que je me trouvais aux prises avec des difficultés, ai-je accusé mes prédéces-

seurs d'avoir commis des fautes, par exemple d'avoir amené l'alliance franco-russe en ne renouvelant pas le traité de contre-assurance, me suis-je mis à l'abri en invoquant la dépêche Krüger ou la Triple-Alliance d'Extrême-Orient? J'ai toujours fait mes efforts pour tirer parti des situations données, *to make the best of it*. D'ailleurs, si je ne me trompe, mon cher Bethmann, vous avez dit, dans une récente circulaire adressée à la presse, que la politique étrangère est dirigée par Sa Majesté et que la critiquer revient à critiquer le souverain. Cette thèse n'est peut-être pas inattaquable, mais en tout cas, si on la formule, ce ne peut être au bénéfice d'un seul chancelier. Mais surtout, je ne puis en aucune façon trouver justes vos récriminations relatives à l'héritage que je vous ai légué. Car c'est grâce à cet héritage que pendant cinq années entières — et cinq ans, mon cher Bethmann, comptent même dans la vie d'un peuple — vous avez pu entretenir avec la Russie de bonnes relations, qui se sont affirmées par l'entrevue de Potsdam et votre voyage à Saint-Petersbourg et Moscou, et ont été vantées par vous-même. Après la conclusion de l'accord sur le Maroc et le Congo, vous m'avez annoncé une amélioration des rapports franco-allemands pouvant aller jusqu'à une entente, et avec l'Angleterre, immédiatement avant la guerre, nous étions en négociation au sujet de deux questions importantes, la ligne de Bagdad et les colonies portugaises. Les traités envisagés, et pour la conclusion desquels les conditions avaient été réunies par moi, étaient sur le point d'être ratifiés à la fin de juillet 1914. C'est justement pendant les dernières années qui ont précédé la guerre que vous avez proclamé avec emphase l'amélioration de nos relations avec les puissances occidentales. » Bethmann se tut et prit un air à la fois piqué et gêné lorsque, toujours parlant du ton d'un ami, je le priai, s'il voulait établir le bilan de la guerre, de ne pas décharger son propre compte en chargeant indûment le compte des autres. Ses traits se détendirent de nouveau quand je lui dis qu'à mon avis l'Angleterre était malheu-

reusement capable de se décider au service militaire obligatoire ; il me jeta à ce moment un regard presque de commisération, qui signifiait : « Le bon prince commence à devenir vieux ; il devient gâteux. » Puis il me dit : « Mais, très vénéré prince, n'avez-vous donc pas lu l'histoire d'Angleterre de votre compatriote hambourgeois Lappenberg ? Et Macaulay ? Et les ouvrages fondamentaux de Gneist ? Jamais le peuple anglais ne se pliera au joug du service obligatoire. »

Des financiers suisses sérieux, des représentants de la curie, qui résidaient en Suisse pendant la guerre, avaient déjà, à ce moment, reçu des informations d'après lesquelles l'Angleterre devait très prochainement adopter le principe du service obligatoire et, ainsi que je l'appris à Lucerne, ils n'avaient jamais douté de l'exactitude de cette nouvelle. Il était réservé au directeur responsable de la politique allemande, fort de la sagesse de livres poussièreux, de se tromper sur l'Angleterre à ce tournant de la guerre. Quelques semaines après notre entretien, le service militaire obligatoire devenait loi anglaise.

CHAPITRE XIX

La guerre sous-marine. — Entretien du Kronprinz avec des personnalités marquantes du Reichstag. — Retraite de Bethmann. — On envisage mon retour. — Intrigue contre moi à Vienne. — Possibilités de paix. — Le sous-secrétaire d'État Michaelis devient chancelier. — Mémoire du comte Czernin. — Le Reichstag vote une résolution de paix. — Erzberger. — Premiers symptômes de démoralisation dans la flotte, à Kiel. — Le secrétaire d'État Kühlmann. — Paix de Brest-Litowsk. — État des esprits à Berlin. — Adolphe de Harnack.

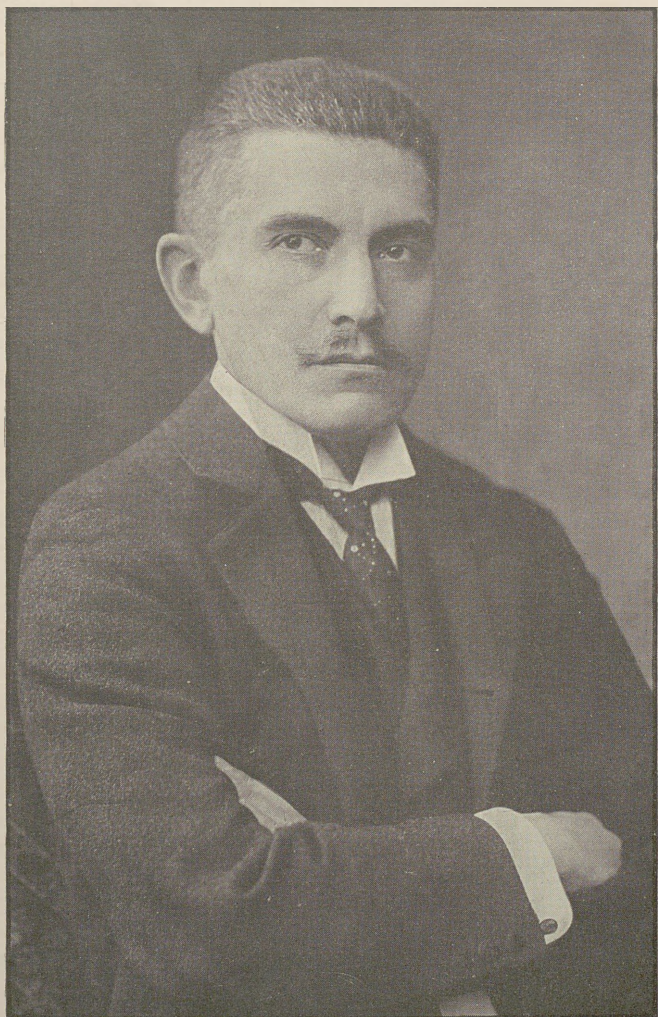
M. de Bethmann espérait se maintenir en faisant toujours plus de concessions à gauche. Par son ami intime, le conseiller de cabinet Valentini, il avait fait convaincre l'Empereur qu'il était, lui Bethmann, le meilleur, le seul qui pût contenir la marée révolutionnaire. En réalité ses hésitations étaient perpétuelles. Elles furent fatales surtout dans la question de la guerre sous-marine, ce qui me fait songer encore une fois à l'épître envoyée dans l'Apocalypse à l'ange de l'église de Laodicée : « Plût à Dieu que tu fusses froid ou bouillant. Mas parce que tu es tiède, et que tu n'es ni froid ni bouillant, je te vomirai de ma bouche.

Les graves raisons qui pouvaient déconseiller la guerre sous-marine étaient évidentes. Si cependant on la décidait, il fallait du moins en confier la direction au grand-amiral Tirpitz, notre première autorité dans les questions navales. Mais au contraire Bethmann, aidé des amiraux Müller et Holtzendorff, entama contre Tirpitz une campagne sournoise qui aboutit à la mise en congé du créateur de notre flotte, en pleine guerre, par un brusque télégramme de l'Empereur. On avait laissé passer le moment propice à des opérations de guerre sous-marine, puis on se décida à

cette guerre, mais trop tard et très maladroitement. La guerre sous-marine à outrance fut résolue au château de Pless, en l'absence du chancelier. Bethmann, qui n'en fut informé qu'après coup, voulut offrir sa démission, mais l'Empereur n'eut aucune peine à la lui faire retirer.

Au moment où la décision à prendre quant à la guerre sous-marine ne tenait qu'à un fil, je déjeunai à Berlin avec Ballin, à l'hôtel Continental. Pendant que nous étions à table, on vint appeler Ballin. Il revint au bout d'un quart d'heure, le visage soucieux : « La guerre sous-marine à outrance est décidée tout de même. Mais c'est trop tard. Ensuite il aurait fallu garder Tirpitz. Maintenant l'Angleterre a eu deux ans pour armer presque tous ses vapeurs et organiser sa défense au moyen de chasseurs de sous-marins, de filets contre sous-marins, de bateaux à moteurs, d'avions, de dirigeables et de bateaux-écouteurs, de bombes et de mines sous-marines. » Je demandai à Ballin si dans ces conditions Bethmann, qui n'avait cessé de s'opposer à la guerre sous-marine, resterait à son poste. « Il reste, cet homme de malheur. Il vient de me faire dire que, dans l'intérêt de la patrie, il est obligé de rester. » Rarement ou jamais M. de Bethmann n'a mis à quelque chose autant d'énergie qu'à rester sur son fauteuil en cet été 1917. Je conviens d'ailleurs que l'Empereur avait de la peine à se séparer de lui, non seulement parce qu'on lui avait fait croire que Bethmann, Bethmann seul, était capable de le sauver de la révolution et de l'abdication, mais aussi parce qu'il sentait qu'il ne retrouverait pas aisément un chancelier aussi soumis.

Il y eut un conseil de la couronne, pour délibérer sur la réforme du système électoral prussien. Partisans et adversaires de la réforme parlèrent longuement. L'Empereur fut ravi des discours de ses ministres et s'écria : « Je ne savais pas que j'avais des ministres si intelligents ! » Celui qui parla de la façon la plus sensée fut le ministre de l'Intérieur, de Loebell ; il présenta la réforme comme une mesure grave, mais, tout bien considéré, devenue nécessaire ; seulement il ne fallait pas en confier l'application à Bethmann,



LE PRINCE LICHNOWSKY
Ambassadeur d'Allemagne à Londres.

qui était trop las et trop usé ; on ne met pas du vin nouveau dans des outres vieilles. M. de Loebell ne parlait pas après s'être concerté avec moi, ni même après m'avoir touché un mot de cette question ; il exprimait en toute liberté son avis personnel et c'est seulement ensuite qu'il me mit au courant. Quand la séance du conseil de la couronne fut levée, l'impression générale fut que tout de même M. de Bethmann avait gagné la partie. Il reçut dans la journée les félicitations de ses amis et exprima à ceux de ses collègues qui ne le soutenaient pas, en particulier à M. de Loebell, son regret d'avoir à se passer d'eux.

Qui a, finalement, donné l'impulsion pour que Bethmann fût mis à l'écart ? Le Kronprinz avait reconnu qu'avec Bethmann nous ne pouvions ni gagner la guerre, ni faire la paix. Hindenburg et Ludendorff étaient du même avis. Au fond les divers partis ne pensaient pas autrement, ainsi que l'avait discerné le Kronprinz dans une série d'entretiens qu'il avait eus au début de juillet avec des parlementaires de marque, auxquels il avait d'ailleurs généralement plu par son tact et l'intelligence de ses questions. Au cours de ces entretiens, Erzberger avait formulé son avis d'une façon assez heureuse : « Bethmann ne peut pas s'asseoir à la table de la conférence de la paix avec son gilet plein de taches. » C'est Erzberger qui a donné le coup de grâce au chancelier Bethmann. Quand Bethmann apprit que l'Empereur le laissait tomber, il ne s'écria pas comme, dit-on, Bismarck : « *Le Roi me reverra!* » mais soupira : « Maintenant la révolution est inévitable. »

Quand il fut certain que Bethmann allait se retirer, l'Empereur dit au comte Auguste Eulenburg : « Allez trouver ma femme et dites-lui qu'elle va revoir son Bülow. » L'Empereur savait que son épouse et le comte Eulenburg souhaitaient également mon retour aux affaires. Ce retour aurait-il été heureux pour moi ? Ou plutôt, puisqu'il ne s'agissait que de la *Salus publica*, aurait-il été utile au pays ? Naturellement, redevenu chancelier, j'aurais estimé que ma tâche consistait à obtenir une paix acceptable. Avant l'absurde restauration de la Pologne, une paix

séparée avec la Russie était possible, et par là ou bien une continuation, sous d'heureux auspices, de la guerre contre les puissances occidentales, ou mieux encore une bonne paix générale. Avant la sottise polonaise, j'aurais sans un instant d'hésitation négocié avec la Russie sur la base de la restitution à l'Empire des tsars de toutes nos conquêtes faites en Pologne pendant cette guerre. Si le gouvernement de Vienne avait fait des difficultés, j'aurais donné aux Russes l'espérance d'avoir en outre la Galicie, puis j'aurais attendu. Ayant derrière nous une Russie satisfaite, nous étions sûrs des Roumains et des Italiens. En 1917, la situation générale était déjà beaucoup plus difficile, mais non désespérée. Je ne voudrais pas me perdre dans des conjectures, mais je dirai ceci : la paix était encore possible en 1917, si nous ne montrions à nos adversaires aucune marque de faiblesse, c'est-à-dire si nous n'avions pas trop l'air d'avoir besoin de la paix, si nous nous abstenions d'enfantines manifestations pour la paix. Au dehors nous avions à garder contenance, un visage sérieux, ferme, et même un air de défi ; au dedans à rester résolus. Mais en même temps nous avions à faire connaître à l'Entente, par un médiateur convenable, que nous étions prêts à conclure une paix d'équilibre et d'accommodement.

Le meilleur médiateur eût été le pape Benoît XV, indubitablement favorable à l'Empire allemand et à nos alliés austro-hongrois, sincèrement ami de la paix, et plein de sagesse éclairée. Mais depuis que par le pacte de Londres le gouvernement italien, en se liant à l'Entente, avait reçu l'assurance qu'en aucun cas le pape ne serait appelé à prendre part aux négociations de paix, ce choix était impossible. Restaient la reine de Hollande, le président de la Confédération helvétique, les rois d'Espagne, de Suède et de Danemark. En tout cas, il fallait faire une démarche sérieuse de paix par voie diplomatique régulière, et non, comme avait fait fréquemment Bethmann, en donnant mission de tâter le terrain à des individus sans expérience diplomatique, qui par leur balourdise compromettaient du premier coup l'affaire.

Voici à peu près quelles auraient été mes offres : entier rétablissement de l'indépendance belge, intégrité de la Belgique, affirmation solennellement renouvelée de la neutralité belge, généreuse indemnité versée à la Belgique, cession du Trentin à l'Italie et autonomie de Trieste, rétablissement et reconnaissance nouvelle de l'indépendance et de la neutralité du grand-duché de Luxembourg. En cas de nécessité, cession de la Lorraine française après démantèlement des fortifications de Metz. En cas d'extrême nécessité, constitution de l'Alsace-Lorraine en État-tampon, indépendant, démilitarisé et reconnu par arrangements internationaux. D'après de nombreux entretiens que j'ai eus depuis avec des neutres, et même avec des politiciens des pays avec lesquels nous étions en guerre, je crois qu'une paix était possible à ces conditions. A vrai dire, il est encore plus certain que si j'avais obtenu une telle paix, on m'aurait lancé en Allemagne des pommes pourries. Dans des centaines d'articles de presse, on aurait démontré qu'avec ma molle plume j'avais compromis ce qui avait été glorieusement conquis avec la dure épée. Mais j'aurais pris mon parti de ces articles et des pommes pourries, si j'avais pu préserver la patrie d'une totale et définitive défaite, de l'écroulement et de la révolution.

Avant de prendre congé de M. de Bethmann dans les présents Mémoires, je reproduirai la dernière déclaration politique que j'aie entendue de lui. Peu de temps après sa mise en congé, je revenais d'une promenade au Tiergarten à l'hôtel Adlon, où nous étions descendus. Je trouvai Bethmann en visite chez ma femme. Il nous raconta qu'étant allé sur le front, il avait été revoir à Charleville la brave bourgeoise chez qui il avait logé dans la première année de la guerre. Elle lui avait dit : « *Revenez souvent nous voir quand la paix sera rétablie, monsieur le Chancelier, vous trouverez chez nous des mains prêtes à serrer la vôtre, des cœurs qui vous estiment et vous aiment.* » Bethmann ajouta : « Cela m'en dit plus long que tous les bavardages des journaux sur les sentiments réels et intimes des Français. Et il en va de même en Angleterre et en Belgique. » On lit

dans une vieille comédie française : « *Faut de la naïveté, pas trop n'en faut.* »

Comment l'Empereur s'est-il avisé de nommer chancelier de l'Empire allemand, à un moment hautement critique, ce sous-secrétaire d'État Michaelis que le conseiller de cabinet Lucanus, qui connaissait depuis si longtemps et si bien les services administratifs prussiens, jugeait, quelques années auparavant, incapable d'être *Oberregierungsrat* à Breslau? Voici ce qui m'a été raconté par un aide de camp de Sa Majesté : « Nous étions dans le salon de marbre et nous nous demandions qui allait succéder à Bethmann. Chacun donnait un nom, lorsque l'aide de camp général de Plessen ouvrit la porte brusquement et nous cria : « J'ai un chancelier ! Je ne sais plus comment il s'appelle, Michel ou quelque chose comme cela. Il s'occupe des fournitures de pain et il a prononcé récemment un fameux discours, dans lequel il a dit qu'il passerait l'épée à travers le corps de quiconque lui barrerait la route. » Alors se leva au fond du salon Valentini, qui jusque-là n'avait rien dit : « Il ne s'appelle pas Michel, mais Michaelis, il n'est pas dans la boulangerie, mais sous-secrétaire d'État du ravitaillement en Prusse. Il n'a pas parlé de coup d'épée dans le ventre des gens, mais il a dit qu'il tenait ferme l'arme de la loi et la manierait rudement. Faire de lui un chancelier ne serait pas si mauvais. Je vais immédiatement au château de Bellevue. L'Empereur sera heureux si je lui fais éviter le rappel du prince de Bülow. » Un quart d'heure plus tard, Valentini était à Bellevue, devant Guillaume II et lui proposait pour chancelier le sous-secrétaire d'État Michaelis. L'Empereur répondit de bonne humeur : « Il m'intéressera beaucoup de faire sa connaissance. Pour l'instant je ne sais pas du tout comment il est fait, ni qui il est. » Immédiatement appelé, le docteur Michaelis, cinquième successeur du prince de Bismarck, se présenta. L'Empereur lui serra la main et lui demanda s'il avait envie de se charger de la plus haute fonction dans l'Empire. Michaelis tint pendant quelque temps la main devant

les yeux et dit d'une voix solennelle : « Je sens que l'appui d'en haut ne me manquera pas. J'accepte. »

Michaelis était un excellent homme. Je l'avais remarqué, à cause de ses braves manières, comme sous-secrétaire d'État au ministère des Finances. Les sous-secrétaires d'État prenaient part en effet aux séances tenues par les ministres d'État quand ils avaient à représenter leurs chefs, retenus par un empêchement. Quand le docteur Michaelis avait à remplacer son ministre, le baron de Rheinbaben, et que je lui donnais la parole, il se levait, appliquait les deux mains sur la couture du pantalon et commençait d'une voix un peu grasseyante : « Avec la gracieuse permission de Son Excellence le prince chancelier d'Empire et comme représentant de mon haut chef, Son Excellence le ministre d'État et des Finances, baron de Rheinbaben, j'ai à déclarer de façon très obéissante ce qui suit. » Sur l'estime qu'on avait pour lui au Bundesrat, je raconterai l'anecdote suivante : Le comte Hertling, qui était à ce moment à Berlin pour prendre part à des débats du Bundesrat, dînait au restaurant Borchardt avec le ministre de Bavière, comte Hugo Lerchenfeld, et quelques autres messieurs, lorsqu'un jeune fonctionnaire de la légation de Bavière s'approcha du comte Lerchenfeld et lui annonça la nomination de Michaelis. Le comte Hertling demanda à son ami Lerchenfeld qui était donc ce Michaelis, dont il n'avait jamais entendu parler. Avec sa rondeur bavaroise, le comte Lerchenfeld répondit au milieu des rires : « Ce docteur Michaelis est ce qu'on appelle à Munich un animal à jambons. C'est tout ce que je sais. » Le sous-secrétaire d'État Michaelis n'était pas seulement un fonctionnaire correct, mais un homme pieux. Il faisait partie de la « Société des chrétiens décidés », association de croyants à tendance piétiste qui portaient sur leurs boutons et en tête de leur papier à lettre les lettres E. C. (*Entschiedenes Christentum.*) De la politique extérieure et des rapports internationaux il n'avait aucune notion. Pour remercier Valentini de lui avoir évité d'avoir recours à moi, l'Empereur lui conféra l'Aigle noir.

La Wilhelmstrasse avait activement travaillé à empêcher

mon retour. Elle avait mis Vienne en mouvement et téléphoné à l'ambassade d'Autriche, dès que Bethmann commença à n'être plus très solide :

1^o Le gouvernement autrichien souhaite-t-il le maintien du chancelier Bethmann?

2^o Souhaite-t-il le rappel du prince de Bülow?

L'ambassadeur Botho Wedel s'empessa de transmettre la réponse de Vienne, à savoir : Sur le premier point : Oui ! Sur le second point : Non !

Effectivement, comme on tendait de plus en plus à Vienne à s'arranger à nos dépens avec l'Entente, on n'y désirait pas mon retour. Vienne savait que je discernerais cette tendance et la combattrais de toutes mes forces. Les très hautes dames qui dominaient la situation depuis l'avènement de l'empereur Charles et les ministres autrichiens des Affaires étrangères se défiaient de moi, sentant confusément ou sachant que dans les vingt-quatre heures je ferais sentir le mors à l'Autriche. La mère du trop simple empereur Charles, l'archiduchesse Maria-Josefa, princesse saxonne, sa belle-mère, la duchesse de Parme, et son épouse Zita avaient une égale aversion pour l'Empire allemand, la Prusse et les Hohenzollern. Le ministre de Bavière à Vienne, baron de Tucher, descendant d'une vieille famille de Nuremberg, chez laquelle avaient fréquenté Hans Sachs et Albert Dürer, homme intelligent et qui avait son franc-parler, me donna de la façon suivante son impression sur les trois dames devenues maîtresses à la cour de Vienne depuis le 21 novembre 1916, date de la mort du vieux François-Joseph : « Maria-Josefa est une nigaude, Zita est une petite intrigante qui a du chic, et sa mère est bête à manger du foin. »

Au Ballplatz, antique résidence des ministres autrichiens des Affaires étrangères, le comte Berchtold, un des principaux coupables de l'envoi de l'ultimatum à la Serbie, avait eu pour successeur le baron, plus tard comte Burian, un Hongrois. Berchtold était un gentilhomme d'esprit léger et médiocre ; Burian était un bon et consciencieux fonctionnaire, mais, comme politicien, très quelconque. En

décembre 1916, il fut remplacé par le comte Czernin, qui à coup sûr, au point de vue intellectuel, dépassait ses deux prédécesseurs et n'aurait pas commis la sottise de l'ultimatum. Après avoir été un des intimes de l'archiduc François-Ferdinand, il voyait les dangers d'un excès de l'influence magyare sur la politique étrangère de la double monarchie. Ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest pendant plusieurs années, il avait compris que l'Autriche était dans la nécessité d'avoir avec la Roumanie de bonnes relations. Il connaissait la bigarrure de l'État austro-hongrois, que les Autrichiens avaient coutume d'appeler plaisamment : « le conglomérat ». Il savait combien peu de fond il y avait à faire sur les Polonais, les Tchèques et les Slaves du Sud. Il voulait faire la paix le plus tôt possible, mais d'accord avec l'Allemagne. Il nous aurait vus avec plaisir céder l'Alsace-Lorraine à la France pour obtenir ce résultat. Mais il n'aurait pas voulu abandonner par pure et simple trahison l'allié qui s'était lancé dans la guerre pour soutenir l'Autriche. Il se défiait de l'empereur Charles, et des princesses par lesquelles Charles se laissait dominer. Mais il commit la faute de se servir du député Erzberger pour faire entendre à Berlin ses désirs de paix. Il trouva moyen de faire inviter ce brave enfant de Buttenhausen à la plus guindée des cours d'Europe. Quand Erzberger se vit à la Hofburg, il se sentit enivré. Le comte Czernin avait dit à Zita qu'il fallait qu'elle acceptât pendant une petite heure la compagnie de ce « Souabe un peu commun », que l'intérêt de la maison des Habsbourg l'exigeait. La jolie impératrice tendit donc à Erzberger sa main à baiser, et il fut subjugué. Quand il lui fut permis ensuite d'assister, avec Leurs Majestés, à une messe dans la chapelle de la Hofburg, il fut complètement emberlificoté.

Peu de temps avant la visite d'Erzberger à Vienne, Czernin avait dit à l'Empereur, dans un rapport direct au souverain, qu'à son avis l'Autriche n'était pas en état de poursuivre longtemps la guerre, qu'elle n'avait plus que le choix entre une paix rapide ou la catastrophe totale. Ce rapport n'était destiné qu'à l'empereur Charles et par

son intermédiaire à l'empereur Guillaume II et au haut commandement allemand, pour les gagner eux aussi à l'idée d'une paix par arrangement. Il est à peu près sûr que la duchesse de Parme, qui reçut communication de ce mémoire, le fit tenir à Erzberger, qui le lut à son tour, peu de temps après, à Francfort, à une assemblée de délégués du centre. Erzberger avait insisté sur le caractère strictement confidentiel de sa communication et avait interdit de prendre des notes; cependant quelques-unes des personnes présentes réussirent à sténographier des fragments. Ces copies parvinrent en Suisse et de là à la connaissance de l'Entente, à laquelle elles donnèrent une bien plus grande certitude de victoire. Plus tard le Reichstag, par 214 voix du centre, des libéraux et des socialistes, contre 116 voix et 17 abstentions, vota une résolution de paix. Cette résolution déclarait que le Reichstag cherchait une paix d'entente et de durable réconciliation des peuples, paix excluant donc les annexions brutales de territoires et les contraintes politiques, économiques et financières. La France et l'Angleterre n'en furent que plus raffermies encore dans leur volonté de continuer la lutte jusqu'à complète décision. La résolution de paix de 1917 a donc préparé le terrain pour la paix de Versailles; or, celle-ci s'est trouvée en complète opposition avec les puériles espérances des trois partis qui se dirent alors « gouvernants », socialistes, démocrates et centre, car elle n'a point amené la « durable réconciliation des peuples », mais a imposé à l'Allemagne des cessions de territoires inouïes et douloureuses et exercé sur notre pauvre peuple de honteuses contraintes politiques, économiques et financières.

En juillet 1917 déjà il y avait eu une mutinerie de matelots dans la flotte allemande. Sans aucune espèce de doute, elle avait été depuis longtemps et méthodiquement préparée par l'U. S. P. D. Des officiers de marine expérimentés et perspicaces sont d'avis que cette révolte n'aurait pas eu lieu, si la flotte avait été menée au combat dès le commencement des hostilités, que cette mutinerie et en tout cas le travail de démoralisation entrepris par

l'U. S. P. D., par les Haase, les Vogtherr et les Dittman, avaient été considérablement facilités par la longue inaction des équipages, par l'ennuyeux service du temps de paix, sans doute rendu quelquefois plus agaçant encore par d'inutiles détails de pure forme.

Avant la chute de Bethmann, un changement s'était produit aux Affaires étrangères. Jagow avait été relevé enfin, en novembre 1916, de ses fonctions de secrétaire d'État, dans l'exercice desquelles il avait fait tant de mal. Son successeur fut le sous-secrétaire d'État Zimmermann. Plein des meilleures intentions, homme d'honneur et patriote, Zimmermann traita cependant avec peu d'adresse nos relations avec l'Amérique, qui devenaient de plus en plus importantes. Il était de ces Allemands qui, pleins de bonne volonté et doués de qualités solides, ne comprennent cependant pas qu'avant tout le diplomate doit être habile et savoir « comment on s'y prend ». C'est ce que le prince de Bismarck dit une fois à mon père, en ma présence, en janvier 1874, trois mois après mon entrée aux Affaires étrangères, et Gambetta exprima la même opinion à un dîner auquel m'avait invité l'excellent comte Roger du Nord, à Paris, en 1879. L'honnête Zimmermann donna à l'ambassadeur des États-Unis, Gérard, l'assurance que l'Allemagne ne proclamerait pas la guerre sous-marine à outrance sans s'être préalablement entendue avec l'Amérique, et il fournit à l'ambassadeur l'occasion de dire, dans un discours solennel prononcé au banquet de la Chambre de commerce américaine, que les relations entre l'Allemagne et l'Amérique n'avaient jamais été meilleures. « Aussi longtemps que des hommes comme Solf et Helfferich, Hindenburg et Ludendorff, les amiraux de Müller, de Capelle et de Holtzendorff et le secrétaire d'État Zimmermann seront à la tête des services civils de l'armée et de la marine, il sera certainement possible de maintenir ces bonnes relations. » Trois semaines plus tard, nous proclamions la guerre sous-marine à outrance, sans avoir avisé à temps le gouvernement américain. Simultanément le secrétaire d'État Zimmermann adressait au ministre

d'Allemagne au Mexique une note par laquelle il proposait à cette république, déchirée par les dissensions civiles et à moitié entrée en décomposition, une alliance sur la base suivante : Le Mexique récupérerait les territoires qu'il avait dû abandonner aux États-Unis, à savoir : le Texas, le Nouveau Mexique et l'Arizona (en tout cinq cent mille lieues carrées anglaises avec près de cinq millions d'habitants); en échange il essaierait de gagner le Japon à l'alliance germano-mexicaine; guerre menée en commun, paix signée en commun, important secours financier apporté par l'Allemagne au Mexique. Cette offre grotesque était, pour comble, mal rédigée au point de vue technique. Quand elle tomba dans les mains des Américains, et que ceux-ci l'eurent déchiffrée et publiée, un ami suisse avec lequel, de nouveau installé pour quelque temps à Lucerne, je me promenais sur la rive du lac des Quatre-Cantons me dit : « La pensée d'assaillir le colosse des États-Unis avec l'aide du nain mexicain me fait le même effet que si l'on voulait anéantir la flotte anglaise avec les trois petits vapeurs qui font sous nos yeux le service entre Lucerne et Fluelen. »

A Zimmermann succéda, le 5 août 1917, comme secrétaire d'État des Affaires étrangères, M. de Kühlmann, le même qui, lors du voyage de l'Empereur à Tanger, avait gagné le cœur de Sa Majesté en montant et en descendant prestement par l'échelle de corde du *Hohenzollern*. La sympathie de l'Empereur pour ce jeune diplomate ne dura d'ailleurs pas, et elle lui porta malheur, parce qu'elle l'entraîna à ne régler son action que sur les idées pas toujours bonnes qui venaient brusquement à l'esprit de Sa Majesté.

Quand Michaelis se fut rendu non seulement impossible, mais littéralement ridicule, Guillaume II fut derechef dans la nécessité de chercher un nouveau chancelier, le sixième depuis Bismarck. Lui qui avait été heureux de se débarrasser de Bismarck, qui n'avait pas versé une larme au départ de Caprivi, qui avait laissé partir Hohenlohe avec indifférence et moi-même avec satisfaction, il se sépara très à regret de Michaelis. Au fond, avec Bethmann-Hollweg, aucun chancelier ne lui a été plus sympathique. Un té-

moins m'a raconté que, quelques semaines après avoir mis Michaelis sur le fauteuil de Bismarck, il dit joyeusement au roi de Saxe : « Tu peux me faire des compliments quant à Michaelis ! c'est le meilleur chancelier que j'aie jamais eu ! » Guillaume II essaya même de conserver Michaelis au moins comme premier ministre prussien, mais il se heurta à de telles résistances qu'il abandonna cette idée. Ainsi disparut de la scène Georges Michaelis, auquel le *Times*, au moment de sa nomination, avait consacré un article disant à peu près ceci : « Quand M. de Bethmann quitta la chancellerie du même air balourd (*clumsy*) avec lequel il s'était empêtré dans la guerre, Guillaume II fit venir pour le remplacer un fonctionnaire de qualité moyenne, parfaitement inconnu en Allemagne et à l'étranger, sans aucune influence ni au Parlement, ni dans le pays, et lui dit : Je vous nomme commandant, il ne vous faut rien de plus pour devenir, avec l'aide de Dieu, un remarquable chancelier. » Malheureusement la nomination de Michaelis au grade de commandant dans la Landwehr, qui eut lieu effectivement après sa désignation comme chancelier, n'avait pas suffi pour préserver Michaelis d'une prompte mort politique.

De nouveau, en pleine tempête, Guillaume II avait à trouver un pilote. De nouveau désireux de se passer de moi, il s'avisa de désigner le président du Conseil bavarois, Hertling, à qui il avait déjà songé en juillet 1917, mais qui s'était refusé alors pour raisons de santé. C'était le même Hertling, à qui vingt ans auparavant l'Empereur n'avait qu'à regret adressé quelques mots à un bal de la cour. A Munich les collègues de ce Hertling, ses subordonnés et tous ceux qui avaient contact avec lui, étaient persuadés qu'il ne serait plus longtemps à la hauteur de sa tâche, qui pourtant n'était pas, à beaucoup près, aussi rude que celle de chancelier. Je ne voudrais pas qu'on se méprit sur ma pensée. Hertling était consciencieux, avait de la gravité et de la distinction, était aussi un homme d'État avisé et expert. Mais il était devenu vieux avant l'âge. Une rapide artério-sclérose l'avait délabré. A Munich déjà, il n'avait pas été en état d'écouter des rapports pendant plus

d'une heure. Sa nomination provoqua donc un grand étonnement en cette ville, où l'on connaissait son état de santé.

Peu de temps après son entrée en fonctions, je lui rendis une assez longue visite, que je lui devais, ne fût-ce que parce qu'il avait été le seul député du centre qui eût conservé des formes courtoises même après mon conflit avec ce parti. Je le trouvai d'esprit très lucide, mais au physique complètement usé. Je lui conseillai de faire venir à Berlin sa belle bibliothèque de Munich, afin d'avoir, grand bibliophile comme il était, ses chers volumes autour de lui. Mais il me répliqua : « Avant que mes livres n'arrivent, je serai peut-être dans l'autre monde. Je suis très malade. » Il me raconta ensuite avec un calme parfait que quelques mois auparavant il avait écrit de Munich à Berlin qu'il n'était plus en état d'accepter sa nomination éventuelle au poste de chancelier ; cependant l'Empereur l'avait désigné ; il s'était rendu à Berlin et le comte Lerchenfeld l'avait engagé à ne proposer en aucun cas un cabinet comprenant des parlementaires, parce que Sa Majesté ne voulait pas entendre parler de ces gens-là ; il avait répondu : « Eh bien, c'est justement ce que je ferai ! » Sa Majesté lui ayant accordé audience, son premier mot avait été pour dire qu'il était nécessaire de parlementariser le cabinet. L'Empereur dit alors : « Faites, ce que vous ne pouvez pas ne pas faire. » Hertling exposa ensuite que personnellement et au fond, justement parce qu'il était vieux parlementaire, il était adversaire du parlementarisme au gouvernement, adversaire de toute domination de parti, système de gouvernement qui ne convenait pas à l'Allemagne, mais qu'en l'état actuel des choses il n'y avait qu'à se résigner. L'Empereur approuva d'un signe de tête et lui laissa les mains libres, accepta même que Hertling s'assurât d'abord du soutien de tous les partis, et c'était pourtant une démarche que Guillaume II avait condamnée jusque-là comme une humiliation intolérable pour la couronne. Hertling prit alors contact avec les chefs de parti. Tous, sauf un qu'il ne me nomma pas, lui promirent leur appui, à lui leur vieux collègue. Le seul qui se déroba ne lui cacha pas que son parti,

malgré toute la sympathie que lui inspirait la personne de Hertling, serait, politiquement, obligé de lui faire opposition. A ce collègue Hertling serra la main en disant : « Je vous ai toujours bien aimé, mais vous aimez maintenant davantage encore, car vous me donnez l'espoir que ce calice amer sera éloigné de mes lèvres. » Hertling fit ensuite dire à Sa Majesté qu'il était définitivement obligé de renoncer au poste de chancelier et en même temps il pria la chancellerie d'Empire de remettre à sa disposition pour son retour à Munich le wagon-salon dans lequel il était arrivé. Sur quoi le secrétaire d'État des Affaires étrangères, M. de Kühlmann, vint le voir avec le comte Lerchenfeld et lui représenta qu'il ne pouvait pas abandonner l'Empereur, que quitter Berlin était une vraie désertion, tant et si bien qu'il accepta finalement d'être chancelier. Ce fut surtout Kühlmann qui s'employa pour faire nommer Hertling. Lui-même n'a jamais emménagé dans la grande boîte de la Wilhelmstrasse n° 77.

Mais il eut tout de même le temps, pendant son court passage au secrétariat d'État, de commettre plusieurs insignes maladresses. La paix de Brest-Litovsk fut une lourde faute. Il ne fallut aucun héroïsme pour déterminer les bolchevistes à accepter des conditions de paix exorbitantes ; ils voulaient la paix à tout prix, afin de pouvoir se donner entièrement à l'extermination de leurs adversaires intérieurs, et d'autre part Trotzki et consorts se croyaient à la veille de la révolution mondiale et considéraient par conséquent tout traité de paix comme provisoire. Mais la paix de Brest-Litovsk nous fit du mal en deux sens. D'abord elle donna au monde entier l'impression que l'Allemagne était brutale et insatiable, et fournit de nouveau à la propagande française et anglaise des arguments spécieux pour accréditer la fable des plans allemands de domination universelle. En second lieu, ce traité de paix aux contours incertains, qui ouvrait pour l'avenir des possibilités illimitées, éveilla trop d'espérances d'agrandissements territoriaux. Le duc d'Urach, en Wurtemberg, voulut avec l'aide de son ami Erzberger devenir roi de

Lithuanie, idée à laquelle ce député de Biberach s'attacha presque autant qu'à celle de la création d'une zone neutre pour le pape entre la Citta Leonina et Civita-Vecchia, en vue de permettre au Saint-Siège de libres relations avec l'extérieur. Le prince Frédéric-Charles de Hesse, beau-frère de l'Empereur, se porta candidat à la couronne de Finlande. L'empereur Guillaume, à qui on avait parlé des magnifiques aurochs des forêts de Courlande, voulut avoir ce pays comme domaine personnel et pour ses chasses ; comme il maniait assez joliment le crayon, il avait déjà dessiné les armoiries qu'il voulait porter comme duc de Courlande. Le roi de Bavière désira voir partager l'Alsace-Lorraine, la Lorraine étant donnée à la Prusse, l'Alsace à la Bavière. Le Wurtemberg déclara qu'en ce cas il demandait comme compensation le district de Sigmaringen. La Saxe ne voulut pas s'en aller les mains vides et donna à entendre que la Haute-Alsace pouvait très bien être gouvernée de Dresde. De la vieille souche des dynasties allemandes, tourmentées depuis des siècles de la passion de s'agrandir, sortaient encore des pousses tardives, à la veille de l'orage qui abattit tout. J'observai avec tristesse, en l'hiver 1917-1918, à Berlin, tous ces égoïsmes, toutes ces ambitions mesquines qui s'épalaient à un moment où notre situation était si grave ; les cours allemandes s'adjudageaient des terres comme, au quatrième acte des *Piccolomini* de Schiller, les généraux de Wallenstein distribuent les chapeaux de prince.

Chez les fonctionnaires inférieurs des Affaires étrangères l'esprit n'était pas meilleur. Du journal que je rédigeais, irrégulièrement d'ailleurs, depuis le début de la guerre, j'extrais les notes suivantes prises pendant mon séjour à Berlin : « Déjeuné dans la grande salle de l'hôtel Adlon. A une table en face de moi, de jeunes fonctionnaires des Affaires étrangères. J'entends, sans le vouloir, la conversation ci-après : A... : Quoi de neuf sur le front ? — B... : Laissez-moi donc tranquille avec le front ! J'aimerais mieux savoir si Jagow, qui fait le gros dos comme un chat, va recevoir une ambassade ! Passe près de la table de

ces jeunes gens pleins d'espérance un monsieur d'un certain âge, air de général en retraite ; il met la main sur l'épaule du jeune homme qui a posé cette dernière question et dit avec une gaieté amère : Tout à fait bien, vous êtes à la page ! » Seconde note dans mon journal : « X... me raconte qu'un jeune fonctionnaire des Affaires étrangères a demandé à un officier qui prenait son repas à côté de lui s'il savait qui avait déjeuné la veille avec le prince de Bülow. L'officier répondit : Demandez donc au garçon ! » De tous côtés on me raconte qu'on a surveillé de très près mes relations. Quand Tirpitz me rendit visite à l'hôtel Adlon dans l'hiver 1915-1916, Bethmann lui dit le lendemain d'un air de reproche : « Vous avez encore été voir le prince de Bülow ! » Au cours d'une conférence des ministres de Prusse, Bethmann montra à M. de Loebell, ministre de l'Intérieur, un journal illustré français, où l'on me voyait me promenant sur les quais à Lucerne ; un reporter habile m'avait photographié à mon insu. Avec inquiétude le chancelier demanda à Loebell : « Comment se fait-il que la presse étrangère s'occupe encore du prince de Bülow ? En général elle n'agit pas ainsi avec les ministres d'État qui se sont retirés. » Loebell assura le chancelier que je n'aspirais pas à lui prendre son poste, mais Bethmann secoua mélancoliquement la tête : « Tous veulent ma place, et pourtant je suis le seul qui ait malgré tout la confiance de l'Europe et en particulier de l'Angleterre. »

J'emprunte également à mon journal le passage suivant, écrit à Berlin : « Aujourd'hui Harnack, accompagné de sa femme, a dîné avec nous. Je l'avais invité, parce qu'il a eu une grosse déception. Depuis longtemps il ambitionne le ministère des Cultes. Bethmann lui avait fait des promesses et l'Empereur, que Harnack flatte avec plus de persévérance que personne, il faut dire aussi, pour être juste, avec plus de finesse et plus d'esprit que personne, avait donné son assentiment. Mais voilà que par un malin hasard est publiée une lettre que Harnack avait adressée à une nièce, jolie, mais indiscreète, qui vivait à Munich ; dans cette lettre Harnack disait que le chancelier Bethmann lui

avait confié qu'il voudrait bien appuyer encore plus à gauche, mais qu'il avait peur d'inquiéter les conservateurs et surtout l'Empereur. Il y avait aussi dans cette lettre le passage suivant, encore pire : « Moi, Adolphe Harnack, je tiens la volonté de puissance pour un péché. » Or, justement Harnack a surpassé en chauvinisme bruyant tous les autres savants allemands pendant la guerre.

Assurément d'autres savants allemands ont péché aussi. Je nommerai seulement le professeur Lasson, le dernier représentant de la philosophie hégélienne à l'Université de Berlin. Hegel, dit-on, affirma un jour qu'un seul de ses disciples l'avait compris, et que ce disciple-là l'avait mal compris. Je ne sais si Hegel prévoyait les contresens du professeur Lasson. En tout cas du profond et vaste esprit de Hegel jamais un souffle n'est passé sur Lasson. Au commencement de la guerre, dans une lettre à un savant hollandais qui, animé d'excellentes intentions, lui avait fait part de ses idées relatives à une réconciliation progressive des peuples en lutte, il écrivait à peu près ceci : Si lui, Lasson, était Hollandais, il aurait honte d'appartenir à un pays neutre et crevant d'abondance ; quant à l'Allemagne, son correspondant hollandais n'avait pas à se faire de mauvais sang pour elle ; à Guillaume II s'appliquait l'épithète donnée à Titus : *Deliciæ generis humani* ; et Bethmann était un homme d'État que les siècles futurs nous envieraient.

Werner Sombart, l'économiste, aurait mieux fait, lui aussi, de ne pas donner à son livre de guerre le titre : *Héros et Commerçants*. Par héros il désignait, naturellement, les Allemands, et par commerçants, les Anglais. Or, incontestablement, les Anglais ont montré de l'héroïsme dans leur histoire et de nouveau dans la Grande Guerre. D'autre part notre peuple a manifesté de brillantes qualités de commerçant, au meilleur sens du mot, à l'époque de la Hanse, et après la restauration de l'Empire allemand. A Sombart s'applique l'avertissement donné par le sage Boèce dans ses *Consolations* : « *Si tacuisses, philosophus mansisses.* »



LE CHANCELIER DE BETHMANN-HOLLWEG EN CONVERSATION AVEC
LE VICE-CHANCELIER HELFFERICH

Au milieu, le Ministre des Affaires étrangères DE JAGOW.

Mais Harnack surpassa en grandiloquence tous ses collègues. Au point culminant de la guerre, il prononça un discours à Munich pour déclarer que seul l'Allemand était prêt à mourir pour l'État, mort dont nos adversaires ne se sentaient pas capables, et il expliqua ensuite que seul l'Allemand possède une véritable culture. Il est assez piquant de remarquer que le même homme qui raillait et dénigrait ainsi l'ennemi, à la façon des héros homériques, déclarait peu après que la volonté de puissance est un péché. Cette dernière idée était d'ailleurs folle elle aussi. « *Get thee to a nunnery!* Va dans un couvent, Ophélie ! » auraient dû crier les étudiants à ce théologien de cour. Ils auraient pu, mieux encore, lui rappeler la magnifique parole prononcée par Disraëli, comme chef de l'opposition conservatrice : « Professeurs et rhéteurs inventent systèmes et principes. Mais les vrais hommes d'État ne sont inspirés que par l'instinct de puissance et l'amour de la patrie. Voilà les sentiments et les moyens qui créent de grands empires. » Ainsi parlait à la Chambre des communes Disraëli, *earl of Beaconsfield*.

CHAPITRE XX

Mauvaises nouvelles d'Autriche. — Le comte de Wedel, ambassadeur d'Allemagne à Vienne. — La Roumanie entre en guerre. — Hindenburg et Ludendorff. — Les opérations militaires. — La grande offensive de France au printemps de 1918. — Symptômes d'épuisement de l'Allemagne. — Pitoyable faiblesse du gouvernement allemand. — Visites de Ballin à Klein-Flottbeck, sa dernière tentative pour éclairer Guillaume II. — Lettre de Heckscher au sujet de la catastrophe ; ma réponse. — Joffe, ambassadeur des Soviets.

L'horizon politique se couvrait de nuages de plus en plus noirs. Les nouvelles d'Autriche et relatives à l'Autriche étaient mauvaises. Seul notre nouvel ambassadeur à Vienne, le comte de Wedel, continuait à voir tout en rose. Ses rapports étaient une continuelle confirmation des informations optimistes qu'il avait données, au moment de leur visite à la cour de Vienne, à Michaelis qui ne se rendait compte de rien, et à Hertling, qui était décrépît avant l'âge ; pour le malheur de l'Allemagne de tels rapports, qui n'exprimaient aucun doute sur la fidélité de l'Autriche à notre alliance, donnaient aux directeurs responsables de notre politique une trompeuse sécurité. Wedel lui-même avait été complètement endormi, parce que sa belle-mère, la comtesse Louise Groben, rendant visite à ses enfants au bord du beau Danube bleu, avait reçu des propres mains de l'impératrice Zita l'ordre autrichien d'Élisabeth avec brillants, rare distinction au point de vue de la cour.

Mais au moment même où cette marque de faveur était accordée à la comtesse, l'empereur Charles trahissait l'Allemagne en faisant donner au président de la République

française, Poincaré, par son beau-frère, le prince Sixte de Parme, la promesse qu'il soutiendrait, par tous les moyens et en usant de toute son influence, les « justes » revendications de la France relatives à l'Alsace-Lorraine. En même temps l'empereur Charles avait demandé une paix séparée. Il a voulu nier cette lettre et cette trahison, mais il a été convaincu d'insolent mensonge par Clemenceau, qui a fait publier le *fac-simile* de sa lettre. Voilà à quoi avaient abouti la fidélité aveugle avec laquelle Bethmann et Jagow avaient suivi l'Autriche, et le respect chevaleresque, mal compris, témoigné par Guillaume II au vieil empereur François-Joseph. Si la défection des Habsbourg n'avait pas eu lieu dès 1917, c'était uniquement à cause de l'obstination avec laquelle Sonnino avait maintenu les revendications italiennes au sujet du Trentin et de Trieste. L'empereur Charles voulait bien que l'Allemagne cédât l'Alsace-Lorraine, mais lui-même n'était pas disposé à laisser les Italiens « impies » prendre des terres autrichiennes.

L'entrée en guerre de la Roumanie avait, à son tour, considérablement alourdi notre situation. Le gouvernement hongrois n'avait pas pu se décider, même après 1914, à mieux traiter les Roumains soumis à la couronne de saint Étienne, ni à leur promettre l'élection au Parlement hongrois d'un nombre de députés correspondant à peu près à la population roumaine en Hongrie, soit près de trois millions d'habitants. Quant au gouvernement allemand, pas plus qu'il n'avait été capable, au début de 1915, d'amener Vienne à faire à l'Italie les concessions indispensables, pas davantage il n'avait été capable, un an après, de déterminer la Hongrie à prendre vis-à-vis de la Roumanie une attitude plus conciliante. En vain le courageux Carp, à Bucarest, et l'actif ministre de Roumanie à Berlin, Beliman, avaient combattu pour la cause allemande dans leurs comptes rendus directement adressés au roi de Roumanie. Les partisans de l'Entente, conduits par Take Jonesco et Nicolas Philippesco, l'emportèrent, parce qu'ils purent se prévaloir du fait que, tandis que les puissances

centrales demeuraient sur une entière réserve, l'Entente promettait à la Roumanie toute la Transylvanie, la Bukovine et le Banat. La Roumanie avait donc suivi l'Italie, et, le 27 août 1916, le roi Ferdinand de Roumanie avait déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie. Lui, un Hohenzollern, qui avait servi au premier régiment à pied de la garde, il trahit la Prusse, l'armée, sa patrie. Quarante-huit heures après cette déclaration de guerre, Guillaume II investit heureusement, enfin, Hindenburg et Ludendorff du commandement suprême. Ces deux chefs se chargèrent non seulement de paralyser l'attaque roumaine, mais de donner une impulsion nouvelle à nos armées.

Tandis que, inaperçu de nos hommes d'État, se développait à la Hofburg le cancer de la trahison, tandis qu'en Allemagne une propagande secrète, mais acharnée, usait les ressorts de la nation, les armées allemandes, sous les ordres de Hindenburg, remportaient sur tous les théâtres de la guerre d'immortelles victoires. Nous vîmes en 1918 un triste contraste : sur le front, incomparables exploits militaires ; dans le pays, sinistres progrès du découragement et lente exhaustion de nos forces. L'histoire militaire ne connaît guère de plus grandiose action de guerre que l'offensive allemande de mars 1918, calculée par Hindenburg pour ébranler les positions ennemies par une combinaison d'attaques partielles jusqu'à leur écroulement final. Dans un assaut victorieux l'infanterie allemande, précédée du « rouleau de feu », fit irruption dans les retranchements britanniques. S'emparant d'un riche butin, elle enleva aux Anglais Bapaume, où, jeune hussard, j'avais combattu près d'un demi-siècle plus tôt, et atteignit Montdidier et Albert, où j'avais fait bien des patrouilles à cheval. Mais cette fois nous ne parvinmes pas jusqu'à Amiens. Deux armées anglaises avaient été battues, nos braves régiments avaient fait près de cent mille prisonniers, enlevé plus de mille bouches à feu, et cependant nous n'avions pas obtenu un résultat stratégique. Trop grande était la supériorité numérique de nos ennemis, qui avaient à leur disposition le matériel humain et le matériel de guerre du monde presque entier.

Les troupes américaines transportées en Europe amenèrent la décision.

En présence de cet héroïsme de notre armée, la critique ne peut que se taire. Cependant je ne veux pas cacher que pendant ces journées je me suis souvent demandé si nous avions raison d'étaler nos divisions de la Somme à la Vistule, des Vosges aux Carpathes, de la Courlande à l'Ukraine, de l'Isonzo à l'Euphrate, de la Roumanie à la Palestine. J'ai souvent dit alors, et j'ai écrit à Berlin, que Napoléon, malgré son génie, et malgré les presque inépuisables contingents que les peuples soumis, Allemands et Italiens, Hollandais et Belges, étaient contraints de lui fournir, succomba finalement parce qu'il avait ses troupes à la fois à Moscou et à Madrid, à Rome et à Amsterdam. *Qui trop embrasse, mal étreint*. Nous aurions mieux fait d'abandonner l'Est et de concentrer toutes nos forces à l'Ouest. Le cœur battant, je suivis la deuxième offensive allemande en France, la bataille de la Lys, et la troisième offensive, la conquête de Soissons par notre vaillant Kronprinz.

La quatrième offensive allemande eut pour objectif Reims, qui devait tomber de lui-même si nous enlevions Épernay à l'ouest et Châlons-sur-Marne à l'est ; elle devait amener la décision militaire et par suite la décision de tout. Le passage de la Marne réussit brillamment. Mais les plans allemands avaient été trahis. L'ennemi, mis au courant de nos intentions, avait reporté sa défense en deuxième ligne. J'appris que pour la première fois dans ces journées furent observés dans l'armée des indices de démoralisation. Plusieurs corps de troupe refusèrent l'obéissance. A des régiments qui s'avançaient bravement d'autres unités, infectées de socialisme, lancèrent l'insulte : « Briseurs de grève. » Il est bien connu qu'un général anglais en vue a déclaré peu après la guerre que l'armée allemande n'avait pas été vaincue par l'ennemi, mais qu'elle avait été « poignardée par derrière ». Les socialistes allemands ont vivement protesté contre ce jugement, surtout les chefs et publicistes socialistes qui méritaient le plus un tel re-

proche. En toute impartialité il faut dire : la plupart des soldats imbus d'idées socialistes se sont battus tout aussi bravement que les non-socialistes, et pourtant il est incontestable que tout au moins les chefs de l'aile gauche socialiste, qui eux-mêmes n'avaient jamais quitté le coin de leur feu, se comportèrent tout autrement que leurs coreligionnaires politiques qui se trouvaient au front : plus la décision de cette guerre approchait, plus ces exaltés travaillèrent aveuglément à amener la catastrophe ; et plus nos faibles chanceliers laissèrent, l'un après l'autre, traîner la bride à terre, plus les révolutionnaires eurent d'audace.

En France, je l'ai déjà dit, on châtiât les défaitistes et pacifistes par le bannissement et la prison, on les fusillait et les gardiens du moral de la nation étaient des ministres radicaux et socialistes ; en Angleterre, un gouvernement libéral réprimait de façon sanglante le mouvement des *sinnfeiners*, et faisaient exécuter le chef des Irlandais, sir Roger Casement, à la Tour de Londres, théâtre de mainte horrible scène de l'histoire d'Angleterre. Mais tandis que dans ces deux pays les pénalités relatives non seulement au crime de haute trahison, mais aussi aux menées défaitistes et pacifistes étaient sans cesse rendues plus dures, il y eut en Allemagne une tendance ou bien à affaiblir les excellentes mesures de défense dont nous disposions, ou bien à les appliquer très rarement. Les socialistes, le centre et les démocrates bourgeois s'y employèrent à qui mieux mieux, au nom d'une fade idéologie qui n'est possible que chez nous. Au moment même de la décision finale, au moment où nous risquions tout, triomphait chez nous cette mentalité de petit bourgeois que Bismarck appelait *der Standpunkt des Philisters* et que pendant trente ans il a si souvent combattue. Une pitié de l'Allemagne me saisissait quand je lisais dans le *Temps* des détails sur des condamnations, qui me faisaient voir combien il fallait peu de chose en France pour être traduit devant un conseil de guerre, alors que chez nous le défaitisme et le pacifisme s'étaient comme une dégoûtante moisissure. Au moment où en France on balayait cette moisissure et exterminait

les mauvais citoyens comme des insectes nuisibles, je reçus une singulière lettre d'un fonctionnaire des Affaires étrangères, d'ailleurs non dépourvu de solides qualités ; je lui avais écrit que sans doute, en ces jours d'extrême crise, il ne trouvait plus un instant de repos ; il me répondait très gravement : « En effet nous avons beaucoup à faire ; nous sommes occupés à élaborer des propositions allemandes pour la Société des Nations, qui sera, il faut l'espérer, le meilleur fruit de cette guerre. »

A Flottbeck, où depuis 1915 je passais chaque été plusieurs mois, je reçus, surtout en 1918, de fréquentes visites de Ballin. Il avait été à la fin d'août au grand quartier général, sur le désir du haut commandement, qui l'avait invité à exposer sans ambages notre sérieuse situation à Sa Majesté, ce que Hindenburg et Ludendorff n'avaient pas encore réussi à faire. Mais il n'avait pas été possible à Ballin de voir l'Empereur sans témoin, l'Impératrice et le conseiller de cabinet de Berg l'en ayant toujours empêché. M. de Berg avait remplacé M. de Valentini comme chef du cabinet civil, peu après le départ du chancelier Bethmann. Valentini, par son inintelligence et plus encore par son manque de caractère, avait fait beaucoup de mal à l'Empereur et au pays. Malgré cela Guillaume II se sépara de lui à regret, parce qu'il était humble et craintif valet, qui ne le contredisait jamais, par principe. Bethmann avait fait, lui aussi, tout son possible pour garder Valentini, son ami d'enfance, et avec lequel il avait des affinités d'âme. C'est le Kronprinz qui, après le départ de Bethmann, eut le mérite d'obtenir que Valentini fit enfin ses paquets. M. de Berg, son successeur, était du même âge que l'Empereur, avait été avec lui dans le même corps d'étudiants, et était hobereau de Prusse Orientale de la bonne espèce, homme de parfaite tenue et portant le front haut, ayant son franc-parler même avec l'Empereur, bon fonctionnaire et surtout ferme patriote. Il avait la confiance de Hindenburg et de Ludendorff. Mais il n'était pas à la hauteur d'une situation aussi difficile que celle de l'automne 1918. Ballin, toujours indulgent pour les autres,

parce que comprenant leur mentalité, me raconta donc son insuccès auprès de Guillaume II : « Je ne veux faire de reproche ni à l'Impératrice, ni à Berg. L'Impératrice est la meilleure des femmes, l'idéal d'une bonne Allemande. Berg est très gentilhomme et très patriote. Mais tous deux sont convaincus que, si l'Empereur voyait la situation telle qu'elle est, il s'effondrerait complètement et tous deux se demandent : Qu'advierait-il alors de nous ? La conséquence, c'est que l'Empereur vit plus que jamais dans un *fool's paradise*, et avec lui une grande partie, disons mieux, la majeure partie du peuple. »

Ballin me dit cela au cours du dernier entretien que nous eûmes ensemble. Avec lui, pendant vingt ans, j'avais souvent échangé des idées et vu passer bien des choses. Peu d'hommes m'ont été aussi sympathiques ; pour peu d'hommes j'ai eu une aussi sincère estime. Il n'avait pas seulement une intelligence pénétrante, mais ce qui est plus rare en Allemagne qu'en Italie, une intelligence pleine de ressources. Aux prises avec des difficultés il trouvait presque toujours une issue. *Il était plein d'expédients*. Il avait tout à fait le sens pratique, plus rare chez les Allemands que chez les Anglais, les Américains et même les Français ; en même temps, très autodidacte, il avait un sens profond de ce qu'est la culture intellectuelle. Avant tout, un cœur d'or, et nombreux sont ceux qu'il a secourus, sans jamais demander rien en échange et sans attacher la moindre importance aux services qu'il rendait.

Ballin mourut subitement au moment où éclata notre révolution. On dit qu'il a voulu mourir, mais je suis convaincu qu'il ne s'est pas précisément tué. La ruine de la patrie l'ébranla jusqu'au plus profond de son être. Il crut, comme me le dit après sa mort sa chère femme, que l'œuvre de sa vie était détruite. Il était très affecté aussi du sort de l'Empereur, avec lequel il n'avait pas été toujours d'accord, mais auquel il resta malgré tout fidèlement dévoué, et qu'il aimait, si je puis dire, avec les sentiments d'un père. La preuve qu'il ne finit pas par un suicide me semble être fournie par la longue lettre qu'il m'écrivit

vingt-quatre heures avant sa mort, et dans laquelle il esquissait les grandes lignes d'une reconstitution économique de l'Allemagne et de la marine allemande. Dans la matinée de son dernier jour, il était assis seul dans son cabinet de travail, dans l'imposant bâtiment de la Hapag, situé sur la Binnenalster et qui porte la fière devise : « *Mein Feld ist die Welt.* » Des matelots portant des brassards et des cocardes rouges firent irruption dans son cabinet et menacèrent ce pauvre homme maladif de voies de fait. Ils lui criaient que la République était proclamée, qu'une nouvelle et splendide époque commençait et qu'ils en avaient fini avec lui, avec le capitalisme et avec la Hapag. Ballin, qui souffrait d'insomnie, avait un dormitif très actif sur sa table de travail. Quand ces énergumènes furent sortis, il vida dans sa terrible émotion tout le contenu du flacon. Immédiatement pris d'un regret, il téléphona à son médecin. Celui-ci arriva, ne trouva pas le cas désespéré, mais déclara qu'il fallait vider l'estomac. Il engagea Ballin à l'accompagner à pied à sa clinique, parce qu'un peu de mouvement lui ferait du bien. Au moment où Ballin arrivait à la clinique, il s'affaissa inanimé, frappé de congestion.

Ballin était né à Hambourg, au Steinhöft, qui est un des quais du port. Dès son plus jeune âge il avait eu sous les yeux « la forêt des mâts », comme dit la chanson hambourgeoise, que moi aussi j'entendais chanter dans mon enfance. Ballin descendait d'une famille juive installée depuis des siècles sur l'Elbe et qui avait produit d'actifs gens d'affaires et des savants estimés. Il est toujours resté fidèle à la religion de ses pères. Je n'ai pas connu beaucoup d'hommes aussi habiles que lui dans les relations avec tous, à la fois aussi affable et aussi digne. Son défaut était peut-être une certaine tendance à vouloir satisfaire tout le monde, ce qui lui valait d'être accusé par ses adversaires de manquer de caractère et effectivement lui donnait parfois je ne sais quoi de peu sûr. Mais tout bien pesé, c'était un homme. Il incarnait vraiment le génie hardi, toujours plein de ressort et d'allant, du plus grand port de

mer allemand, le vieux et toujours jeune Hambourg.

Cinq semaines avant la mort de Ballin, j'avais reçu à Flottbeck la lettre suivante du député libéral au Reichstag, Heckscher :

Très honoré Prince !

Le 30 septembre 1918, l'étranger lui-même a entendu sonner le glas de l'Empire allemand créé par Bismarck et développé par Bülow. Notre haut commandement a malheureusement commis la faute fatale de sous-estimer la force de nos adversaires. Mais la cause principale de notre défaite a été la façon criminelle et déshonorante dont a été conduite notre politique depuis juillet 1914 jusqu'à la fin du gouvernement de Hertling. Malgré tout, nous aurions pu nous arrêter dans cette course à l'abîme, si en septembre le souverain avait été conseillé par des hommes énergiques et avisés. Mais M. de Berg a été tout à fait insuffisant. Il a été d'abord pour Bülow, puis contre lui, parce que Bülow voulait travailler avec Scheidemann ; il a recommandé la dictature, puis il a abandonné sans combat les droits constitutionnels de la couronne, et finalement il a essayé, en dilettante, de rattraper ce qui était irrémédiablement perdu. Tout cela évoque en moi le souvenir de ce Charles I^{er} d'Angleterre, qui autrefois m'inspira une création poétique. Avec cette différence cependant qu'à la lutte entre le Parlement et le roi s'ajoute aujourd'hui le terrible malheur que nous avons perdu la guerre. C'est une telle catastrophe qu'à de rares exceptions près les gens sont tout désemparés. Fait exception entre autres le vieux comte Eulenburg. Si le monarque avait été conseillé par lui au lieu de l'être par Berg, nous aurions probablement évité le pire. Je ne vous cacherai pas que je suis et reste partisan du système parlementaire, mais ce que je déplore et ce qui me paraît dangereux, c'est le caractère révolutionnaire que prend son introduction. Demain sans doute le nouveau chancelier fera connaître au peuple allemand et au monde que nous avons adressé à Wilson des propositions de paix et demain soir, l'Allemagne sera plongée dans le deuil. Il y aura peut-être, ça et là, une impression de soulagement chez ces quelques hommes qui disaient préférer une fin effroyable à un effroi sans fin, mais nous ne tarderons pas à entendre demander, avec des cris, où sont les coupables. Le moment vraiment dangereux sera celui où nous verrons revenir le flot des combat-

tants, qui réclameront un gîte, du travail et du pain. Il faut que tous les gens de sang-froid songent à ce moment, pour empêcher l'effondrement de l'Allemagne. Je rends hommage au courage du prince Max de Bade, mais il faut qu'il se débarrasse de ces donneurs d'avis trop nerveux comme ce Hausmann qui court comme un fou, rouge comme une tomate, dans la Wilhelmstrasse et la salle des pas perdus du Reichstag. D'ailleurs je ne crois pas que le prince Max gouvernera longtemps. Mais tout en me rendant parfaitement compte des dangers présents et de ceux qui vont venir, j'espère que l'Allemagne, à force de travail, redeviendra forte et grande. Les événements vont dépendre en grande partie de l'adresse de nos négociateurs. Je songe ici à la France de 1814 et 1815 et aux résultats du Congrès de Vienne. Advienne d'ailleurs que pourra ; pendant plus de quatre ans, nous avons défendu notre forteresse avec courage et honneur contre les assauts d'un ennemi bien supérieur en nombre. *Si fractus illabatur orbis, impavidum ferient ruinae.*

Dans mon immense douleur patriotique, je reste votre bien dévoué

HECKSCHER.

Depuis la mort de mon unique sœur, petit ange qu'en janvier 1870, à l'âge de douze ans, le jardinier céleste a mise en terre dans son paradis, jusqu'à la mort de ma femme, que j'aimais par-dessus tout, jamais je n'avais pleuré. Pourtant quand j'eus achevé la lecture de cette lettre, je fus pris d'une crise nerveuse. Certitude de notre défaite, imminente capitulation, après quatre années de lutte héroïque, de la plus vaillante, de la plus belle armée du monde, l'armée de Fehrbellin et de Leuthen, de Leipzig et de Waterloo, de Sadowa et de Sedan ; plus encore, intuition soudaine de la réalisation toute prochaine des craintes qui me tourmentaient depuis neuf ans, pressentiment que le jour était venu où allait périr l'Illion sainte. Je connaissais nos adversaires, les Français, généraux et avocats, avides de puissance et de vengeance, cruels jusqu'au sadisme, et les Anglais avec leur dureté froide. Les déclarations venues de Washington dans les dernières semaines me montraient clairement que le président Wilson aurait, en présence de ces complications eu-

ropéennes, la naïveté et la crédulité du bon Huron dans l'immortel *Ingénu* de Voltaire. Je connaissais la mesquinerie et l'égoïsme misérable de nos partis politiques, le faible sens politique de l'Allemand moyen, la faiblesse de notre sentiment national, et je ne pouvais croire à cette résistance qui, à écouter une partie de notre presse, s'organiserait le jour où la démocratie serait au pouvoir.

Le 7 octobre j'écrivis à M. Heckscher une longue lettre, que je reproduis ici en supprimant certains passages où je critiquais la politique allemande en ces dernières années :

J'ai sur ma table depuis avant-hier votre lettre, qui m'a apporté l'affligeante nouvelle que l'Allemagne allait capituler. Je n'ai pas besoin de vous décrire l'impression que cette nouvelle m'a causée. Pourquoi Dieu ne m'a-t-il pas rappelé de ce monde, alors que l'Allemagne était encore grande? Lorsqu'en juillet dernier j'appris que le haut commandement désirait la paix, j'ai dit qu'en ce cas il était essentiel de parvenir à force d'habileté diplomatique à une entente avec nos adversaires avant que notre situation militaire cessât à leurs yeux de nous être favorable. Mais qu'a-t-on fait en ce sens? Des membres du gouvernement ont prononcé des discours contradictoires, et s'il y a eu des démarches diplomatiques et des coups de sonde, ils n'ont donné aucun résultat. Pourquoi notre peuple n'a-t-il pas été préparé à temps à la débâcle que l'on savait imminente en Bulgarie, ce qui aurait prévenu toute panique? Depuis des semaines, j'entendais dire que le roi Ferdinand donnait à entendre qu'il aurait bien de la peine à garder son trône, s'il restait fidèle à notre alliance. Quiconque connaissait un peu l'Orient savait bien que la retraite de Radoslavof et son remplacement par Malinow était un sérieux avertissement. Ce qui me peine le plus, c'est le découragement et le désarroi que je vois partout. Sommes-nous donc tellement bas qu'il n'y ait plus qu'à jeter le manche après la cognée? Est-ce que les Français n'ont pas courageusement continué à lutter après avoir subi défaite sur défaite et alors que nous menacions Paris? Est-ce que nos ennemis tiennent déjà la rive gauche du Rhin, l'Alsace-Lorraine et le pays de Bade? Aix-la-Chapelle et Colblence, Fribourg et Mannheim sont-ils en ruine? Bombarde-t-on la cathédrale de Cologne? Car il faudrait à peu près tout cela pour que nous fussions dans la situation où les Français

se sont trouvés pendant quatre ans. Est-ce que la petite Prusse vaincue à Iéna n'a pas poursuivi la lutte? Est-ce que Courbière, sommé par les Français de rendre Graudenz sous le prétexte qu'il n'y avait plus de roi de Prusse, n'a pas répondu qu'en ce cas il était, lui, roi de Graudenz? Où donc est l'âme d'Arndt et de Théodore Körner, de Stein et de Schleiermacher? L'ambassadeur des États-Unis, Gerard, avait-il donc raison quand, dans son livre méchant : *Face to face with Kaiserism*, il écrivait l'an dernier : *The nerve of Germany will break, there is a suicide point in the German character*? Même si la situation militaire est devenue brusquement si désespérée, il ne fallait pas, vis-à-vis de l'étranger, changer si soudainement d'attitude politique. Je ne trouve pas mauvaise la composition du nouveau gouvernement. Cependant, puisque l'Empereur avait dit, le 4 août 1914, qu'il ne connaissait plus de partis, mais seulement des Allemands, il eût été meilleur de constituer, comme en France, en Angleterre, en Belgique et plus tard en Italie, un gouvernement de coalition, qui nous aurait fait traverser toute la guerre. Vous savez que dès le premier jour, j'ai été d'avis qu'une guerre comme celle-ci ne pouvait être menée qu'avec le complet soutien des masses populaires, surtout des organisations ouvrières, et en donnant place dans le gouvernement aux chefs socialistes. Si la démocratie nous donne les chefs qu'elle a trouvés il y a quarante-huit ans en Gambetta, et maintenant en Clemenceau, des chefs qui marchent en tête de la nation en levant le drapeau, je serai le premier à la bénir. Je ne veux rien prédire, quant à l'accueil qui sera fait à notre proposition de paix. Les plus intransigeants seront les Français, qui voient maintenant les cathédrales de Strasbourg et de Metz à portée de leur main, et que quatre ans d'occupation allemande ont échauffés. Plus je réfléchis à notre situation, plus j'admire notre peuple, sa puissance d'activité et son esprit de sacrifice, ce peuple qu'il nous faut aimer d'autant plus que sa route maintenant est bien dure. Et souhaitons-lui ardemment des jours moins sombres!

Quelques jours plus tard, je m'installai de nouveau à l'hôtel Adlon, dans notre appartement habituel, avec vue sur le Pariserplatz. Faisant, le soir de notre arrivée, une promenade Unter den Linden, je fus étonné de voir une brillante lumière au premier étage de l'ambassade de

Russie. J'avais vu dans les salons de cette ambassade d'Oubril et Sabourof, le prince Orloff, ami du prince de Bismarck, qui avait perdu un œil à la guerre de Crimée, à l'attaque de Silistrie, mon ami le général Schouvalof et, pendant que j'étais chancelier, le digne comte Osten-Sacken. Je demandai à une marchande de journaux ce qui se passait à l'ambassade de Russie : « C'est un grand tralala chez les Russes, me répondit-elle, pour les frères de l'U. S. P. » Effectivement les communistes russes et allemands étaient en train de fraterniser. Le rouble russe, qui sous les tsars avait circulé dans tant de bureaux de rédaction de journaux et glissé dans le gousset de tant de politiciens influents, qui avait corrompu tant d'hommes dans les Balkans, en Galicie et en Bohême, passait maintenant sous le signe de l'étoile des Soviets dans les poches des révolutionnaires allemands, dont les menées criminelles étaient subventionnées depuis des mois par les Russes. Celui qui donnait cette fête, l'ambassadeur Joffe, a rappelé, un an plus tard, d'une façon passablement rude, dans une lettre ouverte adressée au député au Reichstag Oscar Cohn, que, sans les subventions des bolchevistes, il n'aurait guère été possible à ce même Cohn de préparer la mutinerie des marins de Kiel et la révolution à Munich et Berlin.

Dès les premiers jours après mon arrivée à Berlin, j'appris des choses singulières sur l'Empereur. Le député Heckscher me raconta qu'il l'avait rencontré dans la rue de Königgrätz, sortant du jardin du ministère de la Cour, où il était presque chaque jour en conférence avec le ministre Eulenburg ; l'Empereur jeta à Heckscher un regard perçant et lui cria d'un ton pathétique : « Défendez les droits de ma couronne ! » Un membre de l'ambassade d'Espagne me fit une confidence plus étrange. Une personne envoyée par l'Empereur vint demander à l'ambassade d'Espagne si Sa Majesté, au cas où elle serait obligée de quitter l'Allemagne, pourrait compter sur un bon accueil en Espagne. L'ambassade répondit que le roi et le peuple d'Espagne, qui pendant la guerre n'avaient pas caché leurs

sympathies pour l'Allemagne, lui accorderaient l'hospitalité conforme à l'esprit chevaleresque de la nation espagnole. Mais comment Guillaume II pensait-il s'y prendre pour aller de Berlin en Espagne? Il ne pouvait pas suivre l'itinéraire habituel, Paris-Hendaye-Irun, ni faire le voyage par l'Italie, puis par mer, jusqu'à Barcelone. La réponse fut que l'Empereur avait l'intention de se rendre en sous-marin à Saint-Sébastien, comme venait de faire récemment le hardi commandant d'un submersible allemand. Plan, semble-t-il, aussi vite abandonné que conçu par Guillaume II ; mais ce qui était sûr, c'est que le pavé de Berlin lui brûlait les semelles.

L'Empereur ne manquait pas de courage en face d'un danger immédiat. Il l'avait prouvé, je l'ai déjà dit, pendant les journées graves où il souffrait de végétations dans la gorge, ce qui, avec le souvenir de cette maladie du cancer dont avaient été atteints ses deux parents et d'autres parmi ses ancêtres, pouvait abattre même un homme fort. Guillaume II se montrait également intrépide à cheval, exercice toujours dangereux pour lui, puisqu'il ne pouvait se servir du bras gauche. Enfin je me suis souvent promené avec lui à Wilhelmshöhe, à Wiesbaden et à Homburg, à Kiel et au cours de nombreux voyages, sans qu'il fût gardé et jamais il ne manifesta la moindre crainte. Mais plus forte que la réflexion calme, la *μῆτις* des anciens Grecs, était quelquefois chez lui l'imagination, la hardie naviguante, comme dit Schiller. Pour un poète, c'eût été un avantage. L'olympien Goethe lui-même ne vante-t-il pas comme sa déesse la Fantaisie, fille chérie de Jupiter, l'éternellement mobile, vive et capricieuse Fantaisie? Avec une âme ainsi faite, Guillaume II avait grand besoin de conseillers calmes et réfléchis. Dans son esprit naissaient des images qui lui donnaient ou bien des espérances excessives, ou bien de tout aussi excessives frayeurs. La fin tragique du malheureux Nicolas II ne lui sortait pas de l'esprit. Il croyait que le tsar avait eu cette fin horrible, parce qu'il avait trop tardé à se rendre de sa capitale au quartier général, ce retard ayant donné aux émeu-

tiers la possibilité de le capturer en route, de le contraindre à l'abdication et ensuite de le tuer. Guillaume II ne voyait pas quelle distance il y a de la mentalité des Allemands à celle des Russes ou d'autres peuples. Car jamais un souverain allemand n'est monté sur l'échafaud, comme Charles I^{er} ou Louis XVI, ou n'a été assassiné, comme le fait s'est vu en Italie, en Suède, et plusieurs fois en Russie.

En tout cas ce fut de la part de l'Empereur une grosse faute politique que de quitter sa capitale en automne 1918. Il aurait dû s'y tenir, restant en contact avec les ministres, recevant des gens sérieux, gardant le pouvoir, veillant à la sécurité militaire de Berlin, car la révolution n'était en aucune façon inévitable. Au pis aller, suivant le conseil du prince de Bismarck, il aurait dû mourir l'épée à la main, sur les marches du trône.

CHAPITRE XXI

Le nouveau chancelier, prince Max de Bade. — Sa personne et son inaptitude à ses fonctions. — On met de nouveau en avant ma candidature. — L'abdication de Guillaume II, sa fuite en Hollande et sa lettre au Kronprinz. — Après l'abdication. — La révolution allemande n'a rien de jacobin. — Mutineries à Kiel. — Événements de Munich. — Fuite de Louis III de Bavière. — Comment s'en alla Frédéric-Auguste de Saxe.

Le 3 octobre 1918, le prince Max de Bade avait remplacé le comte Hertling, dont l'artério-sclérose faisait de si rapides progrès qu'il ne pouvait absolument plus demeurer à son poste. Lorsque, peu de temps avant la retraite du comte, un émissaire du grand quartier général de Spa se présenta chez lui pour lui faire une communication importante, exigeant des décisions politiques immédiates et énergiques, il se trouva enveloppé d'un nuage d'encens. Le chancelier venait d'avoir une grave syncope et avait demandé les derniers sacrements. Il est mort en effet quatre mois plus tard, le 4 janvier 1919, dans sa petite maison de campagne de Ruhpolding en Haute-Bavière.

Son successeur, le prince Max de Bade, ne méritait ni les lauriers qui lui furent décernés par avance au moment de sa nomination, ni les invectives qui tombèrent dru sur lui après sa retraite, *ni cet excès d'honneur, ni ces indignités*, comme dit le poète français. Je crois pouvoir juger le prince tel qu'il était, car il ne m'en a jamais et d'aucune manière imposé, mais il ne m'était pas antipathique et j'étais uni à lui par des relations vieilles de plusieurs années. Avant tout c'était un dilettante, un dilettante princier. Sans posséder de connaissances particulières

il avait le titre de docteur ès sciences politiques *honoris causa*. Bien qu'il n'eût servi que pendant quelques années aux cuirassiers de la garde et n'eût commandé ensuite que peu de temps un régiment de dragons badois, il était général de la cavalerie. Comme prince de sa maison, il avait été élu président de la première Chambre badoise et prononçait régulièrement un petit discours en prenant tous les deux ans cette présidence, car le Landtag de Bade avait le bon sens de ne se réunir que tous les deux ans. Quelques mois avant la réunion du Landtag, le prince se faisait rédiger son discours par un professeur de Heidelberg ou de Fribourg et avait toujours le temps de l'apprendre par cœur. Ce discours impeccablement récité, plein d'idées générales empreintes de libéralisme, provoquait toujours les aimables applaudissements que depuis longtemps recueille en Allemagne cette éloquence innocente. Que l'on songe à M. Helpach, qui, après la mort du brave Ebert, en 1925, se voyait déjà dans ses rêves président d'Empire. Pendant la Grande Guerre le prince Max de Bade s'était occupé des Allemands internés en Suisse et s'était montré plein d'affabilité et de tact dans ses relations avec les autorités suisses et les internés de toutes les puissances belligérantes. Aujourd'hui encore je crois que si l'on avait adjoint au prince Max un bon officier du grand état-major et un habile fonctionnaire des Affaires étrangères, il se serait très bien acquitté de sa tâche comme chef de la Commission d'armistice. Il était bien plus apte à négocier avec les diplomates, ministres et généraux étrangers, que les « Allemands indépendants » qui se rendirent bénévolement à Versailles, où leur rôle fut piteux, ou qu'Erzberger, que nous envoyâmes dans la forêt de Compiègne.

Le prince Max avait une parfaite distinction de manières. Il possédait également bien l'anglais et le français. Descendant de la vieille maison de Zahringen, il avait épousé une descendante de la maison encore plus ancienne des Welfes et était proche parent des souverains d'Angleterre, de Russie et de Danemark. Par sa mère, une Leuch-

tenberg-Romanowski, il était petit-fils de Nicolas I^{er}. Mais il avait aussi parmi ses ascendants, à côté de ce grand autocrate, le vicomte Alexandre de Beauharnais, qui se rallia à la Révolution française, fut nommé commandant de l'armée du Rhin et, parce qu'il n'avait pas pu garder Mayence, fut guillotiné en thermidor 1794, quelques jours avant Robespierre. Le jeune général Beauharnais aurait été bien étonné si, tandis que la charrette le transportait à la guillotine, une voyante, comme Velléda, prêtresse des Bructères, ou un prophète, comme le Tiresias de la légende grecque, lui était apparu et lui avait prédit : « Ta jolie veuve Joséphine deviendra impératrice des Français ; ton jeune fils Eugène sera vice-roi d'Italie et gendre du premier roi de Bavière et le fils de ce fils épousera la fille aînée d'un tsar ; ta jeune fille Hortense sera reine des Pays-Bas et mère du troisième empereur des Français, qui sera fait prisonnier à Sedan par un empereur allemand. Tes descendants occuperont les trônes de Suède, de Norvège, de Danemark, de Brésil et même d'Anhalt-Dessau, de Köthen et de Bernburg. Ta petite nièce Stéphanie sera grande-duchesse de Bade et un de tes arrière-petits-fils sera le dernier chancelier de la grande Allemagne impériale. » George Sand dit avec raison que *« la vie ressemble plus au roman que le roman à la vie »*.

Je répète que « Bademax », comme on l'appelait aux cuirassiers de la garde, avec ses relations de parenté, ses relations mondaines et avec ses qualités personnelles, était parfaitement désigné pour faire un diplomate ou un négociateur, même dans des affaires de grand style. Mais il n'était qualifié par rien pour faire un chancelier, surtout dans une situation si grave. En face de Wilson il ne réussit pas du tout et avec les démocrates qui l'aidaient de leurs conseils goba toutes les phrases de Washington. Conformément à l'usage l'Empereur fit demander au grand-duc de Bade, Frédéric II, s'il élevait quelque objection à la désignation de son cousin, le prince Max, pour les fonctions de chancelier ; le grand-duc, pour toute réponse, demanda si la dépêche avait

été mal chiffrée, ou s'il s'agissait d'une brusque idée du souverain, à ne pas prendre au sérieux. L'Empereur fit répondre que c'était une décision parfaitement pesée. Guillaume II eut donc bien tort, peu de semaines après, de traiter ce chancelier, choisi et nommé par lui, de tous ces noms flatteurs empruntés à la zoologie, qui lui servaient quand il était en colère.

Un de mes vieux amis, que l'Empereur aimait bien aussi, rendit visite à nos souverains, deux mois après la fuite de l'Empereur au château d'Amerongen, propriété des Bentinck. Il me raconta qu'à un souper l'Empereur était très sombre. Il ne disait pas un mot. La pauvre Impératrice le regardait avec inquiétude. Soudain Guillaume II frappa du poing sur la table en criant : « Ce Bademax est un traître ! un coquin ! » L'Impératrice poussa un soupir de soulagement et dit à voix basse : « Dieu merci, le voilà qui recommence à parler ! » Le reproche de Sa Majesté était excessif. Le Bademax aurait pu répondre à Sa Majesté, avec Molière : *« Tu l'as voulu, George Dandin, tu l'as voulu ! »*

Sous la pression des événements on avait renoncé à faire les nominations par surprise, et pour la désignation du successeur du comte Hertling, M. de Berg, sur l'ordre de l'Empereur, avait consulté les chefs de parti. Par plusieurs parlementaires, en particulier par Erzberger, j'appris que mon nom aussi avait été prononcé, parce qu'on semblait admettre au Reichstag que mon expérience politique pourrait servir au moment de la conclusion de la paix. Cette suggestion embarrassa fort M. de Berg. Il répondit avec nervosité qu'il honorait sincèrement le prince de Bülow, qu'il avait avec lui de bonnes relations personnelles, qu'il croyait même que sa désignation serait la solution juste, « mais, ajouta-t-il, je ne ferai pas accepter le prince de Bülow par l'Empereur ; c'est absolument impossible. » Cette opinion est assez naturelle. Il n'y avait moyen de travailler utilement avec Guillaume II, dans une situation si périlleuse, qu'à la condition d'une entière confiance réciproque. Or l'Empereur avait été entretenu

dans la défiance à mon égard par des gens qui croyaient par là lui faire plaisir et s'assurer sa faveur, et il n'avait pas assez de maîtrise de lui-même et de sentiment du devoir pour surmonter cette rancune attisée par tous les moyens depuis près de dix ans.

Je ne sais pas si j'aurais réussi à sauver Guillaume II ou du moins la dynastie. Je ne crois pas que je serais innocemment tombé dans le panneau des propositions de Wilson, comme le prince Max et les novices du type Haussmann et Erzberger. Je ne voudrais pas encourir le reproche de me livrer après coup à un trop facile jeu de combinaisons et d'hypothèses, mais pour moi, comme pour tout brave Prussien et tout Allemand d'esprit clair, il n'y avait plus qu'une issue en octobre 1918 : combattre, continuer à combattre. A l'intérieur il fallait fortifier la discipline, dans la zone d'étapes remettre le bon ordre, envoyer sur le front ouest tout homme disponible. Des militaires intelligents m'ont assuré qu'il était possible de tenir encore sur diverses positions, en tout cas sur le Rhin. C'est, d'après eux, ce qui résultait nettement des déclarations des chefs de corps, qui avaient été appelés de tous les secteurs au grand quartier général pour faire au haut commandement leur rapport sur le moral des combattants. Contrairement aux commandants de divisions et de corps d'armée, les commandants de régiments et de brigades s'étaient prononcés pour la continuation de la lutte et s'étaient portés garants de l'intact esprit combattif de leurs troupes. Au moment où notre gouvernement capitula, nous étions parfaitement en état de lutter encore, et même dans des conditions militaires pas trop défavorables. C'est ce que celui de nos adversaires qui avait le plus de valeur, le maréchal Foch, a plusieurs fois reconnu. Dans une interview qu'il accorda en juillet 1928 à un rédacteur de la *Wiener Neue Freie Presse*, il a déclaré qu'en septembre 1918 l'Allemagne aurait pu tenir derrière le Rhin. « Si le peuple allemand avait eu un Gambetta, la guerre aurait continué, et qui sait ? » Son interlocuteur lui ayant objecté que l'exemple de Gambetta a donné la preuve que la résis-

rance même héroïque d'un peuple militairement vaincu ne sert qu'à prolonger inutilement la guerre, le maréchal Foch répliqua : « Je crois cependant qu'un peuple qui ne veut pas être vaincu n'est pas voué à une défaite inévitable. En novembre 1918, l'Allemagne n'avait évidemment plus aucune espèce de chance de victoire. Mais si ses armées avaient résisté sur le Rhin, bien des choses auraient pris une autre tournure. » Si le général Ludendorff était venu me dire qu'il tenait pour impossible une plus longue résistance, je lui aurais répliqué : « Je conçois qu'après toutes les grandes choses que vous avez faites et après vos fatigues inouïes vos nerfs soient un instant à bout. Napoléon et notre grand Roi eux-mêmes ont eu de ces défaillances. Allez dormir pendant vingt-quatre heures et nous reprendrons notre entretien. » Je suis convaincu qu'au bout de ces vingt-quatre heures, le général serait redevenu lui-même et nous aurions continué à combattre, avec le même courage qu'avant. En tout cas j'aurais contraint l'Empereur à revenir à Berlin. Je ne l'aurais pas laissé fuir et passer la frontière. Et j'aurais veillé à maintenir l'ordre dans la capitale. Nous pouvions être vaincus, mais nous n'avions pas le droit de nous effondrer.

Le prince Max n'était certainement pas le traître que Guillaume II et beaucoup d'hommes bien pensants voient en lui. Mais, tout comme Bethmann, il était trop faible pour être vraiment droit. Il a certainement accepté la direction des affaires avec l'intention de jeter l'Empereur par-dessus bord pour sauver la dynastie prussienne et par là les autres dynasties allemandes. Déjà quelques mois avant de devenir chancelier, il avait écrit au prince héritier Ruprecht de Bavière, avec qui il était en correspondance suivie, que l'abdication de l'Empereur était inévitable. Le roi Louis de Bavière, qui pensait bien que, l'Empereur partant, son tour viendrait aussi, avait sévèrement réprimandé son fils pour avoir discuté une pareille éventualité. Les allusions de Wilson devenant de plus en plus claires, le prince Max, devenu chancelier, avait dit

nettement au premier ministre bavarois, de Dandl, qu'il considérait comme la partie la plus urgente de sa tâche de convaincre l'Empereur de la nécessité d'abdiquer. M. de Dandl fut indigné, rendit compte à son souverain, et les dispositions à l'égard du prince Max n'en furent pas améliorées à Munich. Le prince Max essaya ensuite d'amener le grand-duc Ernest de Hesse à faire abdiquer l'Empereur. Le grand-duc refusa, en rappelant qu'il était cousin de Guillaume II, lequel était venu dans sa jeunesse, de Cassel et de Bonn, passer ses vacances à Darmstadt ; il ne pouvait, lui, le grand-duc, se prêter à cette demande et porter à l'Empereur le lacet de soie.

Enfin le prince réussit à déterminer le ministre prussien de l'Intérieur, M. Drews, à essayer de faire comprendre à l'Empereur qu'il ne pouvait rester plus longtemps. M. Drews prépara avec soin son exposé, mais il l'avait à peine commencé que l'Empereur, dont la fierté princière se révolta en présence de ce bureaucrate plutôt subalterne, lui montra la porte. Cependant Guillaume II n'avait pas eu besoin de cet exposé du ministre pour apprendre qu'au Parlement et même au sein de son propre gouvernement, on travaillait à son abdication. Quand il quitta Berlin pour se rendre au quartier général de Spa, il savait que son sort personnel était incertain, et sa dynastie en danger. Mais au dehors il fit comme s'il était décidé à rester sur le trône. Le 6 ou 7 novembre encore, l'aide de camp général Löwenfeld me raconta que l'Empereur lui avait télégraphié de Spa, l'invitant à dire « à tous les fidèles dans le pays » que le roi de Prusse et empereur d'Allemagne resterait debout « jusqu'à la dernière goutte de son sang ». Quand arriva la nouvelle de la révolte de Kiel, de la révolution à Munich et à Berlin, et qu'en même temps se répandit le bruit qu'à l'ouest l'armée refusait d'obéir, le comte Auguste Eulenburg vint me voir et me dit : « Prions Dieu à présent que notre souverain trouve le courage de se faire tuer à l'ennemi. » Effectivement c'était le dernier moyen de modifier le destin de la dynastie.

Le prince Max, qui ne pouvait se soutenir qu'à force de bromure et de chloral, était à bout de nerfs et avait perdu complètement la tête. Signalant la possibilité de collisions sanglantes à Berlin, il avait fait savoir à Spa par dépêche, et finalement même avait téléphoné qu'il fallait que l'Empereur abdiquât aussitôt que possible. Guillaume II n'avait plus été en état de faire contrôler si les indications données par son chancelier étaient conformes aux faits ou dictées par la neurasthénie. Le prince Max se hâta de faire connaître à Berlin la nouvelle de l'abdication précipitée de l'Empereur. Sur le moral des combattants cette abdication du « Chef suprême de l'armée » eut un effet désastreux (1).

Bientôt on sut à Berlin que Guillaume II en fuite avait franchi la frontière hollandaise et avait été recueilli chez le comte Bentinck, au château d'Amerongen. De tous les récits qui ont été faits de l'arrivée de l'Empereur en Hollande, le plus vrai me paraît être celui de lady Norah Bentinck, proche parente du comte Bentinck, et qui se trouvait au château d'Amerongen au moment où arriva l'Empereur : « Pendant que par une pluie battante la voiture roulait vers Amerongen, l'Empereur parla à peine. Évidemment il était atterré par cette catastrophe, presque jusqu'à l'hébétude, et fatigué par quarante heures de fuite, de voyage et d'attente. Il aspirait visiblement à se trouver en quelque lieu tranquille, pour y reprendre ses esprits. Quand la voiture, franchissant le pont du fossé intérieur, s'arrêta devant le grand portail, il poussa un soupir de profond soulagement. « Maintenant, dit-il au comte Godard en se frottant les mains, faites-moi donc donner une tasse de bon vrai thé anglais bien chaud. » Le comte promit en souriant de le satisfaire, et l'Empereur reçut son thé, un véritable « high tea » écossais. Un des trésors d'Amerongen est une cuisinière écossaise, passée maîtresse dans la confection des biscuits, beignets, crois-

(1) Voir *l'Abdication de Guillaume II*, par Maurice BAUMONT (Librairie Plon).

sants et autres friandises d'Écosse, dont se délectent tous les voyageurs au pays des highlanders. L'Empereur s'est très vite pris de sympathie pour les talents de cette cuisinière. »

Quiconque a connu Guillaume II n'aura aucun doute sur l'exactitude de ce récit d'un témoin oculaire. L'Empereur, qui depuis le jour où il congédia Bismarck, avait été trop souvent présomptueux, se montra malheureusement trop petit quand vinrent les temps durs. Il avait dit en temps de paix, trop fréquemment, qu'il voulait être « chef suprême de guerre ». La guerre venue, il se contenta de regarder, fut rarement au front, plus rarement encore dans la capitale, mais plus souvent dans des châteaux somptueux, à Pless, Homburg et Coblenze. Lui, qui en temps de paix voulait jouer le premier rôle, il se déroba aux décisions pendant la guerre. Il ne fut même pas capable de maintenir la bonne entente entre le haut commandement et la direction politique. Il avait voulu choisir ses premiers conseillers lui-même, et uniquement d'après ses goûts personnels, mais il n'avait pas eu la main heureuse avec Moltke, Bethmann, Michaelis, Hertling, le prince Max, mauvais choix qui, de diverses façons, ont préparé la catastrophe de 1918. Guillaume II avait déclaré qu'il était l'instrument des volontés divines, qu'il conduirait l'Allemagne à un avenir splendide, et il finit par la fuite à l'étranger.

Nous avons, de ces journées, un autre document où Guillaume II nous parle ; c'est la lettre qu'il écrivit au Kronprinz au moment de sa fuite en Hollande :

Mon cher garçon ! Le feld-maréchal ne peut plus garantir ici ma sécurité, ni la fidélité des troupes ; je me suis donc décidé, après un dur combat intérieur, à quitter l'armée, qui succombe. Berlin est complètement perdu, aux mains des socialistes ; deux gouvernements y ont été constitués déjà, un par Ebert, désigné comme chancelier, l'autre-par les socialistes indépendants. Jusqu'au retour des armées en Allemagne, ma recommandation est que tu restes à ton poste et que tu empêches la dislocation

des troupes. Si Dieu le veut, au revoir. Le général de Marschall t'en dira davantage.

Ton père affligé,

WILHELM.

Seul un Guillaume II était capable d'indiquer avec autant de naturel, autant de naïveté, la raison vraie de son passage en Hollande, à savoir la crainte des périls qu'il se forgeait dans son imagination et sa neurasthénie. Crainte plus forte que la pensée du verdict de l'histoire, plus forte que les glorieuses traditions de sa maison, que le souvenir de son père et de son grand-père, du Grand Roi et du Grand Électeur.

Quand Guillaume II renvoya le chancelier Bismarck, mon frère Adolphe, à cette époque aide de camp de Sa Majesté, s'exprima ainsi : « Cette terrible décision est moralement injustifiable. Puisse-t-elle, politiquement, être réparée par un règne qui soit heureux et surtout ait une heureuse fin ! » Le renvoi du prince Bismarck au début du règne, et la fuite à la fin, c'est trop pour Guillaume II et c'est plus que l'histoire ne peut pardonner. On a tenté, dans de bonnes intentions, de décharger l'Empereur et de faire porter par d'autres la responsabilité de cette fuite, mais ces essais de démonstration ne résistent pas à l'examen. Il y a dans la vie de tout homme des moments où il est absolument réduit à lui-même. Cela est vrai surtout pour un prince. Dans un pareil moment l'Empereur et Roi ne pouvait remettre à personne la responsabilité, il avait à décider lui-même. Le successeur du Grand Électeur, du Grand Roi et du Grand Empereur avait à trouver son chemin sans aide, lui mieux que personne, puisque cent fois et à haute voix il avait dit que, comme monarque, il ne se sentait responsable que devant Dieu, et que de cette responsabilité personne, ni conseiller, ni ministre, ni Parlement, ne pouvait le décharger. Celui qui pendant trente ans a parlé ainsi si solennement et, semble-t-il, avec entière conviction, n'a pas le droit, dès qu'il est mis à l'épreuve, de rejeter tout sur les autres ; il

n'a pas le droit de dire que l'amiral Hintze lui a conseillé ceci, le général Grœner cela, le conseiller de légation Grönau une troisième chose. Il doit encore moins essayer de se dérober derrière la grande figure du maréchal Hindenburg. Devait-il fuir ou non ? C'est une question que seul il pouvait trancher. Il a fui en Hollande et, de cette responsabilité prise, tous les parfums de l'Arabie, pour parler comme lady Macbeth, ne pourront pas le laver.

J'ai, comme bien d'autres, passé avec Guillaume II par plusieurs phases. Une première, de sympathie très vive, et même d'admiration. Je le trouvais doué de nombreuses et brillantes qualités, extrêmement capable de s'assimiler toute sorte de connaissances, animé des plus nobles intentions, exempt de préventions, et toujours naturel ; quand je le comparais à d'autres princes allemands et étrangers, aux ministres mes collègues, à des députés, à d'innombrables personnes de ma connaissance, il m'apparaissait comme un souverain qui, malgré certaines dispositions regrettables, promettait de grandes choses. Mais à force de vivre avec lui et de l'observer, je vis ses fâcheuses tendances s'affirmer. Ouverture d'esprit, mais dispersion d'attention ; intelligence facile, mais superficielle ; naturel, mais manque de tact, et quelquefois absence de toute retenue. De plus en plus, comme bancs de sable et écueils au moment du reflux, se découvraient ses tares principales : son excessive vanité, son naïf égoïsme, son manque de coup d'œil, son insuffisant amour de la vérité envers lui-même et envers les autres. Le maréchal comte Waldersee me dit un jour : « L'Empereur ment beaucoup aux autres, mais encore plus à lui-même. » Waldersee, comme Tirpitz, était de ceux, et ils étaient nombreux, qui petit à petit s'irritèrent contre l'Empereur, et finalement le haïrent. Pour moi, il m'a causé bien de l'amertume, mais toujours ce sentiment disparaissait rapidement parce que je voyais toujours en Guillaume II le fils de Frédéric, le petit-fils de Guillaume le Grand, l'homme qui portait la couronne de Prusse et celle de l'Empire. Je ne l'ai jamais haï, et finalement je n'ai éprouvé pour

lui qu'une compassion profonde et sincère, à cause de cette fin lamentable, après un règne si brillamment commencé. Mais plus forte que cette compassion est la peine que j'éprouve pour cette glorieuse Prusse, au passé, à l'esprit de laquelle Guillaume II a été infidèle, pour ce magnifique Empire créé sous Guillaume I^{er} par Bismarck et qui, avec Guillaume II, s'est effondré.

Dès avant le 9 novembre, jour lugubre de l'histoire d'Allemagne, j'entendis dire que l'insuffisance du prince Max de Bade se manifestait de façon regrettable, que même au physique il n'était pas égal à sa tâche. Assurément piloter dans une pareille tempête était plus difficile que de s'occuper des internés en Suisse, beaucoup plus difficile que le bon prince n'avait dû se l'imaginer. Au milieu de toutes ces fatigues et de ces émotions, il ne put bientôt plus dormir. Il avait recours à des calmants, mais le lendemain de ces mauvaises nuits, il ne pouvait pas travailler avant midi. Ses collègues au ministère, les socialistes Scheidemann et Bauer, les catholiques Erzberger, Grœber et Trimborn, les démocrates Haussmann et Payer, n'étaient pas des jacobins à la française, révolutionnaires de grand style. Ils n'ont, Dieu merci, dressé aucune guillotine, mais ils n'ont organisé aucune levée en masse, ils n'ont pas, d'un coup de pied, fait sortir de terre quatorze armées, aucune *Marseillaise* ne volait devant eux. Cependant avec un peu de fermeté et d'adresse, on pouvait très bien manœuvrer ces gens très débonnaires. Je rencontrai un jour, peu de temps avant la révolution, un député de gauche, et même orienté très à gauche, et lui demandai si, à son avis, M. Scheidemann désirait plutôt devenir ministre de la République allemande que ministre de Guillaume II. Il me répondit après un court instant de réflexion : « Plutôt ministre de l'Empereur, surtout s'il y a à gagner le titre d'Excellence et peut-être même un bout de ruban. » Erzberger rayonna de joie quand il eut décroché le titre de *Wirklicher Geheimer Rat* et par suite celui d'Excellence, et même après la révolution, comme ministre républicain, il tenait à ce qu'on lui parlât en lui donnant ce dernier titre. Ce fut

un grand bonheur pour le brave Payer lorsque, après sa désignation comme secrétaire d'État, son souverain, le roi Guillaume de Wurtemberg, eut la bonté de lui conférer la grand'croix de l'ordre wurtembergeois de Frédéric, ce qui lui faisait acquérir la noblesse à titre personnel. Et Haussmann m'a confié combien il était heureux d'être devenu ministre ; malheureusement, il prévoyait que dans la nouvelle Allemagne cette splendeur ministérielle ne durerait guère, prévision qui semblait troubler quelque peu la joie que tous ces braves gens trouvaient à vivre. Le plus vif désir de Haussmann était, mort comme ministre, de ressusciter comme diplomate ; Allemand du sud, il se sentait particulièrement propre à faire un ambassadeur à Vienne ; s'il réussissait à entrer dans la carrière, il se proposait, me dit-il en me faisant une révérence, de prendre conseil auprès de moi, qui étais « le maître en diplomatie ».

Entre temps le groupe Spartacus, dirigé par Liebknecht, sorti de prison, Rosa Luxemburg et Paul Levi, et subventionné par l'ambassadeur des Soviets, Joffe, avait poursuivi son agitation d'une façon encore plus éhontée. Le *Vorwärts*, organe des socialistes majoritaires, eut l'audace, lui aussi, d'imprimer en tête de ses colonnes : « Notre ferme volonté est que l'Allemagne amène pour toujours son pavillon de guerre, qu'elle n'a pu, dans la dernière lutte, déployer victorieusement. » J'ai le regret de constater que chez aucun peuple un grand parti n'est tombé si bas, qu'en aucun autre pays une vilenie pareille n'était concevable. Je ne crois pas impossible que beaucoup de socialistes allemands et un certain nombre d'hommes du centre et de démocrates aient eu la pensée d'apaiser nos ennemis par ce mélange de lâcheté et de bassesse, de les gagner, de préserver ainsi le pays d'un sort pire et de préparer une fraternisation de tous les peuples. On ne peut se représenter à quel point ces trois partis, alors dirigeants, leurs chefs et une fraction très importante de la nation, ignoraient la mentalité de nos ennemis et les intentions de leurs hommes d'État. Au moment où s'étaient en Allemagne cette na-

veté et cette abjection, Georges Clemenceau se moquait à la Chambre française des « moutons bêlants du pacifisme » et lançait d'une voix de tonnerre : « Je me présente à vous avec l'unique pensée de la guerre intégrale. Tous les défaitistes devant le conseil de guerre ! Plus de campagne pacifiste, ni trahison, ni demi-trahison ! Ma formule est la même partout. Politique intérieure, je fais la guerre. Politique extérieure, je fais la guerre. Je continue la guerre et continuerai jusqu'au dernier quart d'heure, car c'est nous qui aurons le dernier quart d'heure ! (1) ».

Quand ce dernier quart d'heure fut arrivé, quand l'Allemagne capitula, Clemenceau, la dépêche décisive à la main, poussa un cri de joie : « *Enfin ! Il est arrivé, ce jour que j'attends depuis un demi-siècle ! Il est arrivé, le jour de la revanche ! Nous leur reprendrons l'Alsace et la Lorraine, nous rétablirons la Pologne, nous forcerons les Boches à nous payer dix, vingt, cinquante milliards. Est-ce assez ? Non, nous leur f... la République !* » Voilà ce que m'a raconté un vieil ami français, qui était un des intimes de Clemenceau. Jusqu'au dernier point, Clemenceau a réalisé son programme. Notre désastre nous a apporté la République, qui n'est pas faite pour nous. Et ce fut pour Clemenceau, le protagoniste de la *guerre à outrance*, de la guerre au couteau, un hommage fier et mérité, lorsque dans toutes les écoles françaises fut posée, après la signature du traité honteux de Versailles, une petite plaque avec les mots : « *Georges Clemenceau a bien mérité de la France.* »

La faiblesse du gouvernement augmenta naturellement l'insolence des spartacistes. Dans les derniers jours d'octobre avait commencé à Kiel la mutinerie de la flotte, provoquée par l'aile gauche socialiste avec le secours de l'argent russe. Le 4 novembre la révolution triompha à Kiel. Sur tous les navires fut hissé le drapeau rouge. La garnison se mit du côté des émeutiers. Le prince Henri et

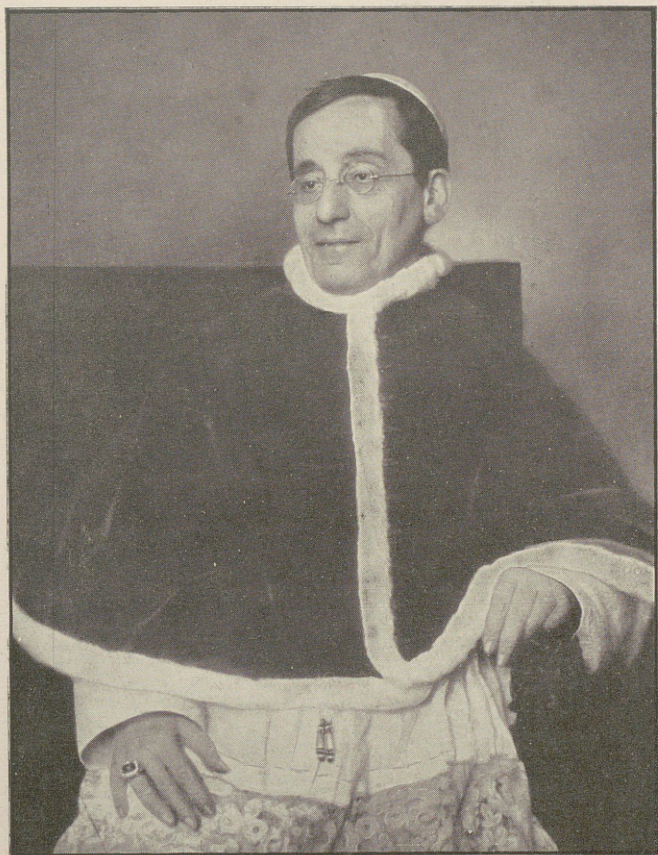
(1) Voir le *Ministère Clemenceau*, par le général MORDACQ (Librairie Plon).

le prince Adalbert quittèrent Kiel. Le 5 novembre, l'ambassadeur des Soviets, Joffe, fut enfin expulsé de Berlin à cause de sa propagande révolutionnaire ; des sacs à destination de l'ambassade, déchargés à la gare, s'étant détériorés et ouverts, on avait vu qu'ils contenaient des tracts révolutionnaires en allemand, et ainsi on avait eu la preuve irréfutable que Joffe se considérait comme tout spécialement chargé de fomentier la révolution en Allemagne ; on fermait maintenant le puits, mais après que l'enfant était tombé dedans, après que la révolution avait éclaté.

De Kiel l'incendie gagna Hambourg, Brême et Lübeck, toute la côte, puis l'Allemagne du Nord, de l'Ouest et du Centre. A Munich, le premier ministre Dandl perdit la tête ; il se laissa convaincre par le socialiste Auer qu'une grande manifestation préparée par les gens de gauche pour le 8 novembre, sur la Theresienwiese, se passerait sans incidents, mais ne se rendit pas compte qu'Auer n'avait déjà plus la direction du mouvement ; aussi un aventurier galicien, sans aucune attache avec le pays, Eisner, ancien rédacteur du *Vorwärts* à Berlin, échoué à Nuremberg, puis à Munich, put-il entraîner les manifestants, proclamer à Munich la République bavaroise et déclarer déchue la dynastie des Wittelsbach, qui depuis plus de mille ans régnait en Bavière et à laquelle la majorité du peuple bavarois était attachée avec fidélité et gratitude. Avec une naïveté véritablement grotesque, les dirigeants politiques de Munich, Dandl et Brettreich, avaient tout fait quelques jours auparavant pour obtenir de la Cour suprême de Leipzig la mise en liberté d'Eisner, qui était détenu à Stadelheim, près de Munich, sous l'inculpation de haute trahison. Le procureur général à Leipzig donnant un avis défavorable, M. de Brettreich avait téléphoné pour dire qu'il avait, ainsi que Dandl, la conviction que la mise en liberté d'Eisner « calmerait » la population de Munich. Un homme de confiance du gouvernement d'Empire, qui à ce moment séjournait à Munich pour y recueillir des informations, eut l'occasion de s'entretenir avec le président de la Chambre bavaroise, de Fuchs ; ce dernier lui raconta que M. de Dandl

avait déconseillé au roi de recevoir le premier bourgmestre de Nuremberg, Gessler, futur ministre de la Reichswehr, et il en félicitait vivement Dandl : « Voilà ce Gessler, ce bureaucrate, qui veut faire croire au roi qu'Eisner prépare la révolution et qu'il faut intervenir sans retard, si l'on veut éviter l'abdication du roi. Mais Dandl est un homme qui s'y connaît. Il a joliment rivé son clou à ce bavard. Il ne l'a même pas laissé entrer. » *Difficile est satiram non scribere.*

Le roi Louis II dut à l'incapacité de ses ministres d'avoir à quitter précipitamment, premier de tous les souverains allemands, le trône de ses pères, et dans des circonstances qui furent tout à fait dépourvues de dignité. Personne n'osa le recueillir, ni lui, ni son épouse gravement malade. Les gens de son entourage le firent filer nuitamment en auto. L'auto versa dans un fossé. Il fallut aller chercher un paysan qui, avec une vache, remit la voiture sur la route. Bientôt après un propriétaire bavarois, auquel les souverains avaient demandé asile, leur déclara qu'il leur fallait aller plus loin, qu'en présence de l'attitude menaçante de la population, il ne pouvait pas les recevoir. « Nos princes sont devenus des cerfs qui ne trouvent pas de pâturages et s'avancent, à bout de forces, devant celui qui les pourchasse. » Ainsi pleurait Jérémie, fils de Hilkija, de la famille des prêtres qui vivaient à Anathoth, dans le pays de Benjamin. Si le sort du roi de Bavière nous fait une impression tragique, la façon dont le roi Frédéric-Auguste de Saxe se sépara de son peuple fut du genre burlesque. La muse de l'Histoire a noté des adieux immortels. « *Plaudite amici, bene egi actum vitæ,* » dit l'empereur Auguste à ses amis qui entouraient son lit de mort. Pour les légions stationnées en Calédonie, Septime Sévère donna comme dernier mot d'ordre la magnifique devise : « *Laboremus!* » Et l'on connaît les dernières paroles que Napoléon adressa à sa vieille garde dans la cour du château de Fontainebleau. Quant au roi Frédéric-Auguste, petit-fils du roi Jean, le délicat traducteur de la *Divine comédie*, neveu du roi Albert, le grand capitaine et sage souverain, il quitta ses



LE PAPE BENOÎT XV

Saxons en leur disant : « Eh bien, faites vos saletés vous-mêmes. *So macht denn Euern Dreck alleene!* » Il m'est agréable d'ajouter que le bon roi Guillaume de Wurtemberg, le noble grand-duc Frédéric de Bade et bien d'autres princes allemands descendirent du trône avec dignité.

CHAPITRE XXII

Victoire de la révolution à Berlin. — Le prince Max retourne au pays de Bade. — Les désordres spartacistes. — Ebert et Noske. — Choses vues à l'hôtel Adlon. — Comtesse Treppberg, Stampfer, Breitscheid. — Retour des troupes. — Pourparlers d'armistice à Compiègne ; Erzberger, président de la commission d'armistice. — La paix honteuse de Versailles. — Publication des documents allemands.

Le 9 novembre je fus témoin à Berlin de la révolution. Elle ne m'apparut pas, hélas ! telle que l'avait imaginé Ferdinand Lassalle dans ses rêves ambitieux, rayonnante déesse, les cheveux au vent et chaussée de sandales d'airain. Elle ressemblait plutôt à une vieille maritorne chauve, les yeux chassieux, sans dents, avec de gros pieds dans des pantoufles éculées. La révolution allemande fut platement bourgeoise et vulgaire, tout à fait sans flamme et sans élan. Elle ne produisit pas un homme comme ce Danton, dont on voit la statue de bronze sur un boulevard de Paris, debout, le poing fermé, tandis qu'à gauche un sans-culotte croise la baïonnette et qu'à droite un autre bat du tambour pour la levée en masse. Elle ne produisit aucun Gambetta, qui proclame *la guerre à outrance* et prolonge de cinq mois la résistance, pas même un Delescluze, qui se fait tuer sur la barricade. Je n'ai rien vu dans ma vie de plus grossier et de plus vulgaire que ces matelots ivres et ces soldats déserteurs des bataillons de dépôt qui, le 9 novembre, traversèrent les rues de Berlin dans des voitures à ridelles et des tanks. De ma fenêtre au coin de l'hôtel Adlon j'avais vue, cet après-midi, sur le Pariser Platz et les Tilleuls. Je n'ai

jamais rien eu sous les yeux de plus répugnant et de plus lâche que ces petits jeunes gens qui, arborant les brassards rouges du socialisme, s'approchaient par derrière, à plusieurs, d'officiers portant la croix de fer et le ruban Pour le Mérite, les saisissaient aux coudes pour les empêcher de se défendre et leur arrachaient leurs pattes d'épaule. Quand le jeune capitaine Bonaparte assista, le 10 août 1792, à l'assaut des Tuileries, il s'écria, comme on sait : « Avec un bataillon on balaierait toute cette canaille. » Il n'est pas douteux que le 9 novembre 1918 on aurait fait place nette avec quelques bataillons d'assaut. On aurait facilement pu former ces bataillons avec les officiers et les sous-officiers qui se trouvaient à Berlin, et qui attendaient avec impatience un pareil ordre. Avec quelques mitrailleuses simultanément mises en position à la porte de Brandebourg, sur la place du Château et sur l'Alexanderplatz et quelques tanks circulant dans la ville, on aurait vivement mis en fuite la canaille de Berlin. Seulement il fallait donner, je ne dis pas l'autorisation, mais l'ordre formel de tirer à balle, et c'est ce que le prince Max n'eut pas le courage de faire, en particulier parce qu'il craignait de se rendre impossible l'accès du trône dans son grand-duché.

Tandis que la populace s'emparait des rues de la capitale, on téléphonait de Berlin à Spa et de Spa à Berlin. A Berlin se tenait à l'appareil le conseiller secret Wahnschaffe, à Spa le conseiller de légation de Grünau. Sous l'influence énervante du prince Max, Wahnschaffe, d'ailleurs bon fonctionnaire, avait complètement perdu la tête. Quant à Grünau, il n'avait même pas à perdre la sienne. C'était un jeune diplomate sans aucune expérience ni étude, absolument ignorant des problèmes de droit public qui se posaient. Né de l'union morganatique d'un prince de Löwenstein avec une gouvernante, il était en relations assez étroites avec la cour de Carlsruhe, et pour cette raison le prince Max lui donnait sa confiance et l'avait attaché à la personne de l'Empereur, à Spa. Par une fatalité tragique, le seul conseiller politique qui assistait ainsi le roi

de Prusse en cette heure la plus grave de la monarchie prussienne était un jeune homme peut-être capable de tout, sauf d'être le prudent et vigilant gardien de la glorieuse couronne de Prusse, maintenant terriblement menacée. Le résultat de tous ces coups de téléphone de Grünow à Wahnschaffe fut que le prince Max fit placarder sur les colonnes d'affiches et au coin des rues de Berlin un avis officiel annonçant aux habitants l'abdication de l'Empereur et Roi, alors que, comme il fut établi plus tard, Guillaume II n'avait voulu renoncer qu'à la dignité impériale, non à la couronne de Prusse. Dans son lamentable égarement ce dernier des chanceliers nommés par l'Empereur, sans prendre l'avis de ses collègues ni des chefs militaires, qui depuis vingt-quatre heures attendaient l'ordre d'intervenir, écrivit au président de la fraction socialiste du Reichstag, M. Fritz Ebert, pour lui remettre les affaires de l'Empire et abandonner au parti socialiste le soin de réorganiser le gouvernement.

Ebert prit le titre de commissaire du peuple, qui fut attribué aussi à quelques autres chefs du mouvement révolutionnaire berlinois, et il se chargea de la direction. L'énergie avec laquelle Ebert, et surtout Noske, surent en ces journées réprimer les menées des spartacistes, devenus très insolents, aurait pu servir d'exemple au prince Max. Mais sans se soucier de ce qui se passerait à Berlin, le prince partit pour le pays de Bade, dont les intérêts dynastiques lui semblaient plus importants que les destinées de l'Empire. En ces fatales journées d'octobre 1918 Guillaume II aurait pu prendre un chancelier quelconque, général, diplomate, fonctionnaire des services intérieurs, ou parlementaire ; aucun, à ce moment le plus critique, n'aurait mis autant que ce prince neurasthénique son égoïsme personnel et ses intérêts de famille au-dessus de son devoir. Le prince Max s'est trompé d'ailleurs en croyant sauver ainsi sa fortune et celle de sa maison ; il vit maintenant en simple particulier au bord du lac de Constance.

D'ailleurs les nouveaux maîtres ne commettaient pas des

erreurs moindres. Lorsque Scheidemann, secrétaire d'État dans le gouvernement déchu, debout le 9 novembre sur le perron de Reichstag, proclama la République, il commença sa déclaration par cette phrase niaise et inexacte : « Le peuple allemand a vaincu sur toute la ligne. » Cruelle duperie de l'homme par lui-même ! Non, malheureusement, le peuple allemand n'avait pas vaincu ; il avait été vaincu, assailli par un trop grand nombre d'ennemis et politiquement mal dirigé, vaincu par la faim et le coup de poignard dans le dos.

A quiconque regardait les événements sans prévention et seulement avec le désir que la patrie ne périclît pas, les premiers jours de la République allemande offrirent l'image d'un complet désordre. Des enfants auraient à peine été plus incapables. Le nouveau gouvernement fut constitué de telle sorte qu'au conseil des commissaires du peuple (*Rat der Volksbeauftragten*) siégeaient en nombre égal les socialistes majoritaires (S. P. D.) et les socialistes indépendants (U. S. P. D.) accolés deux à deux, soit donc deux mandataires, deux ministres au lieu d'un seul. Depuis les deux consuls, les deux questeurs de la vieille Rome, assurément bien différente de l'Allemagne moderne, c'était un système qui ne s'était jamais vu. Au-dessus du conseil des commissaires du peuple était le comité exécutif des conseils d'ouvriers et de soldats, détenteur du pouvoir proprement dit. Dans l'art moderne, si l'on peut dire art, s'est affiché un certain temps le « dadaïsme », qui marquait un retour aux formes d'expression des enfants en nourrice. Les débuts de la République allemande furent un dadaïsme politique. On vit surgir des figures comme ce Müller, un démagogue appelé « Leichenmüller » parce qu'il avait déclaré qu'il n'y aurait plus d'élection au Reichstag, à moins qu'on ne passât sur son cadavre. Naturellement M. Müller est aujourd'hui en excellente santé, bien que, depuis, il y ait eu plusieurs élections au Reichstag. L'aile gauche des socialistes voulait supprimer le Reichstag et le remplacer par des conseils d'ouvriers et de soldats, ce qui, soit dit entre parenthèses, n'était même pas une idée originale, si

misérable fût-elle, mais une copie servile du système bolchéviste. Bethmann avait donné à la guerre, dès le début, un tour hostile à la Russie tsariste, et tous ces écervelés l'avaient approuvé; maintenant nos gens se mettaient à imiter comme des singes cette forme de gouvernement établie en Russie par les bolchévistes et qui ne convient guère même à un peuple-troupeau comme le peuple russe.

En Prusse aussi il y eut tout d'abord pour chaque département deux ministres, un de la S. P. D. et un de l'U. S. P. D. Furent simultanément ministres de l'Instruction publique, le socialiste majoritaire Hänisch et l'indépendant Hoffmann. Le premier avait commencé à s'élever aux honneurs comme chevalier servant de Rosa Luxemburg, puis il avait fait peau neuve et peu à peu s'était mué en socialiste modéré. C'est ce qu'il était, quand je fis sa connaissance; pas méchant homme, jovial et bon enfant, comme sont d'ordinaire ces vieux bohèmes, à vrai dire sans culture délicate ni profonde, type de demi-lettré. Son frère siamois politique, le cabaretier berlinois Hoffmann, était du moins tel que, chez Schiller, la comtesse Terzky veut voir son beau-frère, un homme qui a son caractère à lui, dans l'espèce, un rude prolétaire. Bientôt débarqué du ministère, il devint le porte-parole de la révolution au conseil municipal de Berlin, et pendant des années le ton qui régna dans cette assemblée fut celui de Hoffmann. Les conseillers municipaux firent assaut d'injures et en vinrent souvent aux coups, tandis que des tribunes sortaient des vociférations accompagnées de boules puantes et autres armes intellectuelles de la jeune République. Ce noble couple Hoffmann-Hänisch avait à s'occuper de ce département des Cultes, de l'Instruction publique et de la Médecine, que dirigea de 1817 à 1838 le baron d'Altenstein, le grand organisateur de nos universités, de nos gymnases et de l'Instruction primaire, ce ministère des Cultes fondé par Guillaume de Humboldt comme un organe de la renaissance intellectuelle de la Prusse, et qui avait eu à sa tête un Falk et un Bosse, un Gustave de Gossler, un comte Robert

Zedlitz et un Studt. L'antipathie foncière des socialistes à l'égard de la culture humaniste, qui est la vraie, m'a toujours paru être un des dangers principaux que ces hommes font courir à l'Allemagne. Cette antipathie s'est exprimée avec force dans un article que publia le *Vorwärts* peu après la révolution et dont la phrase la plus typique était : « L'esprit de Bebel ne s'accorde pas avec l'esprit de Jules César. » Comme suite à cette profession de foi le *Vorwärts* a réclamé d'abord la réduction, puis l'abolition de l'enseignement des langues classiques, c'est-à-dire la suppression progressive des lycées avec latin-grec. Rien de plus exact d'ailleurs que de dire que l'esprit d'Auguste Bebel ne s'accorde pas avec l'esprit de Jules César. Je vais plus loin et je crois que l'esprit de Périclès est peu compatible avec l'esprit de Scheidemann, que Bauer et Platon, Wirth et Scipion l'Africain, Ledebur et Virgile, le camarade Zubeil et Thucydide se seraient difficilement entendus.

La République qui sortit de la révolution allemande fut, je l'ai dit, platement débonnaire et les chefs surtout furent d'une parfaite médiocrité. Le bon côté fut que, du moins à Berlin, il n'y eut pas de désordres graves. Plus d'une fois je pus me rendre compte du calme de ce mouvement et de la placidité des Berlinoïses. Chaque jour je faisais de grandes promenades dans tous les quartiers, et, bien que je fusse assez connu, je ne fus jamais molesté. Je ne me souviens que d'un incident qui aurait pu mal tourner. Je rentrais d'une assez longue promenade à Charlottenbourg et j'allais traverser la chaussée pour revenir aux Tilleuls, par la porte de Brandebourg, lorsqu'un homme grand et large d'épaules, de mine plutôt patibulaire, me montra du doigt en criant : « Mais c'est le prince de Bülow ! Il ose se montrer dans la rue après la victoire du peuple ! » Je continuai tranquillement mon chemin et ne me retournai que quand j'eus atteint les Tilleuls. Mon ami avait disparu. Je le revis quelques semaines plus tard devant l'hôtel Eden, dans d'autres circonstances. Il avait les menottes et des soldats l'amenaient à l'hôtel, où siégeait le conseil de guerre

de la division de cavalerie de la garde. Il me jeta un regard pas précisément amical, dans lequel il y avait, je dois le reconnaître, non de la peur, mais du défi. Je demandai son nom ; on me dit que c'était un communiste appelé Jogisches ; il paraît que le lendemain il fut tué en voulant prendre la fuite.

Ce furent souvent de tout petits jeunes gens qui donnèrent à cette période des premiers mois de la République sa physionomie propre. Comme nous logions à ce moment à l'hôtel Adlon, un prétendu « commissaire de la République » entra dans notre salon. Invité à un dîner entre hommes, j'étais absent. Il demanda à ma femme s'il y avait des officiers cachés chez nous, si j'avais apporté mon uniforme ou si je portais des armes sur moi. Ma femme répondit poliment qu'elle ignorait tout de pareils complots et armements contre la République, et le « commissaire » s'éloigna en s'excusant d'un air embarrassé. Une autre fois, tandis que nous traversions un long corridor, un petit jeune homme qui semblait à peine âgé de dix-sept ans sortit d'une porte d'ascenseur et sauta après nous, un revolver dans chaque main. Ma femme lui demanda pourquoi il la menaçait de ces armes. Il répondit avec une expression enfantine : « Je vous demande pardon, madame, mais nous sommes tous terriblement énervés. Nous avons à défendre la République et il faut bien avoir un revolver. Mais nous ne vous ferons pas de mal. Si même vous le désirez, nous voulons bien vous accompagner dans votre promenade pour veiller sur vous. » Avec un aimable merci, je refusai cette garde d'honneur républicaine.

Un autre jour, venant des Tilleuls, nous entrions dans la Wilhelmstrasse, la rue où pendant douze ans j'avais habité comme secrétaire d'État et chancelier, où mon père avait assisté Bismarck comme secrétaire d'État, et où Bismarck avait eu sa résidence. Des balles sifflaient. Quelques-unes balayaient la rue, d'autres claquaient dans les cours et contre les murs des maisons. Je me croyais revenu aux beaux jours de la guerre victorieuse contre la France. Je

conduisis ma femme sous le porche d'une maison. Comme nous étions là, une auto approcha et le chauffeur, qui m'avait reconnu, demanda où il devait nous conduire. Je le remerciai et le priai de nous déposer à l'hôtel Adlon. Quand nous y arrivâmes, après un détour par la Leipziger Strasse et la Bellevuestrasse, il retira, au moment où nous descendîmes, un petit drapeau rouge qu'il avait planté près de lui sur le siège. Avec la bonhomie si sympathique du vrai Berlinois, il me dit qu'il ne m'avait pas demandé la permission, parce qu'il avait prévu que je ne permettrais pas, mais qu'il avait arboré ce drapeau tout de même, pour qu'il n'arrivât rien à ma femme.

Le propriétaire de l'hôtel Adlon me pria de quitter notre appartement, parce que, des combats étant possibles sur le Pariser Platz, il avait peur pour ses précieuses glaces et était obligé de tenir les volets fermés. Je pris le parti de nous loger ailleurs. Depuis longtemps je connaissais l'hôtel Éden, bien situé près du Tiergarten et construit par un architecte de talent, fils de mon vieux camarade de régiment, Schwarzenberg, de qui je parle dans mes récits de guerre. Tandis que j'étais chancelier, j'avais plusieurs fois visité cet hôtel, parce qu'il avait été proposé à l'État pour y installer le ministère de l'Agriculture et l'*Oberpräsidium* de la province de Brandebourg. Le propriétaire nous offrit avec empressement un appartement convenable sur le devant, avec belle vue sur le Tiergarten, mais il ne pouvait pas en disposer tout de suite, et il nous procura en attendant un petit logement dans une pension de la Kurfürstenstrasse, près de l'hôtel Éden. Je rencontrai là une dame dont il a été beaucoup parlé, et en général en termes défavorables, mais qui me parut valoir mieux que sa réputation, la comtesse Treuberg. Ses parents, de riches israélites très cultivés, l'avaient mariée jeune à un officier bava-rois, qui pendant la guerre se comporta bravement, mais qui n'était pas précisément fait pour parer de roses la vie d'une femme ayant des besoins intellectuels supérieurs. Il est écrit dans les paroles de Salomon : « Ménager les coups de verge, c'est haïr son enfant, mais avoir soin

de le corriger, c'est l'aimer. » Toutefois il n'est écrit nulle part qu'avec des femmes cette méthode d'éducation soit permise ou recommandable. Traitée ainsi par un mari aristocrate, cette dame était passée dans le camp rouge. Elle faisait grand étalage de ses opinions communistes et, pour cette raison, avait été internée dans une petite ville de Poméranie la dernière année de la guerre ; d'ailleurs elle devait être également chassée de Berlin sous le régime républicain d'Ebert et de Bauer. Elle fit tous ses efforts pour nous rendre agréable notre séjour à la Kurfürstenstrasse. Elle voulut en particulier me présenter quelques-uns de ses amis de gauche et c'est ainsi que je fis la connaissance de M. Stampfer, rédacteur au *Vorwärts*, et du député Breitscheid, de qui on a beaucoup parlé. En M. Stampfer je trouvai un homme d'intelligence fine et de manières distinguées. Quant à Breitscheid, qui d'ailleurs discutait avec une politesse parfaite et avec intelligence, il me sembla représenter le type, plus fréquent dans les pays romans que chez nous, du radical qui fait parade d'idées très avancées, mais seulement jusqu'au moment où il voit un portefeuille de ministre à portée de sa main. Quand l'appartement promis à l'hôtel Éden devint libre, nous déménageâmes de la Kurfürstenstrasse au Kurfürstendamm. Quelques jours après notre arrivée, j'aperçus dans le corridor des uniformes et j'appris que l'état-major de la division de la cavalerie de la garde avait été transféré à l'hôtel Éden. Le lendemain matin on nous raconta que dans la nuit Liebknecht et Rosa Luxemburg avaient été traduits devant le conseil de guerre de cette division ; Liebknecht avait essayé de s'enfuir dans le Tiergarten pendant qu'on le transportait et avait été tué ; Rosa Luxemburg s'était mise à pousser des cris séditieux et un soldat lui avait brisé le crâne d'un coup de crosse. De tout cela nous n'avions rien remarqué.

Pendant notre séjour à l'hôtel Éden, j'eus un des plus mélancoliques, des plus douloureux spectacles que j'aie vus de ma vie : le retour de nos troupes après la campagne perdue, après la chute de la monarchie prussienne. Je n'ou-

blierai jamais l'attitude des officiers défilant avec leurs braves soldats. Toute leur personne disait les indicibles fatigues, privations et souffrances endurées. Sur leur visage et celui des soldats on lisait la fierté d'avoir résisté pendant quatre ans à tant d'ennemis, mais aussi la douleur et la colère de voir la victoire finale refusée à leur héroïsme, supérieur à tout ce que raconte l'histoire militaire de n'importe quel peuple. Lorsqu'en 1848 Nicolas Becker répliqua aux menaces de guerre des Français par son chant du Rhin (*Sie sollen ihn nicht haben*), Alfred de Musset lui répondit par son : « *Nous l'avons eu, votre Rhin allemand.* » Le poète français demande aux puissances coalisées contre la France dans la guerre de libération : « *Combien, au jour de la curée, étiez-vous de corbeaux contre l'aigle expirant ?* » C'est aussi la question que les héros allemands de la Grande Guerre peuvent poser à leur tour aux puissances et aux armées de l'Entente. Combien de corbeaux, de corneilles et de vautours a-t-il fallu pour triompher de l'aigle allemand ? Mais en Angleterre, en France, en Italie, des monuments ont été élevés au « Soldat inconnu ». Le corps d'un soldat tué à la guerre, désigné par le sort, a été déposé en Italie sous le monument national du roi Victor-Emmanuel II, *Padre della Patria*; en France sous l'Arc de triomphe, qui rappelle Napoléon et la Grande Armée; en Angleterre au centre de Londres, capitale de l'Empire britannique; et aujourd'hui encore, chaque jour, des couronnes sont déposées en ces lieux du souvenir, sacrés pour un peuple entier. Aucun monument semblable n'orne la capitale de l'Empire allemand. Cela aussi est une preuve affligeante de la faiblesse de notre sentiment national, que les républicains au pouvoir n'ont pas su éveiller et fortifier, une preuve de notre manque de piété et de reconnaissance pour ce que le peuple et l'armée ont fait dans la plus grande guerre de l'histoire. Raison de plus pour que dans le cœur de tout Allemand digne de ce nom, vive le souvenir de notre ancienne armée et de son héroïsme. En 1871, les Français ont créé le fier et beau nom de « glorieux vaincu ». Même une expression pareille

ne dit rien à la masse de nos socialistes. Ils se tiennent à l'écart, indifférents, ou intérieurement hostiles, quand les associations de vétérans de nos glorieux régiments essaient d'éveiller chez nous un juste sentiment d'honneur militaire, de fierté et de patriotisme ; en Bavière seulement, où à la vague bolchéviste a succédé une réaction salutaire, ont été possibles des fêtes commémoratives avec heureux déploiement d'appareil militaire. La France vaincue a fait ériger très peu après la guerre de 1870 le beau monument de Mercié, représentant une femme robuste en costume alsacien, qui, le fusil à la main, brave l'ennemi, pendant qu'à ses pieds son fils mortellement blessé s'affaisse. Cela est fier et fort et beau. A Francfort, au contraire, ville de couronnement des empereurs romains de nation germanique, un hideux monument : une femme informe, qui semble ne consister qu'en un énorme derrière, est accroupie par terre, comme si elle attendait encore quelques coups de pied.

C'est dans les moments de grande crise publique, plus que dans l'écoulement tranquille des jours, que se montrent les vertus et les faiblesses des individus. Lorsque, peu de temps après la révolution, eut lieu le banquet habituel du Landtag provincial de Brandebourg, l'*Oberpräsident* de Lœbell, homme qui n'avait pas l'habitude de courber l'échine, rappela dans son allocution, comme il le faisait chaque année, les services rendus par les Hohenzollern à la Marche de Brandebourg, à la Prusse et à l'Allemagne. Le nouveau régime se donna le ridicule de révoquer M. de Lœbell, un de nos meilleurs administrateurs, apprécié de tous. Comme si une sanction pareille pouvait effacer des siècles de gloire et de prospérité ! Et d'ailleurs M. de Lœbell n'avait jamais joui de la faveur particulière de Guillaume II. Harnack, au contraire, favori et adorateur de Sa Majesté, eut une attitude toute différente. Peu de temps encore avant la révolution, il m'avait envoyé un livre fraîchement paru, contenant une série de conférences faites par des professeurs d'Université allemands, qui dénonçaient les erreurs d'appréciation com-

mises par le président Wilson au sujet de l'Allemagne. L'introduction était de Harnack. C'était un hymne à la maison des Hohenzollern, de laquelle, disait Son Excellence, aucune force humaine ne pourrait nous séparer. Mais ce « théologien plein d'usage du monde », comme l'avait très justement appelé un jour le *Kladderadatsch*, savait à l'occasion se retourner. Peu de jours après la révolution ce panégyriste des Hohenzollern m'envoya son fils pour me faire dire qu'il regrettait de ne pouvoir me rendre visite, parce que, directeur de l'ancienne Bibliothèque royale, devenue Bibliothèque nationale, il avait à présenter d'abord ses respects à ses deux nouveaux chefs, LL. EE. Haenisch et Hoffmann. « Papa, ajouta le jeune Harnack en manière d'explication, se place sur le terrain des faits, et moi-même, je suis passé aux socialistes. » Le professeur Harnack s'est bien défait de son indiscret loyalisme monarchique, mais non point de son titre d'Excellence, qu'il devait à la faveur de Sa Majesté.

La République allemande naquit en même temps qu'était conclu, le 11 novembre 1918, l'armistice de Compiègne, qui nous chargea des premières chaînes et prépara les voies à la paix honteuse de Versailles. C'est Erzberger que nous envoyâmes à Compiègne. Aux yeux des nouveaux maîtres de l'heure, il passait pour avoir de l'expérience en matière de politique étrangère, à cause des nombreux voyages qu'il avait faits hors d'Allemagne pendant la guerre, en mission officielle ou de sa propre initiative. Il se rendit à Compiègne avec l'idée fausse qu'aux conventions d'ordre militaire il pourrait joindre des négociations sur des préliminaires de paix. Il avait propagé par la parole et la plume l'idée d'une paix préliminaire et celle de la Société des Nations. Il était convaincu que ses brochures, à peu près ignorées à l'étranger, feraient comprendre à nos adversaires quel était leur propre intérêt. Pour lui, pour ses collègues et ses amis, une Allemagne républicaine, démocratique et démilitarisée, devait être la bienvenue dans la Société des Nations et pouvait compter sur la sympathie et l'aide de tous dans sa tâche de restauration économique.

Son naïf optimisme, sa totale ignorance de l'étranger et de la mentalité de nos ennemis lui causèrent de cruelles déceptions. Le maréchal Foch ouvrit les pourparlers en faisant remettre au négociateur allemand par un officier d'état-major un vaste document en double exemplaire, auquel M. Erzberger avait à répondre avant le soir, six heures. Ce délai était bien court, même pour un négociateur possédant parfaitement le français et par conséquent capable de lire le texte original et de le discuter ensuite avec son personnel. Malheureusement le pauvre Erzberger ne comprenait pas un mot de français et n'était pas capable de lire un court entrefilet du *Temps*. Il resta tout à fait désarmé devant ces textes compliqués. Il est terrible de penser que, dans ces journées de malheur, l'homme qui avait à répondre aux propositions de l'Entente eut d'abord à attendre que fût achevé le pénible travail de traduction, avant de pouvoir se faire une idée de ce que demandait la partie adverse. Des heures précieuses furent ainsi perdues.

La méthode inaugurée par le maréchal Foch à Compiègne fut ensuite systématiquement appliquée à Trèves, à Mayence et à Spa : donner à l'adversaire de courts délais et partir impitoyablement, dès que les délais étaient écoulés. On ne pourra jamais calculer ni réparer le mal causé par la totale inaptitude d'Erzberger à de pareilles négociations. Il avait cru qu'il inspirerait comme civil, comme « homme du peuple », confiance au maréchal Foch et il fut traité par lui de façon hautaine et blessante. Pressé par Foch, qui éprouvait une sorte de joie sadique à le voir si décontenancé et impuissant, il fit abandon sur abandon. Mais il fallut longtemps pour qu'au dehors, loin du wagon-salon qui l'amena souvent auprès du maréchal Foch, on se rendit compte de son insuffisance. Les premières plaintes motivées et consistantes vinrent des armateurs, dont Erzberger avait trop mal défendu les intérêts pour qu'ils pussent se taire. Le maréchal Foch avait invité Erzberger à se trouver à Trèves, pour une conférence devant durer trois jours. Erzberger, irréfléchi comme il était, répondit que deux

jours de conférence lui suffisaient. Il avait fait cette singulière réponse, parce qu'il avait désiré gagner Trèves par la Suisse, où il avait l'intention de se rencontrer avec un de ces agents à sa solde qui se donnaient là-bas du bon temps, sans rien produire de substantiel en échange. Quand la commission d'armistice arriva à Trèves, il apparut que le maréchal Foch avait eu de bonnes raisons de proposer trois jours de conférence. Il désirait négocier sur les modalités de livraison de notre flotte marchande et avait estimé que pour cela il était nécessaire de faire venir des experts en matière de marine de commerce. Comme Foch n'avait pas l'habitude de préciser d'avance l'objet des conférences, ce fut une complète surprise et, grâce à la maladroite renonciation d'Erzberger, les experts convoqués en toute hâte par télégramme arrivèrent une heure avant l'expiration du délai qui avait été fixé pour la signature de l'accord et que le maréchal Foch maintint inexorablement.

Dans de pareilles conditions, Erzberger, en dépit de la réclame qu'il faisait pour lui-même, ne pouvait finalement que mécontenter même Ebert et Scheidemann. Ils profitèrent d'un voyage d'Erzberger en Suisse pour confier les négociations au comte Brockdorff-Rantzau. Pour l'affaire et vaniteux Erzberger, qui se voyait déjà attirant sur lui, à Paris, l'attention du monde, ce fut un rude coup. Mais il ne perdit pas courage. S'il ne pouvait briller à Versailles, il s'acharna d'autant mieux à créer à Brockdorff-Rantzau des difficultés à Berlin et à Weimar. Il ne négligea rien de ce qui pouvait fortifier chez l'Entente la conviction que la majorité du Reichstag, par lui conduite, accepterait en fin de compte n'importe quelles conditions de paix. J'admets qu'avec son incapacité politique Erzberger s'imaginait améliorer notre situation à force de confiant abandon et de docilité. J'admets qu'il a défendu avec énergie sa thèse qu'aucun sacrifice momentané n'était trop grand, si seulement nous sauvions l'unité de la nation. Mais par l'ardeur avec laquelle il a propagé ses idées il a fait un grand mal à la cause allemande, parce que l'Entente avait à Weimar assez de journalistes et d'agents pour se tenir au cou-

rant de ce que pensait chaque jour « le grand Mathieu ».

Quand le comte Brockdorff-Rantzau se refusa, ce qui lui fait honneur, à signer la paix et se retira, M. Erzberger s'occupa de lui trouver un remplaçant et réussit à faire nommer Hermann Müller (dit Müller de Franconie), qui avec Bell, député du centre, accepta de signer. Jamais n'a été infligée à un peuple, avec plus de brutalité, une paix aussi accablante et aussi ignominieuse qu'au peuple allemand la paix honteuse de Versailles. Dans toutes les guerres des derniers siècles, des négociations entre vainqueur et vaincu avaient précédé la conclusion de la paix. A la fin de la guerre de Trente ans, on négocia pendant trois ans à Münster et à Osnabrück avant de signer la paix de Westphalie. A la fin de la guerre de Sept ans, il y eut avant la paix d'Hubertsbourg des tractations secrètes entre Marie-Thérèse et Frédéric. Après ses plus grandes victoires et ses succès les plus décisifs, Napoléon a négocié à Campo-Formio, à Lunéville, à Amiens, à Presbourg, à Vienne. Après la chute du grand Corse, le congrès de Vienne travailla pendant neuf mois à fonder la nouvelle Europe. La guerre de Crimée fut suivie du congrès de Paris, la guerre russo-turque de 1877-1878 du congrès de Berlin. Le prince de Bismarck a négocié, après la campagne de Bohême, avec les délégués de l'Autriche et de l'Allemagne du Sud. Après la guerre victorieuse contre la France il a négocié aussi, longtemps, minutieusement et courtoisement, avec Jules Favre et Thiers, à Versailles et à Francfort. On a négocié après la guerre hispano-américaine, après la guerre russo-japonaise. Mais une paix sans négociations préalables, une paix dictée comme celle de Versailles, est aussi peu une vraie paix qu'il n'y a transfert de propriété quand un brigand renverse à terre un malheureux et le contraint ensuite à lui remettre son porte-monnaie.

La paix de Versailles nous a ravi plus de soixante-dix mille kilomètres carrés et plus de sept millions d'habitants. Nous avons perdu non seulement le « Reichsland », Strasbourg, la « *wunderschöne Stadt* », et la forteresse de Metz, devant laquelle et pour laquelle tant de précieux sang alle-



LE PRINCE DE BÜLOW AVEC FÉLIX D'ECKARDT, APRÈS LES OBSÈQUES
DE LA PRINCESSE DE BÜLOW

mand avait coulé, mais aussi la Posnanie, grenier de l'Allemagne. Nous avons perdu la majeure partie de la Prusse Occidentale, gagnée au germanisme par l'Ordre teutonique dès le treizième et le quatorzième siècle, reconquise au dix-huitième par le grand roi de Prusse. Nous avons perdu des parties de la Prusse Orientale et même de la Poméranie. Nous avons perdu la plus grande partie de la Haute-Silésie, un des grands centres de l'industrie allemande. Nous avons même perdu la ville depuis toujours allemande de Dantzig, patrie de Schopenhauer, de Fahrenheit, du génial graveur et peintre Chodowiecki, une des plus belles et des plus vénérables villes d'Allemagne. Nous avons perdu une partie du Schleswig du Nord, le petit pays de Huldshin, allemand de cœur, Eupen et Malmédy, de population wallonne, mais fidèlement attachée à l'Allemagne et à la Prusse. Pour garder le géant enchaîné, on a mis deux sbires à ses flancs, la Pologne et la Tchéco-Slovaquie, qui ont reçu le droit, conservé aussi par les États vainqueurs, d'augmenter librement leurs forces militaires, tandis que notre armée, autrefois la plus forte et la plus brave du monde, était réduite à n'être qu'une force de police à peine suffisante pour maintenir l'ordre intérieur. Notre belle marine fut ramenée à un petit nombre de vaisseaux de ligne et de croiseurs. Il nous fallut livrer tout le reste. Nous seuls n'avions plus le droit d'avoir des sous-marins, et nos fortifications côtières étaient réduites. Kiel devenait port ouvert, Helgoland était démantelé. Le sabordage de nos cuirassés par leurs équipages, à Scapa-flow, a été un rayon de soleil perçant des nuées sombres. Pire des insultes, en tout cas pire des mensonges, on nous a arraché un aveu de culpabilité aux termes duquel, contrairement à notre conviction à tous, nous reconnaissons que nous étions les seuls auteurs de la guerre, responsables de toutes les pertes et dommages subis par les États de l'Entente en conséquence de la guerre à eux imposée par l'agression allemande. Or, il est à peine besoin de le répéter, nous n'avions pas imposé la guerre à l'Entente, mais en l'été 1914, par la niaiserie et la maladresse de nos dirigeants, nous étions tombés par

un faux pas dans les panneaux qui nous étaient tendus.

Les hommes du nouveau régime ont cru faire avancer les affaires de l'Allemagne dans cette question de la culpabilité au moyen d'une publication qui doit comprendre tous les documents politiques de nos Affaires étrangères, depuis la fondation de l'Empire jusqu'à la Grande Guerre, et qui semble maintenant approcher de son terme. A l'exception des bolchévistes, qui n'ont pas d'autre but que de discréditer le vieux système politique et social au profit de la révolution communiste universelle, aucune autre grande puissance n'a jamais songé à ouvrir ses archives. Cette publication allemande, entamée avec un zèle si touchant, procédait-elle d'une idée juste? En tout cas, elle ne nous a pas servis. Elle n'a désarmé ni la haine des Français, d'autant plus acharnés contre nous qu'ils craignent davantage notre force latente, ni le froid égoïsme des Anglais, ni la traditionnelle animosité des Polonais, qui détestent notre caractère et redoutent notre puissance. L'indiscrétion avec laquelle, par ces documents, on a livré au public des déclarations confidentielles de diplomates et ministres étrangers, et l'imprudence avec laquelle on a révélé certaines critiques adressées par des hommes de chez nous à des institutions, des mœurs et des notabilités étrangères, détermineront tous les diplomates et hommes d'État étrangers à se montrer extrêmement prudents à l'avenir dans leurs conversations avec des représentants du gouvernement allemand. Toute relation diplomatique, comme Bismarck nous l'a souvent fait entrer dans la tête, a pour condition la confiance en la discrétion du partenaire. Sans cette confiance, pas de relation utile.

Assurément cette publication apporte la confirmation du fait que, depuis la paix de Francfort, Bismarck et tous ses successeurs ont imperturbablement et honnêtement voulu la paix. Mais c'est un mérite que nos ennemis ne seront aucunement disposés à nous reconnaître. Les Français ont une bonne expression pour désigner le joueur qui, après avoir gagné, se lève et se retire du jeu. Ils appellent cela « *faire Charlemagne* ». Tout le monde à l'étranger a

trouvé sage et, du point de vue allemand, absolument naturel, que nous n'ayons pas voulu risquer de nouveau nos énormes gains de 1864, 1866 et 1871. Mais personne n'a vu là une preuve de singulière vertu. On ne s'intéresse pas beaucoup, en somme, à notre politique d'avant 1914. On veut seulement savoir pourquoi, en ce funeste été 1914, nous avons opéré comme malheureusement nous l'avons fait. Les deux hommes les plus naïfs en matière politique que j'aie rencontrés dans ma longue vie ont été, soit dit incidemment, le professeur Hasse, président de l'*Alldeutscher Verband*, et M. Thimme, éditeur des documents diplomatiques des Affaires étrangères. J'ai déjà reproduit la réponse que me fit Hasse, lorsque le rencontrant par hasard au Tiergarten de Berlin, au moment critique de la guerre sud-africaine, je lui montrai combien, par son agitation sans règle et sans tact en faveur des Boërs, il rendait difficiles mes efforts pour créer entre le peuple allemand et le peuple anglais des relations sincèrement amicales. Le bon Hasse me déclara qu'il avait le droit et le devoir d'exprimer les sentiments du peuple allemand et que c'était à moi, ministre, de veiller à ce que nos relations diplomatiques avec l'Angleterre n'en fussent pas gâtées. Bien des années après, j'expliquai à M. Thimme que ses publications trop consciencieuses rendaient singulièrement difficile la tâche de nos représentants à l'étranger, en elle-même bien délicate déjà après notre défaite. Il me répliqua : « Excellence, la vérité ! la vérité ! Le diplomate peut se laisser guider par des raisons d'opportunité. L'homme d'État peut obéir à la raison d'État, vraie ou supposée. Mais l'historien n'a qu'un but : la vérité. C'est elle seule que j'entends servir, quoi qu'il arrive ensuite. » Il prononçait le mot vérité, *Wahrheit*, avec emphase, *ore rotundo* : « *Die Woorheit!* » Je lui fis remarquer amicalement que ni la France, ni l'Angleterre, ni l'Italie n'avaient ouvert aussi largement leurs archives, mais il répliqua : « Eh bien, c'est qu'alors ces pays, tout vainqueurs qu'ils sont, nous sont moralement très inférieurs. » Et du haut de sa morale il me jetait un fier regard, comme autrefois M. Hasse.

Les considérations historiques rétrospectives qui ont été publiées en Allemagne après notre désastre frappent par leur nombre plus que par leur qualité. Comme dit le proverbe allemand, facilement raisonne qui sort de la salle du conseil. L'historien aussi l'a belle, de critiquer les événements passés. Cela est plus facile que, pour l'homme d'État, maîtriser et diriger les événements présents. Si nos historiens étaient vraiment aussi habiles qu'ils veulent le faire croire à leurs lecteurs, nous n'aurions rien de mieux à faire que de leur confier la direction de notre politique extérieure et la conduite de nos négociations avec les autres puissances. Auraient-ils mieux réussi que nos représentants à Genève, Locarno et Gênes, mieux que Marx et Luther, Rathenau et surtout Stresemann? Je veux bien croire qu'ils auraient évité les fautes commises, hélas, par Bethmann et consorts en ce tragique été 1914, car il ne fallait pour cela qu'un peu de bon sens, de prudence et de réflexion. Mais ces censeurs de la politique que nous avons faite dans les vingt difficiles années qui suivirent la retraite de Bismarck auraient-ils vraiment mieux agi que nous? A la plupart de ces réflexions rétrospectives dont je parle s'appliquent deux mots de poète, souvent cités, vérités banales, mais toujours actuelles : « La critique est aisée, mais l'art est difficile » ; et : « Les idées cohabitent sans peine, mais les faits se heurtent rudement. »

CHAPITRE XXIII

L'esprit de Weimar. — Erzberger. — Incapacité des hommes politiques de Weimar. — Défauts de l'ancien régime ; son hostilité au parlementarisme. — Combien de chanceliers depuis la révolution ? — Bismarck a-t-il rendu la couronne trop forte ? — Regard en arrière sur ma vie. — Je ne suis pas de façon étroite *laudator temporis acti*. — Symptôme d'amélioration progressive de la situation en Allemagne. — Hindenburg. — Avenir de l'Allemagne.

L'esprit qui a inspiré les publications de documents dont je viens de parler est l'esprit de Weimar ; non pas l'esprit de Goethe et de Schiller, mais celui de l'Assemblée nationale qui eut à s'occuper de la conclusion de la paix avec les puissances alliées et associées et à instaurer en Allemagne un nouveau régime politique. C'est à cet esprit de Weimar que le bon Ebert voulait rendre hommage, quand, comme premier président élu de l'Empire, il fit déposer au pied de la double statue de nos deux grands poètes une couronne avec l'inscription : *Genio loci*. C'est l'esprit de mensonge qui, en 1918-1919, a obnubilé le cerveau des hommes qui dirigeaient alors l'Allemagne. C'est le faux pacifisme, l'attente d'une fraternité chimérique des peuples, une doctrine de démocratie improvisée et mal comprise. C'est aussi l'idée folle que le peuple allemand pourrait compter sur la sympathie de ses adversaires de la veille et sur leur appui pour sa restauration économique, dès qu'il aurait chassé ses dynasties, dissous son armée et sa marine de guerre, livré sa flotte de commerce, rompu avec toutes les grandes traditions de son passé et manifesté sa sincère volonté démocratique. Emportés par leur imagination, nos gens de Weimar ne voyaient pas que l'Entente calculait

très exactement les forces latentes de l'Allemagne, qu'elle comprenait que les Allemands, travailleurs, disciplinés, techniciens et organisateurs, se relèveraient bientôt, et qu'elle était par conséquent résolue à mettre tout en œuvre pour les tenir le plus longtemps possible en état d'infirmité politique et économique. Esprits chimériques et ignorants, ils n'ont pas vu tout ce qu'il y avait de sadique dans la haine des Français, ils n'ont pas tenu un compte exact de cette terreur malade qu'a la France de l'accroissement automatique de la population allemande. Ils n'ont pas compris qu'en cédant toujours et partout, nous ne pouvions qu'encourager l'audace de nos ennemis et leur volonté de nous détruire systématiquement. A cet esprit nous devons pour une large part les lourds et douloureux sacrifices qui nous ont été perpétuellement imposés, même après la signature de la paix, toutes les souffrances sans exemple que nous avons endurées, et qui ont atteint leur paroxysme en 1923, au moment de l'invasion de la Ruhr, avec ses atrocités et ses violences inouïes. Si la volonté de conquête et d'anéantissement incarnée en Poincaré et Foch s'est brisée contre la résistance tenace et la fidélité des Allemands de la Ruhr et du pays rhénan, si les menées de la clique séparatiste n'ont pas abouti à détacher la Rhénanie de l'Empire allemand, comme le voulait Paris, le mérite en revient au bon sens de la population qui, sans différence de parti, au milieu d'indicibles souffrances, s'est défendue contre l'envahisseur et a contrecarré l'action brutale des généraux français du type Mangin et de Metz. L'esprit dans lequel les pays rhénans et le territoire de la Ruhr ont mené la lutte contre les troupes d'occupation n'est pas le pseudo-esprit de Weimar, mais le vieil esprit allemand.

Je songe avec envie aux débats de l'Assemblée nationale de Bordeaux, qui, au printemps 1871, précédèrent l'acceptation du traité de paix de Francfort. En phrases magnifiques, le plus grand poète français, Victor Hugo, exprima sa foi inébranlable en l'avenir de son pays : « Oui, cria-t-il à cette Assemblée, le jour viendra, où la France

se relèvera. D'un élan puissant elle ira reprendre Strasbourg et Metz. Seulement ces deux villes? Non, elle mettra la main sur Cologne et Mayence, Coblençe et Trêves. » Une partie de la Chambre ayant interrompu le poète, en criant que la France réclamait seulement ce qui vraiment lui revenait, Victor Hugo répliqua : « Pourquoi mettez-vous des bornes à mon patriotisme? » Et quand Thiers, le grand historien, grand homme d'État et grand patriote, fondit en larmes au moment de lire les conditions de paix, toute la Chambre se leva et s'inclina en silence devant lui. Dans l'admirable péroration de son discours Thiers affirma comme Victor Hugo sa foi en la France, à laquelle son grand passé, l'ardent patriotisme de ses enfants et son « admirable unité » garantissaient une résurrection. Mettre son nom au-dessous de ce traité avait été pour lui, dit-il, la plus grande douleur de sa vie, mais il ne désespérait pas de l'avenir du pays. Au cours des débats, le général Chanzy, commandant en chef de l'armée de la Loire sous Gambetta, avait protesté contre la paix. L'Assemblée nationale écouta ses paroles avec émotion, sympathie et profond respect. Et pourtant il s'en fallait de beaucoup que Chanzy eût remporté des succès comme nos généraux pendant la Grande Guerre, comme Kluck et Below, le maréchal Mackensen et le maréchal Bülow, Eichhorn et Woyrsch, Scholz et Litzmann, comme le Kronprinz d'Allemagne et le prince héritier de Bavière, le maréchal Léopold de Bavière et bien d'autres, surtout Hindenburg et Ludendorff. La gloire de Chanzy, de Faidherbe, de Jauréguiberry, surtout de Léon Gambetta, fut et reste aujourd'hui encore d'avoir voulu continuer la guerre jusqu'au bout, *envers et contre tout et tous*. C'est pourquoi la France victorieuse a fait déposer au Panthéon le cœur de Gambetta, dont le corps avait été inhumé à Nice. Ainsi le Sénat romain se rendait au-devant du consul Varron, battu à Cannes par Hannibal, et le remerciait de ne pas avoir désespéré de la patrie.

Nous eûmes après notre défaite une bien autre attitude. Le nom de « jusqu'au boutiste » fut une insulte, au lieu d'être, comme en France et dans la Rome antique, un

honneur. Nos dirigeants acceptaient la défaite avec moins de courage, moins d'unanimité dans la tristesse, moins de patriotisme. Un Allemand ne peut se souvenir qu'avec douleur et honte de la façon dont se comporta l'Assemblée nationale de Weimar au moment de la ratification de cette paix dictée de Versailles. Pas un membre de l'Assemblée, en particulier pas un membre des trois partis au pouvoir, encore moins un membre du gouvernement, ne trouva un discours, une pensée, un mot répondant au tragique de cet instant et exprimant, au plus épais de ces ténèbres, l'attente de jours meilleurs, l'espérance de voir revenir la prospérité et la grandeur passée. Au contraire les partis qui avaient la majorité ne furent pas sans éprouver un certain sentiment de soulagement. Pour beaucoup la paix signifiait liquidation de l'ancien régime monarchique, militaire et bismarckien, qui avait pourtant fait l'Allemagne grande et glorieuse ; ces hommes comprenaient peut-être que pour les patriotes de droite, condamnés à l'impuissance, cette liquidation fût douloureuse, mais quant à eux ils ne s'en affligeaient pas, puisque l'Allemagne démocratique promettait un avenir nouveau et meilleur pour le simple peuple. Cet état d'esprit est lumineusement traduit par les vers que l'homme politique le plus puissant de l'Allemagne à cette époque, le véritable chef de l'Allemagne démocratique, Erzberger, inscrivit, ce tragique 8 juillet, le soir du vote, après un copieux repas, dans l'album d'un hôtel de Weimar :

D'abord bien travailler,
Puis boire et s'amuser.

Je n'ai pas le courage de repasser encore dans ma pensée ces années de misère et d'opprobre, de cruels traitements infligés par d'impitoyables ennemis, d'anarchie intérieure et de paralysie nationale. Notre déchéance est bien marquée par le fait que, j'en suis sûr, pas un Allemand sur dix ne serait capable aujourd'hui d'énumérer les chanceliers qui se sont succédé depuis la révolution. Pas un hymne, pas un recueil d'histoires héroïques ne transmettra aux géné-

rations futures les noms de Gustave Bauer et Hermann Müller, de Constantin Fehrenbach et Joseph Wirth. Dès 1925, sept ans après la révolution, il y avait en Allemagne deux cent cinquante ministres en place ou anciens ministres ; depuis que nous avons le bonheur de vivre en République, un Allemand sur deux cent cinquante mille est ministre. Les fréquents changements de ministères n'ont, du reste, pas empêché des crises gouvernementales de se prolonger pendant des mois.

Le père de l'histoire, Hérodote, raconte au premier livre de ses *Histoires* que Crésus demanda au sage Solon quel homme il tenait pour le plus heureux ; Solon répondit au roi que c'était Telloe d'Athènes, parce que, au milieu de la prospérité de la ville, il avait mené une vie heureuse et qu'ensuite, les Athéniens étant en guerre contre leurs voisins d'Eleusis, il était accouru à leur secours, avait mis l'ennemi en fuite et au moment de la victoire avait péri « de la plus belle mort ». C'est un bonheur que le sort ne m'a pas réservé. Et au neuvième livre de ses *Histoires*, Hérodote reproduit un récit que lui fit Théosandre d'Orchomène, un des hommes les plus en vue de cette ville, et formé par de longs voyages. Ce Théosandre raconta à Hérodote que quand Mardonios, à la tête de l'armée perse, marcha contre les Grecs, qui devaient le mettre en déroute à Platées, les Béotiens, qui sympathisaient avec les Perses, lui offrirent un festin à Orchomène. Pendant ce festin, les convives étaient couchés selon la coutume grecque, un Perse à côté d'un Grec. Alors un des Perses dit en pleurant au Grec couché près de lui qu'il était convaincu que dans l'armée perse peu d'hommes échapperaient à la mort. Étonné, le Grec demanda pourquoi il ne disait pas cela à Mardonios et aux autres Perses de haut rang. Ce Perse répondit : « Le pire chagrin est de savoir quel malheur approche et de se voir impuissant. » C'est cette suprême douleur que le sort m'a réservée.

L'État populaire qui par le fait de la révolution a remplacé l'État autoritaire pouvait-il résoudre l'immense problème que lui posait l'issue malheureuse de la Grande

Guerre? Pouvait-il, après notre désastre, conduire énergiquement l'Empire à ses destinées, forcer le respect de l'étranger même dans ces jours de calamité nationale et se montrer digne du grand passé allemand? Il faut répondre : Non. Toutefois l'équité oblige à reconnaître que le système d'idées politiques dans lequel nous avons vécu, paisibles et forts, jusqu'à la guerre, s'était écroulé trop brusquement pour que le peuple allemand eût pu réagir avec le sang-froid qui eût été nécessaire à l'Assemblée de Weimar et aux premières années de la République. Abandonnés à eux-mêmes, comme ils l'étaient à Weimar, les hommes qui avaient pris le pouvoir ne savaient guère ce qu'ils devaient en faire. Cette situation était certainement en partie la faute de l'ancien régime, qui avait été trop antiparlementaire. Avant la guerre un député avait bien des chances d'être exclu des fonctions gouvernementales importantes. Celui qui voulait parvenir, devenir ministre, faisait bien de ne pas entrer au Parlement. La conséquence était que le gouvernement et le Parlement formaient deux clans fermés et se regardaient avec défiance. Même d'anciens ministres, qui n'avaient plus rien à espérer ni à craindre, s'abstenaient d'activité parlementaire. Ils auraient cru fronder l'Empereur et l'Empire en critiquant le gouvernement comme députés, et ces scrupules n'étaient pas d'ordre individuel, ils étaient impliqués par l'ensemble du régime. En Angleterre et en France, le premier ministre qui vient de se retirer, attaque son successeur sans ménagement, si les intérêts du pays lui paraissent l'exiger. En Allemagne, le ministre remercié était condamné à se taire. L'expérience qu'il avait acquise, sa pratique des affaires, étaient perdues pour le Parlement. A coup sûr ce n'était pas un avantage. J'ai déjà parlé des difficultés avec lesquelles je fus plusieurs fois, aux prises comme chancelier, lorsque je voulus amener Guillaume II à faire appel à des parlementaires pour des postes importants, à titre d'essai. Les rares parlementaires qui devinrent ministres sous l'ancien régime sont des exceptions, qui confirment la règle.

Lorsque par conséquent le peuple allemand procéda à l'élection de l'Assemblée nationale et, plus tard, du nouveau Reichstag, il manquait d'une élite politique au courant de la technique des affaires de l'État. Les politiciens qui donnèrent au début à l'Allemagne nouvelle sa physionomie furent tous des novices. Ils avaient été habitués jusqu'alors à ne traiter les questions d'intérêt national qu'à un point de vue de critique inféconde ou d'opposition sans scrupule. La notion d'État, la *salus publica*, préoccupait moins ces *homines novi* que les intérêts de parti, et le pouvoir leur était trop vite tombé du ciel pour qu'ils eussent eu le temps de s'adapter. N'ayant pas le vif sentiment de la dignité de l'État, ils manquaient de dignité dans leur façon de se présenter, et quelquefois dans leur mentalité profonde. On en voit la preuve frappante dans l'introduction de ce drapeau noir-rouge-or, qui a été imposé à Weimar au peuple allemand dans une heure d'épuisement moral. Le vieux drapeau de l'Empire, dont les couleurs s'étaient montrées avec honneur par le monde, pendant un demi-siècle, et qui avait flotté sur toutes les mers, imposant à tous le respect, fut sacrifié à « l'esprit de Weimar », sans que l'on comprit quel lamentable spectacle l'Allemagne offrait en déchirant, par un acte de contrition sans dignité, l'emblème de sa gloire. Les divers ministères que nous vîmes en ces premières années de la République firent une impression pitoyable, même dans les pays où nous avions des amis. Bien des diplomates étrangers, avec lesquels j'avais depuis longtemps de bonnes relations, demeurèrent toujours entièrement corrects dans leurs entretiens avec moi, mais avec douleur je devinais à leur langage que, dans les pays bien disposés pour nous, on ne comprenait pas comment l'Allemagne pouvait être si pauvre en hommes politiques, capables de défendre avec dignité nos intérêts, et qu'à Paris et à Londres on était fort content qu'il en fût ainsi.

Si je jette un regard en arrière sur la fondation et la fin du glorieux Empire allemand de Bismarck, je suis obligé de me poser une question. Est-ce que ce plus grand des hommes d'État allemands n'a pas donné trop de puis-

sance au roi de Prusse et à l'empereur d'Allemagne, et n'a-t-il pas trop restreint l'influence du Parlement? A cette question essentielle, Bismarck, comme d'ordinaire, a répondu d'après son expérience personnelle. Par sa naissance, par sa vie, par tradition de famille, par influence de milieu, par sentiment encore plus que par réflexion, il était royaliste prussien, très profondément. Jeune, il avait vu Frédéric-Guillaume III, avait beaucoup entendu parler de ce souverain froid, taciturne, homme de devoir, qui ne disait rien d'irréfléchi, qui, après Iéna et Tilsit ne désespéra pas, et après Leipzig et Waterloo ne fut pas gonflé d'orgueil. Bismarck avait bien connu Frédéric-Guillaume IV, chimérique et inconstant, un homme sur qui on ne pouvait pas absolument faire fond, mais généreux et très cultivé. Bismarck s'est trop souvent disputé avec le prince héritier qui devint l'empereur Frédéric, mais il savait apprécier, plus encore qu'il ne le laissait voir, son caractère chevaleresque, sa loyauté, sa bonté, son âme inaccessible à la crainte. Le prince de Bismarck avait surtout, en près de trente ans de collaboration, sondé le cœur et les reins de Guillaume I^{er}, le monarque à la fois noble et modeste, strict dans ses devoirs et tendre dans ses affections, qui n'était jamais indiscret, qui ne manquait jamais de tact, qui n'oubliait jamais qu'il était le roi, mais jamais n'usait mal de son pouvoir, n'était jamais ingrat et jamais vindicatif, le monarque dont, peu de temps après qu'il eut fermé les yeux, Bismarck a vanté avec raison au Reichstag dans un éloge immortel l'héroïsme, le haut sentiment d'honneur national, l'activité diligente au service du pays. Quant au petit-fils de ce vraiment grand Empereur, Guillaume II, le prince de Bismarck, au fond, ne le connut que d'une façon superficielle. Il ne se trouva pas à son aise avec ce monarque au caractère un peu singulier; il entra mal dans les sentiments de ce roi de Prusse qui ne tenait pas beaucoup de son père, rien de son grand-père, ni de son arrière-grand-père, peu de sa mère et, en compensation, beaucoup trop de son grand-oncle, le duc Ernest de Cobourg. Ce que le grand chancelier dit de Guillaume II dans ses *Pensées*

et Souvenirs montre qu'avec les quarante-quatre ans d'âge qui le séparaient d'ailleurs de ce dernier, il n'a jamais bien saisi cette mentalité complexe. Il n'avait pas cru possible un manque de maturité pareil ; il n'avait pas prévu, quand il posa les fondements du nouvel Empire, un tel roi et empereur. Mais même si Bismarck, pressentant la venue d'un troisième empereur comme fut Guillaume II, avait placé moins haut la couronne impériale, il aurait eu bien de la répugnance à accorder des droits plus importants à un Parlement et à faire plus d'avances à la démocratie allemande. A bien des égards il n'avait pas tort d'estimer peu les parlementaires allemands, mais dans cette voie il allait trop loin. Le parlementaire allemand, honnête, mais gauche, et ignorant les réalités, lui rappelait ces deux types d'Allemands se mêlant de politique, le professeur d'Université et le juge au tribunal de première instance, que, du premier au dernier jour de sa vie politique, il a médiocrement prisés. Le prince de Bismarck a été le plus grand des hobereaux, mais il était hobereau, hobereau de la Marche, gentilhomme de la tête aux pieds, officier prussien jusqu'au bout des ongles.

Ce fut un malheur que Guillaume II, immédiatement après avoir congédié le prince de Bismarck, ne se soit pas imposé à lui-même de la retenue et n'ait pas, en même temps, développé notre organisme politique dans le sens libéral et parlementaire. Mais au contraire le jeune empereur s'est bercé de l'illusion qu'il serait capable d'être son propre chancelier et de jouer devant le monde le rôle qu'avait tenu Bismarck pendant vingt-huit ans avec un véritable génie. Ce fut aussi un malheur que Guillaume II n'ait pas compris mon intention de préparer progressivement et prudemment, mais sans arrêt, après les victorieuses élections au Reichstag de 1907, un système de gouvernement parlementaire par une réforme du système électoral prussien, par la désignation de parlementaires comme secrétaires d'État et ministres. Il ne comprit pas qu'il fallait oindre le front de notre mère Germania avec un peu plus d'huile démocratique et, quand il entrevit où je voulais le mener

et mener le pays, il se tourna contre moi et, en me renvoyant, empêcha l'évolution méthodique à laquelle je songeais. Au lieu d'une évolution, nous avons eu une révolution. La Grande Guerre que permit l'incapacité de Bethmann et de ses collaborateurs, et qui au point de vue politique fut conduite avec une consternante maladresse, se termina par un changement de régime qui, à l'extérieur, nous isola plus que nous n'avions jamais été, nous désorganisa à l'intérieur, et du pays autrefois le mieux administré d'Europe fit un pays mal administré. Et pourtant il nous faut, même dans ces jours très sombres, dire avec le plus grand des apôtres, saint Paul : « Nous sommes pressés de toutes manières, mais non réduits à l'extrémité, dénués de toute ressource, mais non désespérés. »

Regardons d'autres peuples. Voici juste cent ans que le prince Metternich, qui à ce moment gouvernait non seulement l'Autriche, mais en un certain sens l'Europe, le *cocher de l'Europe*, comme on l'a appelé, déclarait solennellement que l'Italie n'était pas un État, ni une nation, mais seulement un concept géographique. Aujourd'hui la monarchie des Habsbourg est à terre, l'Italie est une grande puissance et a réalisé toutes ses aspirations nationales. La France, il y a un demi-siècle, était vaincue, son Empereur était notre prisonnier. Pourtant, en suivant le conseil de Gambetta, parler le moins possible de la revanche, mais y penser toujours, elle a réussi, je l'écris avec douleur, à faire flotter son drapeau sur la vénérable cathédrale construite par maître Erwin, et elle nous harcèle sur le Rhin et la Moselle. La Pologne a été partagée il y a cent cinquante ans entre trois grandes puissances, et la voici sortie de sa tombe, elle nous ravit nos territoires à l'Est et nous persécute. Les peuples balkaniques, Serbes et Bulgares, Grecs et Roumains, les Arméniens aussi ont été pendant des siècles courbés sous le joug, maltraités, massacrés, mais ils ont survécu à leurs tyrans. La vie des hommes est en perpétuel mouvement. Les peuples ont des déclin, mais ils se relèvent aussi.

Après avoir terminé la rédaction de mes souvenirs, j'ai

plusieurs fois repassé en esprit la période dans laquelle Dieu m'a fait vivre. Je me suis efforcé d'examiner si j'ai été juste dans mon jugement sur le peuple allemand et sur les hommes qui ont dirigé ses destinées avant et après moi ; je me suis demandé si j'ai jugé la période pendant laquelle j'ai conduit les affaires de l'Empire avec moins de sens critique que la période qui, après moi, a conduit à la Grande Guerre et à notre désastre. Dans cet examen de conscience j'ai cherché à me détacher de ce dont j'avais été témoin, à voir les choses en elles-mêmes et à les considérer de haut. Ma vie s'est déroulée de telle sorte que j'éprouve aujourd'hui à la fois deux sentiments dominants : la joie du souvenir de notre grand passé et la peine que me cause ce sombre et lourd présent. Mes souvenirs, prolongés dans le passé par tout ce que, intellectuellement, m'a transmis mon père, embrassent le temps où le peuple allemand était désuni et impuissant, la fondation de l'Empire et la création de notre unité nationale à la suite de succès militaires et politiques sans précédent, les quelques dizaines d'années pendant lesquelles le peuple allemand développa dans la paix ses forces économiques, fortifia sa position dans le monde et son sentiment national, enfin les années dans lesquelles l'Allemagne repoussa glorieusement l'assaut du monde uni contre nous, puis succomba.

Mon père, qui dans mon enfance avait fait avec soin mon éducation et façonné mon esprit, qui plus tard était devenu mon conseiller et un maître amical, avait été témoin dans sa jeunesse de la faiblesse de l'Allemagne ; en son âge mûr il avait vu notre abaissement en 1848 ; au point culminant de sa vie, peu après la fondation de l'Empire, il lui avait été accordé d'assister Bismarck comme secrétaire d'État et collaborateur de confiance. Le récit de ses abondants souvenirs fit tomber sur mon enfance l'ombre triste de l'Allemagne impuissante ; puis rayonna sur mes années de jeune homme l'éclat dont la puissante figure de Bismarck faisait resplendir la nouvelle Allemagne. Ma formation intellectuelle et politique eut lieu pendant ce magnifique essor de l'Allemagne qui commença, grâce à Bismarck

en 1864. Mon père, après avoir modestement débuté, occupa finalement un poste où, sous le regard du grand chancelier à qui rien n'échappait, il avait à faire valoir devant l'étranger les intérêts du jeune Empire. Sa sphère d'activité et son horizon politique s'élargirent au fur et à mesure qu'il put voir se préparer notre unité nationale, naître l'Empire, se fortifier notre situation internationale. J'avais vu d'aussi près que possible, en quelque sorte dans le microcosme de la maison paternelle, se développer le macrocosme de la nouvelle Allemagne, de jour en jour plus puissante. Gloire militaire, grandeur nationale, éclat de la dynastie, avenir de l'Empire, telles furent les nobles idées dans lesquelles je grandis. Elles ont été mes ancres dans ma jeunesse, elles m'ont donné dans mes premières années d'âge d'homme un élan et une direction, elles sont restées ma règle pendant les douze années de ma vie de ministre et de chancelier. L'homme qui s'est formé au temps glorieux de l'ancienne Allemagne, l'homme dont la vie et l'activité ont été intimement mêlées à cette période de puissance et de splendeur qui a duré jusqu'à notre désastre, a le droit de dire qu'il n'est pas de façon étroite *laudator temporis acti*, même s'il trouve que le brillant passé est assombri par le triste présent, si l'Allemagne des pères lui semble mériter plus de louanges que celle des fils, si le bouclier de gloire dont se couvrait autrefois l'Empire allemand lui paraît plus brillant que la toge mal serrée dont notre démocratie a vêtu la nouvelle Allemagne.

Je n'ai pas été aveugle pour les fautes de l'ancien régime. Les unes, comme je l'ai montré plusieurs fois et en détail, tenaient au système lui-même ; les autres, je n'ai cessé de l'indiquer aussi, tenaient aux personnes. La monarchie convenait parfaitement au peuple allemand. Elle ne s'est montrée faible que sous Guillaume II. Pendant de longues années des efforts incessants avaient été déployés pour garder à l'Allemagne sa solide armée, fortifier sa marine, favoriser les arts et les sciences, encourager notre développement économique, éveiller et affermir notre esprit national. Mais Guillaume II a été surpris par la Grande

Guerre avec deux hommes auprès de lui, dont l'un, Moltke, s'était lui-même déclaré incapable d'être chef d'état-major général en cas de guerre, et dont l'autre, Bethmann, n'a que trop révélé son impuissance à résoudre une crise internationale. Guillaume II les avait choisis lui-même, et ce n'est pas la raison d'État qui les lui avait imposés. L'un et l'autre, chacun pour son compte, ont commencé à perdre l'Allemagne. Michaelis et Hertling, choisis eux aussi par Guillaume II sous sa seule responsabilité, ont hâté la catastrophe, et le prince Max l'a consommée. Ce que Hindenburg et Ludendorff, ce que nos armées avaient gagné, resta inutilisé, et même fut gaspillé par les hommes d'État incapables que Guillaume II avait pu imposer à un grand peuple pourtant sorti de tutelle.

Guillaume II s'était fait une idée exagérée des attributions du souverain et je dis que cette conception a eu pour l'Empire des conséquences désastreuses. Mais bien entendu j'ai été obligé de juger tout aussi sévèrement l'incapacité et, plus encore, le manque de dignité nationale dont firent preuve les dirigeants de l'Allemagne au jour de notre désastre, en ces premiers moments où les partis démocratiques qui formèrent la coalition de Weimar vécurent dans l'ivresse du pouvoir. Cette démocratie a jeté par-dessus bord les biens sacrés qu'un peuple, même vaincu, a le devoir de sauver. Elle a systématiquement cherché à supprimer le souvenir de notre fier passé, elle n'a rien fait pour développer les vertus qui seules peuvent nous garantir un meilleur avenir, le courage et le dévouement à la patrie. Il y a quelque chose de répugnant dans cette façon de briguer des postes et des pensions que nous avons vue au moment où s'est constituée la première demi-douzaine de nos gouvernements républicains, dans la brutalité avec laquelle les différents partis se disputèrent la première place, dans les navrantes affaires de corruption qui ont souillé l'avènement de la République. La justice, qui ordonne de remettre toute chose en sa place, exigeait que ces côtés honteux de la vie politique de la nouvelle Allemagne républicaine fussent énergiquement blâmés.

Observateur attentif des événements, en relation avec beaucoup d'étrangers, et lisant chaque jour les journaux de toute nuance et de tout pays, j'ai aperçu avec satisfaction les indices d'une amélioration dans notre vie politique et économique. En politique intérieure le flot de la révolution de novembre est en baisse. En politique extérieure l'horizon semble s'éclaircir. La raison recommence à parler et l'espérance à fleurir. L'Allemand, sérieux au fond, plein de calme et de bon sens, répare les digues que l'anarchie menaçait de détruire. Les politiciens ignorants et sans culture qui, dans les premières années, s'emparaient tour à tour du pouvoir, ont disparu. Ils ont fait place à une catégorie d'hommes qui ont des connaissances et du sérieux et dont plus d'un aurait pu faire un ministre même dans l'ancienne Allemagne. Je nommerai en première ligne Stresemann, qui, dirigeant notre politique extérieure dans les conditions les plus difficiles, a su gagner la confiance de l'étranger, mériter l'estime de précédents ennemis et ainsi nous donner la possibilité de remonter peu à peu la côte. Hindenburg, le grand maréchal qui a fait ses preuves dans des centaines de batailles et a glorieusement conduit les armées allemandes, a pris en main les destinées de l'Empire, et depuis qu'il a prêté au peuple allemand, pour le travail de reconstitution, l'éclat de son nom et la puissance de sa personnalité, l'Allemagne a commencé à recouvrer son prestige à l'étranger et lentement le nom allemand a pu se faire respecter de nouveau.

Lorsque je reviens, au printemps, de Rome à la basse Elbe, sur les bords de laquelle je suis né, pour passer l'été en Allemagne, je suis heureux de pouvoir constater que notre situation s'améliore peu à peu. Mais une durable et réelle prospérité n'est possible que si nous nous défaisons enfin de nos défauts héréditaires, de notre acharnement de parti, de notre ambitieux esprit de système, de notre particularisme, que si nous revenons aux façons de sentir qui ont rendu grands nos ancêtres.

Mon intime conviction est que pour nous aussi viendront de meilleurs jours, quand notre peuple se sera de nouveau

imbu d'esprit national. Il est impossible qu'une nation au passé aussi glorieux, qu'un peuple qui a vu *Friedericus Rex* et le soulèvement de 1813, Blücher, Scharnhorst, le baron de Stein et, un demi-siècle plus tard, l'empereur Guillaume I^{er} et l'empereur Frédéric, Bismarck, Roon et Moltke, Düppel, Sadowa et Sedan, un peuple qui s'est défendu aussi héroïquement que nous pendant la Grande Guerre, un peuple qui a produit Luther et Kant, Schiller, Goethe et les frères Humboldt, Bach, Beethoven et Richard Wagner, Fichte et Hegel, Schopenhauer et Nietzsche, qui a donné au monde tant d'œuvres immortelles, qui possède de si grandes et de si belles qualités, impossible, dis-je, que ce peuple soit perpétuellement opprimé, reste perpétuellement au fond de la scène, soit perpétuellement le jouet de la politique internationale.

Verrai-je encore le jour où de nouveau l'Allemagne reprendra la place qui lui revient dans le monde, où elle sera honorée comme jadis? Je ne le sais. Mais je fermerai mes yeux dans l'espérance et même avec la certitude que ce jour viendra. Mes dernières pensées, mes dernières prières au ciel et mes derniers vœux seront pour l'avenir de l'Allemagne.

NOTE RECTIFICATIVE

DES ÉDITEURS

On lit dans les Mémoires du chancelier prince de Bülow, tome premier, p. 269 : « Le badois Spuller et les frères Joseph et Salomon Reinach, natifs de Francfort, furent parmi les collaborateurs et aussi les plus intimes de Gambetta. »

Les familles Reinach et Spuller, désirant rectifier les inexactitudes contenues dans cette phrase, nous ont fait savoir que M. Joseph Reinach, est né à Paris le 30 septembre 1856, son frère, M. Salomon Reinach à Saint-Germain-en-Laye le 29 août 1858, et M. Spuller le 8 décembre 1835 à Seurre (Côte-d'Or).

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Voyage de Berlin à Hambourg le 17 juillet 1909. — Vieux souvenirs et récentes impressions. — A Hambourg. — L'hôtel Atlantic. — Le petit Pfordte. — L'opposition de Bethmann fait échouer le projet de Ballin d'une entrevue entre Tirpitz et Fisher. — En bateau de Hambourg à Kuxhaven et de là à Norderney. — Le ministre plénipotentiaire Rosen. — Manifestations qui accompagnent ma démission. — Le Bundesrat et les princes confédérés. — L'Empire, tel que Bismark l'a organisé, donne-t-il une importance trop grande aux princes?..... 1

CHAPITRE II

Expressions de regret au sujet de ma retraite, approbation de ma politique, témoignages de sympathie pour ma personne.... 12

CHAPITRE III

La situation politique après ma démission. — Derniers entretiens avec Bethmann-Hollweg. — Dernière séance du conseil des ministres. — Quelques détails sur l'arrivée au pouvoir de Bethmann..... 20

CHAPITRE IV

Attitude de Guillaume II à mon égard après ma démission. — Campagnes de presse ; Schiemann. — Entretien de Guillaume II avec le comte Vitzthum-Lichtenwalde au sujet de ma démission. — Soupçons de la *Maerkische Volkszeitung*..... 32

CHAPITRE V

A Berlin. — Entretien avec Bethmann en octobre 1909. — Déjeuner chez Leurs Majestés au Nouveau Palais. — Soirée pour l'anniversaire de l'Impératrice, le 22 octobre 1909. — Ma dernière rencontre avec Guillaume II avant la Grande Guerre. — Voyage à Berne; je revois mon frère Alfred. — Arrivée à Rome; la Villa Malta; son histoire. — Ma première promenade au Capitole. — La vie à Rome. — Barrère. — Le pamphlet *les Maîtres de l'Allemagne*. — De Loebell, chef des services de la chancellerie..... 39

CHAPITRE VI

Changements à la légation de Bruxelles. — Intrigues de Flotow contre Wallwitz. — Ma correspondance avec Bethmann qui inaugure une politique nouvelle à l'égard de la Belgique. — Bismarck et la Belgique en 1870. — Voyage de Bethmann à Rome en mars 1910. — Mme de Flotow. — La situation politique. — Les élections au Reichstag de 1912. — Mort d'Édouard VII. — M. de Kiderlen à Rome. — Lettres d'Allemagne : Bassermann, Lichnowsky 57

CHAPITRE VII

Visite de Harnack à Rome. — Excursion à Brandebourg pendant l'été 1913. — Réunion de famille à Doberan. — Discours prononcé à l'inauguration du monument du général, comte de Bülow-Dennewitz. — Visite rendue à Fittger à Brême..... 73

CHAPITRE VIII

Montreux, octobre 1913. — Pie X m'accorde une audience. — Situation extérieure inquiétante. — Mémoire destiné à l'Empereur. — Attitude de Guillaume II à l'égard des ministres tombés. — Il ne me demande plus aucun conseil, ni avant l'ultimatum à la Serbie, ni durant les journées critiques de juillet 1914. — Ma lettre au comte Auguste d'Eulenburg un an avant la catastrophe de 1914..... 86

CHAPITRE IX

Politique de Bethmann-Hollweg de 1909 à 1914. — Sa réserve à mon égard dans toutes les questions politiques. — On m'élimine com-

plètement de 1909 à 1914. — Lichnowsky est nommé ambassadeur à Londres. — L'opinion d'hommes d'État étrangers. — Pierre Carp à Rome. — Krupenski et les instructions de Sasonof ; Kokovsof et Krivoschein à Rome. — Sir Renell Rodd, ambassadeur d'Angleterre. — Mon livre : *Politique allemande*..... 99

CHAPITRE X

Berlin en juin 1914. — La nouvelle de l'assassinat du prince héritier d'Autriche. — Entretien avec Bethmann et Guillaume II. — Les illusions de Bethmann..... 117

CHAPITRE XI

La politique allemande immédiatement avant la Grande Guerre. — L'attitude de Guillaume II à l'égard des possibilités de guerre. — Bethmann, diplomate. — Son entretien avec Goschen, ambassadeur d'Angleterre. — Le secrétaire d'État von Jagow. — Rapport de Beyens, ministre de Belgique. — Stumm, Zimmermann, Diego de Bergen. — La situation diplomatique..... 132

CHAPITRE XII

Velléités de démission de Bethmann-Hollweg. — Héroïsme du peuple allemand. — Bethmann déclare la guerre à la Russie ; ses motifs. — Maladresse diplomatique à l'égard de l'Italie. — La Roumanie. — Ma conversation avec le prince de Wedel au sujet de la situation militaire. — Coups de téléphone entre Lichnowsky et Grey. — La chute de Liège. — Le général Ludendorff. — Les premières nouvelles de la bataille de la Marne. — L'invasion de la Belgique. — Le discours de Bethmann du 4 août sur la Belgique. — Le chiffon de papier..... 144

CHAPITRE XIII

La guerre était-elle inévitable? — Pourquoi la flotte ne fut-elle pas engagée? — Le haut commandement militaire. — Le général de Moltke. — Mission du lieutenant-colonel Hentsch. — Bataille de Tannenberg. — Le général de Falkenhayn prend la succession de Moltke. — Les choses prennent à Rome une mauvaise tournure pour nous. — Merey, ambassadeur d'Autriche-Hongrie. — Inertie de Flotow, ambassadeur d'Allemagne. — Déclaration de neutralité de l'Italie..... 161

CHAPITRE XIV

Ma mission à Rome en 1914-1915. — Lettre de Bethmann, ma réponse. — Voyage à Rome au milieu de décembre 1915. — Intrigues de Jagow et Flotow. — Lettre de Ballin..... 180

CHAPITRE XV

Audience chez Guillaume II. — Visite d'adieu à Moltke. — Départ pour Rome. — Flotow reste en Italie et continue à intriguer contre moi. — Les archives de l'ambassade de Rome. — Mon activité à Rome. — Lettres d'Allemagne. — État d'esprit de l'Empereur. — La colonie allemande. — Le comte Greppi. — L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, de Merey, est remplacé par le baron de Macchio..... 192

CHAPITRE XVI

Sidney Sonnino, ministre italien des Affaires étrangères. — Propagande de l'Entente en Italie. — L'Entente exploite l'invasion de la Belgique. — Le roi Victor-Emmanuel III. — La reine Marguerite. — Déclarations confidentielles de la reine mère à la princesse de Bülow. — Le Parecchio de Giolitti. — Le pape Benoît XV. — Misérable politique à Berlin. — Lettre de Bethmann à Bülow. — Flotow repartait à Berlin. — Bülow en audience de congé chez le roi Victor-Emmanuel III. — Optimisme d'Erzberger..... 206

CHAPITRE XVII

Retour à Berlin. — Dîner chez Bethmann-Hollweg. — Je ne suis pas reçu par l'Empereur. — Lettre de Bethmann. — Ma réponse et duplique de Bethmann. — Réception à Hambourg. — Les événements militaires. — Bethmann-Hollweg préconise la création d'un État polonais indépendant..... 226

CHAPITRE XVIII

L'hiver de 1915-1916 à Lucerne. — Le comte Ledochowski. — L'Empereur prend la fâcheuse initiative d'une offre de paix. — Ma dernière entrevue avec Guillaume II. — Le défaitisme en Allemagne. — Énergie du gouvernement français à l'égard du défaitisme en France. — Pamphlet du prince Lichnowsky. — Entretien avec Bethmann-Hollweg. — Service militaire obligatoire en Angleterre..... 240

CHAPITRE XIX

La guerre sous-marine. — Entretien du Kronprinz avec des personnalités marquantes du Reichstag. — Retraite de Bethmann. — On envisage mon retour. — Intrigue contre moi à Vienne. — Possibilités de paix. — Le sous-secrétaire d'État, Michaelis devient chancelier. — Mémoire du comte Czernin. — Le Reichstag vote une résolution de paix. — Erzberger. — Premiers symptômes de démoralisation dans la flotte, à Kiel. — Le secrétaire d'État Kühlmann. — Paix de Brest-Litowsk. — État des esprits à Berlin. — Adolphe de Harnack..... 255

CHAPITRE XX

Mauvaises nouvelles d'Autriche. — Le comte de Wedel, ambassadeur d'Allemagne à Vienne. — La Roumanie entre en guerre. — Hindenburg et Ludendorff. — Les opérations militaires. — La grande offensive de France au printemps de 1918. — Symptômes d'épuisement de l'Allemagne. — Pitoyable faiblesse du gouvernement allemand. — Visites de Ballin à Klein-Flottbeck, sa dernière tentative pour éclairer Guillaume II. — Lettre de Heckscher au sujet de la catastrophe; ma réponse. — Joffe, ambassadeur des Soviets..... 274

CHAPITRE XXI

Le nouveau chancelier, prince Max de Bade. — Sa personne et son inaptitude à ses fonctions. — On met de nouveau en avant ma candidature. — L'abdication de Guillaume II, sa fuite en Hollande et sa lettre au Kronprinz. — Après l'abdication. — La révolution allemande n'a rien de jacobin. — Mutineries à Kiel. — Événements de Munich. — Fuite de Louis III de Bavière. — Comment s'en alla Frédéric-Auguste de Saxe..... 289

CHAPITRE XXII

Victoire de la révolution à Berlin. — Le prince Max retourne au pays de Bade. — Les désordres spartacistes. — Ebert et Noske. — Choses vues à l'hôtel Adlon. — Comtesse Treuberg, Stampfer, Breitscheid. — Retour des troupes. — Pourparlers d'armistice à Compiègne; Erzberger, président de la commission d'armistice. — La paix honteuse de Versailles. — Publication des documents allemands..... 306

CHAPITRE XXIII

L'esprit de Weimar. — Erzberger. — Incapacité des hommes politiques de Weimar. — Défauts de l'ancien régime ; son hostilité au parlementarisme. — Combien de chanceliers depuis la révolution? — Bismarck a-t-il rendu la couronne trop forte? — Regard en arrière sur ma vie. — Je ne suis pas de façon étroite *laudator temporis acti*. — Symptôme d'amélioration progressive de la situation en Allemagne. — Hindenburg. — Avenir de l'Allemagne 325

Cet ouvrage
a été achevé d'imprimer sur les presses
de la
LIBRAIRIE PLON
le 20 février 1931.

Biblioteka Wojsk. Arad 1911
A
Prof. F. Dzierżyński



39189 /
2